



# Assemblée générale

Distr. générale  
23 juin 2006  
Français  
Original : anglais/chinois/espagnol/  
français/russe

## Soixante et unième session

Point 102 c) de la liste préliminaire\*

### Élections aux sièges devenus vacants

dans les organes subsidiaires et autres élections : élection  
des membres de la Commission du droit international

## Élection des membres de la Commission du droit international

### Note du Secrétaire général

## Table des matières

	<i>Page</i>
I. Introduction . . . . .	3
II. Notices biographiques des candidats . . . . .	4
Ian Brownlie (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord) . . . . .	4
Arturo B. Buena (Philippines) . . . . .	9
Lucius Caflisch (Suisse) . . . . .	11
Enrique J. A. Candiotti (Argentine) . . . . .	22
Pedro Comissário Afonso (Mozambique) . . . . .	26
Riad Daoudi (République arabe syrienne) . . . . .	30
Christopher John Robert Dugard (Afrique du Sud) . . . . .	34
Constantin P. Economides (Grèce) . . . . .	39
Abdelrazeg El-Murtadi Suleiman (Jamahiriya arabe libyenne) . . . . .	45
Paula Ventura de Carvalho Escarameia (Portugal) . . . . .	47
Salifou Fomba (Mali) . . . . .	53
Giorgio Gaja (Italie) . . . . .	57

\* A/61/50 et Corr.1.



---

Zdzislaw W. Galicki (Pologne) . . . . .	61
Hussein A. Hassouna (Égypte) . . . . .	66
Mahmoud Daifallah Hmoud (Jordanie) . . . . .	70
Marie Gotton Jacobsson (Suède) . . . . .	73
Maurice Kamto (Cameroun) . . . . .	83
Fathi Kemicha (Tunisie) . . . . .	89
Roman Anatolyevitch Kolodkin (Fédération de Russie) . . . . .	91
Carlos López Contreras (Honduras) . . . . .	96
Michael J. Matheson (États-Unis d'Amérique) . . . . .	100
Donald M. McRae (Canada) . . . . .	103
Teodor Viorel Melescanu (Roumanie) . . . . .	114
Djamchid Momtaz (République islamique d'Iran) . . . . .	117
Bernd H. Niehaus (Costa Rica) . . . . .	125
Georg Nolte (Allemagne) . . . . .	127
Bayo Ojo (Nigéria) . . . . .	135
Guillaume Pambou-Tchivounda (Gabon) . . . . .	139
Alain Pellet (France) . . . . .	145
Amrith Rohan Perera (Sri Lanka) . . . . .	165
Ernest Petrič (Slovénie) . . . . .	170
Gilberto Vergne Saboia (Brésil) . . . . .	174
Narinder Singh (Inde) . . . . .	176
Luis Solari Tudela (Pérou) . . . . .	181
Eduardo Valencia-Ospina (Colombie) . . . . .	183
Edmundo Vargas Carreño (Chili) . . . . .	193
Stephen C. Vasciannie (Jamaïque) . . . . .	200
Marcelo Vázquez-Bermúdez (Équateur) . . . . .	205
Rauf Versan (Turquie) . . . . .	209
Amos S. Wako (Kenya) . . . . .	211
Xue, Hanqin (Chine) . . . . .	216
Chusei Yamada (Japon) . . . . .	222
Nassib G. Ziadé (Liban) . . . . .	227

## I. Introduction

1. Dans une note verbale datée du 10 octobre 2005, adressée aux Représentants permanents des États Membres de l'Organisation des Nations Unies, le Secrétaire général a invité les gouvernements à lui communiquer les noms des candidats qu'ils avaient l'intention de présenter en vue de l'élection des membres de la Commission pour le prochain mandat de cinq ans, qui commence le 1<sup>er</sup> janvier 2007, ainsi que les notices biographiques de ces candidats.
2. Les noms des personnes dont la candidature a été présentée en vue de l'élection des membres de la Commission figurent dans le document A/61/92 et Corr.1 et Add.1.
3. Les notices biographiques des candidats communiquées par les gouvernements sont reproduites à la section II.

## II. Notices biographiques des candidats

### **Ian Brownlie (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord)**

[Original : anglais]

#### **Renseignements personnels et éducation**

Date de naissance : 19 septembre 1932

Admission au barreau : 1958 (Gray's Inn)

Nommé Conseiller de la Reine : 1979 (en titre)

Bencher de Gray's Inn : 1988

Ordre de Bernardo O'Higgins (République du Chili), 1986 (pour services d'arbitrage et de médiation)

C. B. E. (Commandeur de l'Ordre de l'Empire britannique) pour sa contribution à l'édification du droit international, Queen's Birthday Honours, 1993

Commandeur de l'Ordre du mérite de la Couronne norvégienne, 1993 (pour sa contribution aux travaux de la Cour internationale de Justice)

#### **Fonctions actuelles**

Membre de la Commission du droit international. Élu sur proposition des Gouvernements de l'Inde et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (1996); réélu en 2001 pour un mandat de cinq ans sur proposition du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, de l'Inde et de l'Afrique du Sud.

Membre du Conseil exécutif de l'Association de droit international depuis 1991.

Membre du Conseil de gestion du British Institute of International Law depuis 1983. Président du Comité éditorial du British Year Book of International Law depuis 2000.

#### **Expérience professionnelle**

1. Nombreuses interventions comme arbitre ou juge, notamment dans les affaires suivantes :

Juge ad hoc dans *certaines biens (Liechtenstein c. Allemagne)*

Arbitre désigné par les parties dans *Wintershall AG et consorts c. Qatar* (1986-1988)

Président de la Commission ad hoc d'arbitrage dans l'affaire *Occidental of Pakistan, Inc. c. République islamique du Pakistan* (1988-1989)

Arbitre désigné par les parties dans l'affaire *Scimitar Exploration Ltd. c. République populaire du Bangladesh* (1993-1994)

Arbitre désigné par les parties dans l'affaire *Saipem S.P.A. c. Bangladesh Oil Gas and Mineral Corporation* (1994-)

Arbitre désigné par les parties dans l'affaire *Indus Pipeline Ltd c. République islamique du Pakistan* (1998)

Président de la Commission d'arbitrage dans l'affaire *Compagnie minière internationale or c. République du Pérou* (2000-2001)

Arbitre désigné par les parties dans l'affaire *CME Czech Republic B.V. c. République tchèque* (2001-)

Arbitre désigné par les parties dans *La Barbade c. Trinité* (2003)

2. Membre de la Commission d'arbitrage et de la Commission de conciliation du Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (Banque mondiale) (1990-2000).

3. Juge du Tribunal européen de l'énergie nucléaire (1995-2000). Élu Président, en 1996.

4. Juge ad hoc, Cour internationale de Justice, *Liechtenstein c. Allemagne* (2001-2002).

5. Arbitrage international :

Conseiller :

Affaire du *Canal Beagle* (Argentine/Chili) (1974-1977).

*Stichting Greenpeace Council c. France* (1986-1987) (Rainbow Warrior).

Affaire relative aux îles de la mer Rouge (Érythrée/Yémen) (1996-1999).

*Commission du tracé de la frontière entre l'Érythrée et l'Éthiopie* (2000).

*Nomura c. Fédération de Russie* (2001).

6. Cour internationale de Justice :

Conseiller :

*Golfe du Maine* (Canada c. États-Unis) (1982-1984).

*Plateau continental* (Libye/Malte) (1982-1985).

Intervention de l'Italie dans l'affaire *Libye/Malte* (1983-1984).

*Nicaragua c. États-Unis d'Amérique*, demande de mesures conservatoires, (1984).

Affaire *Nicaragua c. États-Unis d'Amérique*, compétence et recevabilité (1984).

Déclaration d'intervention de la République d'El Salvador (1984).

Affaire *Nicaragua c. États-Unis d'Amérique*, fond de l'affaire (1984-1986).

Affaire *Nicaragua c. États-Unis d'Amérique*, réparations (1986-1991).

*Nicaragua c. Costa Rica*, demande du 28 juillet 1986.

*Nicaragua c. Honduras*, compétence et recevabilité (1986-1988).

*Nicaragua c. Honduras*, fond de l'affaire (1988-1991).

*Nauru c. Australie*, fond de l'affaire (1989-1990, 1992-1993).

- Nauru c. Australie*, compétence et recevabilité (1990-1992).
- Affaire de la *Frontière maritime, Danemark c. Norvège* (1989-1993).
- Requête à fin d'intervention du Gouvernement du Nicaragua, affaire *El Salvador-Honduras* (1989-1990).
- Nauru c. Australie*, compétence et recevabilité (1990-1992).
- Affaire du tracé de la frontière (El Salvador c. Honduras)*, intervention du Nicaragua (1990-1992).
- Libye c. Royaume-Uni et États-Unis* (demande de mesures conservatoires), (1992).
- Libye c. Royaume-Uni et États-Unis*, fond de l'affaire (1992-).
- Libye c. Royaume-Uni et États-Unis*, objections préliminaires (1995-1998)
- Iran c. États-Unis*, objections préliminaires (1994-1996).
- Cameroun c. Nigéria*, fond de l'affaire (1994-).
- Cameroun c. Nigéria*, objections préliminaires (1995-1998).
- Bosnie-Herzégovine c. Yougoslavie*, fond de l'affaire (1995-).
- Bosnie-Herzégovine c. Yougoslavie*, objections préliminaires (1995-1996).
- Bosnie-Herzégovine c. Yougoslavie*, recevabilité d'une demande reconventionnelle (1997).
- Cameroun c. Nigéria*, demande de mesures conservatoires (1996).
- Botswana c. Namibie*, fond de l'affaire (1996-1999).
- Cameroun c. Nigéria*, demande d'interprétation de jugement (1998).
- Congo c. Ouganda*, fond de l'affaire (1999-).
- Pakistan c. Inde*, objections préliminaires (1999-2000).
- Serbie-et-Monténégro c. Belgique et consorts*, fond de l'affaire (1999).
- Nicaragua c. Honduras*, délimitation maritime (1999-).
- Licéité de l'emploi de la force (Serbie-et-Monténégro c. Belgique et autres)*, demande de mesures conservatoires (1999).
- Licéité de l'emploi de la force*, compétence (2004).
- Congo c. Ouganda*, demande de mesures conservatoires (2000).
- Différend territorial et maritime (Nicaragua c. Colombie)* (2001-).
7. Médiation :
- Conseiller du Chili :
- Médiation de Sa Sainteté le Pape dans l'affaire de la région du Sud (Argentine/Chili)* (1979-1985).
8. Chef de la délégation botswanaise et Coprésident de l'Équipe mixte d'experts techniques sur la frontière entre le Botswana et la Namibie (1992-1995).

9. Commission européenne des droits de l'homme :
- Conseiller :
- Litiges entre États : requête 8007/77 (*Chypre c. Turquie*), recevabilité (1978); fond de l'affaire (1983); requête 25781/94 (*Chypre c. Turquie*). Recevabilité (1996); fond de l'affaire (1996-).
- Nombreuses requêtes pour le compte de particuliers, notamment décisions de principe en matière de compétence et de recevabilité (par exemple *Chrysostome, Évêque de Kitium c. Turquie*; *Loizidou c. Turquie*).
10. Cour européenne des droits de l'homme:
- Conseiller :
- Affaire *Loizidou c. Turquie*, objections préliminaires (1994).
- Affaire *Loizidou c. Turquie*, fond de l'affaire (1995-1996).
- Affaire *Loizidou c. Turquie*, Article 50, 1996.
- Chypre c. Turquie*, requête no 25781/94.
11. Commission des communautés européennes :
- Conseiller :
- Commission c. IBM* (1982-1984).
- Affaire *Polypropylène* (1984).
12. Tribunal des différends irano-américains :
- Conseiller dans plusieurs affaires, notamment l'affaire A/28 (*États-Unis c. Iran*, 1999).
13. Expert juridique international pour le *Lesotho Highlands Water Project* (1983-1987).
14. Travaux juridiques pour au moins 35 États.

#### **Affiliations à des sociétés savantes**

Institut de droit international

Rapporteur pour la question de l'immunité juridictionnelle des États (1982-1991).

Troisième vice-président de la session de Vancouver (2001).

Société américaine de droit international

Professeur de droit public international (chaire Chichele), Université d'Oxford (1980-1999) (professeur émérite, 1999). Associé de l'Institut de droit international (1977-1985).

Membre de l'Institut de droit international (depuis 1985).

*Fellow* de la British Academy (depuis 1979).

*Fellow* de l'All Souls College, Oxford, 1980-1999 (Emeritus depuis 1999).

Directeur de travaux, Association de droit international (1982-1991).

Délégué, University Press, Oxford (1984-1994).

Membre du comité des finances, University Press (1984-1994).

Directeur de la publication, *Oxford Monographs on International Law*.

Professional Distinction Award, Oxford University (1989).

Président de la Commission disciplinaire de l'Université d'Oxford (1989-1999).

*Distinguished Fellow*, All Souls College, Oxford (depuis 2004).

### **Principales publications, conférences et autres**

1. *International Law and the Use of Force by States*, Oxford (1963), six réimpressions.
2. *Principles of Public International Law*. Première édition : Oxford, 1966. (La deuxième édition de cet ouvrage a reçu le Certificate of Merit de la Société américaine de droit international en 1976.)
3. *African Boundaries: A Legal and Diplomatic Encyclopedia*, Londres (1979).
4. *System of the Law of Nations: State Responsibility*, première partie, Oxford (1983).
5. *Basic Documents in International Law*. Première édition : Oxford, 1967. Cinquième édition : 1995.
6. *Basic Documents on Human Rights*. Première édition : Oxford, 1971.
7. *The Rule of Law in Humanitarian Affairs*, Nijhoff (1998). (Conférences de l'Académie de droit international de La Haye : voir ci-dessous).
8. Joint Editor, *British Year Book of International Law* (1973); Senior Editor (1982-2000).

### **Académie de droit international de La Haye**

Invité à donner le cours général de droit international public en 1995 (à l'occasion du cinquantenaire de l'Organisation des Nations Unies).

**Arturo B. Buena (Philippines)**

[Original : anglais]

**Renseignements personnels**

Date de naissance 25 mars 1932  
 Lieu de naissance Guiuan, Samar oriental

**Formation**

École élémentaire Holy Infant Academy, Tacloban  
 Lycée Université de San Carlos, Cebu  
 Université Université de Saint Thomas, Manille  
 Barreau philippin Admis en 1954 (résultats : 89,55 %)

**Carrière professionnelle (fonction publique)**

Juge assesseur Cour suprême des Philippines, depuis le 5 janvier 1999  
 Juge assesseur Cour d'appel, du 1<sup>er</sup> août 1986 au 4 janvier 1999  
 Chef de juridiction adjoint Cour suprême, du 30 août 1979 au 31 juillet 1986  
 Service administratif Bureau du Conseiller judiciaire, du 1<sup>er</sup> janvier au 29 août 1979  
 Avocat À Samar et Leyte, immédiatement après avoir été admis au Barreau en 1955  
 Avocat Manille, de 1959 à 1966

**Enseignement et autres activités universitaires**

Professeur de droit Enseignement : droit politique philippin, droit constitutionnel, éthique juridique, introduction au droit, droit romain.  
 Chargé de cours Congrès et séminaire pour le personnel des tribunaux, Académie de la magistrature des Philippines, 1997. Séminaire-atelier pour les juges exécutifs des tribunaux du fond régionaux, du 22 au 25 avril 1995.  
 Membre du corps enseignant et chargé de cours 37<sup>e</sup> séminaire d'orientation pour les juges d'instance (les 21 et 24 novembre 1995).

**Distinctions**

Prix d'excellence Thomasian Alumni dans le domaine du droit (1995)  
 Prix des médias attribué par la Philippine Media Practitioner Association (26 juin 1988)

Plaque de reconnaissance	IBP Association philippine des juges, 13 novembre 1995
Plaque d'appréciation	Association philippine des juges, 4 juillet 1987, IBP Région méridionale de Luzon, 15 août 1981, Ligue municipale des juges d'instance des Philippines, 5 septembre 1985

**Organisations civiles, honorifiques et professionnelles**

Membre	Conseil d'administration, Académie juridique des Philippines
Membre	Barreau intégré des Philippines (IBP)
Membre	Barreau des Philippines
Membre	Rotary Club de Santa Mesa, district 3780

**Lucius Cafilich (Suisse)**

[Original : anglais, français]

**Données personnelles**

Date et lieu de naissance 31 août 1936, Trin (GR)  
 État civil Marié

**Fonctions actuelles**

Juge au titre du Liechtenstein à la Cour européenne des droits de l'homme  
 Professeur de droit international, Institut universitaire de hautes études internationales à Genève

**Fonctions précédentes**

1962-1963 Assistant, faculté de droit de l'Université de Genève  
 1964-1965 Boursier de l'« American Council of Learned Societies », faculté de droit de l'Université de Californie à Berkeley  
 1965-1968 Attaché de recherche, Institut universitaire de hautes études internationales à Genève  
 1967-1968 Conseiller juridique adjoint, Conférence européenne de biologie moléculaire  
 1968-1972 Chargé de cours, Institut universitaire de hautes études internationales à Genève  
 1969-1972 Chargé de cours, faculté de droit de l'Université de Genève  
 1970-1971 Boursier de recherche, « Woodrow Wilson International Center for Scholars » à Washington  
 Depuis 1972 Professeur de droit international, Institut universitaire de hautes études internationales à Genève  
 1974-1975 Professeur invité, faculté de droit de l'Université de Genève  
 1977-1978 Greffier, Tribunal arbitral franco-britannique sur la délimitation du plateau continental  
 1978 Greffier, Tribunal arbitral franco-américain relatif à l'Accord aérien du 27 mars 1946  
 1978-1979 Professeur invité, faculté de droit de l'Université de Virginie à Charlottesville  
 1974-1982 Chef adjoint de la délégation suisse à la troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer  
 1982 Professeur invité, faculté de droit de l'Université de Lausanne  
 1984-1990 Chef de la délégation suisse à la Commission préparatoire de l'Autorité internationale des fonds marins

1984-1985	Directeur par intérim de l'Institut universitaire de hautes études internationales à Genève
1985-1990	Directeur de l'Institut universitaire de hautes études internationales à Genève
1984-1990	Président, Commission suisse de recherche polaire
Juin 1987	Suppléant, faculté de droit de l'Université de Neuchâtel
1987-1989	Conseil du Gouvernement du Sénégal, Tribunal arbitral sur la délimitation des espaces maritimes (Sénégal/Guinée-Bissau)
1989-1990	Conseil du Gouvernement du Sénégal, Cour internationale de Justice, affaire relative à la sentence arbitrale du 31 juillet 1989 ( <i>Guinée-Bissau c. Sénégal</i> )
1990	Délégué de la Suisse à la XI <sup>e</sup> réunion consultative spéciale du Traité sur l'Antarctique
1991-1998	Jurisconsulte du Département fédéral des affaires étrangères (Berne)
1998	Élection à la Cour européenne des droits de l'homme comme juge au titre du Liechtenstein

### **Formation**

Faculté de droit de l'Université de Genève (1955-1958)

Faculté de sciences politiques de l'Université Columbia, New York (1959-1960)

### **Grades universitaires**

Licence en droit, Université de Genève (1958)

M.A., Université Columbia, New York (1962)

Docteur en droit, Université de Genève (1968)

### **Autres qualifications et distinctions**

Admis au Barreau de Genève (1962)

Élu membre associé (1979) puis membre (1985) de l'Institut de droit international

Membre de la Cour permanente d'arbitrage (1990)

Doctorat *honoris causa*, Académie nationale de droit, Odessa

### **Publications**

- 1) The Recent Judgment of the International Court of Justice in the Case Concerning the Aerial Incident of July 27, 1955, and the Interpretation of Article 36(5) of the Statute of the Court, *American Journal of International Law*, vol. 54, 1960, p. 855 à 868
- 2) Die Gründung Italiens in schweizerischer Sicht, *Annuaire suisse de droit international*, vol. XIX, 1962, p. 103 à 120

- 3) La crise financière des Nations Unies, *La Suisse dans la Communauté internationale*, vol. 17, 1962, p. 30 à 35
- 4) The Law of State Succession. Theoretical Observations, *Nederlands Tijdschrift voor International Recht*, 1963, p. 337 à 366
- 5) Qui payera les opérations au Congo et au Moyen-Orient? *La Suisse dans la communauté internationale*, vol. 18, 1963, p. 22 à 28
- 6) Indirect Injuries to Foreign Creditors in International Law, *Revue belge de droit*, 1967, p. 404 à 427
- 7) *La protection des sociétés commerciales et des intérêts indirects en droit international public*, La Haye, Nijhoff, 1969, p. xvi à 287
- 8) La nationalité des sociétés commerciales en droit international privé, *Annuaire suisse de droit international*, vol. XXIV, 1967, p. 119 à 160
- 9) La pratique suisse en matière de droit international public, 1967, *Annuaire suisse de droit international*, vol. XXV, 1968, p. 235 à 282
- 10) *Conference on Contemporary Problems of the Law of Armed Conflicts*, Summary Record of the Conference, New York, Carnegie Endowment for International Peace, 1971, p. 63 à 119
- 11) La pratique suisse en matière de droit international public, 1968-1969, *Annuaire suisse de droit international*, vol. XXVI, 1969-1970, p. 75 à 208
- 12) The Protection of Corporate Investments Abroad in the Light of the Barcelona Traction Case, *Zeitschrift für ausländisches öffentliches Recht und Völkerrecht*, vol. 31, 1971, p. 162 à 196
- 13) International Law and Ocean Pollution: The Present and the Future, *Revue belge de droit international*, 1972, p. 7 à 33
- 14) La pratique suisse en matière de droit international public, 1970, *Annuaire suisse de droit international*, vol. XXVII, 1971, p. 153 à 200
- 15) (Avec H.-J. Geiser, Ch. Verdon et H. Reimann), *Répertoire des décisions et des documents de la procédure écrite et orale de la Cour permanente de justice internationale et de la Cour internationale de Justice*, série I, 1922-1945, vol. 3 : *Les sujets du droit international*, Genève, IUHEI, 1973, p. 790
- 16) (Éd.), Les espaces maritimes dans les relations internationales, *Annales d'études internationales*, vol. 4, 1973, p. 372
- 17) Some Aspects of Oil Pollution from Merchant Ships, *Annales d'études internationales*, vol. 4, 1973, p. 213 à 236
- 18) La pratique suisse en matière de droit international public, 1971, *Annuaire suisse de droit international*, vol. XXVII II, 1972, p. 193 à 294
- 19) The Future of the Law of the Sea, *Review of the International Commission of Jurists*, 1973, p. 35 à 47
- 20) Propriété privée I : Les biens des étrangers en temps de paix, *Fiche juridique suisse*, n° 826, 1974, p. 31

- 21) La révision du droit international de la mer, *Annuaire suisse de droit international*, vol. XXIX, 1973, p. 49 à 81
- 22) La pratique suisse en matière de droit international public, 1972, *Annuaire suisse de droit international*, vol. XXIX, 1973, p. 287 à 406
- 23) Résumés de plusieurs affaires devant la Cour permanente de justice internationale, in : K. Marek (éd.), *Précis de la jurisprudence de la Cour internationale*, vol. I, La Haye, Nijhoff, 1974, p. 16 à 27, 562 à 579, 644 à 677, 846 à 855, 912 à 931, 951 à 971
- 24) La pratique suisse en matière de droit international public, 1973, *Annuaire suisse de droit international*, vol. XXX, 1974, p. 101 à 164
- 25) La pratique suisse en matière de droit international public, 1974, *Annuaire suisse de droit international*, vol. XXXI, 1975, p. 155 à 269
- 26) Access of Land-Locked States to the Sea, *Iranian Review of International Relations*, n° 5/6, hiver 1975/1976, p. 53 à 76
- 27) *Répertoire suisse de droit international*, 1914-1939, P. Guggenheim (éd.), avec L. Cafilisch, C. Dominicé, J.-B. Dutoit et J.-P. Ritter, 4 vol., Bâle, Helbing & Lichtenhahn, 1975, p. xxxvi à 2531
- 28) Reference Procedures and the International Court of Justice, in : L. Gross (éd.), *The Future of the international Court of Justice*. Dobbs Ferry, N.Y., Oceana, 1976, vol. II, p. 572 à 609
- 29) La pratique suisse en matière de droit international public, 1975, *Annuaire suisse de droit international*, vol. XXXII, 1976, p. 69 à 166
- 30) The Doctrine of « Mare Clausum » and the Third United Nations Conference on the Law of the Sea, in : Institut universitaire de hautes études internationales, *Les relations internationales dans un monde en mutation*, Leyde, Sijthoff, 1977, p. 197 à 228
- 31) La pratique suisse en matière de droit international public, 1976, *Annuaire suisse de droit international*, vol. XXXIII, 1977, p. 129 à 248
- 32) Chapitre 16 ("Switzerland", in : E. Lauterpacht & Collier (éd.), *Individual Rights and the State in Foreign Affairs*, New York, Praeger, 1977, p. 498 à 545
- 33) Land-Locked and Geographically Disadvantaged States and the New Law of the Sea, *Thesaurus Acroasium*, vol. VII, 1977, p. 341 à 404
- 34) La pratique suisse en matière de droit international public, 1977, *Annuaire suisse de droit international*, vol. XXXIV, 1978, p. 49 à 162
- 35) Résumés de plusieurs affaires devant la Cour internationale de Justice, in : K. Marek (éd.), *Précis de la jurisprudence de la Cour internationale*, vol. II, La Haye, Nijhoff, 1978, p. 292 à 323, 374 à 389, 588 à 605, 792 à 863, 956 à 1099.
- 36) (Avec Jacques Piccard), The Legal Regime of Marine Scientific Research and the Third United Nations Conference on the Law of the Sea, *Zeitschrift für ausländisches öffentliches Recht und Völkerrecht*, vol. 38, 1978, p. 848 à 901

- 37) (Avec Richard Perruchoud), La pratique suisse en matière de droit international public, 1978, *Annuaire suisse de droit International*, vol. XXXV, 1979, p. 117 à 180
- 38) Land-Locked States and Their Access to and from the Sea, *British Year Book of International Law*, vol. 49, 1978, p. 71 à 100
- 39) Vers une renaissance de l'arbitrage entre États? *Liber Amicorum Adolf F. Schnitzer*, Genève, Georg, 1979, p. 69 à 99
- 40) L'avenir de l'arbitrage interétatique, *Annuaire français de droit international*, t. XXV, 1979, p. 9 à 45
- 41) Les zones maritimes sous juridiction nationale, leurs limites et leur délimitation, *Revue générale de droit international public*, t. 80, 1980, p. 68 à 119
- 42) Le règlement judiciaire et arbitral des différends dans le nouveau droit international de la mer, in : *Festschrift Rudolf L. Bindschedler*, Berne, Staempfli, 1980, p. 351 à 371
- 43) La pratique suisse en matière de droit international public, 1979, *Annuaire suisse de droit international*, vol. XXXVI, 1980, p. 139 à 238
- 44) The Delimitation of Marine Spaces between States with Opposite or Adjacent Coasts, *Anuario de Derecho Internacional Publico* (Buenos Aires), vol. 1, 1981, p. 85 à 103
- 45) (Éd. Avec R. Zacklin), *Le régime juridique des fleuves et des lacs internationaux*, La Haye, Nijhoff, 1981, p. xiv à 415
- 46) La pratique suisse en matière de droit international public, 1980, *Annuaire suisse de droit international*, vol. XXXVII, 1981, p. 181 à 278
- 47) Submarine Antiquities and the International Law of the Sea, *Netherlands Yearbook of International Law*, vol. XIII, 1982, p. 3 à 32
- 48) International Claims: Contemporary Swiss Practice, in : R.B. Lillich & B.H. Weston (éd.), *International Claims: Contemporary European Practice*, Charlottesville, University Press of Virginia, 1982, p. 139 à 186
- 49) La pratique suisse en matière de droit international public, 1981, *Annuaire suisse de droit international*, vol. XXXVIII, 1982, p. 69 à 152
- 50) The Fishing Rights of Land-Locked and Geographically Disadvantaged States in the Exclusive Economic Zone, in : B. Conforti (éd.), *La zona economica esclusiva*, Milan, Giuffrè, 1983, p. 29 à 48
- 51) Les zones maritimes sous juridiction nationale, leurs limites et leur délimitation, in : D. Bardonnnet et M. Virally (éd.), *Le nouveau droit international de la mer*, Paris, Pedone, 1983, p. 35 à 116
- 52) The Settlement of Disputes Relating to Activities in the International Seabed Area, in : C.L. Rozakis et C.A. Stephanou (éd.), *The New Law of the Sea*, Amsterdam, North-Holland, 1983, p. 303 à 344
- 53) La pratique suisse en matière de droit international public, 1982, *Annuaire suisse de droit international*, vol. XXXIX, 1983, p. 177 à 268

- 54) La Convention des Nations Unies sur le droit de la mer, adoptée le 30 avril 1982, *Annuaire suisse de droit international*, vol. XXXIX, 1983, p. 39 à 104
- 55) Study and Practice of International Law in Switzerland, *Chinese Yearbook of International Law* 1983, p. 436 à 440 (en chinois)
- 56) A New Type of Intergovernmental Organisation: The International Seabed Authority, *Philippine Yearbook of International Law*, vol. IX, 1983, p. 1 à 46
- 57) Der Falkland-Konflikt und seine Hintergründe, in : T. Ginsberg/M. Ostheider (éd.), *Lateinamerika vor der Entscheidung*, Francfort, Fischer Taschenbuch-Verlag, 1984, p. 196 à 216
- 58) (Avec Georges Abi-Saab), La nouvelle Convention sur le droit de la mer en tant qu'accord de produits de base, *Mélanges Georges Perrin*, Lausanne, Payot, 1984, p. 21 à 50
- 59) La pratique suisse en matière de droit international public, 1983, *Annuaire suisse de droit international*, vol. XL, 1984, p. 115 à 195
- 60) Monroe-Doktrin, in : I Seidl-Hohenveldern (éd.), *Lexikon des Rechts: Völkerrecht*, Neuwied, Luchterhand, 1985, p. 190 à 191
- 61) L'héritage grotien et le régime juridique des ressources naturelles de la mer, in : *Grotius et l'ordre juridique international*, Lausanne, Payot, 1985, p. 53 à 61
- 62) Sto Je Drzava U Nepovoljnom Geografskom Polozaju?, *Zbornik*, vol. 35, 1985, p. 599 à 611 (cf. n° 66)
- 63) La pratique suisse en matière de droit international public, 1984, *Annuaire suisse de droit international*, vol. XLI, 1985, p. 135 à 234
- 64) La délimitation des espaces marins entre États dont les côtes se font face ou sont adjacentes, in : R.-J. Dupuy/D. Vignes (éd.), *Traité du nouveau droit de la mer*, Paris, Economica, 1985, p. 375 à 440
- 65) La pratique suisse en matière de droit international public, 1985, *Annuaire suisse de droit international*, vol. XLII, 1986, p. 41 à 119
- 66) Fisheries in the Exclusive Economic Zone: An Overview, in : U. Leanza (éd.), *The International Legal Regime of the Mediterranean Sea*, Milan, Giuffrè, 1987, p. 149 à 171
- 67) What is a Geographically Disadvantaged State? *Ocean Development and International Law*, vol. 18, 1987, p. 641 à 663 (cf. n° 62)
- 68) La pratique suisse en matière de droit international public, 1986, *Annuaire suisse de droit international*, vol. XLIII, 1987, p. 131 à 187
- 69) Regime of the International Seabed: Past, Present and Future, *Chinese Yearbook of International Law* 1987, p. 421 à 434 (en chinois)
- 70) Le régime juridique de l'Arctique, in : Commission suisse de recherche polaire (éd.), *Les régions polaires et les chercheurs suisses*, Berne, Haupt, 1988, p. 51 à 65

- 71) La pratique suisse en matière de droit international public, 1987, *Annuaire suisse de droit international*, vol. XLIV, 1988, p. 167 à 249
- 72) Maritime Boundaries, Delimitation, in : Rudolf Bernhardt (éd.), *Encyclopedia of Public International Law*, 11<sup>e</sup> livraison, Amsterdam, North-Holland, 1989, p. 212 à 219
- 73) Land-Locked and Geographically Disadvantaged States, *ibid.*, p. 169 à 174
- 74) (Éd. avec Fred Tanner), *The Polar Regions and Their Strategic Significance*, Genève, PSIS, 1989, 114 p. (PSIS Special Studies, n<sup>o</sup> 2/1989)
- 75) The Law of International Waterways in its Institutional Aspects, *Festschrift für Dietrich Schindler*, Bâle, Helbing & Lichtenhahn, 1989, p. 21 à 45
- 76) La pratique suisse en matière de droit international public, 1988, *Annuaire suisse de droit international*, vol. XLVI, 1989, p. 187 à 254
- 77) Vers une nationalisation ou une internationalisation des espaces marins? *Relations internationales*, n<sup>o</sup> 61, printemps 1990, p. 59 à 78
- 78) Essai d'une typologie des frontières, *Relations internationales* n<sup>o</sup> 63, automne 1990, p. 265 à 293
- 79) L'Antarctique, nouvelle frontière sans frontières? *Mélanges Michel Virally*, Paris, Pedone, 1991, p. 157 à 173
- 80) Pratique suisse en matière de droit international public, 1989, *Annuaire suisse de droit international*, vol. XLVII, 1990, p. 97 à 184
- 81) Chapitre 8 (« The Delimitation of Marine Spaces between States with Opposite or Adjacent Coasts »), in : R.-J. Dupuy/D. Vignes (éd.), *A Handbook on the New Law of the Sea*, Dordrecht, Nijhoff, 1991, p. 425 à 499
- 82) Pratique suisse en matière de droit international public, 1990, *Revue suisse de droit international et de droit européen*, 1<sup>re</sup> année, 1991, p. 513 à 580
- 83) (Avec B. Godet), chapitre 49 (« La Suisse et le règlement pacifique des différends »), in : A. Riklin/H. Haug/R. Probst (éd.), *Nouveau Manuel de la politique extérieure suisse*, Berne, Haupt, 1992, p. 957 à 971
- 84) The Interaction of Science and Politics in the Field of International Relations: The Case of Antarctica, *Polar Record*, vol. 28, 1992, p. 159 à 162
- 85) La pratique suisse en matière de droit international public, 1991, *Revue suisse de droit international et de droit européen*, 2<sup>e</sup> année, 1992, p. 551 à 597
- 86) *Sic utere tuo ut alienum non laedas*: Règle prioritaire ou élément pour déterminer le droit d'utilisation équitable et raisonnable d'un cours d'eau international?, *Internationales Recht auf See und Binnengewässern*. Festschrift für Walter Müller, Zurich. Schulthess, 1993, p. 27 à 47
- 87) Vers des mécanismes paneuropéens de règlement pacifique des différends, *Revue générale de droit international public*, t. 97, 1993, p. 1 à 38
- 88) Règles générales du droit des cours d'eau internationaux, *Recueil des cours de l'Académie de droit international de La Haye*, t. 219, 1989-VII, p. 9 à 225

- 89) Unequal Treaties, *German Yearbook of International Law*, vol. 35, 1992, p. 52 à 80
- 90) Règlement pacifique des différends en Europe : La Procédure de la Valette et les perspectives d'avenir, in : *Études de droit international en l'honneur de Pierre Lalive*, Bâle, Helbing & Lichtenhahn, 1993, p. 437 à 456
- 91) Le règlement pacifique des différends internationaux à la lumière des bouleversements intervenus en Europe centrale et en Europe de l'Est, *Anuario de derecho internacional* (Navarre), vol. IX, 1993, p. 17 à 39
- 92) Le règlement pacifique des différends internationaux : nouvelles tendances. *Conférence commémorative Gilberto Amado*, Genève, Nations Unies, octobre 1993
- 93) Friedliche Streitregelung in gesamteuropäischen Rahmen, *Revue de droit suisse*, vol. 112, 1993, p. 307 à 325
- 94) The Law of International Waterways and its Sources, in : R. St. I. Macdonald (éd.), *Essays in Honour of Wang Tieya*, Dordrecht, Nijhoff, 1993, p. 115 à 129
- 95) Le rôle du tiers dans le règlement des différends, in : Institut International de recherches sur la paix à Genève (GIPRI), *Les grands problèmes de la paix*, Genève, 1993, p. 129 à 139
- 96) La pratique suisse en matière de droit international public, 1992, *Revue suisse de droit international et de droit européen*, 3<sup>e</sup> année, 1993, p. 669 à 749
- 97) The Role of Law and of Legal Science in the Next Century, *Keio Law Review* (Japon), 1993, p. 1 à 19
- 98) La pratique suisse en matière de droit international public, 1993, *Revue suisse de droit international et de droit européen*, 4<sup>e</sup> année, 1994, p. 597 à 639
- 99) Valeur et effet des déclarations faites par des juges ou arbitres internationaux, in : M. Rama-Montaldo (éd.), *Le droit international dans un monde en mutation. Liber Amicorum en hommage au Professeur Eduardo Jiménez de Aréchaga*, Montevideo, Fundación de cultura universitaria, 1994, p. 1159 à 1180
- 100) Is the International Court Entitled to Review Security Council Resolutions Adopted under Chapter VII of the United Nations Charter? in : N. Al-Nauimi/R. Meese (éd.), *International Legal Issues Arising under the United Nations Decade of International Law*, Dordrecht, Kluwer, 1995, p. 633 à 662
- 101) The OSCE Court of Arbitration: Necessary or Redundant? *American Society of International Law Bulletin*, n° 9, novembre 1995, p. 23 à 27
- 102) La pratique suisse en matière de droit international public, 1994, *Revue suisse de droit international et de droit européen*, 5<sup>e</sup> année, 1995, p. 589 à 655
- 103) Emerging Rules on International Waterways: The Contribution of the United Nations, *Political Geography*, vol. 15, 1996, p. 273 à 285
- 104) Réflexions sur la création d'une cour criminelle internationale, in : Jerzy Makarczyk (éd.), *Theory of International Law at the Threshold of the 21<sup>st</sup> Century. Essays in Honour of Krzysztof Skubiszewski*, La Haye, Kluwer, 1997, p. 859 à 890

- 105) (Avec Laurence Cuny), Der Vergleichs-und Schiedsgerichtshof der OSZE : Aktuelle Probleme, OSZE-Jahrbuch 1997, p. 373 à 382
- 106) La pratique suisse en matière de droit international public, 1995, *Revue suisse de droit international et de droit européen*, 6<sup>e</sup> année, 1996, p. 593 à 642
- 107) The OSCE Court of Conciliation and Arbitration: Some Facts and Issues, in : Michael Bothe, Natalino Ronzitti et Allan Rosas (éd.), *The OSCE in the Maintenance of Peace and Security. Conflict Prevention, Crisis Management and Peaceful Settlement of Disputes*, La Haye, Kluwer, 1997, p. 381 à 408
- 108) La pratique suisse en matière de droit international public, 1996, *Revue suisse de droit international et de droit européen*, 7<sup>e</sup> année, 1997, p. 637 à 707
- 109) La Convention du 21 mai 1997 sur l'utilisation des cours d'eau internationaux à des fins autres que la navigation, *Annuaire français de droit international*, t. XLIII, 1997, p. 751 à 798
- 110) (Avec F. Godet), De la réglementation à l'interdiction des mines antipersonnel, *Revue suisse de droit international et de droit européen*, vol. 8, 1998, p. 1 à 50
- 111) La pratique suisse en matière de droit International public, 1997, *Revue suisse de droit international et de droit européen*, 8<sup>e</sup> année, 1998, p. 615 à 682
- 112) Toward the Establishment of a Permanent International Criminal Jurisdiction, *International Peacekeeping*, mai-août 1998, p. 110 à 114
- 113) La condition des épaves maritimes en droit international public, in : L.-A. Sicilanos (éd.), *Droit et justice. Mélanges en l'honneur de Nicolas Valticos*, Paris, Pedone, 1999, p. 68 à 88
- 114) (Avec Serge Gamma), La Suisse, dépositaire des Conventions de Genève, *Allgemeine Schweizerische Militärzeitschrift*, supplément au NE 3, mars 1999, p. 7 et 8
- 115) Der neue Internationale Strafgerichtshof: Ein Instrument zur Durchsetzung des humanitären Völkerrechts und der Menschenrechte, *Liechtensteinische Juristen-Zeitung*, 20<sup>e</sup> année, 1999, p. 3 à 12
- 116) La pratique suisse en matière de droit international public, 1998, *Revue suisse de droit international et de droit européen*, 9<sup>e</sup> année, 1999, p. 639 à 715
- 117) La pratique suisse en matière de droit international public, 1999, *Revue suisse de droit international et de droit européen*, 10<sup>e</sup> année, 2000, p. 627 à 684
- 118) Immunité de juridiction et droits de l'homme, in : L. Boisson de Chazournes/V. Gowlland (éd.), *L'ordre juridique international, un système en quête d'équité et d'universalité. Liber Amicorum Georges Abi-Saab*, La Haye, Nijhoff, 2001, p. 651 à 676
- 119) Rédaction de définitions relatives au Droit des cours d'eau internationaux, in : J. Salmon (éd.), *Dictionnaire de droit international public*, Bruxelles, Bruylant, 2001.
- 120) Der neue Internationale Strafgerichtshof – Ein neiger oder wünschenswerter Eingriff in die staatliche Hoheit? *Eingriff in die inneren Angelegenheiten fremder Staaten zum Zwecke des Menschenrechtsschutzes. Jahrestagung der*

*Deutschen Sektion der Internationalen Juristenkommission vom 22. September bis 24. September 2000 in Brandenburg*, Heidelberg, 2002, p. 39 à 62

- 121) Ehe und Familie in der Rechtsprechung des Europäischen Gerichtshofs für Menschenrechte, *in* : E.L. Barnstedt et autres (éd.), *Was gehen den Staat Ehe und Partnerschaft an? 35. Reinhäuser Juristengespräche in Gedenken an Karl Michaelis*, Heidelberg, C.F. Müller, 2002, p. 102 à 117
- 122) The Contribution of the European Court of Human Rights to the Development of the International Law on Asylum, *in* : V. Chetail/VN. Gowlland-Debbas (éd.), *La Suisse et la protection internationale des réfugiés*, La Haye, Kluwer, 2002, p. 207 à 217
- 123) Le Statut de Rome et la Convention européenne des droits de l'homme, *in* : R. Bieber (éd.), *Mélanges en l'honneur de Bernard Dutoit*, Genève, Droz, 2002, p. 33 à 55
- 124) La pratique suisse en matière de droit international public, 2000, *Revue suisse de droit international et de droit européen*, 11<sup>e</sup> année, 2001, p. 573 à 678
- 125) The Rome Statute and the European Convention on Human Rights, *Human Rights Journal*, vol. 23, 2002, p. 1 à 12 (*cf.* n° 123)
- 126) La pratique suisse en matière de droit international public, 2001, *Revue suisse de droit international et de droit européen*, 12<sup>e</sup> année, 2002, p. 439 à 488
- 127) Independence and Impartiality of Judges: The European Court of Human Rights, *The Law and Practice of International Courts and Tribunals*, vol. 2, 2003, p. 169 à 173
- 128) Cent ans de règlement pacifique des différends interétatiques, *Recueil des cours de l'Académie de droit international de La Haye*, t. 288, 2001, p. 245 à 467
- 129) Judicial Means for Settling Water Disputes, *in* : The Permanent Court of Arbitration/Peace Palace Papers, *Resolution of International Water Disputes*, La Haye, Kluwer, 2003, p. 235 à 245
- 130) La pratique suisse de la protection diplomatique, *in* : J.-F. Flauss (éd.), *La protection diplomatique. Mutations contemporaines et pratiques nationales*, Bruxelles, Bruylant, 2003, p. 73 à 86
- 131) Der internationale Strafgerichtshof: Straftatbestände, Schutz der Menschenrechte, Kollektive Sicherheit, *Liechtensteinische Juristen-Zeitung*, 24<sup>e</sup> année, 2003, p. 3 à 11
- 132) Marriage and Family in the Case-Law of the European Court of Human Rights, *in* : *Estudios de derecho internacional en homenaje al profesor Ernesto J. Rey Caro*, Córdoba, Drnas-Lerner, 2003, p. 925 à 940
- 133) "Der Europäische Gerichtshof für Menschenrechte und dessen Überwachungs-Mechanismen: Vergangenheit, Gegenwart, Zukunft", *Revue de droit suisse*, vol. 122, 2003, p. 125 à 145
- 134) The Pellegrin Ruling: Origins and Consequences, *in* : L.C. Vohrah et autres (éd.), *Man's Inhumanity to Man. Essays on International Law in Honour of Antonio Cassese*, La Haye, Kluwer, 2003, p. 183 à 209

- 
- 135) La Convention européenne des droits de l'homme et les étrangers, *Studi in onore di Gaetano Arangio-Ruiz*, Naples, Editoriale scientifica, 2004, p. 1857 à 1871
- 136) La pratique dans le raisonnement du juge international, *Société française pour le droit international, Colloque de Genève : la pratique et le droit international*, Paris, Pedone, 2004, p. 125 à 138
- 137) (Avec Antônio A. Cançado Trindade), Les Conventions américaine et européenne des droits de l'homme et le droit international général, *Revue générale de droit international public*, t. 108, 2004, p. 5 à 62
- 138) The Protection of Human Rights in Europe and the General Rules of International Law, *Liber Amicorum Cançado Trindade*, Porto Alegre, Fabris, 2005, p. 537 à 558 (cf. n° 137)
- 139) Immunité des États et droits de l'homme. Évolution récente, in : *Internationale Gemeinschaft und Menschenrechte. Festschrift für Georg Ress*, Cologne, C. Heymann, 2005, p. 935 à 948
- 140) La pratique suisse en matière de droit international public, 2002, *Revue suisse de droit international et de droit européen*, 13<sup>e</sup> année, 2003, p. 439 à 488
- 141) La pratique suisse en matière de droit international public, 2003, *Revue suisse de droit international et de droit européen*, 14<sup>e</sup> année, 2004, p. 661 à 719
- 142) L'efficacité du système européen de protection des droits de l'homme, in : *El derecho internacional: Normas, hechos y valores. Liber Amicorum José Antonio Pastor Ridruejo*, Madrid, Universidad Complutense, 2005, p. 43 à 58
- 143) Neues zur Formulierung und Umsetzung von Urteilen des Europäischen Gerichtshofs für Menschenrechte, in : *Weltinnenrecht. Liber Amicorum Jost Delbrück*, Berlin, Duncker & Humblot, 2005, p. 101 à 112

## Enrique J. A. Candiotti (Argentine)

[Original : espagnol]

Né à Santa Fe (Argentine) le 23 mai 1936

Marié, deux enfants

Licencié en droit de l'Université de Buenos Aires, 1960

Chargé de cours de droit public international à la faculté de droit et de sciences sociales de l'Université de Buenos Aires (1969-1970)

A participé au Séminaire de la Commission du droit international à Genève, en 1970

**Langues étrangères** : allemand, anglais, français, italien

1955 – Entre dans le service diplomatique argentin en tant qu'attaché

1959 – Secrétaire

1969 – Conseiller

1972 – Ministre

1980 – Ambassadeur

### Fonctions diplomatiques

1956-1960 Attaché puis secrétaire à la Direction générale des affaires politiques du Ministère argentin des affaires étrangères

1961-1964 Secrétaire chargé des affaires juridiques et politiques à l'ambassade d'Argentine en Italie

1965-1968 Secrétaire chargé des affaires juridiques à l'ambassade d'Argentine en Grande-Bretagne

1971-1972 Conseiller pour les affaires politiques à l'ambassade d'Argentine en République fédérale d'Allemagne

1978-1980 Ministre-conseiller à l'ambassade d'Argentine en République fédérale d'Allemagne

1981- Directeur général du Département des affaires politiques au Ministère des affaires étrangères

1983-1985 Ambassadeur en République démocratique allemande

1986-1989 Ambassadeur aux États-Unis d'Amérique

1990-1991 Directeur général de la sécurité internationale et des affaires nucléaires et spatiales au Ministère argentin des affaires étrangères

1991- Directeur général du Département des affaires politiques au Ministère des affaires étrangères

1992-1997 Ambassadeur en Australie (également pour la Nouvelle-Zélande et Fidji)

1999-2000 Secrétaire d'État aux affaires étrangères et latino-américaines au Ministère des affaires étrangères

Depuis 2001 Ambassadeur en République fédérale d'Allemagne

**Fonctions juridiques**

1965-1966	Secrétaire de la délégation argentine au tribunal d'arbitrage pour l'affaire du différend frontalier Argentine/Chili, Londres
1968-1971	Conseiller juridique adjoint au Ministère argentin des affaires étrangères
1972-1977	Conseiller puis Ministre à la délégation argentine auprès du tribunal d'arbitrage pour l'affaire du canal Beagle, Genève
1977-1978	Conseiller juridique adjoint au Ministère argentin des affaires étrangères
1982-1983	Conseiller juridique au Ministère argentin des affaires étrangères
Depuis 1997	Membre de la Cour permanente d'arbitrage, La Haye
Depuis 1997	Membre de la Commission du droit international de l'Organisation des Nations Unies
1997-1998	Président du Groupe de travail de la Commission du droit international sur les actes unilatéraux des États
1999-	Président du Comité de rédaction de la Commission du droit international
2001-	Deuxième Vice-Président de la Commission du droit international
2002-	Premier Vice-Président de la Commission du droit international
2003-	Président de la Commission du droit international

**Conférences et réunions internationales**

1968	Représentant au Comité des utilisations pacifiques du fond des mers et des océans au-delà des limites de la juridiction nationale de l'Organisation des Nations Unies, Rio de Janeiro
1969	Représentant au Comité spécial des principes du droit international de l'Organisation des Nations Unies, New York
1969	Représentant à la vingt-quatrième session de l'Assemblée générale des Nations Unies (Sixième Commission)
1970	Représentant à la Conférence latino-américaine sur le droit de la mer, Lima
1981-1982	Représentant aux trente-sixième et trente-septième sessions de l'Assemblée générale des Nations Unies
1982	Chef de délégation à la Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer, New York
1984-1989	Chef de la délégation argentine au Conseil de l'Organisation maritime internationale (OMI) et à son comité juridique, Londres
1985 et 1987	Chef de la délégation argentine aux conférences de l'OMI

- 1987-1991 Chef de la délégation argentine aux réunions consultatives bilatérales sur les affaires nucléaires et spatiales entre l'Argentine et les États-Unis d'Amérique, le Brésil, le Canada et l'Allemagne
- 1990 Chef de la délégation argentine au Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique de l'Organisation des Nations Unies et à son sous-comité juridique
- 1990 Chef de la délégation argentine à la Conférence de l'Organisme pour l'interdiction des armes nucléaires en Amérique latine (OPANAL) pour la réforme du Traité de Tlatelolco, Mexico
- 1990 Représentant à la Conférence générale de l'Agence internationale de l'énergie atomique, Vienne
- 1994 Chef de la délégation argentine au Groupe d'experts de la Commission baleinière internationale pour l'instauration d'un sanctuaire de baleines dans l'océan Austral, Norfolk Island (Australie)
- 1996-1999 Représentant aux cinquante et unième, cinquante-deuxième, cinquante-troisième et cinquante-quatrième sessions de l'Assemblée générale des Nations Unies (Sixième Commission)
- 2000 Chef de la délégation argentine à la vingt-troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies « Beijing+5 », New York
- 2000 Chef de la délégation argentine à la cinquante-cinquième session de l'Assemblée générale des Nations Unies
- 2000 Chef de la délégation argentine à la vingt et unième réunion ministérielle du Groupe des Quinze (G-15), Mexico
- 2002 Chef de la délégation argentine à la septième Conférence des États parties à la Convention sur la conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage, Bonn

#### **Participation à des négociations juridiques multilatérales et bilatérales**

Négociations sur les différends frontaliers entre l'Argentine et le Chili concernant le fleuve Encuentro (1965) et le canal Beagle (1970-1971 et 1977) et entre l'Argentine et l'Uruguay concernant le Rio de la Plata (1968-1969)

- 1969- Convention des Nations Unies sur les missions spéciales
- 1982- Convention des Nations Unies sur le droit de la mer.
- 1984-1985 Membre de la délégation argentine durant la phase finale de la médiation du Vatican dans le différend entre l'Argentine et le Chili au sujet du canal Beagle et lors des négociations du Traité de paix et d'amitié entre l'Argentine et le Chili
- 1988- Chef de la délégation argentine à la Conférence de l'OMI sur la répression des actes illicites contre la sécurité de la navigation maritime, Rome

1990-1991      Chef de la délégation argentine lors des négociations entre l'Argentine et le Brésil pour une politique nucléaire commune : Déclaration de Foz do Iguaçu, Accord instituant l'Agence nucléaire argentine-brésilienne et Accord de garanties nucléaires entre l'Argentine, le Brésil et l'Agence internationale de l'énergie atomique

Diverses missions spéciales ayant trait à des questions juridiques et politiques en Autriche, au Brésil, au Chili, au Costa Rica, en Équateur, en Espagne, aux États-Unis d'Amérique, en Norvège, aux Pays-Bas, en République fédérale d'Allemagne, au Saint-Siège et dans l'ex-Union soviétique.

En sa qualité de conseiller juridique du Ministère argentin des affaires étrangères, a rédigé des avis juridiques sur des questions de droit international public, des rapports, des mémorandums et des projets de traité, des conventions, des compromis d'arbitrage et d'autres instruments juridiques internationaux.

A participé à l'établissement des pièces écrites (mémoires, contre-mémoires et répliques), à la compilation et à la traduction des pièces (documents et cartes) justificatives et à la préparation des exposés oraux dans le cadre des procédures d'arbitrage concernant l'affaire du différend frontalier entre l'Argentine et le Chili (1964-1966) et l'affaire du canal Beagle (1972-1977).

A animé des cours et séminaires sur le droit international public, le droit de la mer, le régime de l'Antarctique et les traités et négociations de désarmement et de non-prolifération au Conseil argentin des relations extérieures, à l'École de guerre, à l'Institut des services diplomatiques, au Séminaire de la Commission du droit international, à Genève, et au Comité juridique interaméricain, à Rio de Janeiro.

Membre de la Société américaine de droit international, de l'Association argentine de droit international et du Conseil argentin des relations extérieures.

## **Pedro Comissário Afonso (Mozambique)**

[Original : anglais]

### **Renseignements personnels**

Date de naissance : 18 septembre 1953

### **Fonctions actuelles**

Membre de la Commission du droit international de l'Organisation des Nations Unies

Directeur des affaires juridiques et consulaires au Ministère des affaires étrangères et de la coopération

Professeur de droit international public à l'Institut des relations internationales

### **Fonctions antérieures**

Ambassadeur et Représentant permanent du Mozambique auprès de l'Organisation des Nations Unies (1989 à 1996)

Ambassadeur du Mozambique au Portugal (1996 à 2001)

### **Études primaires et secondaires**

École primaire de Gumansanze à Caia (Sofala)

École primaire de Murraça à Caia (Sofala)

École secondaire de Zóbué (Tete) (1967 à 1972)

École secondaire Pêro de Anaiá à Beira (Sofala) (1974)

### **Études supérieures**

Deuxième année de philosophie, Séminaire São Pio X (Maputo) (1972 à 1974)

Licence en droit, faculté de droit de l'Université Eduardo Mondlane (Maputo) (1975 à 1981)

Maîtrise en droit (spécialisation en droit constitutionnel, droit international et droit des sociétés), faculté de droit de l'Université Columbia (New York), sous la direction des professeurs Louis Henkin et Oscar Schachter (1990 et 1991)

Études de troisième cycle en relations internationales, faculté des affaires internationales et publiques de l'Université Columbia (1992 à 1994)

### **Études et formations complémentaires**

Droit international des réfugiés, Institut international de droit humanitaire de San Remo (Italie) (1983)

Règlement des conflits, Département de recherche sur la paix et les conflits, Université d'Uppsala (Suède) (1988)

Cours de droit bancaire, faculté de droit de l'Université de Lisbonne (2001)

### **Fonctions occupées et expérience professionnelle**

Conseiller juridique au Département des affaires juridiques et consulaires du Ministère mozambicain des affaires étrangères, pour les questions de droit international (traités, accords, conventions, droit diplomatique et consulaire) (1981 à 1983)

Directeur pour l'Afrique et le Moyen-Orient au Ministère mozambicain des affaires étrangères (1983 à 1985)

Directeur du service des organisations et conférences internationales au Ministère mozambicain des affaires étrangères (1985 à 1989)

Ambassadeur et Représentant permanent du Mozambique auprès de l'Organisation des Nations Unies (1989 à 1996)

Chef adjoint et chef par intérim de la délégation mozambicaine à l'Assemblée générale (1989 à 1995)

Vice-Président du Comité spécial de l'océan Indien (1989 et 1990)

Président du Groupe des États d'Afrique à l'Organisation des Nations Unies (1990)

Vice-Président de l'Assemblée générale (1990 et 1991)

Vice-Président du Comité préparatoire de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement (1990 à 1992)

Président de la Commission des questions juridiques (Sixième Commission) de l'Assemblée générale (1991 et 1992)

Président du Comité des demandes de réformation des jugements du Tribunal administratif des Nations Unies (1991 et 1992)

Représentant du Mozambique auprès du Conseil de sécurité et auprès du Secrétaire général pour la mise en œuvre de l'Accord général de paix pour le Mozambique (1992 à 1994)

Négociation et signature, au nom du Gouvernement mozambicain, d'accords établissant des relations diplomatiques avec plusieurs pays, dont le Chili (en 1990), l'Indonésie (en octobre 1991), Israël, la Corée du Sud et l'Ukraine (en 1993)

Représentant du Mozambique auprès de l'Organisation de l'unité africaine, du Mouvement des pays non alignés, de l'Organisation des Nations Unies, et de plusieurs conférences et forums internationaux

Participation active à l'élaboration des statuts et de la déclaration constitutive de la Communauté des pays de langue portugaise (1996)

Représentant du Mozambique auprès du Comité permanent de la Communauté des pays de langue portugaise depuis 1996 et Président de ce comité en 2000 et 2001

En tant que Représentant permanent auprès de l'Organisation des Nations Unies, expérience de nombreux aspects de l'Opération de maintien de la paix des Nations Unies au Mozambique, en particulier ses aspects juridiques. Négociation et signature, au nom du Gouvernement mozambicain, de l'Accord sur le statut des forces avec le Secrétariat de l'ONU

Professeur de droit invité par les universités mozambicaines pour enseigner notamment le droit international public, le droit international de l'environnement, le droit des traités, les droits de l'homme et le développement économique (depuis 1995)

Doyen du groupe des ambassadeurs africains au Portugal (depuis 2000)

Conseiller juridique du Gouvernement mozambicain pour les questions de droit international

Président du Comité des hauts responsables des organes de politique, de défense et de sécurité de la Communauté de développement de l'Afrique australe (depuis 2002)

Président de la délégation mozambicaine à la Commission permanente mixte pour le barrage de Cahora Bassa (depuis 2003)

### **Autres expériences et activités**

Professeur auxiliaire à la faculté de droit de l'Université Eduardo Mondlane (1979 à 1981)

Membre du Comité de coordination du premier recensement général de la population au Mozambique, en poste dans la province de Sofala (1980)

Membre de la délégation mozambicaine qui a négocié l'Accord de Nkomati entre le Mozambique et l'Afrique du Sud (1984)

Secrétaire de la Commission mixte de sécurité Afrique du Sud-Mozambique créée en vertu de l'Accord de Nkomati (1984 et 1985)

Secrétaire exécutif du Comité organisateur du Sommet des chefs d'État des cinq pays africains lusophones à Maputo (1985)

Coordonnateur du Comité national de l'Année internationale de la paix (1986)

Coordonnateur de la troisième réunion du Conseil de coordination (ambassadeurs, directeurs et chefs de département) du Ministère des affaires étrangères (1988)

Membre du Comité central pour le débat national sur le projet de révision de la Constitution (qui a introduit le multipartisme au Mozambique en 1990)

### **Publications**

Nombreux articles et exposés sur le droit international, le droit constitutionnel et d'autres questions ayant trait aux relations internationales, parmi lesquels :

1. *Environment and Development. A case of Sustainable Development*, New York, septembre 1992
2. *Diplomacy of Environment and Sustainable Development: The Path to the United Nations Conference on Environment and Development*, Université Columbia, New York, 1992 (collectif)
3. Critique littéraire de *Equality, the Third World and Economic Delusion*, New York, 1992
4. *Constitutionalism and Human Rights in the Soviet Union*, New York, 1991

5. *Process of Change and Reforms at the United Nations: Assessment and Prospects*, New York, 1991 (collectif)
6. *Negotiations and Prospects for Conflict Resolutions in Southern Africa*, Uppsala (Suède), 1992
7. *The Sixth Committee and the New International Economic Order*, New York, 1991 (sur l'invitation de la Mission des États-Unis d'Amérique auprès de l'Organisation des Nations Unies)
8. *From Conflict to Elections: A Critical Assessment of the Process of Peace and Democratization in Mozambique*, exposé présenté à l'Université Columbia, New York, 1994
9. « Le Mozambique, le Portugal, la Communauté des pays de langue portugaise et l'avenir », Lisbonne, magazine ELO, n° 25, 6<sup>e</sup> année, février 1997
10. « La Communauté des pays de langue portugaise : un an plus tard », Lisbonne, magazine de la Chambre de commerce Portugal-Mozambique, n° 16, août 1997
11. Entretien avec le journaliste Miguel Ramos : « Bilan de sept années à l'Organisation des Nations Unies », *Jornal Domingo*, Maputo, 31 mars 1996

#### **Divers**

Interventions lors de cours, débats et séminaires à l'Université Eduardo Mondlane (Mozambique), à l'Université d'Uppsala (Suède), à l'Université Columbia (New York), à l'Institut supérieur des relations internationales (Mozambique) et dans d'autres établissements d'enseignement supérieur

Auteur de divers articles consacrés à des questions politiques, juridiques et diplomatiques

Langues : maîtrise du sena, du portugais, de l'anglais et du français; notions de latin, de grec et d'allemand; bonne connaissance et compréhension de l'espagnol écrit et oral

Loisirs : littérature et philosophie; musique classique et africaine; jogging; tennis; auteur de poèmes en sena et portugais

**Riad Daoudi (République arabe syrienne)**

[Original : anglais]

**Renseignements personnels**

Date et lieu de naissance : 22 juillet 1942 à Damas

Situation de famille : Marié, trois enfants

**Formation et diplômes**

Baccalauréat : Lycée américain de Damas, 1960

Licence en droit : Faculté de droit, Université de Damas, 1964

Maîtrise de droit public : Faculté de droit, Université de Paris, 1970

Diplôme de l'IHEI (Institut des  
Hautes Études Internationales) Université de Paris, 1973

Doctorat d'État en droit : Faculté de droit, Université de Paris, 1978

**Fonctions**

Président de la Syrian Virtual University depuis 2002

Membre de la Commission du droit international des Nations Unies depuis janvier  
2002

Conseiller juridique du Ministère des affaires étrangères depuis 1991

Greffier du Tribunal de l'Organisation des pays arabes exportateurs de pétrole de  
1983 à 1991. Depuis 1991 à temps partielVice-doyen chargé des affaires universitaires, faculté de droit, Université de Damas  
(1980-1982)Professeur de droit international public, faculté de droit, Université de Damas  
(1978-1992)Professeur de droit international public comparé avec les principes du droit  
islamique, Université de Damas (1978-1982)

Avocat, membre du barreau de Damas depuis 1982

Moniteur de droit constitutionnel et de droit administratif, Université de Paris II  
(1974-1977)Assistant au département de droit international, faculté de droit, Université de  
Damas (1966-1978)

Directeur du Cabinet du Ministre de la culture, Damas (1965-1966)

**Expérience professionnelle**Membre et conseiller juridique de la délégation syrienne aux négociations de paix  
au Moyen-Orient depuis 1991

Membre de la Commission d'éthique des énergies de l'UNESCO (1996-1997)

Directeur des études de français à l'Académie de droit international, session d'été, La Haye (1990)

Arbitre et conseil dans plusieurs arbitrages de la Chambre de commerce internationale et nationaux (1986-2002)

Conseiller à la présidence du Conseil des ministres sur les questions du droit de la mer; membre de la Commission juridique syrienne pour le droit de la mer (1979-1982); et conseiller juridique auprès du Ministère des affaires étrangères (1979-1983)

Membre de la délégation syrienne à la dixième session de la Conférence de l'ONU sur le droit de la mer, Genève, 1982

Membre, rapporteur et président de nombreux colloques et conférences (UNESCO, ONU et UE)

Professeur lors des sessions de formation de jeunes diplomates syriens

Professeur lors de séminaires de formation organisés par la faculté de droit de l'Université du Koweït (1985-1990)

Participant au Centre de recherches de l'Académie de droit international, La Haye, 1979

Participant au séminaire de la Commission du droit international des Nations Unies, 1972

### **Principales publications**

« Les institutions arabes spécialisées » (Paris, IHEI, 1973), 120 pages

« La représentation en droit international public » (Paris, LGDJ, 1980), 405 pages

« La représentation en droit international public », dans Mélanges Paul Reuter (Paris, A. Pédone, 1981), p. 205 à 219

« Observations sur les travaux du Colloque sur les droits de l'homme organisé par l'UNESCO à Constantinople », dans Al-Mouhamoun, Damas, 1980 (en arabe)

« Immunités parlementaires : Étude comparée des constitutions arabes » dans le Journal de l'Union interparlementaire arabe, Damas, 1981 (en arabe)

« The Teaching of Human Rights in the Arab Countries », Bulletin of peace proposals, Oslo, vol. 14, n° 1, 1983 (en anglais)

« Human Rights Commission of the Arab States » dans Encyclopedia of Public International Law (publié sous l'égide du Mark Planck Institute for Public Law and International Law, Amsterdam, North Holland Publishing Company, 1985), vol. VIII, 294 pages (en anglais)

« Les négociations de paix; le Traité de Versailles » (Damas, Université de Damas, 1983), 191 pages (en arabe)

« La codification des droits de l'enfant » dans La protection internationale des droits de l'enfant, publié sous la direction de M. Torelli (Paris, PUF, 1983), 21 pages

« Commentaire sur l'Article 35 de la Charte des Nations Unies » dans La Charte des Nations Unies, publié sous la direction de J.P. Cot et A. Pellet (Paris, Economica, 1991), 587 pages

« La promotion des relations amicales par les organisations internationales » dans Droit international : Bilan et perspectives publié sous la direction de M. Bedjaoui; (A. Pédone, Paris, tome I), 507 pages (en anglais et en français)

« Les problèmes rencontrés par le Koweït dans ses relations internationales pendant la crise du Golfe », dans Les aspects juridiques de la crise et de la guerre du Golfe publié sous la direction de B. Stern (Paris, Montchrestien, 1991), 107 pages

« La Banque internationale pour la reconstruction et le développement » dans Encyclopédie des sciences politiques (Université du Koweït, 1993-1994, tome I), 1059 pages (en arabe)

« L'Association internationale de développement » dans Encyclopédie des sciences politiques (Université du Koweït, 1993-1994), 1069 pages (en arabe)

« Reduced Fossil Fuel Exports As A result of The Climate Change Treaty : The Legal Aspects of Compensation » (OPEC Bulletin Vienne, novembre 1997), 6 pages (en anglais)

« Commentaire sur l'article 78 de la Convention de Vienne sur le droit des traités » dans Commentaire de la Convention de Vienne de 1969 article par article, en cours de publication par l'Institut du droit international de l'Université de Bruxelles

#### **Études et conférences**

« Les relations entre le Conseil des ministres arabes de la justice et la Commission permanente des droits de l'homme de la Ligue des États arabes » (Rabat, Conseil des ministres arabes de la justice, 1983), 25 pages (en arabe)

« L'évolution des droits de l'homme en Afrique et en Asie », cours spécial donné dans le cadre de la session d'été de l'Institut des droits de l'homme, Université de Strasbourg, 1984

« Les mesures prises par la Syrie pour assurer le respect des droits de l'homme aux groupes socialement désavantagés ». Étude présentée lors du colloque de l'UNESCO sur les droits de l'homme, tenu à Québec (Canada) le 15 décembre 1984

« La Cour de justice de l'Organisation des pays arabes exportateurs de pétrole ». Conférence donnée lors de la neuvième session sur les éléments de base de l'industrie du pétrole et du gaz naturel (Koweït, OAPEC, 1985), 26 pages (en arabe)

« Le rôle des négociations dans la conclusion des traités et dans le règlement pacifique des différends en droit international public ». Conférence donnée dans le cadre du séminaire international de formation, organisé par l'Université du Koweït, 1987 (en arabe)

« La vraie dimension de la crise de la Ligue des États arabes ». Conférence donnée lors du séminaire international de formation, organisé par l'Université du Koweït, 1988 (en arabe)

« La nature du droit international humanitaire et ses caractéristiques ». Conférence donnée du séminaire international de formation, organisé par l'Université du Koweït, 1989 (en arabe)

« La distinction entre le terrorisme international et la lutte des peuples pour l'autodétermination ». Conférence donnée lors du séminaire international de formation, organisé par l'Université de Koweït, 1990 (en arabe)

« Facing Water Resource Challenges in Syria ». Conférence donnée dans le cadre de la conférence : « Syria: New Dawn for Business, Trade and Investment », Londres, 3 et 4 juillet 2001 (en anglais)

« Comments on Article 41 of the Vienna Convention on The Law of Treaties ». Étude menée dans le cadre de la Commission du droit international des Nations Unies sur la fragmentation du droit international, 2004, 19 pages

#### **Coauteur des études suivantes**

« Les modèles administratifs pour l'aménagement de la région d'Al-Hammad entre la Syrie, l'Iraq, la Jordanie et l'Arabie saoudite » (Damas, Centre d'études des zones sèches et arides), 1981 (en arabe)

« Le laissez-passer de la Ligue des États arabes », (Le Caire, 1982) (en arabe)

« Analyse juridique de l'accord conclu entre le Liban et Israël le 17 mai 1983 », Tchrine (Damas), 30 juillet 1983

#### **Membre**

Comité de rédaction et Comité consultatif de la revue « Arab and Oil Cooperation », publiée par l'OAPEC

Comité de rédaction et Comité consultatif de « Palestinian Yearbook of International Law »

Société française pour le droit international

#### **Distinction**

Lauréat au concours des meilleures thèses de l'Université de Paris, 1977-1978

#### **Langues**

Arabe : langue maternelle

Français : excellent (parlé – écrit)

Anglais : excellent (parlé – écrit)

**Christopher John Robert Dugard (Afrique du Sud)**

[Original : anglais]

**Renseignements personnels**

Né le : 23 août 1936  
 À : Fort Beaufort (Afrique du Sud)

**Titres universitaires**

1956 Licence, Université de Stellenbosch  
 1958 Licence en droit, Université de Stellenbosch  
 1965 Licence en droit, Cantab (Université de Cambridge)  
 1966 Diplôme de droit international, Cantab  
 1980 Doctorat en droit, Cantab  
 1990 Doctorat en droit *honoris causa*, Université du Natal  
 1996 Doctorat en droit *honoris causa*, Université du Cap  
 2003 Doctorat en droit *honoris causa*, Université métropolitaine Nelson Mandela, Port Elizabeth  
 2004 Doctorat en droit *honoris causa*, Université du Witwatersrand  
 2004 Doctorat en droit *honoris causa*, Université de Pretoria

**Fonctions universitaires***Afrique du Sud*

1961-1963 Chargé de cours de droit, Université du Natal  
 1969-1998 Professeur de droit, Université du Witwatersrand  
 1975-1977 Doyen de la faculté de droit, Université du Witwatersrand  
 1978-1990 Directeur du Centre d'études juridiques appliquées, Université du Witwatersrand  
 (À cette époque, le Centre d'études juridiques appliquées avait pour objectif premier de sensibiliser l'opinion aux questions de droits de l'homme, du droit du travail et du droit concernant la communauté noire, au moyen de publications, de travaux de recherche, de conférences et de séminaires.)  
 Depuis 1998 Professeur émérite, Université du Witwatersrand  
 Depuis 2000 Professeur honoraire, Université de Pretoria (cours de maîtrise en droit, programme des droits de l'homme)  
 Depuis 2001 Professeur honoraire, Université du Cap-Ouest  
 Depuis 2004 Professeur chargé de recherche honoraire, Université du Witwatersrand  
 Depuis 2005 Professeur honoraire, Université du Cap

*États-Unis, Australie, Royaume-Uni et Pays-Bas*

1969	Professeur invité, cours de relations publiques et internationales, École de relations publiques et internationales Woodrow Wilson, Université de Princeton
1974-1975	Professeur invité de droit, Université Duke
1981	Professeur invité de droit, Université de Californie, Berkeley (Boalt Hall)
1989	Professeur invité de droit, Université de Pennsylvanie
1991	Professeur invité de droit, Université de Nouvelle-Galles du Sud (Australie)
1995-1996	Professeur invité de sciences juridiques dans le cadre du programme Arthur Goodhart, Université de Cambridge
1995-1997	Membre du Sidney Sussex College, Cambridge
1995-1997	Directeur du Centre de recherche Lauterpacht sur le droit international, Université de Cambridge

*Fonctions actuelles*

Depuis 1998	Professeur de droit international public, Université de Leyde (Pays-Bas)
-------------	--

**Qualifications professionnelles**

1959	Admis au barreau de la Cour suprême d'Afrique du Sud
1961-1963	Avocat à Durban
Depuis 1963	Consultant et avocat à temps partiel, principalement dans les domaines du droit international, des droits de l'homme et du droit constitutionnel
Depuis 1998	Avocat principal

**Fonctions dans les instances juridictionnelles internationales**

2002	Juge ad hoc à la Cour internationale de Justice dans l'affaire concernant les activités armées sur le territoire du Congo ( <i>République démocratique du Congo c. Rwanda</i> )
Depuis 2004	Juge ad hoc à la Cour internationale de Justice dans l' <i>Affaire concernant la souveraineté sur Pedra Branca/Pulau Batu Puteh, Middle Rocks et South Ledge</i> (Malaisie/Singapour)

**Organisation des Nations Unies**

1997	Membre de la Commission du droit international
2000-2001	Président de la Commission créée par la Commission des droits de l'homme pour enquêter sur les violations du droit humanitaire dans le territoire palestinien occupé

Depuis 2000	Rapporteur spécial de la Commission du droit international sur la protection diplomatique
Depuis 2001	Rapporteur spécial de la Commission des droits de l'homme sur la situation des droits de l'homme dans le territoire palestinien occupé
2001	Réélu membre de la Commission du droit international, avec le plus grand nombre de voix en Afrique

#### **Fonctions en Afrique du Sud**

- a) Membre du Conseil administratif national de l'Institut sud-africain des affaires internationales depuis une dizaine d'années
- b) Président de l'Institut sud-africain des relations interraciales de 1978 à 1980
- c) Membre fondateur du Conseil national des avocats pour les droits de l'homme et membre de 1980 à 1991
- d) Chancelier de l'évêque Tutu, diocèse (anglican) de Johannesburg, de 1985 à 1987
- e) Membre du Conseil d'administration de l'Université de Fort Hare de 1990 à 1998

#### **Organismes internationaux de droit**

1973-1975	Société américaine de droit international : membre du Comité d'étude sur la protection internationale des droits de l'homme
1974-1984	Association de droit international : membre du Comité sur le terrorisme international
1992-1998	Association de droit international : Corapporteur du Comité sur l'extradition et les droits de l'homme
1993-1995, 1998	Président de l'antenne africaine de l'Association de droit international
Depuis 1995	Membre du Conseil d'administration de la Société africaine de droit international et de droit comparé
Depuis 1995	Membre de l'Institut de droit international (premier et seul Sud-Africain élu)
1997-2000	Membre du Groupe d'experts pour l'étude des règles coutumières du droit humanitaire international (Comité international de la Croix-Rouge, Genève)

#### **Négociations constitutionnelles (Afrique du Sud)**

- |      |  |
|------|--|
| 1993 | Membre du Comité technique sur l'abolition ou la révision des lois discriminatoires et répressives (dans le cadre des négociations sur la Constitution provisoire de l'Afrique du Sud) |
|------|--|

- 1995 Membre du Comité technique chargé de conseiller l'Assemblée constituante dans la formulation de la Déclaration des droits de la Constitution de 1996

## **Publications**

### **1. Ouvrages**

*The South West Africa/Namibia Dispute*, University of California Press, 1973, 585 pages.

*Introduction to Criminal Procedure*, Juta & Co. Ltd., 1977, 327 pages.

*Human Rights and the South African Legal Order*, Princeton University Press, 1978, 470 pages.

*Recognition and the United Nations*, Grotius Publications, 1987, 192 pages.

*The Last Years of Apartheid, Civil Liberties in South Africa* (en collaboration avec N. Haysom et G. Marcus), South Africa Update Series, Ford Foundation – Foreign Policy Association, 1992, 254 pages.

*International Law – A South African Perspective*, 3<sup>e</sup> éd., Juta & Co. Ltd., 2005, 600 pages.

### **2. Rapports de l'ONU**

Ces six dernières années, j'ai consacré une grande partie de mon temps à rédiger des rapports annuels pour la Commission du droit international et la Commission des droits de l'homme de l'ONU. En voici une liste non exhaustive :

1. Premier rapport sur la protection diplomatique, *Documents officiels de l'Assemblée générale, Commission du droit international, cinquante-deuxième session, 2000*, A/CN.4/506, 48 pages.
2. Deuxième rapport sur la protection diplomatique, *Documents officiels de l'Assemblée générale, Commission du droit international, cinquante-troisième session, 2001*, A/CN.4/514, 35 pages.
3. Sixième rapport sur la protection diplomatique, *Documents officiels de l'Assemblée générale, Commission du droit international, cinquante-septième session, 2005*, A/CN.4/546, 10 pages.
4. Rapport de la Commission créée en application de la résolution S-5/1 du 19 octobre 2000 de la Commission des droits de l'homme pour enquêter sur les violations des droits de l'homme et du droit humanitaire commises après le 28 septembre 2000 dans le territoire palestinien occupé, Conseil économique et social, Commission des droits de l'homme, E/CN.4/2001/121, 16 mars 2001, 46 pages.
5. Rapport sur la question de la violation des droits de l'homme dans les territoires arabes occupés, y compris la Palestine, *Documents officiels de l'Assemblée générale, Conseil économique et social, Commission des droits de l'homme, A/56/440*, 4 octobre 2001, 12 pages.
6. Rapport sur la question de la violation des droits de l'homme dans les territoires arabes occupés, y compris la Palestine, Conseil économique et

social, Commission des droits de l'homme, E/CN.4/2002/31, 6 mars 2002, 3 pages.

7. Rapport sur les pratiques israéliennes affectant les droits de l'homme du peuple palestinien dans le territoire palestinien occupé, *Documents officiels de l'Assemblée générale, soixantième session, A/60/271, 18 août 2005, 20 pages.*

### **3. Autres publications**

Plus d'une centaine d'articles sur des questions de droit international publiés dans des journaux et des collections spécialisées. Parmi les plus récents :

1. « The problem of the Definition of Terrorism in International Law », in *September 11, 2001. A Turning Point in International and Domestic Law*, sous la direction de P. Eden et T. O'Donnell, 2005, 187 pages.
2. « Diplomatic Protection and Human Rights: The Draft Articles of the International Law Commission », in *Australian Year Book of International Law 75*, 2005, 24 pages.
3. « The Role of Recognition in the Law and Practice of Secession », en collaboration avec D. Raic, in *Secession: International Law Perspectives*, sous la direction de M. Kohen, 2005, 94 pages.
4. « Immunity, Human Rights and International Crimes », in *Journal of South African Law*, 2005, 482 pages.

**Constantin P. Economides (Grèce)**

[Original : anglais]

Né à Samos (Grèce) le 4 décembre 1932

Marié

**Formation universitaire**

Licencié de la faculté de droit et des sciences politiques de l'Université de Strasbourg (1954)

Diplômé du Centre des hautes études européennes de Strasbourg (1955)

Docteur en droit des facultés de droit des universités de Strasbourg (1956) et d'Athènes (1975)

Assistant en droit international public à la faculté de droit de l'Université d'Athènes (1960-1967)

**Activités**

Membre depuis 1960 du Département juridique du Ministère des affaires étrangères et Directeur de ce département de 1979 à 1995

Conseiller juridique honoraire auprès du Ministère des affaires étrangères depuis 1996

Professeur associé de droit international à l'Université des sciences sociales et politiques Panteion (1986-1991), professeur titulaire depuis 1991 et professeur émérite depuis 2000

Membre de 1991 à 1999 du Comité européen pour la prévention de la torture et des peines ou traitements inhumains ou dégradants

Membre de 1990 à 2002 de la Commission de Venise pour la démocratie par le droit

Membre de la Commission du droit international de l'ONU de 1997 à 2001 et, à nouveau, depuis 2003

**Participation à des négociations bilatérales**

Membre de la délégation grecque, en tant que conseiller juridique, lors des négociations avec : la Tchécoslovaquie (conclusion de trois accords, 1964), la Roumanie (conclusion de neuf accords, 1966), la Yougoslavie (conclusion de l'Arrangement relatif au transit des marchandises yougoslaves par le port de Salonique, 1974-1975), les États-Unis (accord sur le statut des forces américaines en Grèce 1975-1976), la Turquie (délimitation du plateau continental de la mer Égée, 1976-1979 et négociations au niveau des ministres des affaires étrangères et des premiers ministres, 1988), l'Italie (conclusion de l'Accord de délimitation du plateau continental de la mer Ionienne, 1977), la Roumanie (conclusion d'un accord d'entraide judiciaire et d'une convention consulaire, 1972), la Bulgarie (conclusion d'une convention consulaire, 1973 et d'un accord d'entraide judiciaire, 1976), la Yougoslavie (conclusion d'une convention consulaire, 1973)

Chef de la délégation grecque aux négociations avec la Pologne (1976), la Hongrie (1977), l'Union soviétique (1978), la Tchécoslovaquie (1980), la République démocratique allemande (1982) et la Tunisie (1995) pour la conclusion de conventions consulaires

Chef de la délégation grecque aux négociations avec la Pologne (1978), la Hongrie (1979), la Tchécoslovaquie (1980), l'Union soviétique (1981), la Syrie (1981), la République démocratique allemande (1984), l'Égypte (1986), le Maroc (1988), la Tunisie (1993), la Chine (1993) pour la conclusion d'accords d'entraide judiciaire

Chef de la délégation grecque aux négociations avec l'Égypte (1986), la Hongrie (1987) et le Maroc (1988), pour l'établissement d'accords sur le transfèrement de détenus

Chef de la délégation grecque aux négociations avec l'Allemagne (1992), la Croatie (1993), la Slovénie (1994), la République tchèque (1994), la Fédération de Russie (1994) et la Slovaquie (1995), sur le régime conventionnel entre la Grèce et les pays précités à la suite de successions d'États

Chef de la délégation grecque aux négociations avec la Bulgarie pour l'élaboration d'un accord concernant l'utilisation des eaux du fleuve Nestos

#### **Participation à des conférences et réunions internationales**

Membre depuis 1962, de divers comités d'experts du Conseil de l'Europe : fonctions consulaires, immunité des États, assistance judiciaire en matière administrative, asile territorial et réfugiés, extension des droits de l'homme, coopération juridique, droit international public, protection des minorités

Représentant de la Grèce à la vingtième session extraordinaire de l'Assemblée de l'Organisation de l'aviation civile internationale et à la Conférence internationale pour la sécurité de l'aviation civile internationale (Rome, 1973)

Président du Comité d'experts du Conseil de l'Europe pour l'examen du projet de la Commission du droit international sur la clause de la nation la plus favorisée (1979)

Représentant de la Grèce au Comité spécial sur la Charte des Nations Unies et le raffermissement du rôle de l'Organisation (1979-1981).

Membre de la délégation grecque à la troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer (1980-1981).

Représentant de la Grèce aux Conférences des Nations Unies pour :

- a) La succession d'États en matière de traités (1978);
- b) La succession d'États en matière de créances, dettes et archives (1983);
- c) Le droit des traités entre États et organisations internationales ou entre organisations internationales (1986).

Président du Comité d'experts du Conseil de l'Europe pour le droit international public (1982-1984)

Représentant de la Grèce de 1977 à 1996, ainsi qu'en 2001 et 2002, à la Sixième Commission de l'Assemblée générale des Nations Unies

Secrétaire exécutif de la Réunion d'experts de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) concernant le règlement pacifique des différends internationaux (Athènes, 1984)

Président du Comité directeur de coopération juridique du Conseil de l'Europe (1985-1986)

Représentant de la Grèce au Comité préparatoire et au Comité juridique de l'Organisation de l'aviation civile internationale pour l'élaboration d'un texte conventionnel pour la protection des aéroports contre les actes terroristes (1987)

Représentant de la Grèce au Comité préparatoire pour la répression des actes illicites dirigés contre la navigation maritime (1987)

Membre de la délégation grecque à la troisième réunion de la Conférence sur la dimension humaine de la CSCE (1991)

Chef de la délégation grecque à la réunion de la CSCE à La Valette pour le règlement des différends (1991), au séminaire de la CSCE pour les institutions démocratiques (Oslo, 1991) et à la Conférence de la CSCE pour l'élaboration d'une convention de conciliation et d'arbitrage (Genève, 1992)

Membre de la délégation grecque qui a participé à la procédure de médiation sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies pour le règlement du différend portant sur le nom de l'ex-République yougoslave de Macédoine (1994)

Membre de la délégation spéciale de conseillers du Conseil de l'Europe chargée de préparer une conférence sur les minorités dans le cadre du Pacte de stabilité pour l'Europe du Sud-Est (1999-2000).

Conseiller juridique auprès de la délégation grecque aux négociations sur l'établissement du Protocole sur la responsabilité civile et l'indemnisation en cas de dommages causés par les effets transfrontières d'accidents industriels sur les eaux transfrontières (adopté à Kiev, le 21 mai 2003)

Chef de la délégation grecque aux négociations sur l'établissement de la Convention de l'UNESCO pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel (Paris, 17 octobre 2003)

### **Instances juridictionnelles**

Membre de la délégation grecque devant la Cour internationale de Justice dans l'affaire du plateau continental de la mer Égée (mesures conservatoires, 1976). Agent et Conseil de la Grèce pour la même affaire (compétence, 1978)

Membre de la Cour permanente d'arbitrage depuis 1979

Membre, depuis 1991, du Mécanisme de la CSCE (La Valette) pour le règlement des différends

Membre de la Commission de l'UNESCO pour les conventions et les recommandations (1985-1986)

Agent du Gouvernement grec devant la Commission et la Cour des droits de l'homme du Conseil de l'Europe (1989-1991)

## Principales publications

### Ouvrages

*La question chypriote et le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes* (th. ron.), Strasbourg, 1956.

*Le pouvoir de décision des organisations internationales européennes*, A.W. Sythoff, Leyde, 1964.

*L'inviolabilité et l'immunité de juridiction des agents diplomatiques et consulaires (analyse des Conventions de Vienne de 1961 et de 1963)*, Athènes, 1975 (en grec).

*Droit international public (La théorie des sources), en collaboration avec K. Loannou, Ch. Rozakis et A. Fatouros*, Athènes, 1988 (en grec).

*Le régime juridique des îles grecques de l'Égée (réponse à l'étude de H. Pazarci)*, Athènes, 1989 (en grec).

*Cours de droit international public*, Athènes, 2e éd., 1990 (en grec).

*Introduction au droit diplomatique et consulaire*, Athènes, 1990 (en grec).

*Questions de droit international et de politique étrangère grecque*, Athènes, 1999.

### Articles

« Systèmes et limites de la responsabilité en droit aérien, national et international », R.H.D.I., 1959.

« Le statut international de l'Antarctique résultant du traité du 1<sup>er</sup> décembre 1959 », R.H.D.I., 1962.

« Les amendements à la Convention relative à l'Organisation maritime consultative intergouvernementale et leur introduction dans l'ordre juridique grec hellénique », R.H.D.I., 1968.

« Nature juridique des actes des organisations internationales et leurs effets en droit interne », R.H.D.I., 1970.

« L'Arrangement gréco-yougoslave du 3 février 1975 relatif au transit des marchandises yougoslaves par la zone franche du port de Thessalonique », R.H.D.I., 1975.

« La révision de la Charte des Nations Unies (état actuel de la question) », R.H.D.I., 1977.

« La prétendue obligation de démilitarisation de l'île de Lemnos », R.H.D.I., 1981.

« Nouveaux éléments concernant l'île de Lemnos : un problème totalement artificiel », R.H.D.I., 1984.

« La Déclaration de Manille sur le Règlement pacifique des différends internationaux », *Annuaire français de droit international*, 1982.

« The contiguous zone, today and tomorrow, the New Law of the Sea », sous la direction de C. Rozakis et C. Stefanou, North Holland, 1983.

« Principales réglementations du nouveau droit de la mer, droit international et politique étrangère », 1985 (en grec).

« Consular Relations, Consular treaties, consuls » in *Encyclopedia of Public International Law*, sous la direction du professeur Bernhardt, tome 9, Max Planck Institute, 1986.

« La Convention de Montreux de 1936 pour les détroits », Force et autorité des traités, Fondation hellénique de politique étrangère et de défense nationale, Athènes, 1987 (en grec).

« Les actes institutionnels internationaux et les sources du droit international », *Annuaire français de droit international*, 1988.

« La levée de l'état de guerre avec l'Albanie – Droit international et politique étrangère », 1988 (en grec).

« Le mont Athos et le droit international », Institute for Balkan studies, Salonique, 1993.

« Les raisons qui ont imposé la conclusion des deux protocoles additionnels de 1977 pour le droit international humanitaire », in *Nouveau droit international humanitaire des conflits armés*, St. Perakis, Athènes, 1989 (en grec).

« Le droit de recours individuel : moyen de renforcement de la démocratie » in *Démocratie et droits de l'homme*, Conseil de l'Europe, M. P. Engels, Strasbourg, 1990.

« État de droit et tribunaux indépendants », R.H.D.I, 1991.

« Les rapports entre le droit international et le droit interne », Collection Science et technique de la démocratie, Conseil de l'Europe, 1993.

« Les fondements juridiques de la politique étrangère », R.H.D.I, 1997/1.

« Les îlots d'Imia dans la mer Égée : un différend créé par la force », *Revue générale de droit international public*, 1997/2.

« L'obligation de règlement pacifique des différends internationaux : une norme fondamentale tenue à l'écart », in Boutros-Boutros Ghali, *Amicorum Discipulorumque Liber*, tome I, 1998.

« La révision des dispositions de la Constitution hellénique concernant les relations internationales », in *Mélanges en l'honneur de Nicolas Valticos*, 1999.

« L'habilitation législative : un moyen commode pour l'exécution rapide des résolutions du Conseil de sécurité prises dans le cadre de la sécurité collective », in *Recueil d'articles de conseillers juridiques d'États, d'organisations internationales et de praticiens du droit international*, Nations Unies, 1999.

« Les effets de la succession d'États sur la nationalité des personnes physiques », *Revue générale de droit international public*, 1999/3.

« La guerre de l'OTAN contre la Yougoslavie et le droit international », R.H.D.I., 1999/2.

« Aperçu des travaux de la Commission du droit international : 1948-1998 » in *La Commission du droit international cinquante ans après : bilan d'activités*, Organisation des Nations Unies, 2000.

« La démocratie, la politique étrangère et le droit international », R.H.D.I, 2002/2.

« Le crime international de l'État dans le droit de la responsabilité internationale : évolution de la question dans le cadre des travaux de la Commission du droit international des Nations Unies », in *Mélanges en l'honneur du Professeur D. Spinellis*, Athènes, 2001.

« Le projet définitif de la Commission du droit international sur la responsabilité des États pour faits internationalement illicites », R.H.D.I, 2001/2.

#### **Séminaires et sociétés scientifiques savantes**

Participation à un grand nombre de séminaires portant sur des questions de droit international et de politique étrangère, tant en Grèce qu'à l'étranger

Membre du Comité de direction de l'Institut hellénique de droit international et étranger et membre du Comité de rédaction de la *Revue hellénique de droit international* (R.H.D.I.)

Membre de la branche grecque de l'Association de droit international

Membre de la Société américaine de droit international

Membre du Comité grec pour le droit international privé

Président honoraire de la Société grecque de droit international et des relations internationales

**Abdelrazeg El-Murtadi Suleiman  
(Jamahiriya arabe libyenne)**

[Original : anglais]

**Renseignements personnels**

Profession : Conseiller et professeur de droit international public et privé  
 Langues : Arabe, français, anglais  
 Date et lieu de naissance : 15 juillet 1945, Gegeb (Jamahiriya arabe libyenne)  
 Situation de famille : Marié, quatre enfants

**Formation**

Licence de droit, faculté de droit, Université de Benghazi (1968)  
 D. E. S. en droit public, Université de Grenoble (1970)  
 Doctorat d'État, Université de Paris 1/Sorbonne (1976) (thèse sur les aspects juridiques et fiscaux des relations pétrolières en Jamahiriya arabe libyenne)

**Expérience professionnelle**

*Auprès de tribunaux internationaux*

Affaire du plateau continental Jamahiriya arabe libyenne-Tunisie, Cour internationale de Justice (1978-1982); conseiller de la Jamahiriya arabe libyenne auprès du tribunal dans cette affaire et dans l'affaire de l'intervention de Malte

Affaire du plateau continental Jamahiriya arabe libyenne-Malte, Cour internationale de Justice (1982-1985); conseiller de la Jamahiriya arabe libyenne auprès du tribunal dans cette affaire et dans l'affaire de l'intervention de l'Italie

Chef des comités libyens assurant la défense auprès du tribunal dans ces affaires

Conseiller de la Jamahiriya arabe libyenne auprès de la Cour internationale de Justice dans des affaires concernant l'interprétation et l'application de la Convention de Montréal de 1971 : Jamahiriya arabe libyenne-Royaume-Uni; Jamahiriya arabe libyenne-États-Unis

Membre du Comité libyen assurant la défense auprès du tribunal dans ces affaires

Membre du Tribunal de l'Union du Maghreb arabe depuis 2002

Conseiller de la Jamahiriya arabe libyenne auprès de la Chambre de commerce international dans plusieurs affaires d'arbitrage commercial

Conseiller de la Jamahiriya arabe libyenne dans les négociations ayant pour objet les gisements pétroliers chevauchant des frontières

*Droit général et droit international privé*

Conseiller pour de nombreuses sociétés et coentreprises libyennes dans des négociations et réunions avec des partenaires étrangers portant sur une coopération technique, une exploitation en commun, le transfert de technologies, etc.

Expert auprès de l'Organisation de l'unité africaine et pour la Jamahiriya arabe libyenne dans des affaires juridiques ayant pour objet les frontières terrestres et la constitution de l'Union africaine

*Comités techniques, réunions et conférences internationales*

Chef de divers comités et délégations de la Jamahiriya arabe libyenne, notamment :

- Comité des frontières maritimes et terrestres – 1987;
- Comités et délégations dans le cadre des négociations entre la Jamahiriya arabe libyenne et la Tunisie et entre la Jamahiriya arabe libyenne et Malte ayant pour objet l'application des arrêts de la Cour internationale de Justice portant délimitation des zones du plateau continental de 1982 à 1989;
- Membre de nombreux comités et conseils libyens s'occupant de questions intéressant les relations internationales, les banques et les investissements étrangers;
- Participation à de nombreuses réunions et conférences internationales ayant pour thème les règles du droit international (droit des traités, sanctions, problèmes liés à la succession d'États, droit de la mer, responsabilité de l'État, extradition et rôle du Conseil de sécurité de l'ONU dans le règlement des différends).

**Activités universitaires**

Chargé de cours (1976-1978), maître de conférences (1979-1983), professeur associé (1983-1990), professeur de droit international privé et public depuis 1990 dans des universités libyennes

Vice-doyen de la faculté de droit à l'Université Garyounis à Benghazi (1976-1979)

Direction de thèses et de travaux de recherche du troisième cycle dans des universités libyennes et arabes

Membre de comités d'évaluation pour des travaux de recherche en vue de la promotion des enseignants universitaires, et professeur dans de nombreuses facultés et instituts de hautes études

**Publications**

« Développements dans les contrats pétroliers libyens » in *Revue des Études juridiques*, faculté de droit, Benghazi (1977-1983).

*La législation pétrolière libyenne* (en arabe), 2 volumes, Tripoli, 1981-1982.

*Nationalisation des sociétés pétrolières étrangères en Libye* (en arabe), Tripoli, 1983, 13 pages.

*Les relations pétrolières en Libye et dans les pays de l'OPEP* (en arabe), Tripoli, 1983, 493 pages.

Affaires du plateau continental : Jamahiriya arabe libyenne/Tunisie et Jamahiriya arabe libyenne/Malte (traduction en arabe des arrêts de la Cour internationale de Justice).

Développements récents dans les arrêts de la Chambre de commerce internationale, le droit international privé et les contrats de développement – cours pour les doctorants et postdoctorants à l'Université al-Fateh à Tripoli (en arabe), 2000-2002.

## Paula Ventura de Carvalho Escarameia (Portugal)

[Original : anglais]

Date de naissance : 1<sup>er</sup> juin 1960  
Lieu de naissance : Lisbonne (Portugal)

### Diplômes

Novembre 1988 Doctorat en droit, faculté de droit de Harvard, Université de Harvard  
Juin 1986 Maîtrise de droit, faculté de droit de Harvard, Université de Harvard  
Mai 1984 Diplôme de relations internationales, École des hautes études internationales, Centre de Bologne, Université Johns Hopkins  
Juillet 1983 Licence en droit, avec distinction, faculté de droit, Université catholique du Portugal

### Carrière professionnelle

Depuis janvier 2002 Membre de la Commission du droit international  
Depuis janvier 2005 Membre du Groupe national portugais de la Cour permanente d'arbitrage  
Depuis septembre 2003 Professeur invité à la faculté de droit, Nouvelle Université de Lisbonne, où elle enseigne le droit pénal international; membre du CEDIS (Centre de recherche juridique de la faculté de droit), chargée de recherches théoriques et de programmes cliniques  
Depuis mars 1995 Agrégée chargée de cours à l'Institut supérieur de sciences sociales et politiques, de l'Université technique de Lisbonne où elle enseigne différents sujets ayant trait à l'Organisation des Nations Unies, au droit international et aux droits de l'homme  
Depuis 1998 Professeur invité pour plusieurs cours de brève durée, notamment sur l'emploi de la force (Université catholique, Centre d'études politiques), le terrorisme (Ministère des affaires étrangères, Institut diplomatique) et la réforme de l'ONU (Ministère de la défense, Institut national de la défense)  
1999 à 2002 Membre de la délégation portugaise à la Commission préparatoire de la Cour pénale internationale; a présidé plusieurs réunions de l'UE et négocié avec des tiers au sujet de la CPI durant la présidence portugaise de l'Union européenne (premier semestre de 2000)

Janvier 1995 à juin 1998	Conseillère juridique, Mission permanente du Portugal auprès de l'Organisation des Nations Unies; représentante du Portugal à la Sixième Commission de l'Assemblée générale, notamment pour le débat sur les rapports de la Commission du droit international; chef de la délégation portugaise au Comité spécial de la Charte des Nations Unies et du raffermissement du rôle de l'Organisation (Vice-Présidente en 1996), au Comité ad hoc et au Comité préparatoire pour la création d'une cour criminelle internationale, aux Réunions des États Parties à la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer, au Comité ad hoc chargé de l'élaboration d'une convention internationale pour la répression des attentats terroristes, à l'explosif, etc.; conseillère juridique du Portugal au Conseil de sécurité (1997-1998)
Depuis 1993	Professeur de droit international, École de guerre navale, Lisbonne, où elle participe à la sélection des amiraux et à celle des généraux de l'Armée de l'air portugaise; aujourd'hui, professeur à l'Institut des hautes études militaires
1992 à 1994	Directrice, Centre des études sur les institutions internationales, Lisbonne
Octobre 1991 à janvier 1995	Maître de conférences. Enseigne les matières suivantes : droit international, système des Nations Unies, nature juridique de l'Union européenne, statut de Macao, Hong Kong et Taiwan, système juridique international et nouveau droit international, Université technique de Lisbonne; membre des Conseils scientifique et pédagogique de celle-ci
Depuis 1990	Professeur de droit international public, Université de l'Asie de l'Est, Macao; en 2004, professeur préparant à la maîtrise de droit international, pour ce qui a trait au droit des Nations Unies
Juillet 1990	Rédige le code des sujets touchant le droit international, Bibliothèque de droit international, Ministère portugais de la justice
Février 1989 à août 1990	Maître de conférences de droit international public, faculté de droit, Université catholique du Portugal, Lisbonne
Janvier 1989 à juin 1990	Adjointe au Secrétaire d'État à l'éducation (rédige plusieurs lois sur la régionalisation et la réorganisation du Ministère de l'éducation, et sur la réforme de l'enseignement), Ministère de l'éducation, Portugal
Janvier 1988	Avocate, inscrite à l'Ordre des avocats du Portugal
Été 1986	Assistante de recherche, droit de la CEE, faculté de droit de Harvard

Octobre 1984 à mars 1985 Maître de conférences, enseigne l'introduction au droit, Institut de hautes études commerciales, faculté de droit, Lisbonne

### **Bourses, distinctions honorifiques et affiliations**

Mars 2002 Grand officier de l'Ordre du Prince Henri le Navigateur, décoration décernée par le Président de la République du Portugal pour mérites professionnels

Depuis 1983 Nombreuses bourses attribuées pour mener à l'étranger des études et des recherches et y suivre des séminaires, accordées par différentes institutions, notamment la Commission Fulbright, la Fondation Calouste Gulbenkian, la faculté de droit de Harvard, la Fondation luso-américaine; le Harvard Center for International Affairs (MacArthur Fellowship), le American Cultural Council Program, la faculté de droit du Wisconsin, le séminaire de Salzbourg, etc. Premier prix du Parlement portugais pour un travail sur le Timor oriental, décerné pour une dissertation de doctorat en droit

Depuis 2002 Membre de la Commission internationale de juristes, Genève

Depuis 1999 Membre de plusieurs associations juridiques et civiques. Membre fondateur et membre du Conseil d'administration de l'Association portugaise des femmes juristes (Lisbonne); membre du Conseil consultatif de la Women's Initiative for Gender Justice (La Haye); membre fondateur et Vice-Directrice du CIDESC (Centre international pour les droits économiques, sociaux et culturels) (Lisbonne); Vice-Directrice de l'Institut portugais des relations internationales et rédactrice en chef de la revue de politique internationale (Lisbonne)

Depuis 1999 Membre de plusieurs jurys de sélection, notamment pour l'attribution des bourses Fulbright, pour des bourses accordées par le Ministère portugais de l'enseignement supérieur (Fondation pour la science et la technologie); en 2004/05, membre du jury chargé de sélectionner les diplomates dans le cadre d'examens portant sur le droit international et le droit de l'UE

### **Conférences**

Depuis 1984 Nombreux cours, conférences et séminaires sur différents aspects du droit international, ses fondements théoriques et son enseignement, dans différentes instances, notamment: faculté de droit de Harvard, Université de Princeton, Séminaire de droit international (ONU), British Law Society, Ordre des avocats de l'État

de New York, faculté de droit du Wisconsin, faculté de droit de Teramo, Association de droit international, faculté de droit de l'Université de New York, Parlement portugais et nombreux autres universités et instituts de recherche au Portugal et à l'étranger

### **Langues**

Portugais (langue maternelle), anglais (excellente maîtrise), français, italien et espagnol (compréhension écrite et parlée de ces langues et connaissance parlée)

### **Principales publications**

#### *Livres*

*O Direito Internacional em Acção* – à paraître, ISCSP, Lisbonne, 2006

*O Direito Internacional nos Princípios do Século XXI*, Almedina éd., Coimbra, 2003

*Reflexões sobre Temas de Direito Internacional Público : Timor, a ONU e o Tribunal Penal Internacional*, ISCSP, Lisbonne, 2001

*Exames de Direito Internacional Público*, éd. Lex, Lisbonne, 1995

*Colectânea de Leis de Direito Internacional*, ISCSP éd., Lisbonne, 1994 (2<sup>e</sup> édition 1998, 3<sup>e</sup> édition 2002)

*Formation of Concepts in International Law: Subsumption under Self-Determination in the Case of East Timor* (thèse de doctorat, écrite en 1988) Fondation Oriente Publication, Lisbonne, 1993; premier prix pour une thèse sur le Timor oriental, décerné par le Parlement portugais et la Fondation Oriente

*Colectânea de Jurisprudência de Direito Internacional*, Almedina éd., Coimbra, 1992

#### *Principaux articles*

« Contribution to the Dawn of a New World Order? The International Criminal Court », à paraître sous peu

« Tempos de Estabilidade e Tempos de Mudança em Modelos de Organização Mundial », *Thémis*, Ano VI, n<sup>o</sup> 10, faculté de droit de la Nouvelle Université de Lisbonne, 2005, p. 165 à 176

« A Mulher Portuguesa na Diplomacia Nacional » in *Memórias*, Société géographique, Lisbonne, 2005

« Prelúdios de uma Nova Ordem Internacional – Síntese » in « Portugal Parceiro Global : Conjuntura e Prospectiva », *Nação e Defesa*, 2005

« O Papel da ONU na Formação do Direito Internacional Público », in *Sessenta Anos da Organização das Nações Unidas*, Lisbonne, 2005

« Oração de Sapiência – O Direito Internacional e as Estruturas de Ligação entre o Indivíduo e o Mundo », *Anais do Clube Militar Naval*, Ano 132, vol. CXXXIV, tomes 7 à 9, Lisbonne, juillet-septembre 2004

- « The ICC and the Security Council on Aggression: Overlapping Competencies? *The Rome Statute of the International Criminal Court*, vol. II, Politi, Mauro e Nesi, Giuseppe éd., Ashgate Publishing Company, UK, 2004
- « A Guerra do Iraque – Fundamentos Jurídicos do Uso da Força », Boletim da Ordem dos Advogados de Santarém, 2003
- « Portugal e o Tribunal Penal Internacional », Janus, Universidade Autónoma e « Público », Lisbonne, 2003
- « A Comissão de Direito Internacional », Janus, Universidade Autónoma e « Público », Lisbonne, 2003
- « Prefácio », *O Direito Internacional e a Endoculturação de Valores* (préface du livre de Belo Manguera, premier ouvrage angolais consacré au droit international), Bordalo Pinheiro, Lisbonne, 2003
- « O Falso Dilema Direitos Humanos v. Segurança: Tribunal Penal Internacional », Revista Forum DC, Lisbonne, 2003
- « Prelúdios de um Nova Ordem Internacional: o Tribunal Penal Internacional », in « Nação e Defesa », Lisbonne, avril 2003
- « The Implementation of the Rome Statute: Problems of a Constitutional Order », in *International Criminal Court – a New Dimension in International Justice*, Sakkoulas Publishers, Grèce, 2002
- « Integração da Perspectiva de Género no Estatuto do Tribunal Penal Internacional », in *Human Rights of Women*, Ius Gentium, Coimbra Editora, Coimbra, 2001
- « Quando o Mundo das Soberanias se Transforma no Mundo das Pessoas: o Estatuto do Tribunal Penal Internacional e as Constituições Nacionais », Thémis, New University Law School, Lisbonne, 2001
- « A História Jurídica de Timor Leste », Janus, Universidade Autónoma, Lisbonne, mai 2001
- « O Direito Internacional em Tempos de Mudança », in *Estudos em Homenagem a Cunha Rodrigues*, Lisbonne, 2001
- « Aspectos Jurídicos do Envolvimento da ONU no Caso de Timor », Instituto do Oriente, ISCSP, 2001
- « Notes on the Implementation of the Rome Statute in Portugal », in *The Rome Statute and Domestic Legal Orders*, vol. I, edited by Kress, Claus and Lattanzi, Flavia, Nomos Verlagsgesellschaft Baden-Baden, II Sirente, 2000
- « Quatro Anos nas Nações Unidas: Testemunhos, Impressões, Especulações », in « Política Internacional », n° 20, automne 1999
- « Self-Administration and the Politics of Ethnic Accommodation in China – Commentary », in *Self-Determination and Self-Administration: a Sourcebook*, edited by Wolfgang Danspeckgruber and Sir Arthur Watts, Lynne Rienner Publishers, USA, août 1997

« O Motor Económico-Político: Alteração de Modelos no Direito Internacional Público », in « Revista Portuguesa de Instituições Internacionais e Comunitárias », vol. 1, Lisbonne, 1995

« The Meaning of Self-Determination and the Case of East Timor », in *International Law and the Question of East Timor*, CIIR/IPJET, Londres, 1995

« Uma Leitura da Carta da Organização das Nações Unidas », in *Estudos em Homenagem ao Professor Adriano Moreira*, ISCSP, Lisbonne, 1995

« O Intervalo entre o Modelo Passado e a Visão Futura: o Actual Direito Internacional », *Portugese Journal on International Institutions Studies*, vol. 1, Lisbonne, 1993

« O que É a Autodeterminação? », in « Política Internacional », vol. 1 n° 7/8, Lisbonne, 1993

« Timor-Leste – Aspectos Jurídicos » et « O Ensino do Direito em Macau », in « O Direito », Macau, numéros de mars et d'octobre 1991

**Salifou Fomba (Mali)**

[Original : français]

Né le 17 juin 1954 à Dioïla, Mali

Marié, cinq enfants

Professeur de droit international

Membre de la Commission du droit international de l'ONU

**Formation**

1983 : Doctorat en droit international obtenu avec la mention « très bien » à l'Université de Caen en France

1979 : Diplôme d'études approfondies (DEA) en droit international obtenu à l'Université de Rouen en France

1978 : Maîtrise en droit public obtenue à l'École nationale d'administration de Bamako au Mali

1974 : Baccalauréat série lettres classiques obtenu au Lycée Prosper Kamara de Bamako

1984 : Boursier de l'Académie de droit international de La Haye

1989 : Boursier du Gouvernement français à l'Institut d'administration des entreprises de Toulouse en France

1989 : Boursier ONU/UNITAR du Programme de perfectionnement en droit international à La Haye et à Genève

**Carrière professionnelle**

2002-2006 : Membre de la Commission du droit international des Nations Unies élu par l'Assemblée générale des Nations Unies à New York le 7 novembre 2001

1992-1996 : Membre de la Commission du droit international des Nations Unies élu par l'Assemblée générale des Nations Unies à New York le 14 novembre 1991

1994 : Membre et Rapporteur de la Commission impartiale d'experts de l'ONU sur le Rwanda établie conformément à la résolution 935 (1994) du Conseil de sécurité, chargée d'examiner les informations concernant les violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire du Rwanda y compris d'éventuels actes de génocide, nommé par le Secrétaire général de l'ONU le 26 juillet 1994

Depuis 1985 : Professeur de droit international y compris le droit international humanitaire à l'École nationale d'administration et à l'Université de Bamako

Depuis 1990 : Membre du Tableau international de conciliateurs au titre de la Convention des Nations Unies relatives à un code de conduite des conférences maritimes

- 2003 : Membre du Panel d'experts du projet de la Conférence des Nations Unies pour le commerce et le développement sur le règlement pacifique des différends dans le domaine du commerce international, de l'investissement et de la propriété intellectuelle
- 1998-2001 : Chef de la délégation des experts du Mali aux sessions de l'Assemblée générale des Nations Unies à New York; délégué du Mali à la Sixième Commission chargée des questions juridiques
- 2001 : Président du Groupe des experts de l'Organisation de la Conférence islamique (OCI) lors des négociations concernant le projet de convention générale sur le terrorisme à la Sixième Commission à New York
- 1998 : Expert consultant de la Commission européenne dans le domaine des droits de l'homme
- Depuis 1994 : Membre du Réseau Droits fondamentaux de la personne humaine de l'Association des Universités partiellement ou entièrement de langue française (AUPELF) – Université des réseaux d'expression française (UREF)
- Depuis 1993 : Membre associé de l'Institut de droit et des pratiques des affaires internationales de la Chambre de Commerce internationale de Paris. Membre de la Société africaine de droit international et comparé
- 1998-2002 : Conseiller technique chargé des organisations internationales au Ministère des affaires étrangères et des Maliens de l'extérieur
- 2000-2001 : Membre de la cellule du Ministère des Affaires étrangères chargée de gérer le mandat du Mali au Conseil de sécurité de l'ONU
- 1992-1993 : Conseiller juridique au Ministère des droits de l'homme et au Ministère des Maliens de l'extérieur

#### **Publications dans le domaine du droit international**

Rapport final et rapport intérimaire de la Commission impartiale d'experts de l'ONU sur le Rwanda établie conformément à la résolution 935 (1994) du Conseil de sécurité (documents S/1994/1405 du 9 décembre 1994 et S/1994/1125 du 4 octobre 1994) (en qualité de Rapporteur)

« Un tribunal international pour l'ex-Yougoslavie à La Haye », *Nouvel Horizon*, n° 51, novembre 1993

« Vers un tribunal pénal international permanent », *Nouvel Horizon*, n° 17, mars 1993

« Le projet de code des crimes contre la paix et la sécurité de l'humanité de la Commission du droit international : un texte historique », *Le Républicain*, n° 205, août 1996

« À propos des crimes contre l'humanité », *Aurore*, n° 180, novembre 1992

« Les droits de l'homme à l'aube du XXI<sup>e</sup> siècle : bilan et perspectives », *Le Républicain*, n° 170, décembre 1995

- « À propos de l'assassinat de cinq enfants maliens au Congo : les droits et devoirs des Gouvernements malien et congolais », *Nouvel Horizon*, n° 52, avril 1994
- « L'affaire des enfants maliens du Congo à la lumière de la Convention des Nations Unies de 1990 sur les droits des travailleurs migrants et de leur famille », *Nouvel Horizon*, n° 55, avril 1994
- « L'affaire du Consul suisse tué au Mali : les droits et devoirs du Mali, du Consul et de la Suisse », *Le Républicain*, n° 162, octobre 1995
- « L'expulsion des Maliens de France : les droits et devoirs des Gouvernements français et malien », *Aurore*, n°s 71, 72 et 73, septembre 1991
- « L'affaire des Maliens de l'esplanade de Vincennes à Paris à la lumière du droit international », *Aurore*, n° 181, novembre 1992
- « À propos de l'affaire *Bozano* : la France condamnée par la Cour européenne des droits de l'homme pour mauvaise conduite lors d'une procédure d'expulsion », *Aurore*, n° 70, septembre 1991
- « La prévention et la gestion du contentieux des expulsions massives de Maliens de l'extérieur », *L'Indépendant*, n° 108, mars 1997
- « L'exécution de l'arrêt de la Cour internationale de Justice sur la bande d'Aouzou : ce que peut faire le Tchad d'après la Charte de l'ONU », *Nouvel Horizon*, n° 24, février 1994
- « Le Mali et la question de l'extradition », *Aurore*, n° 430, août 1997
- « L'ONU crée un Haut Commissariat aux droits de l'homme », *Nouvel Horizon*, n° 3, janvier 1994
- « Quarante-cinq ans après la Déclaration universelle : l'attitude du Mali à l'égard des droits de l'homme », *Nouvel Horizon*, n° 55, décembre 1993
- « Les conseillers de gouvernements pour les questions de droit international », *Revue Études et Documents*, ENA, Bamako, n° 8, 1991
- « Quelle place réserver au droit international dans la nouvelle Constitution du Mali? », *Aurore*, n° 63, août 1991
- « Décennie des Nations Unies pour le droit international, 1990-1999 : quelle démarche pour le Mali? », *Nouvel Horizon*, n° 43, septembre 1993
- « La Cour constitutionnelle du Mali face au droit international », *Nouvel Horizon*, n° 38, mars 1994
- « La Conférence du Qatar : bilan et perspectives mondiales du droit international », *Nouvel Horizon*, n° 48, mars 1994
- « Les organisations internationales fluviales en Afrique de l'Ouest : essai d'étude comparée », Université de Caen, France, 1983
- « L'Organisation des États riverains du fleuve Sénégal : analyse des mécanismes juridico-institutionnels », Université de Rouen, France, 1979
- « L'OUA et la réglementation des mouvements transfrontières de déchets dangereux en Afrique : contribution à l'étude des principes et règles de la Convention de Bamako du 30 janvier 1991 », *International Legal Issues Arising Under the United*

*Unions Decade of International Law*, 1995, Kluwer Law International, printed in the Netherlands

« La responsabilité de l'État en matière de garantie des droits économiques, sociaux et culturels : nature et limites », *Les Cahiers du CERES*, n° 2, vol. 1, janvier-mars 1998, Bamako

« Le droit au développement en tant que droit de l'homme », in *Le droit international à l'aube du XXI<sup>e</sup> siècle, Réflexions de codificateurs*, Nations Unies, New York, 1997

« Les principes de droit international relatifs à l'attitude des États face au terrorisme international », *Le Scorpion*, n<sup>os</sup> 23 et 24, février 1992

« Les mécanismes procéduraux de la Commission africaine des droits de l'homme », document, Séminaire national sur la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples, Bamako, mars 1991

« Les principes du droit international africain en matière électorale », document, Groupe de recherche du Réseau Droits fondamentaux de l'AUPELF-UREF, Abidjan, janvier 1995

« L'application du droit international humanitaire au Mali – état des lieux », document, CICR, Bamako, février 1998

« La mise en œuvre du droit international humanitaire : une obligation des États », document, CICR, Bamako, mars 1999

« Le projet de cour criminelle internationale de la Commission du droit international », document, Colloque international sur le génocide rwandais à la lumière des génocides du XX<sup>e</sup> siècle, Paris, juin 1995

« La création d'une cour pénale internationale : perspectives africaines », document, Rencontre régionale ouest-africaine des commissions nationales et organes similaires de mise en œuvre du droit international humanitaire, CICR, Bamako, mars 2000

## Giorgio Gaja (Italie)

[Original : anglais]

Né à Lucerne (Suisse), le 7 décembre 1939. Nationalité : italienne.

Maîtrise en droit à l'Université de Rome en 1960. « Libera docenza » en droit international en 1968.

Doctorat en droit (h.c.) de la Dickinson Law School (1985).

Professeur de droit international à la faculté de droit de l'Université de Florence depuis 1974. Doyen de cette faculté de 1978 à 1981.

Cours à l'Académie de droit international de La Haye en 1981.

Professeur à temps partiel à l'Institut universitaire européen en 1980 et 1984-1985.

Professeur invité à l'Université Johns Hopkins en 1977-1978, à la faculté de droit de l'Université de Genève en 1983 et 1985, à l'Université de Paris I en 1989, à l'Université d'Aix-Marseille III en 1992, à la faculté de droit de l'Université du Michigan en 1992, à la faculté de droit de l'Université Columbia en 1996 et à l'Institut universitaire de hautes études internationales de Genève en 2001.

Membre de la Commission de droit international depuis 1999. Président du Comité de rédaction en 2000. Rapporteur spécial sur la responsabilité des organisations internationales depuis 2002.

Juge ad hoc à la Cour internationale de Justice dans l'affaire relative à la Licéité de l'emploi de la force (*Yougoslavie c. Italie*) et dans celle de la Délimitation maritime entre le Nicaragua et le Honduras dans la mer des Caraïbes.

Représentant du Gouvernement italien à la Conférence de Vienne sur le droit des traités entre États et organisations internationales ou entre organisations internationales (1986). Représentant du Gouvernement italien dans l'affaire *Elsi* portée devant la Cour internationale de Justice en 1989.

Membre de l'Institut de droit international. Directeur de la *Rivista di diritto internazionale*. Membre du Conseil scientifique de la *Common Market Law Review*, et du *Columbia Journal of European Law* de l'*European Journal of International Law*.

## Principales publications

### Livres

*L'esaurimento dei ricorsi interni nel diritto internazionale* (1967).

*La deroga alla giurisdizione italiana* (1971).

*International Commercial Arbitration. The New York Convention* (volumes à feuillets mobiles) (1978-).

*La riforma del diritto internazionale privato e processuale* (volume publié) (1994).

*Introduzione al diritto comunitario* (4<sup>e</sup> éd., 2005).

**Articles**

« River Pollution in International Law », dans : Colloque de l'Académie de droit international de La Haye (1973). *The Protection of the Environment and International Law* (1975).

« Considerazioni sugli effetti delle sentenze di merito della Corte Internazionale di giustizia », *Comunicazioni e Studi*, vol. XIV (1975).

« Reservations to Treaties and the Newly Independent States », *Italian Yearbook of International Law*, vol. I (1975).

« The European Community's Participation in the Law of the Sea Convention: Some Incoherencies in a Compromise Solution », *Italian Yearbook of International Law*, vol. 5 (1980-1981).

« Jus Cogens Beyond the Vienna Convention », dans : *Hague Academy of International Law Collected Courses*, vol. 172 (1981).

« The European Community's Rights and Obligations under Mixed Agreements », dans : *Mixed Agreements* (D. O'Keeffe et H.G. Schermers, éd.) (1983).

« Effets directs et réciprocité dans la jurisprudence concernant l'accord entre la Communauté européenne et la Suisse », *Annuaire suisse de droit international*, vol. XI (1984).

« Instruments for Legal Integration in the European Community – A Review » (avec P. Hay et R. D. Rotunda), dans : *Integration Through Law. Europe and the American Federal Experience* (M. Cappelletti, M. Seccombe et J. Weiler, éd.) (1986), vol. 1.2, p. 113 à 160. « Principi generali del diritto (diritto internazionale) », dans : *Enciclopedia del Diritto*, vol. XXXV (1986).

« Unruly Treaty Reservations », dans : *International Law at the Time of its Codification. Essays in Honour of Roberto Ago* (1987), vol. I.

« Italy », dans : *The effect of Treaties in Domestic Law* (F. G. Jacobs et S. Roberts, éd.) (1987).

« A 'New' Vienna Convention on Treaties Between States and International Organizations or Between International Organizations: A Critical Commentary », *British Yearbook of International Law*, vol. 58 (1987).

« Obligations Erga Omnes, International Crimes and Jus Cogens: A Tentative Analysis of Three Related Concepts », dans : *International Crimes of States* (J. H. H. Weiler, A. Cassese et M. Spinedi, éd.) (1989).

« New Developments in a Continuing Story: The Relationship between EEC Law and Italian Law », *Common Market Law Review*, vol. 27 (1990).

« Measures Against Terrorist Acts Under International Law », dans : *Maritime Terrorism and International Law* (N. Ronzitti, éd.) (1990).

« Positivism and Dualism in Dionisio Anzilotti », *European Journal of International Law*, vol. 3 (1992).

« Réflexions sur le rôle du Conseil de sécurité dans le nouvel ordre mondial. À propos des rapports entre maintien de la paix et crimes internationaux des États », *Revue générale de droit international public*, vol. 97 (1993).

- « La Convention européenne des droits de l'homme dans les ordres juridiques des États membres de la Communauté Européenne », dans : *Grundrechtsschutz im europäischen Raum* (J. Iliopoulos-Strangas, éd.) (1993-1994).
- « Beyond the reasons Stated in Judgements », *Michigan Law Review*, vol. 92 (1993-1994), 1966-1976.
- « The Protection of Human Rights under the Maastricht Treaty », dans : *Institutional Dynamics of European Integration. Essays in Honour of Henry. G. Schermers* (1994), vol. II,.
- « Use of Force Made or Authorized by the United Nations », dans : *The United Nations at Age Fifty. A Legal Perspective* (Ch. Tomuschat, éd.) (1995).
- « Some Reflections on the European Community's international Responsibility », dans : *The Actions for Damages in Community Law* (T. Heukels et X. McDonnell, éd.) (1997).
- « Identifying the Status of General Principles in European Community Law », dans : *Scritti in onore di Giuseppe Federico Mancini* (1998), vol. II.
- « How Flexible is Flexibility under the Amsterdam Treaty? », *Common Market Law Review*, vol. 35 (1998).
- « Does the European Court of Human Rights Use its Stated Methods of Interpretation? », dans : *Divenire sociale e adeguamento del diritto. Studi in onore di Francesco Capotorti* (1999), vol. I.
- « New Instruments and Institutions for Enhancing the Protection of Human Rights in europe? » dans : *The EU and Human Rights* (Ph. Alston, éd.) (1999).
- « Trattati internazionali », dans : *Digesto delle Discipline Pubblicistiche*, vol. XV (1995).
- « The Growing Variety of Procedures Concerning Preliminary Rulings » dans : *Liber Amicorum in Honour of Lord Slynn of Hadley. Judicial Review in European Union Law* (2000).
- « Expulsion of Aliens: Some Old and New Issues in International Law » dans : *Cursos Euromediterraneos Bancaja de Derecho Internacional*, vol. III (1999).
- « Deliberating on Questions of Jurisdiction in the International Court of Justice » dans : *Liber Amicorum Judge Shigeru Oda* (2002).
- « Trends in Judicial Activism and Judicial Self-Restraint Relating to Community Agreements » dans : *The European Union as an Actor in International Relations* (E. Cannizaro, éd.) (2002).
- « The Long Journey Towards Repressing Aggression », dans : *The Rome Statute of the International Criminal Court: A Commentary* (A. Cassese, P. Gacta et J. R. W. D. Jones, éd.) (2002).
- « Rapporti tra trattati di estradizione e norme internazionali sui diritti umani », dans : *Diritti dell'uomo, estradizione ed espulsione* (F. Salerno, éd.) (2003).
- « Is a State Specially Affected when its National's Human Rights are Infringed? » dans : *Mans' Inhumanity to Man. Essays on International Law in Honor of Antonio Cassese* (2003).

« Droits des États et droits des individus dans le cadre de la protection diplomatique » dans : *La protection diplomatique. Mutations contemporaines et pratiques nationales* (J.-F. Flauss, éd.) (2003).

« How Does the European Community's International Responsibility Relate to its Exclusive Competence? » dans : *Studi di diritto internazionale in onore di Gaetano Arangio-Ruiz* (2004).

« Combating terrorism: Issues of *Jus ad Bellum* and *Jus in Bello* », dans : *Anti-Terrorist Measures and Human Rights* (W. Benedek et A. Yotopoulos-Marangopoulos, éd.) (2004).

« Do States Have a Duty to Ensure Compliance with Obligations *Erga Omnes* by other states » dans : *International Responsibility Today. Essays in Memory of Oscar Schachter* (M. Ragazzi, éd.) (2005).

« The Perspective of International Law », dans : *Multilingual Texts and Interpretation of Tax Treaties and EC Tax Law* (G. Maisto, éd.) (2005).

« Obligations and Rights *Erga Omnes* dans : International Law : *First Reports* » et « Obligations and Rights *Erga Omnes* dans : International Law : *Second Report* », *Annuaire de l'Institut de droit international, session de Cracovie*, vol. 71-I (2005), p. 119 à 151 et 189 à 202.

## Zdzislaw W. Galicki (Pologne)

[Original : anglais]

Date et lieu de naissance : 2 avril 1943, Varsovie

État-civil : Marié, deux enfants

### Études

- Université de Varsovie, faculté de droit (1960/65), diplôme d'études supérieures de droit
- Université McGill (Montréal), Institut de droit aérien et spatial (1968/69), diplôme d'études supérieures de droit
- Université de Varsovie, licence en droit (1972)
- Université de Varsovie, *doctor habilitatus* en droit international

### Langues

Polonais (langue maternelle), anglais et russe

### Fonctions actuelles

Professeur à l'Institut de droit international de l'Université de Varsovie (depuis 1992), directeur de l'Institut (1993-2000), directeur adjoint de l'Institut (depuis 2000). Chef du département de droit aérien et spatial (depuis 1991)

Chargé de cours en droit international à l'École nationale d'administration de Varsovie (depuis 1995)

Conseiller principal en matière législative au Service des études et de la recherche du secrétariat général du Parlement polonais (depuis 1991)

Conseiller principal en matière législative à la Direction juridique du Ministère de l'intérieur et de l'administration (depuis 1995)

Conseiller juridique auprès du Ministère des affaires étrangères (depuis 1982)

### Carrière universitaire

Depuis 1965 : enseignement à la faculté de droit et de sciences de l'administration de l'Université de Varsovie, d'abord comme chargé de cours et aujourd'hui comme professeur

1978-1981 et 1986-1989 : professeur associé à l'Université d'Addis-Abeba (droit international public, droit des organisations internationales et droit international aérien et spatial)

1991-2004 : professeur de droit international à l'École supérieure de police

Janvier-février 1992 : professeur invité à l'Université de Nottingham (Royaume-Uni) pour un cycle de cinq séminaires de droit international public

Principal intervenant polonais au Congrès des Nations Unies sur le droit international public réuni à New York en mars 1995

Mai 2004 : conférencier à la trente-quatrième session du Séminaire de droit international tenue à Genève sous les auspices de la Commission du droit international

Mai 2004 : conférencier au Collège de défense de l'OTAN à Rome

### **Domaines d'intérêt**

Codification et développement du droit international, droit pénal international, droit des organisations internationales, droit international des droits de l'homme, droit international humanitaire, droit aérien et spatial, droit de la mer, protection juridique de l'environnement

### **Publications**

Plus de 100 titres – livres, articles et avis consultatifs – publiés dans les langues polonaise, anglaise, française, russe, roumaine et amharique, parmi lesquels :

*Modification de la composition du Conseil de sécurité et du Conseil économique et social* (en polonais), in *Państwo i Prawo*, Varsovie, n<sup>os</sup> 7 et 8 (1966)

*Capture illicite d'aéronefs* (en anglais), in *Annuaire polonais de droit international*, vol. III (1970)

*Nationalité des engins spatiaux et responsabilité des activités spatiales* (en anglais), in *Annuaire polonais de droit international*, vol. IV (1971)

*Responsabilité des organisations internationales à l'égard des activités spatiales*, in *Annuaire polonais de droit international*, vol. V (1972-73)

*Les traités internationaux et les États tiers* (en anglais et amharique), in *Journal of Ethiopian Law*, vol. 11 (1980)

*Terrorisme aérien et droit international* (en polonais), Varsovie (1981)

*Évolution des principes de la responsabilité internationale à l'égard des activités spatiales* (en russe), in *Actes du Troisième Séminaire de droit spatial*, Varna (1984)

*Protection des droits de l'homme et travail de police en droit interne et international*, in *Actes du séminaire sur le projet Thémis – La police dans une société en transition* (en anglais), sous les auspices du Conseil de l'Europe (1994)

*Les droits de l'homme et l'environnement* (en anglais), in *Studia Iuridica*, Varsovie, vol. XXX (1995)

*Orientations nouvelles et traditionnelles du développement de la recherche et de l'enseignement du droit international*, in *Le droit international en tant que langue des relations internationales – Actes du Congrès des Nations Unies sur le droit international public*, New York (1996)

*Le droit à une nationalité fait-il partie du catalogue des droits de l'homme?* (en anglais), in *Aan de Grenzen van het Nederlanderschap*, Gravenhage (1998)

*Succession d'États et nationalité*, rapport rédigé pour la Première Conférence européenne sur la nationalité (1999) intitulée « Les tendances et les développements en droit interne et international sur la nationalité », *Actes de la Conférence*, Strasbourg (2000)

*Atteintes à la sécurité du personnel des Nations Unies et des personnels associés*, in *Droit international pénal*, Paris (2000)

*Les travaux du Comité d'experts sur la nationalité (CJ-NA)*, rapport rédigé pour la Deuxième Conférence européenne sur la nationalité (2001) intitulée « Défis au droit national et international sur la nationalité à l'aube du nouveau millénaire », *Actes de la Conférence*, Strasbourg (2002)

*Les traités internationaux et le terrorisme*, in *Romanian Journal of International Law* (en anglais et roumain), vol. 1, octobre-novembre 2003

*Les traités internationaux multilatéraux et le terrorisme*, in *Walka z terroryzmem w świetle prawa międzynarodowego*, Bielsko-Biala (Pologne), 2004

*Le droit international et le terrorisme*, in *American Behavioral Scientist*, vol. 48, n° 6, février 2005

Rédaction de plus de 200 avis juridiques (non publiés) pour le Parlement polonais, le Ministère des affaires étrangères, le Ministère de l'intérieur et de l'administration et le Ministère de la protection de l'environnement

Rédaction de plus de 200 articles et documents présentés à des conférences scientifiques en Pologne et à l'étranger (notamment à Addis-Abeba en 1979, Varna en 1984, Londres en 1991, Prague en 1992, New York en 1995, Moscou en 1995 et Strasbourg en 1999 et 2001)

#### **Activités à la Commission du droit international des Nations Unies**

- Novembre 1996 : élu pour la première fois à la Commission
- Mai 1997 : élu rapporteur de la Commission à sa quarante-neuvième session
- Mai 1999 : élu Président de la Commission à sa cinquante et unième session
- Depuis 1999 : membre du Bureau élargi de la Commission
- Novembre 1991 : élu une deuxième fois à la Commission
- Août 2005 : nommé rapporteur spécial sur le sujet de « l'obligation d'extrader ou de poursuivre (*aut dedere aut judicare*) en droit international »

#### **Autres activités internationales**

Juin-septembre 1978 : conseiller juridique du Consulat général de Pologne à Malmö (Suède)

1989-1992 : membre du Groupe du droit international du Conseil législatif (organe consultatif de la Primature)

Représentant de la Pologne au Comité ad hoc des Nations Unies chargé d'élaborer une convention internationale sur la sécurité du personnel des Nations Unies et du personnel associé (première session en mars 1994 et deuxième session en août 1994, New York)

Membre de la délégation polonaise aux quarante-neuvième (1994), cinquantième (1995), cinquante et unième (1996), cinquante-deuxième (1997), cinquante-quatrième (1999), cinquante-cinquième (2000), cinquante-sixième (2001), cinquante-septième (2002), cinquante-neuvième (2004) et soixantième sessions de

l'Assemblée générale de l'ONU et représentant de la Pologne à la Commission des questions juridiques

Représentant de la Pologne au sein du Groupe d'experts gouvernementaux appelé à préparer la Conférence des États Parties chargée de l'examen de la Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination (Genève, janvier 1995)

Représentant de la Pologne à la première Conférence des États Parties chargée de l'examen de la Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination (Vienne, septembre-octobre 1995; Genève, janvier 1996, avril 1996). Président de la Commission de vérification des pouvoirs et membre du Bureau de la Conférence

Représentant de la Pologne à la réunion du Groupe intergouvernemental d'experts pour la protection des victimes de guerre tenue à Genève en janvier 1995

Représentant de la Pologne à la trente-huitième session du Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique (Vienne, juin 1995)

Représentant de la Pologne à la première Réunion intergouvernementale des 31 nations pour un régime de contrôle des mines terrestres (Budapest, juin 1995).

Représentant de la Pologne à la première Réunion d'experts sur le texte d'une Convention interdisant les mines antipersonnel (Vienne, février 1997)

Représentant de la Pologne aux première, deuxième, troisième et quatrième sessions de l'Assemblée de l'Autorité internationale des fonds marins (Kingston, 1995 à 1998). Chef de la délégation polonaise en 1997. Président du Groupe de travail sur le protocole relatif aux privilèges et immunités (1997-1998)

Président de la Réunion du Groupe intergouvernemental d'experts sur la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée (Varsovie, février 1998)

Représentant de la Pologne à toutes les sessions du Comité ad hoc des Nations Unies sur l'élaboration d'une Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée (Vienne, 1999-2000). Président de nombreuses séances plénières et réunions de consultation du Comité. Membre de la délégation polonaise à la Conférence de Palerme en décembre 2000

Rapporteur polonais du Séminaire régional d'experts sur la protection des minorités organisé dans le cadre des préparatifs de la Conférence mondiale contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée (Varsovie, juillet 2000)

Membre de la Commission du droit international de l'ONU depuis 1997. Élu rapporteur de la Commission en 1997. Élu Président de la Commission en 1999. Réélu à la Commission en 2001 pour la période 2002-2006

Représentant de la Pologne aux cinquième (2001) et sixième (2002) sessions du Comité spécial des Nations Unies contre le terrorisme, tenues à New York

Représentant de la Pologne au Comité d'experts sur la nationalité du Conseil de l'Europe depuis février 1995. Vice-Président du Comité et président de son groupe de travail de 1997 à 2000. Président du Comité de 2000 à 2002

Représentant de la Pologne au Groupe multidisciplinaire sur l'action internationale contre le terrorisme du Conseil de l'Europe et Vice-Président du Groupe (Strasbourg, 2001-2002)

Membre du Comité consultatif de la Convention-cadre de 1994 sur la protection des minorités nationales pour la période 2002-2006

Représentant de la Pologne à la cinquième session du Comité spécial des Nations Unies chargé de négocier une convention contre la corruption (Vienne, mars 2003)

Représentant du Conseil de l'Europe (Groupe multidisciplinaire sur l'action internationale contre le terrorisme) à la vingt-cinquième Conférence des ministres européens de la justice (Sofia, octobre 2003)

Représentant de la Pologne au Comité d'experts sur le terrorisme (CODEXTER) du Conseil de l'Europe. Élu Premier Vice-Président du Comité en octobre 2003 et réélu pour 2005. Élu membre du Bureau du Comité pour 2006-2007 (Strasbourg)

Membre du Conseil international du droit de l'environnement (depuis le 15 novembre 2004)

Représentant de la Pologne et Coprésident de la troisième Réunion de haut niveau des Ministres de l'intérieur tenue sous les auspices du Conseil de l'Europe (Varsovie, mars 2005)

#### **Sociétés savantes**

- Membre de la branche polonaise de l'Association de droit international
- Membre à vie de l' Association de l'Institut de droit aérien et spatial, Université McGill (Montréal)
- Membre du Conseil international du droit de l'environnement

#### **Loisirs**

Natation, opéra, jeux électroniques

## **Hussein A. Hassouna (Égypte)**

[Original : anglais]

### **Diplômes**

Doctorat de droit international, Université de Cambridge (1968)

Maîtrise de droit international, Université de Cambridge (1965)

Licence en droit, faculté de droit de l'Université du Caire (1960)

Baccalauréat, École jésuite française du Caire (1955)

### **Connaissances linguistiques**

Anglais, français, allemand et arabe

### **Fonctions actuelles**

Ambassadeur de la Ligue des États arabes aux États-Unis

Membre du Conseil d'administration de l'Organisation internationale de droit du développement

Membre du Conseil d'administration de l'Institut de droit international

Membre du Conseil d'administration de l'Academy for Educational Development

Membre du Conseil d'administration du Center for Global Training in the Rule of Law

Membre du Conseil de la United States-Arab Chamber of Commerce

Membre du Conseil égyptien des affaires étrangères

Chargé de cours en droit international et organisations internationales dans de grandes universités américaines

### **Fonctions antérieures**

Ambassadeur, Observateur permanent de la Ligue des États Arabes auprès de l'Organisation des Nations Unies (1997-2002)

Vice-Ministre des affaires étrangères, conseiller principal aux affaires juridiques internationales et aux traités internationaux, Ministère des affaires étrangères (Le Caire, 1996-1997)

Ambassadeur d'Égypte au Maroc (1992-1996)

Ambassadeur d'Égypte en Yougoslavie (1989-1992)

Chef de cabinet du Vice-Premier Ministre et Ministre des affaires étrangères d'Égypte (1988-1989)

Conseiller spécial du Ministre des affaires étrangères d'Égypte, chargé des affaires juridiques et des organisations internationales (1986-1987)

Directeur du Service de presse et d'information de l'ambassade d'Égypte à Paris (1983-1986)

Conseiller politique à l'ambassade d'Égypte à Washington (1978-1982)

Membre et conseiller juridique de la Mission permanente d'Égypte auprès de l'Organisation des Nations Unies à New York (1971-1976)

### **Fonctions et activités juridiques**

Expert des Nations Unies en droit international pour les conférences et séminaires des Nations Unies sur la question de Palestine, Genève 2004, La Havane (2001), Paris (2000), Le Caire (1999)

Représentant de la Ligue des États arabes auprès de la Commission des questions juridiques de l'Assemblée générale des Nations Unies (sessions 1997-2001)

Représentant des États arabes à la Conférence diplomatique de Rome sur la création du tribunal pénal international (1998)

Représentant de la Ligue des États arabes à la conférence des Nations Unies chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, New York (1999)

Représentant de la Ligue des États arabes à la réunion du Comité de l'ONU contre le terrorisme, OEA, Washington (2003)

Inscrit par le Ministre égyptien de la justice sur la liste des arbitres compétents en matière civile et commerciale (1995)

Candidat aux fonctions de président de l'Académie internationale pour la paix (1989)

Représentant de l'Égypte aux réunions de la Force internationale de maintien de la paix au Sinaï (1986-1988)

Chef adjoint de la délégation égyptienne aux négociations avec Israël sur le différend frontalier de Taba (1986-1989)

Agent adjoint du Gouvernement égyptien auprès du Tribunal arbitral de Genève sur le différend de Taba (1986-1988)

Conseiller juridique de la délégation égyptienne aux négociations de paix égypto-israéliennes : Le Caire, Tel-Aviv et Washington (1977-1979)

Désigné par l'Organisation des Nations Unies comme conseiller juridique auprès du Gouvernement comorien (1978)

Représentant de l'Égypte à la Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer (1974), au Comité spécial des Nations Unies chargé d'étudier les utilisations pacifiques du fond des mers (1973), au Comité spécial des Nations Unies pour la définition de l'agression (1974), au Comité des Nations Unies sur le terrorisme (1973), à la Commission des Nations Unies sur le droit commercial international (1973-1975), à la Conférence du Comité international de la Croix-Rouge sur la révision de la Convention de Genève sur la protection des personnes civiles en temps de guerre (1971)

Conseiller juridique des délégations égyptiennes aux réunions de l'Organisation de l'unité africaine, de la Ligue des États arabes, de l'Organisation de la Conférence islamique, du Mouvement des non-alignés et des institutions spécialisées des Nations Unies

**Activités universitaires**

Chargé de cours en droit international et diplomatie, Institut d'études diplomatiques du Ministère des affaires étrangères, Le Caire

Conférencier en droit international et organisations internationales dans de grandes universités américaines, britanniques, françaises, canadiennes, marocaines et égyptiennes, dont Yale, New York, Georgetown, American, John Hopkins, UCLA, Duke, Emory, Ann Arbor, Notre Dame, South Carolina, Texas A&M, Cambridge, École des sciences politiques et économiques de Paris, McGill, Rabat, Le Caire

Participation aux réunions de la Société américaine de droit international (1975), de l'African Society of International and Comparative Law (1996), de l'Egyptian Society of Criminal Law (1996)

Membre de la Société américaine de droit international, de l'Egyptian Society of International Law, de l'International Law Institute, du Center for Global Training in the Rule of Law, du Conseil égyptien des affaires étrangères

**Publications**

Auteur et coauteur d'ouvrages, d'articles et de communications dans divers domaines du droit international et des organisations internationales, notamment les suivants :

*Ouvrages*

*The League of Arab States and Regional Disputes: A Study of Middle East Conflicts*, Oceana Publications, New York, 1975

Auteur d'un chapitre de l'ouvrage de l'UNITAR intitulé *Regionalism and the United Nations*, Oceana Publications, New York, 1979

Auteur d'un chapitre des Actes du quatrième séminaire sur l'Afrique et l'Amérique latine (African -Latin American Seminar) tenu au Mexique en 1987, intitulé « Joint African-Latin American Efforts in International Organizations and Fora »

Auteur du chapitre « The Iraq-Kuwait Border Problem » de l'ouvrage intitulé *Iran, Iraq and the Arab Gulf States*, Palgrave Macmillan, 2001

*Articles et communications*

« The United Nations Definition of Aggression », *Revue égyptienne de droit international*, 1974

« Expulsion and Expatriation in International Law », Actes de la Société américaine de droit international, 1975

« International Cooperation in the Fight Against Terrorism », International Symposium on terrorism, Al-Ahram Publications, Le Caire, février 1977

« Règlement pacifique des conflits régionaux : application au problème de Taba », documents, huitième séminaire diplomatique, Le Caire, avril 1987

« L'Organisation de l'unité africaine et les problèmes de l'Afrique : application au problème palestinien », documents, neuvième séminaire diplomatique, Le Caire, mars 1988

« Regional Integration: The Answer to Africa's Economic Problems », documents, huitième conférence annuelle de l'African Society of International and Comparative Law, Le Caire, septembre 1996

« Towards the creation of an international Criminal Court », documents, colloque de l'Egyptian Society of Criminal Law, Le Caire, décembre 1996

« The Rights of Palestine Refugees in International Law », International Conference on Palestine Refugees, Paris, avril 2000, publication des Nations Unies

« The Enforcement of the Fourth Geneva Convention in the Occupied Palestinian Territory », *Journal of International and Comparative Law*, vol. 7, Université Nova Southeastern, 2001

« The Prospects of Arab Democracy », *World Policy Journal*, vol. 18, automne 2001

« The role of regional organizations in the settlement of the Palestine problem », United Nations Latin American Caribbean meeting on the Question of Palestine, La Havane, juin 2001, publication des Nations Unies

« The role of The United Nations in International Security Today », colloque de la Fondation suisse pour les affaires mondiales, publications de la Fondation, novembre 2003

« Current Challenges facing International Law », International Law Institute, Washington, novembre 2003

« An Arab Perspective of International Law », *The George Washington University Law School Magazine*, Washington, octobre 2004

« A new vision for the Arab League », *The Washington Times*, mars 2004

« Elections, Referendums and Democracy », colloque de l'Association on Third World Affairs, publication de l'Association, Washington, mars 2004

« International Implications of the Construction of the Wall in the Occupied Palestinian Territory », United Nations International meeting on the impact of the construction of the wall in the occupied Palestinian territory (réunion internationale de l'ONU sur les effets de la construction du mur dans le territoire palestinien occupé), Genève, avril 2004, publication des Nations Unies

« The Crucial Role of the Arab League in Middle Eastern issues », *The Washington Diplomat*, Washington, mai 2005

« The Promotion of the Rule of Law », International Law Institute, cinquantième anniversaire, ILI News Quarterly, novembre 2005

### **Données biographiques**

Né le 27 août 1937, à Alexandrie (Égypte)

Marié

## Mahmoud Daifallah Hmoud (Jordanie)

[Original : anglais]

### Formation

École secondaire	Collège Terra Sancta, Amman (Jordanie) Diplôme (G.C.E) (juin 1988)	Niveau A – 1 matière Niveau O – 7 matières
Université	Faculté de droit de l'Université d'Amman (Jordanie) B.A. en droit (août 1992)	
	Faculté de droit de l'Université George Washington Washington (États-Unis) Maîtrise de droit (mai 1993) Spécialisation : droit international et comparatif	
	Université de Lund, Institut Raoul Wallenberg, Lund (Suède) Diplôme en droits de l'homme internationaux (mai 1996)	
	Faculté de droit Franklin Pierce, Concord, New Hampshire (États-Unis d'Amérique) Maîtrise de droit (mai 1998) Spécialisation : droits de propriété intellectuelle	

### Expérience professionnelle et fonctions

#### Formation juridique

A suivi une formation au cabinet d'avocats Daifallah Hmoud et Moh'd abu Jbara. A rempli les conditions d'admission au barreau jordanien en juillet 1994

**Stage dans le domaine de la propriété intellectuelle** au cabinet Beveridge, Degrandi, Weilacher & Young (LLP), à Washington (mai 1998)

#### Fonctions

- Diplomate et conseiller juridique à la Mission de la Jordanie auprès de l'Organisation des Nations Unies. Affectation depuis le 1<sup>er</sup> septembre 2001
- Vice-Président de la Commission juridique (Sixième Commission) à la soixantième session de l'Assemblée générale des Nations Unies

#### Fonctions antérieures

- Directeur des affaires juridiques et conseiller juridique au Ministère jordanien des affaires juridiques, Amman (Jordanie) (1999-2001)
- Conseiller juridique au Bureau de S. A. R. le Prince El Hassan Bin Talal (1944-1999)
- Conseiller juridique de la Jordanie pendant les négociations relatives au processus de paix
- Membre du Comité de suivi jordanien sur le Partenariat euroméditerranéen (processus de Barcelone)

A conseillé le Gouvernement jordanien sur des questions concernant l'adhésion à l'Organisation mondiale du commerce, notamment les questions de propriété intellectuelle (Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce)

A participé à l'élaboration et à la rédaction de plusieurs lois économiques en Jordanie, notamment celles qui concernent la protection de la propriété intellectuelle

A négocié plusieurs accords bilatéraux et multilatéraux de la Jordanie

A conseillé le Gouvernement jordanien sur des questions relatives à l'accord sur l'association entre la Jordanie et l'Union européenne

A donné des conseils concernant la privatisation de la compagnie aérienne royale jordanienne

Conseiller juridique de la Jordanie pendant les audiences de la Cour internationale de Justice sur les « conséquences juridiques de l'édification d'un mur dans le territoire palestinien occupé » (demande d'avis consultatifs émanant de l'Assemblée générale des Nations Unies, La Haye, 2004)

### **Participation à des conférences**

Sommet économique du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord, octobre 1995, à Amman (Jordanie)

Conférence économique Global Panel, décembre 1996, à La Haye (Pays-Bas)

Plusieurs conférences et séminaires de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI)

Président du Symposium international sur la propriété intellectuelle et l'économie fondée sur le savoir, octobre 1999, à Beijing (Chine)

Séminaire sur le droit international, juillet 2000, Genève (Suisse)

Représentant de la Jordanie à la Commission juridique pendant les cinquante-cinquième, cinquante-sixième, cinquante-septième, cinquante-huitième et cinquante-neuvième sessions de l'Assemblée générale des Nations Unies, New York

Représentant de la Jordanie aux huitième, neuvième et dixième sessions du Comité préparatoire de la Cour pénale internationale (en 2001 et 2002)

Représentant de la Jordanie aux première, deuxième et troisième sessions de l'Assemblée des États Parties au Statut de Rome de la Cour pénale internationale (en 2002, 2003 et 2004), New York et La Haye

Rapporteur du Comité spécial de l'Assemblée générale des Nations Unies chargé de la question de l'élaboration éventuelle d'une convention internationale contre le clonage reproductif d'êtres humains, 2002, New York

Vice-Président du Comité spécial de l'Assemblée générale des Nations Unies sur la portée juridique offerte par la Convention sur la sécurité du personnel des Nations Unies et du personnel associé, 2003-2004, New York

## **Publications, travaux de recherche et conférences**

« Organization of Economic Cooperation and Development Law Making », 1993, Faculté de droit de l'Université George Washington

« Foreign Investment under Jordanian Law », 1994, Bibliothèque du barreau jordanien

« The Use of Force against Iraq », Cornell International Law Journal, vol. 36, n° 3, 2004

Réunion des Nations Unies sur la question de la Palestine, 8-9 mars 2005, Genève : Communication sur l'importance de la Cour internationale de Justice. Avis consultatif sur l'édification d'un mur dans le territoire palestinien occupé

Section de droit international du barreau américain : conférencier-intervenant à la réunion du printemps 2005 à Washington

Université d'été 2005 de l'UNITAR sur les problèmes mondiaux auxquels l'Organisation des Nations Unies doit faire face, 6-10 juin 2005, au Siège de l'ONU à New York; conférencier-intervenant sur la méthode, la technique et la mise en œuvre de l'élaboration des normes.

Conférences sur plusieurs questions intéressant le droit international, la propriété intellectuelle et les affaires internationales et diplomatiques dans plusieurs enceintes, tout récemment à la faculté de droit de l'Université Columbia.

## **Distinctions**

- Médaille Istiklal (Indépendance) de la Jordanie, troisième ordre (décembre 2004)

## **Connaissances linguistiques**

- Maîtrise de l'arabe et de l'anglais
- Français parlé

## Marie Gotton Jacobsson (Suède)

[Original : anglais, espagnol, français]

### Renseignements personnels

Date et lieu de naissance : 27 février 1955, Karlskrona (Suède)

État civil : Mariée

Poste actuel : Conseillère juridique principale pour le droit international

### Profil

Marie Jacobsson est une spécialiste du droit international très qualifiée. Elle a une formation supérieure poussée et d'excellentes relations avec les milieux universitaires. Elle a également une expérience pratique considérable en tant que spécialiste du droit international acquise au Ministère suédois des affaires étrangères. Cette double perspective et sa connaissance du droit international seraient très précieuses si elle était élue membre de la Commission du droit international.

M<sup>me</sup> Jacobsson est en relation avec un grand nombre d'universitaires du monde entier et de hauts fonctionnaires internationaux.

Depuis qu'elle a été nommée spécialiste du droit international au Ministère des affaires étrangères en 1987, elle a acquis une expérience étendue des négociations multilatérales et bilatérales de haut niveau. Elle a également l'expérience de la conduite des négociations entre des pays autres que la Suède. Elle a, par exemple, animé la négociation entre deux pays qui ne pouvaient s'entendre sur la façon de résoudre un différend frontalier. La négociation a abouti à un accord relatif aux frontières.

Elle connaît bien la plupart des questions de droit international dont s'occupe le Département juridique du Ministère suédois des affaires étrangères, notamment les questions concernant les droits de l'homme. Parmi ces questions figurent la paix et la sécurité internationales, le droit humanitaire international, le droit de la mer, le droit des traités, le droit de l'espace, le terrorisme, le désarmement et les zones polaires. Elle a acquis son expérience du droit international en s'occupant de la coopération entre la Suède et les Nations Unies, en sa qualité de membre de la délégation de la Suède à l'Assemblée générale des Nations Unies et par ses travaux sur des questions de droit international quand la Suède a été membre du Conseil de sécurité en 1997-1998, ainsi qu'à l'occasion de l'examen de questions telles que la guerre entre l'Iraq et le Koweït, le conflit au Kosovo, l'effet du 11 septembre et la guerre en Iraq en 2003, c'est-à-dire des questions en rapport avec la paix et la sécurité internationales. En outre, elle a travaillé sur des questions de droit international dans le cadre de la coopération entre la Suède et l'Union européenne, notamment quand la Suède a exercé la présidence européenne, et a pris part à l'instruction d'affaires devant la Cour de Justice des communautés européennes.

La coopération nordique est un des domaines du droit international qui a offert à M<sup>me</sup> Jacobsson la possibilité d'acquérir des connaissances approfondies sur la position des pays nordiques sur les grandes questions de droit international. Elle connaît bien les questions de droit international qui concernent la Scandinavie et la mer Baltique, en particulier les questions qui sont liées à la politique de sécurité de la Suède.

M<sup>me</sup> Jacobsson s'est vue décerner en 1998 le doctorat de l'Université de Lund pour sa thèse intitulée « The Antarctic Treaty System – *erga omnes or inter partes?* ». Cette thèse porte sur la question de savoir comment les obligations découlant des traités peuvent évoluer en droit coutumier et ainsi devenir contraignantes pour des pays tiers. Elle a écrit cette thèse parallèlement à son travail au Ministère des affaires étrangères; le manuscrit a immédiatement été accepté pour publication par Kluwer Law International, aux Pays-Bas.

En dehors de son expérience dans le domaine du droit international, elle a une bonne expérience universitaire et pratique des sciences politiques, et en particulier de la politique de sécurité. Son expérience pratique a été acquise dans ses travaux antérieurs comme analyste de la politique de sécurité de la Suède au sein des forces armées suédoises. Elle a également une expérience pratique du travail dans les administrations, les ministères et les tribunaux suédois qui appliquent en droit interne les règles du droit international.

Parallèlement à son travail au Ministère des affaires étrangères, M<sup>me</sup> Jacobsson entretient des liens étroits et permanents avec le monde universitaire. Elle est fréquemment invitée à donner des conférences dans des universités suédoises ou étrangères et est chargée d'organiser des enseignements et d'autres formations. Elle publie régulièrement des articles dans des publications périodiques universitaires ou dans des revues à grand tirage de vulgarisation scientifique. Elle est également très sollicitée comme spécialiste de la coopération internationale par des associations qui travaillent sur des questions de droit international. M<sup>me</sup> Jacobsson exerce également à l'occasion des fonctions d'examinatrice et est amenée à donner son avis concernant des nominations de fonctionnaires dans le domaine du droit international.

### **Fonctions actuelles**

Conseillère juridique principale pour le droit international au Ministère suédois des affaires étrangères, à Stockholm

Conseillère en droit international public au même ministère depuis 1987. Première Secrétaire, 1987; Directrice adjointe, 1998; Directrice, 2000; Conseillère juridique principale en droit international, 2002

### **Carrière professionnelle**

2000 : *Institut suédois de la défense nationale*, directrice du projet de recherche sur les questions intéressant la mer Baltique (La mer Baltique : droit international et politique de sécurité)

1993 : *Université de Lund*, chargée de recherche adjointe

1983-1986 : *État-major suédois*, conseillère pour les questions de politique de sécurité

1983 : *Lycée de Karlskrona*, professeur auxiliaire

1982 : *Ministère de la Justice*, Stockholm, greffière

1980 : *Tribunal de district*, Sölvesborg, greffière

1975-1980 : Service national des prisons et de l'application des peines, agent de probation, à Karlskrona et Uppsala, ce qui inclut des fonctions d'investigation sur la personnalité des accusés (enquête sociale, l'une des bases du choix de la peine par un tribunal), travail occasionnel

L'expérience acquise avant 1975 n'est pas mentionnée ici.

### Formation

- 1998 : Doctorat en droit international, Université de Lund (Suède). Titre de la thèse : *The Antarctic Treaty System – Erga Omnes or Inter Partes?*
- 1982 : Maîtrise de droit de l'Université d'Uppsala (Suède). *Dissertation : Marine Scientific Research and the Principle of the Freedom of the High Seas*
- 1983 : Diplôme de droit international de la faculté de droit international de l'Université Johns Hopkins, à son antenne de Bologne (Italie)
- 1981 : Cours de droit public international (en particulier droit de la mer), Université de San Diego, organisé à Oxford (Royaume-Uni)
- 1976-1982 : Études de philosophie et de sciences politiques à l'Université d'Uppsala

**Les enseignements suivis comprenaient** : le droit humanitaire international, le droit et la politique de l'Union européenne, le droit islamique, la délimitation maritime, ainsi que divers cours d'informatique.

### Connaissances linguistiques

- Suédois : langue maternelle  
 Anglais : excellente connaissance  
 Français : connaissance fonctionnelle passive  
 Allemand : connaissance fonctionnelle passive  
 Espagnol : connaissance fonctionnelle passive  
 Italien : connaissance fonctionnelle passive

### Travaux universitaires

- 2005 : A participé au projet de recherche basé en Suède intitulé : *The Use of Force Revisited. Regime change in International Law?* (Réexamen de l'utilisation de la force. Le changement de régime en droit international). Le programme de recherche proposé porte sur l'interdiction actuelle de l'utilisation de la force en droit international et son évolution éventuelle. Dans cette collaboration, elle traitera de la relation entre la souveraineté, la territorialité et l'utilisation de la force
- 2000 et 2002 : Chargée de recherche à la Faculté de droit de l'Université de Melbourne (Australie). Responsable de l'enseignement de doctorat intitulé « Droit de la mer et sécurité nationale » à l'Université de Melbourne (Australie)
- 1999 et 2000-2001 : Chargée d'organiser l'enseignement de doctorat à l'intention des officiers et juristes de la marine intitulé « Le droit de la mer pour les officiers de navire », à l'Institut suédois de la défense nationale
- 2000 : Membre du jury du concours Jean Pictet, organisé par le Comité international de la Croix-Rouge et la Croix-Rouge suédoise à Mariefred (Suède)

- 1998-2005 : Examinatrice, membre de divers jurys et comités de nomination aux universités de Turku (Finlande), Cambridge (Royaume-Uni) et Oslo (Norvège), ainsi qu'à l'Institut norvégien de la Défense nationale à Oslo
- 1992-1997 : Nombreuses visites pour des recherches à l'Université de Cambridge (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord), en particulier à l'Institut de recherche polaire Scott
- 1986-1987 : Chercheuse invitée à l'Institut de droit international de Kiel (Allemagne)
- 1986 : Chercheuse invitée à l'Institut suédois des affaires internationales de Stockholm
- 1993-2001 : Membre d'un comité de lecture pour des articles d'études polaires (droit et politique) pour *The Polar Record* publié à Cambridge (Royaume-Uni)

A participé à plusieurs conférences universitaires internationales, en présentant des communications, notamment sur le droit international, l'application de la Charte des Nations Unies; elle a fait des communications portant sur le droit international, le droit humanitaire, le droit de la mer, la politique nationale de sécurité et la législation des zones polaires.

A fréquemment été invitée à donner des conférences dans les universités suédoises et étrangères, notamment : les universités d'Uppsala, de Stockholm, de Lund, de Göteborg, de Umeå, de Lindköping, d'Örebro; l'Université maritime mondiale de Malmö (Suède); l'Université de Rovaniemi (Finlande); l'Université d'Oslo (Norvège); l'Université de New York (États Unis); l'Université de Melbourne (Australie); l'Institut de droit humanitaire international de San Remo (Italie); le Comité international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge à Genève; la Croix-Rouge australienne; le Naval War College de Newport, Rhode Island (États-Unis), la Société américaine de droit international, le British Institute of International and Comparative Law.

A donné des conférences, dispensé des enseignements et présenté des communications dans plusieurs instituts de hautes études suédois : Institut suédois de la défense nationale, Académie royale suédoise des sciences militaires, écoles navales suédoises, École des garde-côtes, École supérieure de police, Institut de défense civile, établissements des forces armées suédoises, Agence suédoise pour le développement international, divers établissements d'enseignement pour adultes, ainsi qu'au Ministère des affaires étrangères (pour une formation interne et externe à l'intention de diplomates étrangers), à l'Agence suédoise de gestion des catastrophes, au Parlement suédois, à l'Association des armateurs suédois, à l'Institut suédois des affaires internationales, à la section suédoise de l'Association de droit international, à l'Association suédoise pour les Nations Unies, à la Croix-Rouge suédoise, à la section suédoise d'Amnesty International, à la Société suédoise pour l'arbitrage et la paix, et à la Ligue internationale des femmes pour la paix et la liberté.

### **Affectations**

Membre de la Commission océanographique intergouvernementale sur la recherche scientifique maritime et le transfert de technologies maritimes (depuis juillet 2006)

Arbitre désigné sur la liste des arbitres au titre de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer

Arbitre désigné sur la liste des arbitres au titre du Protocole au Traité sur l'Antarctique, relatif à la protection de l'environnement

Membre de la délégation du Ministère des affaires étrangères pour le droit humanitaire

Membre de la délégation du Gouvernement suédois pour le droit humanitaire international et le suivi des projets relatifs aux armements

Membre de l'Académie royale des sciences militaires

Membre du Conseil d'administration de la Société royale des sciences navales

Membre du Conseil d'administration du chapitre suédois de l'Association de droit international

Membre du Comité du plateau continental de l'Association de droit international

Membre du Conseil d'administration de l'Association suédoise pour le droit humanitaire international

Membre de l'Assemblée de l'Institut international de droit humanitaire de San Remo (Italie)

Membre du Comité de rédaction du *Nordic Journal of International Law*

Membre du Comité directeur de l'Initiative internationale pour la recherche sur le droit humanitaire international, Programme sur la politique humanitaire et la recherche sur les conflits de l'Université Harvard (États-Unis d'Amérique)

Membre de la Société suédoise pour les affaires internationales, Stockholm

Membre de la Société suédoise des sciences de la défense

Membre du Conseil d'administration de la Fondation Forskraft en mémoire de Theodor Adelswärd (depuis le 15 juillet 2006)

Membre d'autres organisations : la Croix-Rouge suédoise, le Club polaire suédois, Sjöhistoriska samfundet Forum Navale (Société historique du Forum naval maritime), Les Amis du Musée maritime de Karlskrona, Les Amis de l'Institut de recherche polaire Scott, de Cambridge (Royaume-Uni), de la Société américaine de droit international, Sällskapet Nya Idun et le Forum des femmes suédoises

#### **Affectations spéciales (exemples)**

2006 : Responsable des consultations et négociations sur les questions relatives à la délimitation maritime au Ministère suédois des affaires étrangères

2005 : Présidente du Groupe de travail sur l'égalité entre les sexes et le droit humanitaire international de la Délégation suédoise pour le droit humanitaire

2005 : Membre de la délégation suédoise aux négociations avec la Norvège sur une nouvelle convention sur les terrains de parcours des rennes

2004 : Présidente de la délégation suédoise aux négociations sur un accord entre trois États, Suède, Russie et Lituanie

- 2004 : Membre associé du projet sur la guerre aérienne et les missiles de guerre, dans le cadre du programme sur la politique humanitaire et sur la recherche sur les conflits, de l'Université Harvard. Le but du projet est de publier un manuel de droit de la guerre aérienne, réaffirmant le droit international coutumier régissant la guerre aérienne et les missiles
- 2000-2002 : Expert auprès du Ministère de la justice pour l'enquête sur le droit pénal international et la juridiction suédoise (SOU 2002:98)
- 2001-2002 : Membre du groupe de travail qui a préparé l'émission de télévision de l'Académie royale des sciences intitulée *Kunskapens Krona* (La couronne de la connaissance)
- 2001 : Expert auprès du Ministère suédois de la défense, pour une enquête sur la police des frontières en temps de guerre
- 1999-2001 : Chef de la délégation suédoise à la réunion d'experts tenue à l'UNESCO (Paris) sur la protection du patrimoine culturel sous-marin
- 1999-2001 : Membre du comité multidisciplinaire d'organisation d'un colloque scientifique international en vue de la célébration du centenaire de l'explorateur polaire Otto Nordenskjöld : « Perspectives historiques et actuelles sur l'Antarctique ». Université de Göteborg et Société royale pour les arts et les sciences de Göteborg
- 2001 : Membre du groupe d'experts du Comité international de la Croix-Rouge sur les armes particulièrement inhumaines (projet SIRUS)
- 1995-1996 : Animatrice des négociations diplomatiques et techniques sur la délimitation de la frontière maritime entre deux États. A abouti à un accord sur la délimitation des frontières maritimes
- 1994 : Membre de l'équipe d'inspection du Gouvernement suédois en Antarctique, en application du Traité de l'Antarctique
- 1988-1994 : Membre du groupe d'experts qui a mis au point le *Manuel de San Remo sur le droit international applicable aux conflits armés en mer*. Le groupe d'experts a travaillé sous l'égide du Comité international de la Croix-Rouge et de l'Institut international du droit humanitaire de San Remo
- 1988-1993 : Membre du groupe de travail sur les relations internationales dans l'Arctique, dirigé par le professeur Oran Young (États-Unis d'Amérique) et le professeur Franklyn Griffiths (Canada) en vue d'étudier la situation politique et juridique dans l'Arctique
- 1987-1995 : Secrétaire de la délégation du Ministère des affaires étrangères suédois pour le droit humanitaire
- 1986-2005 : Elle a participé à la plupart des conférences et réunions entrant dans le cadre du Traité de l'Antarctique, en sa qualité de membre ou de chef de la délégation suédoise, notamment les réunions consultatives du Traité de l'Antarctique, réunions organisées dans le contexte de la Convention sur la conservation des ressources maritimes vivantes de l'Antarctique, aux négociations sur un régime applicable aux ressources minérales et aux négociations sur le Protocole concernant

la protection environnementale relatif au Traité de l'Antarctique, ainsi qu'à diverses réunions d'experts sur le même sujet.

Responsable pour la participation de la Suède aux négociations sur le régime de responsabilité dans la protection de l'environnement de l'Antarctique, qui a mené à la conclusion de l'annexe VI au Protocole relatif au régime de responsabilité en matière de protection de l'environnement défini par le Traité de l'Antarctique en cas d'urgence environnementale

1987-2005 : Elle a participé à diverses réunions et conférences diplomatiques sur les questions ayant trait au droit humanitaire international, notamment la Conférence internationale du Comité international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, la Conférence d'examen de la Convention sur l'interdiction et la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination. Elle a également participé aux travaux de la Suède sur le Protocole sur les armes aveuglantes au laser.

1987-2005 : Elle a fréquemment participé à des réunions de l'Assemblée générale des Nations Unies (Première et Sixième Commissions).

## Publications

### Œuvre principale

1998 The Antarctic Treaty System – Erga Omnes or Inter Partes, thèse doctorale, Université de Lund (Suède), janvier 1998

### Articles

2006 : Evidence As An Issue in International Legal Practice, communication à la Société américaine de droit international, à paraître dans les actes de cette société, 2006

2006 : Review of Listening to the Silences: Women and War, Durham, Helen and Tracey Gurd (éd.), Kluwer Law International, 2004, à paraître dans le Nordic Journal of International Law, 2006

2004 : The Use of Force and the Case of Iraq, in Amnéus, Diana & Katinka Svanberg-Torpman (éd.), *Peace and Security, Current Challenges in International Law*, Studentlitteratur, Lund, 2004

2004 : Acquisition of Territory at the Time of Otto Nordenskjöld : A Swedish Perspective, in Elzinga, Aant, Torgny Nordin, David Turner, and Urban Wrakberg, (éd.), *Antarctic Challenge, Historical and Current Perspectives on Otto Nordenskjöld's Antarctic Expedition 1901-1903*, Göteborg (Suède), Kungl. Vetenskaps-och Vitterhets-Samhället [Royal Society of Arts and Sciences] 2004 (Acta Regiae Societatis Scientiarum et Litterarum Gothoburgensis. Interdisciplinaria. 5)

2004 : Threats caused by old and new weapons, in Ravasi, Guido & Gian Luca Beruto, (éd.), *The two Additional Protocols to the Geneva Conventions : 25 Years Later. Current Problems of International Humanitarian Law III*,

- Proceedings from the 26th Round Table Meeting at the International Institute of Humanitarian Law, San Remo (Italie), Edizioni Magard, 2004*
- 2003 : Vart är folkrätten på väg? (Where is international law heading?) in *Internationella Studier (International Studies)*, Stockholm, n° 3/2003
- 2003 : Maritime Security : an Individual or a Collective Responsibility? In Petman, Jarna & Jan Klabbers (éd.), *Nordic Cosmopolitanism : Essays in International Law for Martti Koskenniemi*, Kluwer Law International, La Haye (Pays-Bas), 2003
- 2003 : Flag State Perspectives, in Nordquist, Myron E., John Norton Moore, & Saïd Mahmoudi, *The Stockholm Declaration and the Law of the Marine Environment*, Kluwer Law International, 2003
- 2002 : Terrorism and International Law, in *Maritime violence and other security issues at sea : Proceedings of the international symposium held at the World Maritime University, Malmö, Suède 26-30 août 2002*, WMU Publications, Malmö, Suède, 2002
- 2002 : Om folkrätt och maritim säkerhet (On international law and maritime security), in *Kungliga Krigsventenskapskademiens Handlingar och Tidskrift (The Royal Swedish Academy of War Sciences Proceedings and Journal)* 4. Häftet 2002
- 2001 : The Baltic Sea from the perspective of international law, in *Proceedings from the Baltic Future Symposium, Tidskrift i Sjöväsendet (Journal of the Royal Swedish Naval Society)*, 3:2001
- 2001 : Antarktandernas politiska geografi i ette folkrättsligt perspektiv (The legal and political geography of the Andes of Antarctica from the perspective of international law) in *Antarktanderna. Svensk forskning i Otto Nordenskjöld fostpär (The Andes of Antarctica, Swedish Research following Otto Nordenskjöld)*, Ymer 2001, Argäng 121 (Arsbok för Svenska Sällskapet för Antropologi och Geografi) (*Annuaire de la Société suédoise d'anthropologie et de géographie*)
- 2000 : Sovereignty at Sea, in Richard Herr (éd.), *Sovereignty at Sea. From Westphalia to Madrid*, Wollongong Papers on Maritime Policy, no 11, Université de Wollongong, Australie, 2000
- 2000 : Rest in peace? New developments concerning the wreck of the M/S Estonia, avec le professeur Jan Klabbers, Helsinki (Finlande), in *Nordic Journal of International Law*, n° 3, 2000
- 2000 : International Law in International Maritime Operations, in *NAVY 2000, Symposium Proceedings*, Royal Swedish Society of Naval Sciences, Stockholm, 2000
- 2000 : Kropp, isbjörnen och folkrätten (Kropp, the polar bear and international law) in *Internationella studier (International Studies)*, n° 2/2000
- 1999 : Foldrätt och rovfiske i Antarktis, (International law and overfishing) in *Internationella studier (International Studies)*, n° 3/1999

- 1999 : Review of *International Law for Antarctica*, Francioni, Francesco and Tullio Scovazzi (éd.) and *Governing the Antarctic*, Strokke, Olav Schram and Davor Vidas (éd.), in *Nordic Journal for International Law*, 1999:1
- 1998 : Behöver Sverige en maritim Strategi? (Does Sweden need a maritime strategy?) in *Tidskrift i Sjöväsendet (Journal of the Royal Swedish Naval Society)*, 1998:5
- 1998 : Marina säkerhets-och förtroendeskapande åtgärder i Östersjön (*Maritime Security and confidence building measures in the Baltic Sea*), together with Cdr Lars Wedin, in *Tidskrift i Sjöväsendet (Journal of the Royal Naval Society)*, 1998:4
- 1997 : Sweden and the Law of the Sea, in Tullio Treves (éd.), *The Law of the Sea : The European Union and its Member States*, Kluwer (La Haye), 1997
- 1996 : Militär, säkerhetspolitisk och folkrättslig vinkling på « Säkerhet i en ny tid » (Security in changing times. Military, security and legal reflections) in *Säkerhet i en ny tid. Dokumentation av ÖCB:s forskardagar 1995 om risk, sårbarhet och säkerhet i samhällsutvecklingen (Security in changing times. Documentation of the meeting for researchers organised by the Swedish Agency for Civil Emergency Planning on risk, vulnerability and security in the development of society)*, Stockholm, 1996

#### **Communications non publiées**

- 2006 : Future Challenges for the Antarctic Treaty System, communication présentée à la conférence intitulée « The Antarctic Treaty System: Legal and Environmental Issues », organisée par le British Institute of International and Comparative Law, en collaboration avec l' Association de droit international (section britannique) et le Scottish Centre for International Law, le 10 juin 2006, à Édimbourg
- 2005 : The application of Article 36 of the First Additional Protocol by Governments, communication présentée à la conférence intitulée « The Law of War in the 21st Century: Weaponry and the Use of Force », le 23 juin 2005, United States Naval War College, Newport, Rhode Island
- 2002 : La réglementation des armes nouvelles – le Protocole I suffit-il? Communication présentée devant le Comité international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, table ronde organisée à l'occasion du vingt-cinquième anniversaire des protocoles additionnels aux Conventions de Genève, le 6 juin 2002, Genève (Suisse)
- 2000 : Les armes aveuglantes et autres armes à étudier dans le contexte du droit humanitaire international, communication présentée au dix-septième séminaire annuel de droit humanitaire international, à l'intention de diplomates accrédités auprès de l'Organisation des Nations Unies, 9-10 février 2000, faculté de droit de l'Université de New York
- 1999 : Flaggan och folkrätten (L'importance du pavillon en droit international), communication présentée à une conférence sur l'importance du pavillon en droit international, à Örlogskolorna, 7 septembre 1999

- 1999 : Les perspectives du droit international sur les armes non létales, présentées à la troisième Conférence organisée par Jane's sur les armes non létales, à Londres, 1999
- 1998 : Armes aveuglantes à laser, communication présentée au vingt-quatrième Congrès international d'ophtalmologie, à Amsterdam (Pays-Bas), 1998
- 1991 : La coopération dans l'Arctique – une perspective juridique, communication sur l'Arctique, future zone de conflit ou de coopération pacifique, les 14 et 15 juin 1991, à Umeå (Suède)
- 1990 : La coopération dans l'Arctique et le nouveau droit de la mer, communication à la troisième Conférence des régions nordiques : coopération dans un monde en mutation, 16-20 septembre 1990, à Anchorage (Alaska, États-Unis)
- 1986 : The Antarctic future – a legal concern of all states? Some aspects, communication présentée à la Conférence sur les activités dans l'Antarctique et le droit international, 20-21 juin 1986, à Sienne (Italie)

#### **Communications manuscrites acceptées pour publication**

The interface with global organisations: Are there new demands? Communication dont la publication est prévue dans : Richardson, M. et D. Vidas (éd.), *The Antarctic Treaty System for the 21st Century*, UK Foreign and Commonwealth, Londres

#### **Travaux en cours**

Östersjön och folkrätten. En bok om närområdets folkrätt och säkerhetspolitik (La mer Baltique et le droit international. Un ouvrage sur le droit international et de la politique de la sécurité dans la région de la mer Baltique)

Review of Listening to the Silences: Women and War, Helen et Tracy Gurd (éd.), Kluwer Law International (La Haye), 2004, à publier dans *The Nordic Journal of International Law*

#### **Autres écrits et publications**

Contribution à l'encyclopédie nationale suédoise. Elle a rédigé des articles sur les aspects juridiques et politiques qui concernent l'Arctique, l'Antarctique, la mer Baltique, le droit de la mer, etc.

Contribution à la version suédoise du Karnov's Legal Commentary

Membre du Comité de lecture concernant les questions de l'Antarctique (droit international et politique internationale) pour « The Polar Record », publié à Cambridge (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord)

Plusieurs articles dans la presse quotidienne et dans des revues périodiques. Articles de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord de fond sur : « Les mutations du droit international » dans le quotidien suédois Svenska Dagbladet, 22 septembre 2001, et « Les lacunes de Bush en droit international », 28 janvier 2002, deux articles écrits en collaboration avec son collègue Pål Wrange du Ministère des affaires étrangères; « L'ONU n'autorise pas le recours à la force », Svenska Dagbladet, 1<sup>er</sup> avril 2003, écrit en collaboration avec le Directeur général des affaires juridiques du Ministère des affaires étrangères suédois, Carl Henrik Ehrenkrona

## Maurice Kamto (Cameroun)

[Original : français]

Né le 15 février 1954 à Bafoussam (Cameroun)

Licencié en droit public, faculté de droit, Université de Yaoundé, (1979)

Diplômé des hautes études internationales et d'études supérieures des communautés européennes, IHEI de Nice, (1980)

Diplômé d'études approfondies de droit public fondamental, et diplômé d'études approfondies de droit international (faculté de droit de Nice, 1980)

Diplômé de l'Institut d'administration publique de Paris (1982)

Doctorat d'État en droit, faculté de droit de Nice (France, 1983)

Prix de thèse de la faculté de droit de Nice (1983)

Prix de l'Académie des sciences d'outre-mer (1988)

Agrégé des facultés françaises de droit (1988)

Avocat au barreau de Paris depuis 1997

Chevalier de l'ordre de la valeur (Cameroun)

Chevalier des palmes académiques (Conseil africain et malgache de l'enseignement supérieur)

Ministre-délégué auprès du Vice-Premier Ministre, Ministre de la justice, Garde des sceaux du Cameroun (depuis décembre 2004)

Professeur successivement aux Universités de Yaoundé, Ngadoundere et, depuis 1994, à l'Université de Yaoundé II

Professeur à l'Institut des relations internationales du Cameroun et à l'École nationale d'administration et de magistrature

Professeur associé aux Universités de Douala, de Dschang, à l'Université catholique d'Afrique centrale

Professeur invité aux Universités de Bordeaux I (France) 1990; de Limoges (France), 1991, 1992, 1993, 1994; de Nice (France), 1992; de Dakar (Sénégal), 1995; du Littoral (France), 1996; de Paris II Panthéon-Assas, 1998

Chercheur au Centre de recherche en droit international et en relations internationales de l'Académie (1991)

Professeur pour la session extérieure des cours de l'Académie de droit international tenue du 25 novembre au 6 décembre 1996 à Abidjan

Directeur de séminaire, Section de langue française à l'Académie de droit international de La Haye, pour la session des cours de juillet-août 1997

Membre du jury du concours d'entrée à l'Institut des relations internationales du Cameroun

Membre du jury du concours d'entrée à l'École nationale d'administration et de magistrature

Membre du jury du concours d'agrégation de droit public et de science politique, sessions de novembre 1993 à Cotonou (Bénin) et de novembre 1995 à Lomé (Togo)

Fondateur et Directeur du Centre d'études, de recherche et de documentation en droit international et sur l'environnement, organisation non gouvernementale (1980)

Fondateur et responsable du Centre d'études et de recherche en droit international et communautaire de l'Université de Yaoundé II (2000)

Fondateur et Codirecteur de la *Revue Juridique Africaine* (1988)

Codirecteur de la *Revue de Législation et de Jurisprudence Camerounaises* (1989)

Fondateur et Directeur de la *Revue Lex Lata* (1994)

Fondateur de la *Revue africaine des sciences juridiques* (2000) et de la *Revue africaine d'études politiques et stratégiques* (2001) de l'Université de Yaoundé II

Membre et Premier Secrétaire du Comité national des droits de l'homme et des libertés du Cameroun

Membre du Conseil scientifique du Centre d'études juridiques et politiques du monde africain de l'Université de Paris I (Panthéon-Sorbonne, France)

Membre du Groupe d'experts du Centre du droit de l'environnement de l'Union internationale pour la conservation de la nature de Bonn (Allemagne)

Membre du Comité de réseau « Droit de l'environnement » de l'Université des réseaux d'expression française, Paris (France)

Membre de la Commission droit de l'environnement de l'Union mondiale pour la conservation de la nature et de ses ressources

Membre de la Société française pour le droit International (France); de la Société française pour le droit de l'environnement (France); de l'Association Henri Capitant (France); de l' Association de droit international (ILA) (Grande Bretagne); de la Commission internationale des juristes (Genève, Suisse); de l'Institut de droit d'expression et d'inspiration françaises (France); la Société africaine de droit international et comparé (Grande Bretagne)

Membre de la Commission de droit international des Nations Unies depuis mai 1999 et Premier Vice-Président de ladite commission en 2000. Rapporteur spécial de la CDI sur le sujet : « Expulsion des étrangers »

Membre associé de l'Institut de droit international depuis 2005

Coagent, conseil et avocat du Cameroun devant la Cour internationale de Justice (CIJ) dans l'affaire de la *Frontière terrestre et maritime entre le Cameroun et le Nigéria*

Conseil et avocat de la République du Niger devant la Cour internationale de Justice (CIJ) dans l'affaire de la *Frontière terrestre (République du Bénin c. République du Niger)*

Conseil de la Guinée (Conakry) dans l'affaire *Diallo (Guinée c. République démocratique du Congo)*

### **Activités devant d'autres juridictions internationales**

Nommé coarbitre à la Cour d'arbitrage de la chambre de commerce internationale de Paris dans l'affaire : 1) *Ethiopia Amalgamated Ltd (Ethiopia)*, 2) *Allied International Marketing Corporation (USA) v. National Bank of Ethiopia (Ethiopia)*

Conseil et avocat du Cameroun dans l'affaire Lafarge devant les tribunaux camerounais et le Tribunal arbitral du Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (États-Unis d'Amérique)

Désigné conseil de la société Scemar devant la Cour d'arbitrage de la Chambre de commerce internationale de Paris en 1994 dans l'affaire *Scemar S.A.R.L. c. Dragages S.A.*

Membre de la Commission mixte Cameroun-Nigéria-Nations Unies pour la mise en œuvre de l'arrêt de la CIJ du 10 octobre 2002 dans l'affaire de la *Frontière terrestre et maritime entre le Cameroun et le Nigéria*. À ce titre : chef de la délégation du Cameroun à la Sous-Commission des populations concernées; chef de la délégation du Cameroun dans le Groupe de travail sur la frontière maritime; membre de la Sous-Commission de la démarcation; membre du Groupe de travail sur le retrait et le transfert d'autorité de la zone du lac Tchad; membre du Groupe de travail sur le retrait et le transfert d'autorité dans la péninsule de Bakassi

Consultant auprès de la Société d'investissement dans l'affaire *État du Cameroun (SNI) c. Kloner*, 1986

Expert de l'Union internationale des télécommunications (UIT) pour les aspects juridiques de la création de l'Organisation africaine de télécommunications par satellite

Expert principal de l'UIT pour la réforme du cadre juridique et institutionnel des télécommunications au Mali (1996), au Rwanda (1996), en Mauritanie (1997), au Burkina Faso (1997), en Guinée-Bissau (1998), aux Comores (1998)

Expert dans le cadre du projet d'harmonisation du droit des affaires dans la zone franc, 1993

Consultant auprès de plusieurs organisations internationales dont l'Organisation africaine des télécommunications par satellite, Abidjan (Côte d'Ivoire), le Programme des Nations Unies pour le développement, le Programme des Nations Unies pour l'environnement, l'Organisation mondiale pour l'agriculture, la Banque des États de l'Afrique centrale, la Banque mondiale

Membre et conseiller juridique de la délégation camerounaise à la Conférence diplomatique de Rome pour la création de la Cour pénale internationale (membre du Comité de rédaction de la conférence), juillet 1998; à la première session de la Commission préparatoire pour la Cour pénale internationale (New York, du 16 au 26 février 1999); et à diverses sessions de l'Assemblée générale des Nations Unies

### **Principales publications en droit international et comparé**

N. B. : Ne figurent pas dans cette bibliographie nos travaux en droit interne : droit administratif, droit constitutionnel et droit national de l'environnement.

*Pouvoir et droit en Afrique noire, essai sur les fondements de constitutionnalisme dans les États d'Afrique noire francophone*, Librairie générale de droit et de jurisprudence, Paris, 1987

*L'OUA : rétrospective et perspectives africaines*, Paris, Economica, 1990 (en collaboration)

*Droit de l'environnement en Afrique*, EDICEF, Paris, 1996

« La Communauté économique des États de l'Afrique centrale, une communauté de plus? », *Annuaire Français de Droit International*, Paris, vol. XXXI, n° 2, 1987

« Transfert de technologie et perspectives internationales de développement en Afrique subsaharienne. Quelques réflexions », *Afrique et développement*, Addis-Abeba, vol. XII, n° 2, 1987

« L'accession de la Namibie à l'indépendance », *Revue générale de droit international public*, Paris, juillet-septembre 1990

« Le territoire du Cameroun et le droit international », rapport au quarantième Congrès de l'Association Henri Capitant, 12-16 février 1990, in *La maîtrise des sols*, travaux de l'Association Henri Capitant, Economica, Paris, 1991

« Les tentatives de règlement non juridictionnel du différend territorial tchadolibyen à propos de la bande d'Aouzou », *Revue juridique et politique – indépendance et coopération*, 1991

« Le droit international des ressources en eaux continentales africaines », *Annuaire français de droit international*, Paris, 1991

« Les communautés européennes et les sanctions internationales », rapport de recherche au Centre de recherche en droit international de l'Académie du droit international de La Haye, session été 1991, paru à la *Revue africaine de droit international et comparé*, Londres, Tome 7, n° 3

« Le mécanisme de l'OUA pour la prévention, la gestion et le règlement des conflits : l'esquisse d'un nouvel instrument régional pour la paix et la sécurité en Afrique », in *Arrangements régionaux et sécurité collective, actes du colloque de Nice*, vol. XV, n° 2, 1996

« L'ONU et l'assistance électorale », communication au colloque de la Société africaine de droit international et comparé, Londres, 1996

« Pauvreté et souveraineté dans l'ordre international contemporain », in *Mélanges en l'honneur du Doyen Paul Isoart*, Paris, Pedone, 1996

« Les actes de l'Organisation », communication au colloque organisé du 23 au 25 novembre 1994 par l'Académie de droit international de La Haye, actes parus aux éditions Martinus Nijhoff, Doordrecht/Boston/London, 1995

« Les cours de justice des organisations africaines d'intégration économique », communication au colloque de la SADIC du Caire, 1996

« Le contentieux de la frontière maritime entre la Guinée-Bissau et le Sénégal », septembre 1997, n° 3

« Droit au développement des États? Retour sur le droit au développement au plan international », *Revue universelle des droits de l'Homme*

- « Le matériau cartographique dans les contentieux frontaliers et territoriaux internationaux », in *Liber Amicarium Mohammed Bedjaoui*, Londres, 1998
- « Le choix des sujets pour le développement progressif et la codification du droit international par la CDI et ses méthodes de travail », communication au colloque des Nations Unies à l'occasion du cinquantième anniversaire de la CDI, New York, 27-28 novembre 1997
- « Le colloque des Nations Unies sur la codification et le développement progressif du droit international », 1997
- « L'intitulé d'une affaire portée devant la CIJ », 2002
- « Les origines de la déclaration universelle des droits de l'homme », rapport de séance au Colloque international sur le cinquantième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme organisé par la Commission nationale consultative des droits de l'homme de la France, Paris, septembre 1998
- « Responsabilité pénale de l'État et responsabilité pénale de l'individu », communication au Colloque organisé à l'occasion du cinquantième anniversaire de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide, par le Réseau Vittoria, Université de Sceaux, faculté de droit Jean Monnet, décembre 1998
- « L'application des contre-mesures dans le temps », in *Droit de la responsabilité de l'État*, à paraître aux éditions A. Pedone
- « Mondialisation et droit », *Revue hellénique du droit international*, 2002
- « Charte africaine, instruments internationaux de protection des droits de l'homme. Constitutions nationales : articulations respectives », in *Instruments internationaux de protection des droits de l'homme et droits nationaux* (sous la direction du professeur Jean François Flauss)
- « The compatibility of the OHADA treaty with the substantive rules for regional organizations of the World Trade Organization », rapport régional pour l'Afrique à l'Association de droit international 2001
- « Commentaire de l'article 9 de la Convention de Vienne de 1969 sur le droit des traités », in *La Convention de Vienne de 1969 sur le droit des traités. Commentaire article par article* (sous la direction d'O. Corten et de P. Klein), à paraître
- « La nationalité du navire en droit international », in *Mélanges Jean-Pierre Queneudec et Laurent Lucchini*, Paris, A. Pedone, 2004
- « Une troublante "immunité totale" du Ministre des affaires étrangères », janvier 2003
- « Les interactions de la jurisprudence internationale et des jurisprudences nationales », communication au colloque de la Société française pour le droit international de Lille, 11-13 septembre 2002), *La juridictionnalisation du droit international*, Paris, A. Pedone, 2003
- « Regard sur la jurisprudence du Tribunal international du droit de la mer », *RGDIP*, 2005, n° 4
- « Valeur humaine et construction d'un ordre public international »; mai 2004; à paraître dans les *Mélanges Abdelfatah Amor*

« Le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes : entre fétichisme idéologique et glissements juridiques », octobre 2005, à paraître dans les *Mélanges Edmond Jouve*

« Le rôle des “accords et arrangements régionaux” en matière de maintien de la paix et de la sécurité internationales à la lumière de la Charte des Nations Unies et de la pratique internationale », août 2005, à paraître dans la RGDIP, 2006

« Les conventions régionales sur la conservation de la nature et des ressources naturelles en Afrique et leur mise en œuvre », *Revue juridique de l'environnement (RJE)*, France, 1991, n° 4

« Fleuves et lacs internationaux africains et problèmes écologiques : aperçu des problèmes juridiques », communication au colloque international sur le thème « Quels fleuves pour demain? », organisé par le Ministère français de l'environnement et le CNRS à la faculté de droit de Poitiers, du 23 au 26 septembre 1991, parue dans *Environnement Poli anda Law*, Bonn, (Allemagne), vol. 21, n° 5 et 6, 1991

« Les nouveaux principes du droit international de l'environnement », France, n° 4, octobre-novembre 1992

« La désertification : aperçu écologique et esquisse pour une convention sur les zones désertiques, arides, semi-arides et sèches humides » in *Droit de l'environnement et développement durable* (sous la direction de M. Prieur et S. Doumbe Bille), Presses universitaires de Limoges, 1994

« Les forêts, patrimoine commun de l'humanité et droit international », rapport introductif général au colloque de Limoges des 7 et 8 novembre 1994 sur « Droit, forêts et développement durable », actes parus aux éditions Bruylant, Bruxelles, 1996

« Singularité du droit international de l'environnement » in *Les hommes et l'environnement en hommage à Alexandre-Charles Kiss*, Paris Frison-Roche, 1997

« Esquisse d'une “doctrine” du patrimoine national d'intérêt écologique mondial », communication au colloque sur le patrimoine en droit de l'environnement, organisé par l'Association « Les thermes de Riom », Riom (France), septembre 1998

« La mise en œuvre du droit international de l'environnement », rapport introductif général au colloque sur « La mise en œuvre du droit international de l'environnement au plan national », journées scientifiques du « Réseau droit de l'environnement » de l'Agence universitaire de la Francophonie, Yaoundé, mars 2001, Limoges, 2003

« Les États africains riverains de l'Atlantique et la protection des tortues marines », communication au colloque de Bucarest du Comité du « Réseau droit de l'environnement » de l'Agence universitaire de la Francophonie, septembre 2002, *Revue roumaine du droit de l'environnement*, n° 1, 2002

« L'espèce protégée en droit international de l'environnement », à paraître dans les *Mélanges Michel Prieur*

**Fathi Kemicha (Tunisie)**

[Original : français]

Né le 14 février 1952 à Kairouan (Tunisie)

Docteur en droit (1984) : mention très honorable

Université de Paris I-Panthéon-Sorbonne

Diplômé de l'Institut d'études politiques

IEP « Sciences Po » – Paris (1977)

Visiting Scholar (1996) – Yale Law School

Avocat aux barreaux de Paris et de Tunis

Secrétaire général de la Cour constitutionnelle du Royaume de Bahreïn

(janvier 2003-décembre 2005)

Membre de la Commission du droit international de l'Organisation des Nations Unies (élu le 7 novembre 2001 pour un mandat de cinq ans, 2002-2007)

Membre du Conseil d'administration et Conseil exécutif du Centre d'arbitrage international de Dubaï (novembre 2004- )

Vice-Président de la London Court of International Arbitration (mai 2002-mai 2005)

Membre de la London Court of International Arbitration

(septembre 1989-mai 1995 et mai 1998-mai 2002)

Ancien Secrétaire général du Système d'arbitrage des chambres de commerce euro-arabes (Paris)

Fondateur et Secrétaire général du Forum euro-arabe pour l'arbitrage et le droit des affaires – Paris

Conseil du Pakistan dans l'affaire de l'incident aérien du 10 août 1999 (*Pakistan c. Inde*) – Cour internationale de Justice – CIJ – La Haye – Audiences publiques de plaidoiries 3-6 avril 2000. Arrêt rendu le 21 juin 2000

Conseil de l'État de Bahreïn dans l'affaire de la délimitation maritime et questions territoriales entre Qatar et Bahreïn (*Qatar c. Bahreïn*) – Cour internationale de Justice – CIJ – La Haye – 1996-2001 – Audiences publiques de plaidoiries :

29 mai-29 juin 2000 – Arrêt rendu le 16 mars 2001

Membre de la Commission de l'arbitrage international de la Chambre de commerce internationale

Ancien membre du « Groupe d'experts sur la pratique arbitrale » de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international, Vienne (Autriche)

Membre du Conseil du « Centre for Islamic and Middle Eastern Law »

(CIMEL – School of Oriental and African Studies – Université de Londres)

Membre du Comité des experts internationaux du Centre d'arbitrage national et international du Québec (Canada)

Membre de l'Institut pour l'arbitrage international – Paris

Membre de la Société américaine de droit international

Membre de l'Association de droit international (ILA) (branche française)

Membre de l'Union internationale des avocats (UIA)

Membre du Comité français de l'arbitrage

## Roman Anatolyevitch Kolodkin (Fédération de Russie)

[Original : anglais, russe]

Date et lieu de naissance : 29 juillet 1960, Leningrad (Union des Républiques socialistes soviétiques)

### Formation

- |           |  |
|-----------|--|
| 1986      | Doctorat en droit international. Sujet de thèse : « Les normes internationales ayant un caractère de recommandations, telles que les résolutions de l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies ayant un caractère de recommandations » |
| 1982-1985 | Études en vue de l'obtention du doctorat en droit international à la Faculté de droit de l'Université d'État de Moscou (Directeur de thèse : Professeur G. I. Tounkine)  |
| 1982      | Diplôme de droit international (avec mention) de la Faculté de droit de l'Université d'État de Moscou  |

### Fonctions actuelles

- |             |   |
|-------------|---|
| Depuis 2001 | Directeur du Département des affaires juridiques et membre du conseil du Ministère des affaires étrangères de la Fédération de Russie |
| Depuis 2003 | Membre de la Commission du droit international  |

**Rang diplomatique :** Envoyé extraordinaire et plénipotentiaire

### Postes occupés

- |           |  |
|-----------|--|
| 1997-2001 | Représentant permanent adjoint de la Fédération de Russie auprès du Bureau de l'Organisation des Nations Unies et d'autres organisations internationales à Genève  |
| 1994-1997 | Directeur adjoint du Département des affaires juridiques du Ministère des affaires étrangères de la Fédération de Russie   |
| 1992-1994 | Chef de section au Département des affaires juridiques du Ministère des affaires étrangères de la Fédération de Russie   |
| 1991-1992 | Adjoint du chef de cabinet du premier Vice-Ministre des affaires étrangères de la Fédération de Russie   |
| 1990-1991 | Juriste au Comité des relations entre les Républiques du Soviet Suprême (Parlement) de Russie  |
| 1986-1990 | Juriste à la Section des organisations internationales et à la Section des relations économiques extérieures du Département des relations extérieures du Ministère de la marine de l'Union des Républiques socialistes soviétiques |

**Principale expérience professionnelle**

- 2005 Deuxième Vice-Président de la cinquante-huitième session de la Commission du droit international
- 2004 Vice-président de la Conférence des États riverains de la mer Caspienne sur le statut juridique de la mer Caspienne et conférence préparatoire du Sommet des États riverains de la mer Caspienne
- Depuis 2003 Chef de la délégation russe aux négociations avec la Norvège sur la délimitation en mer de Barents
- 2003-2004 Chef de la délégation russe au Comité spécial de l'Assemblée générale de l'ONU sur les immunités juridictionnelles des États et de leurs biens
- Conseiller juridique de la délégation russe aux négociations avec l'Ukraine sur un accord bilatéral relatif à la frontière
- 2002-2004 Vice-président de la Commission interadministrations créée par le Gouvernement russe pour tenir des négociations avec l'Ukraine en vue d'élaborer un accord sur les questions relatives à l'accident aérien ayant touché un appareil TU-154M russe au-dessus de la mer Noire en octobre 2001
- Depuis 2002 Représentant de la Russie au Comité d'experts en droit international public du Conseil de l'Europe
- Représentant adjoint de la Fédération de Russie aux sessions ordinaires de l'Assemblée générale de l'ONU
- Représentant de la Fédération de Russie à la Sixième Commission de l'Assemblée générale de l'ONU
- 2002 Conseiller juridique de la délégation russe aux négociations avec la Roumanie portant sur l'élaboration d'un accord bilatéral d'amitié et de coopération
- Chef de la délégation russe à la vingt-cinquième Réunion consultative des parties au Traité de l'Antarctique
- 1997-2001 Représentant et représentant adjoint de la Fédération de Russie à des conférences intergouvernementales et d'experts tenues dans le cadre du Bureau de l'Organisation des Nations Unies à Genève, de la Commission économique européenne, de la Commission des droits de l'homme, de l'OIT, de l'OMS, de l'OMM, de l'OMPI, et à des conférences organisées par le CICR et par le Gouvernement suisse en tant que dépositaire des Conventions de Genève de 1949
- 1996 Représentant de la Fédération de Russie au Comité européen de coopération juridique (Conseil de l'Europe), participation à l'élaboration de la Convention européenne sur la nationalité
- Chef adjoint de la délégation russe à la Commission préparatoire de la Cour pénale internationale

- Chef de la délégation d'experts russes aux négociations avec la Roumanie sur l'élaboration d'un protocole d'inventaire des accords bilatéraux entre les deux pays
- 1995 Chef adjoint de la délégation russe au Comité ad hoc de l'Assemblée générale sur la création d'une cour criminelle internationale
- 1994-1995 Membre de la délégation russe à la Sixième Commission de l'Assemblée générale et du Comité spécial de la Charte
- 1994 Conseiller juridique de la délégation russe aux négociations sur un mémorandum d'accord sur des garanties offertes au Belarus, au Kazakhstan et à l'Ukraine relativement à leur adhésion au Traité de non-prolifération nucléaire
- 1993-1994 Juriste, membre de la délégation russe à des conférences tenues dans le cadre de la Commission préparatoire de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques
- 1993 Représentant de la Russie aux négociations relatives à un protocole financier de la Convention sur la conciliation et l'arbitrage dans le cadre de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe
- Membre de la Commission de juristes sur la mise en œuvre de la Convention sur les armes chimiques au plan national, créée en vue de contribuer à l'élaboration d'un manuel de mise en œuvre de la Convention sur les armes chimiques au plan national
- 1991-1997 Juriste, membre de la délégation russe à des conférences intergouvernementales et d'experts tenues dans le cadre de la Communauté des États indépendants
- 1990-1991 Juriste, membre de la délégation russe aux négociations avec la République de Lituanie portant sur l'élaboration d'un traité de coopération pour le développement de la région de Kaliningrad et sur un traité d'assistance à la réinstallation de ressortissants de Mazeikiai (Lituanie) à Vsevolojk (Russie)
- Juriste, membre de la délégation russe aux négociations avec la République d'Estonie portant sur un traité servant de base aux relations entre la Russie et la République d'Estonie
- 1989-1990 Juriste, membre de la délégation de l'URSS aux sessions de l'Assemblée et du Conseil d'Inmarsat

#### Activités universitaires

- Depuis 2005 Professeur, chaire de droit international de la Faculté de droit international de l'Institut d'État des relations internationales de Moscou
- Depuis 2004 Membre du comité exécutif de l'Association russe de droit international

Depuis 2001	Membre du Comité scientifique et technique de la Douma d'État de l'Assemblée fédérale (Parlement) de la Fédération de Russie
1993	Membre de la Commission de juristes sur la mise en œuvre au plan national de la Convention sur les armes chimiques, instituée sous l'égide de la Commission préparatoire de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques
1987 à ce jour	Membre du comité de rédaction de l'Annuaire de droit international de l'Association russe de droit international
1982 à ce jour	Membre de l'Association russe de droit international
2002-2005	Professeur invité à la chaire de droit international de la Faculté de droit international de l'Institut d'État des relations internationales de Moscou
Depuis 2002	Conférences sur le droit international données à l'Université d'État de Moscou, à l'Académie diplomatique du Ministère des affaires étrangères et à l'Académie juridique d'État de Moscou
1991	Chargé de cours à la chaire de droit international de la Faculté de droit de l'Université d'État de Moscou
1990-1991	Chargé de cours à la chaire de droit international de la Faculté de droit de l'Académie juridique de Moscou

### Principales publications

- « Иммунитет должностных лиц государства от иностранной уголовной юрисдикции » (L'immunité des agents de l'État devant les juridictions pénales étrangères), *International Lawyer*, n° 3, Moscou, 2005.
- « Fragmentation of International Law? A View from Russia », Ronald St. John Macdonald et Douglas M. Johnston (dir. pub.), *Towards World Constitutionalism, Issues in the Legal Ordering of the World Community*, Martinus Nijhoff Publishers, Leiden, Boston, 2005.
- « Проект конвенции о борьбе с табаком » (Projet de convention sur la lutte contre le tabagisme) (en collaboration avec M. V. Mousikhine), *Московский журнал международного права*, n° 4, 2001.
- « Дискуссия по поводу проекта статута международного уголовного суда в Специальном комитете Генеральной Ассамблеи Организации Объединенных Наций » (Les discussions sur le projet de statut de la Cour pénale internationale au comité spécial de l'Assemblée générale de l'ONU) (en collaboration avec I. A. Panine), *Московский журнал международного права*, n° 4, 1996.
- « An Ad Hoc Tribunal for the Prosecution of Serious Violations of International Humanitarian Law in the Former Yugoslavia », *Criminal Law Forum* (Rutgers University School of Law, États-Unis d'Amérique), vol. 5, n° 2 et 3, 1994.
- « Retsenzia na monografiyou I.I. Loukachouka 'Функционирование международного права' » (Recension de la monographie de I.I. Loukachouk

‘Le fonctionnement du droit international’) Московский журнал международного права, n° 4, 1994.

- « Критические комментарии в отношении концепции ‘мягкого права’ » (Commentaires critiques relatifs au concept de ‘droit mou’). Советское государство и право, 1985, n° 12.
- « Латиноамериканская доктрина юридической природы Хартии экономических прав и обязанностей государств » (La doctrine latinoaméricaine de la nature juridique de la Charte des droits et obligations économiques des États) (en collaboration avec M. Beserra). Вестник Московского государственного университета. Юридическая серия, vol. 11, n° 5, 1985.

### **Connaissances linguistiques**

Russe – langue maternelle

Anglais – maîtrise de la langue

Français – compréhension orale et écrite

## **Carlos López Contreras (Honduras)**

[Original : espagnol]

**Date et lieu de naissance :** 31 janvier 1942, Marcala (département de La Paz)

**Situation de famille :** Marié

**Adresse du cabinet :** Bufete Internacional de Honduras  
(fondateur et propriétaire)  
Colonia Tepeyac, Calle El Paraíso  
Edificio Luna Sol, tercer piso  
Tegucigalpa, M.D.C.

### **Titres universitaires**

Licencié en droit, Université Complutense de Madrid en Espagne et Université autonome du Honduras, inscrit sous le numéro 1050 à l'ordre des avocats du Honduras

Avocat et notaire, détenteur de l'autorisation numéro 547 de l'honorable Cour suprême de justice, depuis 1974

Diplôme sanctionnant un cours supérieur intensif de l'École de droit international et américain « South Western Legal Foundation », à Dallas (Texas) (1976)

Diplôme sanctionnant un cours supérieur intensif sur le nouveau droit de la mer, ONU, Commission permanente du Pacifique sud et Académie diplomatique du Pérou (1980)

### **Séminaires**

Congrès international intitulé « L'avenir juridique du Mercosur et des processus régionaux et mondiaux d'intégration, d'unification et d'harmonisation », Asunción (Paraguay) (17 et 18 juin 2005)

INCAE : préparation des entreprises à la mondialisation, Michael Porter, San Pedro Sula, mars 1997

Première rencontre interaméricaine sur la médiation des conflits, Fondation Libra, Centre national des tribunaux de l'État, Buenos Aires (Argentine) (novembre 1993)

Deuxième Congrès centraméricain de la libre entreprise, Fédération d'organismes privés d'Amérique centrale et du Panama, San Salvador (juillet 1992)

Privatisation et conversion de dette en capital : priorité pour le développement, Guatemala (1991) (Citibank et Chambre d'industrie du Guatemala)

Congrès de la libre entreprise pour la Communauté économique de l'isthme centraméricain, Tegucigalpa (juin 1991)

Sixième Journée du droit notarial du Nord, d'Amérique centrale et des Caraïbes, Tegucigalpa (juin 1991)

Droit aéronautique et spatial, Tegucigalpa, M.D.C. (1982)

**Connaissances linguistiques**

Espagnol (langue maternelle)  
 Anglais (très bonne maîtrise)  
 Italien (bonne maîtrise)  
 Français technique (compréhension)

**Expérience professionnelle****Vie publique**

Consultant national, Secrétariat d'État – Bureau des affaires étrangères

Représentant du Honduras auprès de la Cour internationale de Justice dans l'affaire de la délimitation maritime dans la mer des Caraïbes (*Nicaragua c. Honduras*)

Représentant du Honduras auprès de la Cour internationale de Justice dans la demande en révision de l'arrêt rendu par la Cour internationale de Justice le 11 septembre 1992, présentée par la République d'El Salvador

Ex-recteur de l'Université technologique du Honduras (UTH), campus de Tegucigalpa.

Directeur pour le Honduras auprès de la Banque centraméricaine d'intégration économique (BCIE) (1990 et 1991)

Ministre des affaires étrangères de la République du Honduras (1986 à 1990)

Président de l'Assemblée générale de l'OEA, à Washington (novembre 1989)

Président de la Réunion des ministres des affaires étrangères d'Amérique centrale, des Communautés européennes et du Groupe de Contadora (San José V), à San Pedro Sula (février 1989)

Chef de délégation :

- Aux assemblées générales de l'ONU et de l'OEA;
- Dans les processus de négociation « Contadora » et « Esquipulas II »

Ministre responsable du dossier du différend frontalier, terrestre, insulaire et maritime opposant le Honduras et El Salvador devant la Cour internationale de Justice (1986 à 1990)

Conseiller et expert-conseil pour :

- Le Ministère des affaires étrangères de la République du Honduras;
- Le Commandant en chef des Forces armées du Honduras;
- Le Ministère de l'économie de la République du Honduras

Vice-Ministre des affaires étrangères en 1979 et 1980, et chef ès qualités de la Commission chargée de négocier le Traité général de paix avec le République d'El Salvador

Membre du Tribunal permanent d'arbitrage à La Haye (Pays-Bas) depuis 1980

Ambassadeur de carrière de la République du Honduras de 1969 à 1976 :

- Au Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord;
- À Malte;
- Au Saint-Siège;
- Au Nicaragua

Délégué du Honduras à différentes reprises auprès des organisations suivantes : Organisation internationale du café, Organisation maritime consultative intergouvernementale, Organisation internationale du Travail et FAO

### **Exercice privé de la profession**

Inscrit sur la liste des arbitres pour le Traité de libre-échange entre les États-Unis du Mexique et les républiques d'El Salvador, du Guatemala et du Honduras

Inscrit sur la liste des arbitres et conciliateurs du Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (CIRDI), qui siège à Washington (États-Unis d'Amérique)

Avocat de la Société nationale portuaire

Notaire de diverses institutions financières nationales et de la Banque centraméricaine d'intégration économique (BCIE)

Conseiller ou expert-conseil à différentes occasions pour des entreprises privées nationales et étrangères, dans des affaires commerciales, administratives ou relatives au code du travail

### **Expérience universitaire**

Conférencier invité par l'Université Alcalá de Henares, l'Institut d'études européennes d'Espagne et l'Université de défense nationale des États-Unis d'Amérique

Collaborateur dans le cadre de l'organisation des études de droit de l'Université privée de San Pedro Sula (1978)

Professeur titulaire à l'Université privée de San Pedro Sula (en 1978 et 1979)

Professeur titulaire à la Faculté de droit de l'Université nationale autonome du Honduras (de 1982 à 1984)

Conférencier invité par diverses universités, divers gouvernements et ordres d'avocats étrangers, par le Collège national de la défense et l'École d'état-major du Honduras

### **Publications**

« Bahia de Fonseca. Su régimen internacional » dans « Pacis Arte », ouvrage en hommage au Professeur Julio D. González Campos, Madrid, 2005

Coauteur et coordonnateur de l'ouvrage « Definiciones soberanas », Ministère des affaires étrangères, Tegucigalpa, D.C. 2005

« Misión en La Haya », éd. Iberoamericana, Tegucigalpa, Honduras, C.A., août 2004

Coauteur et coordonnateur de l'ouvrage « Los Derechos Territoriales y Marítimos de Honduras », Ministère des affaires étrangères, Tegucigalpa, 2001

« Las Negociaciones de Paz, Mi Punto de Vista », Tegucigalpa, Honduras, 1984

Collaborateur aux quotidiens « La Prensa », « El Heraldó » et « La Tribuna » du Honduras

Membre du Conseil de rédaction de la « Revista Política de Honduras »

### **Associations professionnelles**

Membre de l'ordre des avocats du Honduras

Membre de l'Institut hispano-lusitano-philippino-américain de droit international. Organisateur du vingt et unième Congrès à Tegucigalpa, en novembre/décembre 2000

Membre associé de l'Institut hispano-lusitano-philippino-américain en 2000

Membre de l'Association latino-américaine des sciences de la mer

Président de l'Académie nationale de droit et de sciences sociales du Honduras, section de l'Académie royale de jurisprudence et de législation de Madrid

### **Organisations sociales, culturelles et politiques**

Fondateur et Président actuel de la Fondation pour le Musée de l'homme hondurien

Club Rotary de Tegucigalpa

Parti national du Honduras, Directeur du Comité central et de la Commission politique, Directeur du Centre d'études politiques, économiques et sociales Juan Manuel Gálvez, Honduras

Conseiller de la Fondation Cristo del Picacho, Honduras

### **Honneurs et distinctions**

Décoré de l'ordre de « Francisco Morazán », Grande Croix, plaque d'argent

22 décorations, honneurs et témoignages de reconnaissance de pays étrangers et d'organisations nationales, parmi lesquels : Brésil, Chine, Colombie, El Salvador, Espagne, Guatemala, Honduras, Malte, Pérou, Philippines, République de Corée, République dominicaine, Saint-Siège, Venezuela, la municipalité de San Pedro Sula, la Chambre de commerce et d'industrie de Cortés, la Chambre hondurienne du tourisme, la Fondation du Musée de l'homme hondurien et les Forces armées du Honduras

Choisi par les médias honduriens comme Ministre de l'année à deux reprises

### **Pays visités**

Allemagne, Amérique centrale, Argentine, Autriche, Belgique, Belize, Bolivie, Brésil, Canada, Chili, Chine, Colombie, Équateur, Espagne, États-Unis d'Amérique, France, Grèce, Hong Kong, Hongrie, Israël, Italie, Japon, Maroc, Mexique, Monaco, Paraguay, Pays-Bas, Pérou, Philippines, Portugal, République de Corée, République tchèque, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Saint-Marin, Suède, Suisse, Thaïlande, Turquie, Uruguay et Venezuela

**Michael J. Matheson (États-Unis d'Amérique)**

[Original : anglais]

M. Matheson est professeur de droit international à la faculté de droit de la George Washington University. Avant cela, il a dirigé le programme de droit international de la School of Advanced International Studies (École des hautes études internationales) de la Johns Hopkins University et a été maître de recherche à l'U.S. Institute of Peace (Institut américain pour la paix). Il a enseigné plusieurs matières, dont le droit international public, le droit pénal international, les institutions internationales et le règlement des conflits internationaux. Il a donné des cours dans bon nombre de facultés de droit, d'universités, d'académies militaires, d'organisations professionnelles, ainsi que lors de conférences. Il a écrit maints articles et autres communications sur des sujets de droit international. Il est conseiller auprès de la Société américaine de droit international et membre du Conseil des relations internationales et du Comité de rédaction de l'*American Journal of International Law*.

M. Matheson siège aussi à la Commission du droit international de l'ONU. Il a plaidé de nombreuses affaires devant les tribunaux internationaux, dont sept affaires devant la Cour internationale de Justice. Il a participé à de nombreuses négociations portant sur le droit humanitaire international, les demandes en réparation internationales, le contrôle des armements et la protection de l'environnement, notamment en tant que chef de délégation (avec rang d'ambassadeur) lors des négociations de l'ONU sur les mines terrestres et autres armes classiques. Il a dirigé des actions en faveur de la création du Tribunal pénal international pour le Rwanda et du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie, ainsi que de la Commission d'indemnisation des Nations Unies.

Il est aussi consultant et conseil auprès du Département d'État américain et membre du Advisory Committee on International Law de cette instance. De 1972 à 2000, il a travaillé, comme avocat, au Bureau du conseiller juridique du Département d'État des États-Unis, notamment en qualité de Conseiller juridique par intérim durant plus de deux ans et de Conseiller juridique principal adjoint, entre 1990 et 2000. Il a été chargé de la gestion du personnel juridique du Département d'État (soit plus de 140 juristes) et a, entre autres tâches, dirigé des travaux juridiques portant sur les questions suivantes : dissolution de l'Union soviétique et de la Yougoslavie; crises survenues au Kosovo, en Bosnie et en Somalie et guerre du Golfe, et ratification de traités sur le contrôle des armements et d'autres instruments. Il a témoigné à plusieurs reprises devant des commissions parlementaires. En récompense de ses services professionnels, il s'est vu décerner plusieurs distinctions honorifiques, dont le *Presidential Distinguished Executive Award*; le *Secretary of State's Distinguished Service Award*; le *Federal Bar Association's Outstanding Federal Lawyer of the Year Award*; et l'*American Bar Association's Outstanding Government International Lawyer of the Year Award*.

Avant de travailler pour le Département d'État, il a exercé les fonctions ci-après : avocat-conseil au cabinet de l'avocat général de la U.S. Force; avocat au cabinet *Wilmer, Cutler & Pickering* à Washington; spécialiste de la déségrégation au Département de la santé, de l'éducation et des affaires sociales à Washington et dans le Mississippi, et assistant parlementaire stagiaire à la Chambre des Représentants des États-Unis d'Amérique. Il a obtenu une licence en sciences politiques avec

mention « très bien » à l'Université de Stanford en 1965 et, en 1968, une licence de droit de la faculté de droit de Stanford; il a été rédacteur pour la rubrique Actualités de la *Stanford Law Review*. Né en 1944 à San Francisco, il est marié à Patricia S. Matheson et a un fils, Scott Matheson.

**Affaires plaidées devant des tribunaux internationaux (liste partielle) :**

Cour internationale de Justice :

- *Oil Platforms (Iran c. États-Unis)*, 1996 et 2003
- *Legality of Use of Force (Yougoslavie c. États-Unis)*, 1999
- *Lockerbie (Libye c. États-Unis)*, 1997
- *Nuclear Weapons* (avis consultatif), 1995

Tribunal pour les contentieux entre l'Iran et les États-Unis

- *Replenishment*, 1999
- *Foreign Military Sales*, 1987

**Grandes négociations (liste partielle)**

- Négociations des Nations Unies sur les armes classiques, Genève 1980 et 1995-1996
- Conseil d'administration de la Commission d'indemnisation des Nations Unies, 1991-1992
- Négociations entre les États-Unis et l'Union soviétique sur les transferts des armes classiques, Mexico 1978
- Négociations entre les États-Unis et l'Union soviétique sur les explosions nucléaires à des fins pacifiques, Moscou 1976
- Négociations de l'ONU sur la pollution des océans par les hydrocarbures, 1973
- Conférence sur les espèces menacées d'extinction, 1973

**Publications (liste partielle récente)**

- *Council Unbound: The Growth of UN Decision Making on Conflict and Postconflict Issues after the Cold War* (en cours de publication)
- « The Fifty-sixth Session of the International Law Commission », 99 *Am. Journal of Int. Law* 211 (2005) »
- « U.S. Security Assistance and Related Programs » in Moore & Turner, *National Security Law* (Carolina Academic Press, 2005)
- « The Fifty-fifth Session of the International Law Commission », 98 *Am. Journal of Int. Law* 317 (2004)
- « Practical Aspects of the Agent's Role in Cases Before the International Court », *The Law and Practice of International Tribunals* (2003)
- « U.S. Military Commissions », 96 *Am. Journal of Int. Law* 354 (2002)

- « United Nations Governance of Postconflict Societies », 95 *Am. Journal of Int. Law* 35 (2001), réédité dans *Post-Conflict Justice* (ouvrage publié sous la direction de Bassiouni)
- « The Opinions of the International Court of Justice on the Threat or Use of Nuclear Weapons », 91 *American Journal of International Law* 417 (1997)
- « The Revision of the Mines Protocol », 91 *American Journal of International Law* 158 (1997)

**Donald M. McRae (Canada)**

[Original : anglais et français]

**Nationalité :** Canadien  
Néo-Zélandais

**Résidence :** Canada

**Date et lieu de naissance :** le 23 mars 1944, en Nouvelle-Zélande

**Portrait**

Le professeur Don McRae est une sommité mondiale sur une vaste gamme de questions de droit international, notamment les échanges commerciaux et les investissements, la gestion des ressources naturelles et la délimitation des espaces maritimes. Il a enseigné le droit dans plusieurs universités. À l'heure actuelle, il enseigne à l'Université d'Ottawa, où il a été doyen de la Section de *common law* de 1987 à 1994. En outre, M. McRae a conseillé plusieurs gouvernements et organisations intergouvernementales sur des questions de droit international. Dans le cadre de ses fonctions, il a agi à titre d'avocat devant des groupes spéciaux de l'ALENA et de l'OMC et dans des cas d'arbitrage relatifs aux pêches et aux délimitations.

M. McRae a présidé des groupes spéciaux de règlement des différends de l'Accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis et de l'Accord de libre-échange entre les États-Unis et Israël. Il a également fait partie de groupes spéciaux de l'OMC pour certains dossiers. Il est membre de la Cour permanente d'arbitrage.

Diplômé de l'Université d'Otago (Nouvelle-Zélande) et de l'Université de Cambridge, le professeur McRae est membre de la Société royale du Canada. Il a publié plus de 75 articles sur le droit international, le droit maritime et le droit commercial international. Il fait partie du comité de rédaction de plusieurs revues de droit international renommées et est rédacteur en chef de l'*Annuaire canadien de droit international*.

**Études :** Université d'Otago (Nouvelle-Zélande), 1962-1967  
Université de Cambridge (Angleterre), 1968-1969  
Université Columbia, New York, 1969-1970

**Diplômes :** LL.B., Otago (1966)  
LL.M., Otago (1967), Mention très honorable  
Diplôme en droit international, Cambridge (1970)

**Prix :** Bourse commémorative Sir Timothy Cleary du barreau de Nouvelle-Zélande, 1966  
Bourse d'études supérieures du Comité des subventions de l'Université de Nouvelle-Zélande, 1967

Prix de la Fondation de recherche en droit de Nouvelle-Zélande pour un essai sur la réforme du droit, 1968

Bourse de recherche du British Institute of International and Comparative Law Overseas, 1968

Bourse de recherche Charles Evans Hughes (Université Columbia), 1969

Bourse de travail libre du Conseil des Arts du Canada, 1977-1978

Membre de la Société royale du Canada, 2002

### **Qualifications professionnelles et affiliation**

Admis comme avocat-procureur à la Cour suprême de Nouvelle-Zélande, 1966

Admis au barreau de l'Ontario, 1989

Titre de « Door Tenant » du cabinet d'avocats du 20 Essex Street, à Londres (Angleterre)

### **Nominations professorales**

Chargé de cours adjoint en droit, Université d'Otago, 1966-1967

Chargé de cours en droit, Université d'Otago, 1968

Professeur adjoint, faculté de droit, Université de Western Ontario, 1970-1972

Professeur agrégé invité, faculté de droit, Université de Colombie-Britannique, 1972-1973

Professeur agrégé, faculté de droit, Université de Colombie-Britannique, 1973-1977

Boursier invité, Centre d'études internationales, Université de Cambridge, 1977-1978

Professeur, faculté de droit, Université de Colombie-Britannique, 1977-1987

Doyen associé, faculté de droit, Université de Colombie-Britannique, 1980-1982

Doyen, faculté de droit, Section de la *common law*, Université d'Ottawa, 1987-1994

Professeur, faculté de droit, Section de la *common law*, Université d'Ottawa, depuis 1987

Professeur à la Chaire Hyman Soloway de droit des affaires et du commerce, Université d'Ottawa, depuis 1996

### **Conférencier invité**

Université Hebei (Chine), 1991

Conférencier de marque de la Paul Martin Law Library, Université de Windsor, 1993

Académie de droit international de La Haye, cours magistral sur la contribution du droit commercial international au développement du droit international, 1996

Hersch Lauterpacht Memorial Lectures, Université de Cambridge, 1997, « From Security to Trade: Refocusing International Law »

Programme d'études juridiques mexicain, École de droit de Houston, Mexico, cours sur l'ALENA, juin 2001

### **Autres**

Directeur intérimaire de l'Institut de relations internationales de l'Université de Colombie-Britannique, 1974-1975

Président de l'Association des professeurs de l'Université de Colombie-Britannique, 1975-1976

Président du Conseil d'administration de l'International House, Université de Colombie-Britannique, 1980-1981

Membre du Conseil de l'Association des juristes canadiens pour le respect des droits de la personne dans le monde, depuis 1992

Membre du Conseil du Centre pour la défense de l'intérêt public, depuis 1992

Membre des équipes de travail de la faculté de droit de l'Université Victoria (1996), de l'Université de Colombie-Britannique (1996) et de l'Université Queen (1997)

### **Membre de corporations professionnelles**

Société américaine de droit international (depuis 1969) (membre du Conseil exécutif de 1991 à 1994)

British Institute of International and Comparative Law

Conseil canadien de droit international (Président de 1990 à 1992)

Association de droit international

Society of Public Teachers of Law

### **Expérience professionnelle**

Avocat-conseil plaidant à la Cour de magistrats et à la Cour suprême, Dunedin (Nouvelle-Zélande), 1966-1968

Consultant auprès du Comité mixte de la section de Colombie-Britannique de l'Association du barreau canadien et du barreau de Colombie-Britannique dans le cadre de la préparation d'un programme pilote pour la reconnaissance professionnelle des spécialistes de la profession juridique en Colombie-Britannique, 1976-1977

Consultant auprès de la Commission océanographique intergouvernementale (COI) de l'UNESCO, 1979

Conseiller auprès du Ministère des affaires extérieures du Gouvernement du Canada sur diverses questions de droit international, 1979-1992

Conseiller en droit international, Ministère des affaires extérieures, 1983-1986

Avocat-conseil du Canada dans le cadre d'arbitrage sur les pêches (Canada/France), 1985-1986

Observateur spécial de la délégation canadienne à la quarante et unième session de l'Assemblée générale, 1986

Consultant auprès du Secrétaire général adjoint de l'Organisation des Nations Unies pour le droit de la mer concernant les questions de pêche en haute mer (1991) et la pratique des États en droit de la mer depuis 1982 (1992)

Enquêteur spécial pour la Commission canadienne des droits de la personne au sujet des plaintes déposées par les Innus contre le Gouvernement du Canada, 1992-1993, 2001-2002

Membre de la Cour permanente d'arbitrage, depuis 1998

Négociateur en chef du Canada concernant le Traité relatif au saumon du Pacifique, 1998-1999

Avocat-conseil du Gouvernement de Nouvelle-Zélande sur les questions de droit commercial international, y compris les litiges soulevés devant l'OMC, depuis 1998

Conseiller juridique spécial auprès de la Commission nord-américaine de coopération environnementale, depuis 2002

Coprésident du groupe de travail Canada-Colombie-Britannique établi à la suite du Traité sur les pêches, 2003-2004

#### **Expérience sur les frontières maritimes**

Consultant auprès du Gouvernement de Colombie-Britannique en matière de droit de la mer (1973) et de frontières maritimes de la côte ouest (1977-1982)

Conseiller juridique principal auprès de l'agent pour le Canada dans le litige relatif au golfe du Maine (Canada/États-Unis), 1983-1984

Consultant auprès du Centre international d'exploitation des océans du Gouvernement de Kiribati de l'Organisation des États des Caraïbes orientales, du Gouvernement du Samoa occidental et du Gouvernement de Namibie sur la délimitation des espaces maritimes, 1987-1988

Avocat-conseil dans le litige opposant le Canada et la France relativement au tracé des limites maritimes des îles Saint-Pierre-et-Miquelon, 1991-1992

Conseiller de la province de Terre-Neuve-et-Labrador sur les questions de la frontière maritime, 1996-2000

Représentant et conseiller de Terre-Neuve-et-Labrador dans le litige et l'arbitrage opposant Terre-Neuve-et-Labrador et la Nouvelle-Écosse relativement à la frontière maritime, 2000-2002

Conseiller auprès du Gouvernement de Nouvelle-Zélande sur les questions de la frontière maritime, depuis 2000

#### **Expérience en droit commercial**

Membre appelé à siéger au sein de groupes spéciaux en vertu du chapitre 18 de l'Accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis, depuis 1993

Membre appelé à siéger au sein de groupes spéciaux en vertu du chapitre 19 de l'Accord de libre-échange nord-américain, depuis 1994

Président du groupe spécial chargé du règlement des différends portant sur le saumon et le hareng (premier groupe spécial chargé du règlement des différends, créé en vertu du chapitre 18 de l'Accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis), 1989

Président du groupe spécial chargé du règlement des différends, créé en vertu de l'Accord de libre-échange entre les États-Unis et Israël, 1990-1991

Membre du groupe spécial chargé du règlement des différends, créé en vertu du chapitre 18 de l'Accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis (intérêts non hypothécaires), 1992

Membre du groupe spécial chargé du règlement des différends, créé en vertu du chapitre 19 de l'Accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis (préjudice concernant le bois d'œuvre), 1993

Membre de la liste indicative de membres des groupes spéciaux en vertu du Mémoire d'accord sur le règlement des différends de l'OMC, 1996

Membre du groupe spécial chargé du règlement des différends, créé en vertu du chapitre 20 de l'Accord de libre-échange nord-américain (gestion de l'offre), 1996

Conseiller auprès du Gouvernement de Nouvelle-Zélande sur des questions de droit commercial international, 1997

Conseiller auprès du Gouvernement de Nouvelle-Zélande dans les affaires de l'OMC ci-après :

*UE – Mesures visant les produits du beurre*

*Canada – Mesures visant l'importation de lait et l'exportation de produits laitiers*

*États-Unis – Mesures de sauvegarde visant l'importation d'agneau frais, réfrigéré et congelé de Nouvelle-Zélande et d'Australie*

*États-Unis – Mesures de sauvegarde concernant l'acier et les produits de l'acier*

Avocat-conseil du Gouvernement du Canada dans l'affaire *Pope & Talbot Inc. And the Government of Canada*, intentée en vertu du chapitre 11 de l'ALENA

Membre du groupe spécial de l'OMC chargé du règlement des différends États-Unis-Règles d'origine

Conseiller auprès du Gouvernement du Maroc sur les négociations de libre-échange avec les États-Unis, 2003-2004

Membre du groupe spécial de l'OMC chargé du règlement des différends Union européenne-Construction navale, plainte de la Corée, depuis 2004

### **Publications**

« Revocation of Unilateral Contracts », 1 *Otago Law Review* 149-155 (1966)

« Submarine Cables and Pipelines Protection Act 1966 », 2 *New Zealand Universities Law Review* 351-354 (1967)

- « Fisheries (accord avec le Japon) Act 1967 », « Fisheries Amendment Act 1967 », 3 New Zealand Universities Law Review 98-102 (1968)
- « Warrants of Fitness and the Sale of Motor Vehicles », International Business and Law Symposium (1968) 1-12
- « Those Warrants of Fitness! » (1968), New Zealand Law Journal 424-426
- « Co-operation Agreements and the Law Relating to Agreements Concluded by International Organizations », dans Zemanek ed., Agreements of International Organizations and the Vienna Convention on the Law of Treaties, Vienna: Springer-Verlag (1970) 1-55
- « The U.N. and the Environment », 64 American Journal of International Law (Supp.) 227-230 (1970)
- « The Law School and the University: A Law Course for Undergraduates », 21 University of Toronto Law Journal 529-542 (1971)
- « Applications under the Dependents' Relief Act of the Province of Ontario », 19 Chitty's Law Journal 322-340 (1971)
- « Sovereignty and the International Legal Order », 10 Western Ontario Law Review 56-86 (1971)
- « Regional Organization Involving South East Asia and the Western Pacific: ECAFE, the Colombo Plan and the Asian Development Bank », 2 Otago Law Review 393-407 (1972)
- « Contracts to Leave Property by Will and Dependents' Relief », 20 Chitty's Law Journal 298-300 (1972)
- « Charitable Trusts and Public Benefit » (1973), New Zealand Law Journal 57-59
- Rapports du Congrès annuel du Conseil canadien de droit international :
- 10 Canadian Yearbook of International Law (Annuaire canadien de droit international) 278-282
- 11 Canadian Yearbook of International Law (Annuaire canadien de droit international) 280-284
- 12 Canadian Yearbook of International Law (Annuaire canadien de droit international) 267-271
- 13 Canadian Yearbook of International Law (Annuaire canadien de droit international) 323-328
- 14 Canadian Yearbook of International Law (Annuaire canadien de droit international) 317-322
- Developments in the Law of Contracts, U.B.C. Centre for Continuing Education (1973) 1-37
- « Sovereign Immunity – The Role of the Courts: Comment on Le Gouvernement République démocratique du Congo v. Venne », 11 Osgoode Hall Law Journal 326-334 (1973)
- « Nuclear Tests Cases », 8 University of British Columbia Law Review 375-382 (1973)

- « Legal Obligations and International Organizations », 11 Canadian Yearbook of International Law (Annuaire canadien de droit international) 87-105 (1973)
- « Non-Western Approaches to Human Rights », Proceedings of the Second Annual Conference of the Canadian Council on International Law (Travaux du deuxième Congrès annuel du Conseil canadien de droit international) (1973) 89-97
- « Deep Ocean Mining: Negotiation of an International Regime, Some Legal and Political Aspects », 48 Western Miner 17-22 (1975), avec B.G. Buzan
- Developments in the Law of Contracts U.B.C. Centre for Continuing Education (1976) 1-42
- « Maritime Jurisdiction in the Dixon Entrance: The Alaska Boundary Re-examined », 14 Canadian Yearbook of International Law (Annuaire canadien de droit international) 175-222 (1976), avec C.B. Bourne
- « Sovereign Immunity – Commercial Activities – Actions in Rem – Applicability to Actions in Personam – Need for Legislation », 45 Canadian Bar Review (Revue du barreau canadien) 747-761 (1976)
- « Pilot Project for the Certification of Specialists », 35 The Advocate 481-486 (1977)
- « Delimitation of the Continental Shelf Between the United Kingdom and France: The Channel Arbitration », 15 Canadian Yearbook of International Law (Annuaire de droit international) 173-197 (1977)
- « Repudiation of Contracts in Canadian Law », 56 Canadian Bar Review (Revue du barreau canadien) 233-263 (1978)
- « Competent International Organization and the Law of the Sea » 3 Marine Policy 106-132 (1979), avec J.D. Kingham
- « The Extension of Options and Equitable Estoppel », 3 Canadian Business Law Journal (Revue canadienne du droit de commerce) 426-435 (1979)
- « The Legal Effect of Interpretative Declarations », 49 British Yearbook of International Law 155-173 (1978)
- « Adjudication of the Maritime Boundary in the Gulf of Maine », 19 Canadian Yearbook of International Law (Annuaire canadien de droit international) 292-303 (1979)
- « Canada and the Law of the Sea: Some Multilateral and Bilateral Issues », 3 Canadian Issues (Thèmes canadiens) 161-173 (1980)
- « The Law of the Sea Draft Convention and International Organizations » 3 Marine Policy Reports No. 2 (1980)
- « Exculpatory Clauses » dans Drafting Commercial Documents, Continuing Education Society of British Columbia (1981), 10 p.
- « Proportionality and the Gulf of Maine Maritime Boundary Dispute », 19 Canadian Yearbook of International Law (Annuaire canadien de droit international) 287-302 (1981)
- « Environmental Jurisdiction in Arctic Waters: The Extent of Article 234, 16 University of British Columbia Law Review 197-228 (1982), avec D.J. Goundrey

- « Arctic Waters and Canadian Sovereignty », 38 *International Journal* 476-492 (1983)
- « The Gulf of Maine Case: The Written Proceedings », 21 *Canadian Yearbook of International Law (Annuaire canadien de droit international)* 266-283 (1983)
- « The GATT and Multilateral Treaty-Making: The Tokyo Round », 77 *American Journal of International Law* 51-83 (1983) avec J.C. Thomas
- « Pollution of the Economic Zone: Non-Vessel Sources, Commentary », dans Johnston et Letalik éd., *The Law of the Sea and Ocean Industry: New Opportunities and Restraints* (1984) 304-311
- « International Organizations in Marine Affairs: The New Oceans Regime, Implementing the Convention », 8 *Marine Policy* 83-94 (1984)
- « The Gulf of Maine Case », 22 *Canadian Yearbook of International Law (Annuaire canadien de droit international)* 267-290 (1984), avec L.H. Legault
- « International Legal Scholarship in Canada », 23 *Osgoode Hall Law Journal* 477-493 (1985), avec John Claydon
- « Law-Making through International Institutions » dans *International Law: Critical Choices for Canada, 1985-2000 (Droit international : options déterminantes pour le Canada, 1985-2000)* (1986) 1-28, avec Philippe Kirsch
- « Management of Arctic Marine Transportation: A Canadian Perspective », 39 *Arctic* 349-359 (1986)
- « Canadian Arctic Waters Policy and International Law: The Negotiation of Article 234 », dans Griffiths éd., *Politics of the Northwest Passage* 98-114 (1987)
- « The Single Maritime Boundary: Problems in Theory and Practice », dans Brown et Churchill éd., *The U.N. Convention on the Law of the Sea: Impact and Implementation* 225-233 (1987)
- « The International Law Commission: Codification and Progressive Development after Forty Years », XXV *Canadian Yearbook of International Law (Annuaire canadien de droit international)* 355-368 (1987)
- « The Development of the Most-Favoured-Nation Principle: Treaties of Friendship, Navigation, Commerce and the GATT », dans Irish et Carasco eds., *The Legal Framework of Canada-United States Trade*, 225-247 (1987), avec J.C. Thomas
- « Recourse to the GATT for Resolving International Trade Disputes », dans Saunders éd., *Trading Canada's Natural Resources* 168-188 (1987)
- Understanding the Free Trade Agreement*, publié avec Debra Steger (1988)
- « Approaches to the Resolution of Atlantic and Pacific Ocean Problems », 16 *Ecology Law Quarterly*, 227-244 (1989)
- Canadian Oceans Policy, National Strategies and the New Law of the Sea* (1989), 268 pages, publié avec Gordon Munro
- « Canada and the Delimitation of Maritime Boundaries », dans McRae-Munro eds., *Canadian Oceans Policy* 145-164 (1989)

« Coastal State “Rights” within the 200-mile Exclusive Economic Zone », dans Neher, Arnason et Mollett ed. *Rights Based Fishing* 97-111 (1989), avec Gordon Munro

« The Implications of Europe 1992: A Canadian Perspective », with Rita Theil, dans *33 German Yearbook of International Law*, 166-183 (1990)

« State Practice in Relation to Fisheries », dans *Law of the Sea: Evolving National Policies*, Proceedings of the American Society of International Law, 1990, p. 283 à 287

« La frontière maritime unique : problèmes théoriques et problèmes pratiques », *1 Rev. Jur. Afr.* 31-44 (1991)

Report on the Regime for High Seas Fisheries: Status and Prospects prepared for the United Nations Office for Ocean Affairs and the Law of the Sea, May 1991 (40 p.), publié ensuite comme document des Nations Unies

Rapport sur les plaintes des Innus du Labrador à la Commission canadienne des droits de la personne, 18 août 1993 (76 p.)

« The Gulf of Maine Case (1984) », « Delimitation Problems in Canada (Juan de Fuca, Dixon Entrance) », « Special Problems Relating to Fisheries in the EEZ: Canadian Perspective » et « The Pacific Salmon & Herring Case (1989) », Pharand et Leanza ed. – *The Continental Shelf and the Exclusive Economic Zone (Le plateau continental et la zone économique exclusive)* (1993) 119-127, 159-169, 309-317, 375-378

*Law, Policy and International Justice: Essays in Honour of Maxwell Cohen*, publié avec William Kaplan (1993)

« International Dispute Settlement under the Canada-United States Free Trade Agreement », dans Kaplan & McRae ed. *Law, Policy and International Justice: Essays in Honour of Maxwell Cohen*, (1993) 186-204

« Arctic Sovereignty: Loss by Dereliction? », *22 Northern Perspectives* 4-9 (1994-1995)

« Justice for All? Dispute Settlement under NAFTA », dans Hodges ed., *The Impact of NAFTA: Economies in Transition* (1995) (travaux d'un symposium tenu à la London School of Economics and Political Science, le 28 septembre 1994) 9-27

« The Globalism-Regionalism Debate and International Trade », *Proceedings of the Canadian Council on International Law*, 1995, p. 73 à 79, réimprimé dans Le Bouthillier, McRae et Pharand, eds., *Selected Papers in International Law Contribution of the Canadian Council on International Law (Textes choisis en droit international : contribution du Conseil canadien de droit international)* (1999)

« From Sovereignty to Jurisdiction: The Implications for States of the WTO », dans Buchanan ed., *WTO and Asia-Pacific*, 1996, 37-58

« The Emerging Appellate Jurisdiction in International Trade Law », *Proceedings of the Canadian Council on International Law (Travaux du Conseil canadien de droit international)* 1996, 23-36

« The Contribution of International Trade Law to the Development of International Law », *Recueil des cours* vol. 260, 103-237 (1996)

« Electronic Technologies and Customary International Law », Proceedings of the 1997 Hague Joint Conference of the American Society of International Law and the Nederlandse Vereniging voor Internationaal Recht, « Contemporary International Law Issues: New Forms, New Applications » 326-329 (1997)

« La délimitation des espaces maritimes », 26 *Annuaire de droit maritime et océanique*, 259-276 (1998)

« The Emerging Appellate Jurisdiction in International Trade Law », dans Cameron et Campbell eds., *Dispute Resolution in the WTO* (1998) 98-110

*Compendium of the First 25 Years of the Canadian Council on International Law* (1998), publié avec Donat Pharand et Yves LeBouthillier

« Crafting Mechanisms for the Settlement of International Trade Disputes: WTO and NAFTA as Models », dans Schoenbaum, Makagawa et Reif eds., *Trilateral Perspectives on International Legal Issues: From Theory Into Practice*, 331-346 (1998)

« Trade and the Environment: Development of WTO Law », 9 *Otago Law Review*, 221-238 (1998)

« Geography, Biology and Politics: The Complexities of the Pacific Salmon Dispute », dans Canada-U.S. Border Issues, *Proceedings of the Reddin Symposium* (1999), 10-19

« The WTO in International Law: Tradition Continued or New Frontier? », 3 *J. Int'l Econ. L.* 27-41 (2000)

« GATT Article XX and the WTO Appellate Body », dans Bronckers et Quick eds., *New Directions in International Economic Law: Essays in Honour of John H. Jackson* (2000), 219-236

« The Negotiation of the 1999 Pacific Salmon Agreement », 27 *Canada-United States L.J.* 267-278 (2001)

*Report to the Canadian Human Rights Commission on the Treatment of the Innu of Labrador by the Government of Canada* (26 mars 2002), avec le professeur Constance Backhouse

« Trade and the Environment: The Issue of Transparency », dans Markell et Knox, publié, *Greening NAFTA: The North American Commission for Environmental Cooperation*, 237-255 (2003)

*Comment on Claus-Dieter Ehlermann's Presentation on « The Role and Record of the Dispute Settlement Panels and the Appellate Body of the WTO »*, 6 *J. Int'l Econ. L.* 709-717 (2003)

« Trade and the Environment: Competition, Cooperation or Confusion? », 41 *Alberta L.R.* 745-760 (2003)

« What is the Future of WTO Dispute Settlement? », 7 *J. Int'l Econ. L.* 3-21 (2004)

*Les traités et la transition: objectif: une pêche durable sur la côte du Pacifique du Canada*, avril 2004 (avec Peter Pearse)

**Éditorial**

Rédacteur, Otago Law Review 1965-1968 (Vol. 1)

Adjoint du rédacteur en chef, Canadian Yearbook of International Law (Annuaire canadien de droit international), 1974-1992

Rédacteur en chef, Canadian Yearbook of International Law (Annuaire canadien de droit international), 1992 (Vol. 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40 publiés)

Membre du Conseil de rédaction, Cambridge Studies in International and Comparative Law (Cambridge University Press), depuis 1994

Membre du Conseil de rédaction, Journal of International Economic Law (Oxford University Press), depuis 1998

Membre du Conseil de rédaction, Boletín Mexicano de Derecho Comparado (Instituto de Investigaciones Jurídicas, UNAM), depuis 2000

Membre du Conseil consultatif de rédaction, New Zealand Yearbook of International Law, depuis 2003

## **Teodor Viorel Melescanu (Roumanie)**

[Original : anglais]

### **Candidat roumain à la Commission du droit international en 2006**

Né le 10 mars 1941 à Brad, Comté de Hunedoara (Roumanie)

Situation de famille : marié, un enfant

### **Qualifications universitaires**

- 1959-1964 Faculté de droit de Bucarest
- 1964-1966 Hautes études universitaires en relations internationales, Université de Bucarest
- 1967-1970 Institut universitaire des hautes études internationales, Genève
- 1973 Doctorat en droit international, Université de Genève

### **Carrière de chercheur et universitaire**

- 1973 Membre de l'Association du droit international et des relations internationales – ADIRI – Bucarest
- 1991 Membre de l'Institut roumain d'études politiques, Bucarest
- 1992 Professeur de droit international à l'Université de Bucarest
- 2002 Vice-président de l'Association du droit international et des relations internationales, Bucarest

### **Membre de la Commission du droit international (1997-2006)**

- Président de la Commission du droit international en 2004
- Président du Groupe de travail pour l'élaboration de commentaires sur le projet d'articles sur la responsabilité des États (2002)
- Membre des groupes de travail sur la nationalité en relation avec la succession d'États; les réserves aux traités; la protection diplomatique; les actes unilatéraux des États; la responsabilité internationale pour les conséquences préjudiciables découlant d'activités qui ne sont pas interdites par le droit international; la responsabilité des États
- Membre des comités de rédaction sur la responsabilité des États; les réserves aux traités; la protection diplomatique et les actes unilatéraux des États

### **Carrière diplomatique**

- Septembre 1966-août 1990 Diplomate au Ministère des affaires étrangères; promotions successives jusqu'au rang d'ambassadeur

Août 1990-mai 1991	Sous-Secrétaire d'État, Ministère des affaires étrangères; Secrétaire d'État, Ministère des affaires étrangères
Novembre 1992-novembre 1996	Ministre d'État, Ministère des affaires étrangères

### **Carrière politique**

Décembre 1996-2000	Président de la Commission des affaires étrangères, Sénateur du Comté de Prahova au Sénat de Roumanie
Janvier 2001	Vice-président du Parti national libéral, chargé des relations extérieures
Novembre 2004	Vice-président du Sénat de Roumanie, Parlement de Roumanie

### **Carrière juridique**

- A ouvert, en 1994, un cabinet spécialisé dans la consultation juridique internationale à Bucarest.
- A créé en 2003 un cabinet en association avec Cristian Sava, avocat, à Bucarest.

### **Auteur d'ouvrages spécialisés**

*La responsabilité politique pour les dommages nucléaires* – thèse de doctorat, Genève, 1973

*L'Organisation internationale du Travail*, Bucarest, Editura Politica, 1974

*Les institutions européennes*, École nationale de sciences politiques et d'administration publique, Bucarest, 1993

*Le droit des institutions communautaires*, Université de Bucarest, 1995

*Pour un nouvel ordre politique*, Iassy, Editura Polirom, 2000

*Droit international public*, Université de Bucarest, 1994, et une nouvelle édition révisée en 2002

*La renaissance de la diplomatie roumaine*, Cluj, Editura Dacia, 2002

### **Coauteur d'ouvrages spécialisés**

*Charte des Nations Unies, Commentaire article par article*, Éditions Economica, Paris, 2005

*Dictionnaire diplomatique*, Bucarest, Editura Politica, 1973 et 1979

*Agenda international*, Bucarest, 1973

*Désarmement et désengagement militaire en Europe*, Bucarest 1973

### **Articles et études récents**

*Moldova, The Second Romanian State*, n° 2/1992, Venise (Italie)

*Democracy and Market Economy: The Irreversible Options of Romania*, Asahi Shimbun, 11.05.1993, Tokyo (Japon)

*Security in Central Europe: a Positive-Sum Game*, « *Revista NATO* » n° 5, octobre 1993 (Bureau d'information et de presse de l'OTAN, 1110 Bruxelles (Belgique))

*A Memorable Moment in Romanian History*, *Business World*, n° 14 (847) 24-30 janvier 1994

*Romania's Option for Integration with the West: Historical and Present Grounds*, *Journal roumain des affaires internationales*, vol. I, n° 1-2/1995

*The National Security of Romania: Priorities and Legitimate Concerns*, *Central European Issues*, n° 1, automne 1995

*The Institutional Mechanics of Romania's Foreign policy after 1990*, *Studia Politica*, *Revue roumaine de sciences politiques*, vol. I, n° 2/2001

*A New Role for the International Court of Justice in Preventing Local Conflicts*, *EuroAtlantic Studies*, n° 1/2001, Université de Bucarest

*Globalisation and International Terrorism*, *The Romanian Journal of European Studies*, n° 1/2002

*Public International Economic Law; Principles and Institutions Regulating International Economic Relations*, *Euro-Atlantic Studies*, n° 4/2002

*Legal Aspects of Romania's Adherence to NATO*, in *Euro-Atlantic Studies*, n° 1/2003

*Parteneriatul pentru Pace și rolul său în admiterea României în NATO*, *Alma Mater Porolissensis*, n° 10/2002

**Djamchid Momtaz (République islamique d'Iran)**

[Original : anglais]

**Renseignements personnels**

Né le 18 juin 1942.

Professeur de droit international à la faculté de droit et de sciences politiques de l'Université de Téhéran depuis 1974.

Conseiller juridique auprès du Ministère des affaires étrangères de la République islamique d'Iran depuis 1984.

Membre associé de l'Institut de droit international.

Membre de la Commission du droit international de l'ONU depuis 2000.

Membre du Groupe de conseillers internationaux du Comité international de la Croix-Rouge de 2004 à 2007.

Membre du Conseil d'administration de l'Académie de droit international de La Haye de 2004 à 2010.

**Diplômes et titres**

Licence de droit public, faculté de droit et d'économie de l'Université de Paris (1966).

Diplôme de l'Institut d'études politiques de l'Université de Paris, section relations internationales (1968).

Doctorat d'État en droit public, faculté de droit, d'économie et de sciences sociales de l'Université de Paris II (1971).

**Postes d'enseignant à l'étranger**

Assistant à l'Université de Paris X (Nanterre) de 1969 à 1974.

Professeur invité à l'Institut des hautes études internationales de Paris : 1975-1976 et 1987-1988.

Professeur invité à l'Université de Paris X (Nanterre) : 1985-1986, 1990-1991 et 1992-1993.

Professeur invité à l'Université de Grenoble II (Mendès-France) : 1989-1990.

Professeur invité à l'Université de Paris XI (Jean Monnet) : 1995-1996, 1997-1998.

Professeur invité à l'Université de Paris XIII (Villetaneuse) : 1995-1996, 1997-1998 et 1999-2000.

Professeur invité à l'Université de Caen (Basse-Normandie) : 1998-1999, 1999-2000 et 2003-2004.

Professeur invité à l'Université de Paris I (Panthéon-Sorbonne) : 2000-2001 et 2004-2005.

Professeur invité à l'Institut des hautes études internationales de Genève : 1990-1991.

Professeur invité à l'Université de Stockholm : 2000.

Série de conférences données au Centre interuniversitaire de hautes études de Dubrovnik (Yougoslavie) en 1984, 1987, 1988, 1990 et 1991.

Conférences données pour les programmes de bourses dans le domaine du droit international, ONU/UNITAR, La Haye, juillet-août 1991.

Conférences sur le droit international et les armes de destruction massive données à l'Institut de droit public international et des relations internationales, Université Aristote, Salonique (Grèce), vingt-quatrième session annuelle, septembre 1996.

Conférences sur la Cour pénale internationale à l'Institut de droit public international et des relations internationales, Université Aristote, Salonique (Grèce), vingt-septième session annuelle, septembre 1999.

Conférences sur le droit international humanitaire, Programme d'enseignement militaire à l'Institut international de droit humanitaire, San Remo (Italie), octobre 2000.

Cours sur le droit international humanitaire applicable dans les conflits armés non internationaux, Académie de droit international de La Haye, 2001.

Conférences sur la protection des civils dans les conflits armés, Institut de droit public international et des relations internationales, Université Aristote, Salonique (Grèce), trentième session annuelle, septembre 2002.

Conférences sur la protection des civils et des personnes déplacées, organisées par l'Organisation internationale pour les migrations, Université du Rosario, Bogota (Colombie) et Université du Nicaragua, Managua, mars 2004.

#### **Participation à des conférences et à des colloques universitaires**

Participation à un colloque intitulé « Aspects de la politique étrangère de l'Iran et de la France », organisé par le Centre d'études de politique étrangère de Paris et le Centre des hautes études internationales de l'Université de Téhéran, Paris, 6 et 7 février 1976; présentation d'une étude sur l'Iran et le droit international, publiée par le Centre d'études internationales de l'Université de Téhéran, octobre 1976.

Participation à un colloque sur le golfe Persique et l'océan Indien, organisé par le Centre d'études internationales de l'Université de Téhéran, Abadan, 26 et 27 février 1977; présentation d'une étude sur les détroits de l'océan Indien et les grandes puissances, publiée par le Centre d'études internationales de l'Université de Téhéran, septembre 1977.

Membre du Groupe d'experts sur le droit humanitaire applicable dans les conflits armés en mer en vue de l'application du Plan d'action pour la promotion du droit des conflits armés en mer, Institut international de droit humanitaire, San Remo (Italie) (réunions : Genève, 1993, et Livourne, 1994).

Membre du Comité d'experts juristes sur l'application à l'échelle nationale de la Convention sur les armes chimiques, Université De Paul, faculté de droit, Chicago (Illinois), La Haye, 1994.

Participation au Programme universitaire de l'Organisation des Nations Unies sur le multilatéralisme et le système des Nations Unies, 1990-1995.

Participation à un séminaire sur la protection internationale des réfugiés, organisé par le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, Ispahan, 8-10 janvier 1995; présentation d'une étude sur les droits de l'homme et les réfugiés.

Participation à la trentième session annuelle de l'Institut du droit de la mer (Hawaïi), qui s'est tenue à Al Aïn (Émirats arabes unis) en mai 1996; présentation d'une étude sur la protection juridique de l'environnement dans le cadre des Conventions de La Haye et de Genève.

Participation à la trente et unième session annuelle de l'Institut du droit de la mer (Miami), 1998; présentation d'une étude sur le détroit d'Ormuz.

Membre d'un Groupe d'experts sur le processus de délimitation des frontières maritimes, Division des affaires maritimes et du droit de la mer, Bureau des affaires juridiques, Organisation des Nations Unies, New York, 7-9 avril 1999.

Membre d'un Groupe d'experts sur la protection humanitaire dans les conflits armés non internationaux, Institut international de droit humanitaire, San Remo (Italie), 1999.

Participation à un colloque d'experts sur les droits de l'homme et l'environnement, organisé conjointement par le Programme des Nations Unies pour l'environnement et le Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, Genève, janvier 2002.

#### **Sociétés savantes**

Membre de la Société française pour le droit international.

Membre du Comité de la neutralité maritime de l'Association du droit international.

Membre de l'Institut international de droit humanitaire, San Remo (Italie).

Membre du Conseil scientifique de la revue *Espaces et ressources maritimes*, publiée par le Centre d'études et de recherches sur le droit des activités maritimes, Institut du droit de la paix et du développement, Université de Nice-Sophia Antipolis (France).

Membre du Comité d'édition de l'*Annuaire de droit international humanitaire*, Institut T. M. C. Asser (Pays-Bas).

Membre honoraire de l'Institut de droit public international et des relations internationales de Salonique (Grèce).

#### **Postes occupés**

Directeur du Centre d'études internationales, Université de Téhéran, de 1979 à 1982.

Membre du Comité directeur du Comité international de la Croix-Rouge (CICR), étude sur le droit international coutumier, 1996-2004.

Membre de la Commission pour le règlement des différends en matière de confidentialité, Organisation pour l'interdiction des armes chimiques, 1999-2004.

### **Missions officielles dans le cadre de conférences internationales et régionales**

Membre de la délégation iranienne à la troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer (de la deuxième à la onzième session), 1974-1982.

Membre de la délégation iranienne aux sessions annuelles du Comité consultatif juridique afro-asiatique, 1974 (Téhéran), 2000 (Le Caire), 2002 (Abuja), 2003 (Séoul) et 2004 (Bali).

Membre de la délégation iranienne à la Commission préparatoire de l'Autorité internationale des fonds marins et du Tribunal international du droit de la mer (de la deuxième à la onzième session), 1984-1993.

Membre de la délégation iranienne pour les négociations de paix entre l'Iran et l'Iraq, 1988-1989.

Membre de la délégation iranienne à la Conférence internationale pour la protection des victimes de la guerre, Genève, 1993.

Membre de la délégation iranienne à la Commission préparatoire de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (quatrième session), La Haye, 1993.

Membre du Groupe d'experts intergouvernementaux chargé d'étudier les moyens de promouvoir le droit international humanitaire et d'en assurer l'application, Genève, 1995.

Membre de la délégation iranienne à la Conférence des Nations Unies sur les stocks de poissons dont les déplacements s'effectuent tant à l'intérieur qu'au-delà de zones économiques exclusives (stocks chevauchants) et les stocks de poissons grands migrateurs, deuxième session, New York, 1993, et sixième session, New York, 1996.

Membre de la délégation iranienne de la quarante-quatrième à la cinquante-neuvième session de l'Assemblée générale des Nations Unies (Sixième Commission).

Représentant de la République islamique d'Iran lors de l'audience publique tenue par la Cour internationale de Justice (CIJ) concernant la *Licéité de l'utilisation des armes nucléaires par un État dans un conflit armé*, novembre 1995.

Membre de la délégation iranienne à la Conférence diplomatique de plénipotentiaires des Nations Unies sur la création d'une Cour pénale internationale, Rome, 15 juin-17 juillet 1998.

Participation à la réunion de consultation d'experts gouvernementaux sur l'emblème de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, Genève, 31 août-2 septembre 1999.

Conseil et avocat de la République islamique d'Iran dans l'affaire des plates-formes pétrolières (*République islamique d'Iran c. États-Unis d'Amérique*), arrêt du 6 novembre 2003.

### **Ouvrages collectifs en français et en anglais traitant du droit international**

« Les problèmes de la délimitation du plateau continental du golfe Persique », dans : *Essays on International Law*, vingtième anniversaire, volume commémoratif publié par le secrétariat du Comité consultatif juridique afro-asiatique, New Delhi, 1976.

« L'évolution du droit de la mer de la Conférence de Genève de 1958 à celle de 1975 », dans : *Droit de la mer*, éd. A. Pédone, Paris, 1977.

« The High Sea », dans : *Handbook on the New Law of the Sea*, sous la direction de R. J. Dupuy et D. Vignes, chap. 7, vol. I, Académie de droit international de La Haye, Nijhoff, 1991.

« Les forces navales et l'impératif de sécurité dans la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer », dans : *Essays on the Law of the Sea*, sous la direction de B. Vukas, Zagreb, 1985.

« Le statut juridique du golfe Persique », dans : *The Legal Regime of Enclosed or Semi-Enclosed Seas: The Particular Case of the Mediterranean*, sous la direction de B. Vukas, Zagreb, 1988.

« Le statut juridique du Chatt al-Arab », dans : *Actualités juridiques et politiques en Asie*, éd. A. Pédone, Paris, 1988.

« La Commission préparatoire de l'Autorité internationale des fonds marins et du Tribunal international du droit de la mer », dans : *Droit de la mer 2*, éd. A. Pédone, Paris, 1990.

« Les obligations des investisseurs pionniers enregistrés par la Commission préparatoire de l'Autorité internationale des fonds marins et du Tribunal international du droit de la mer », dans : *Essays on the New Law of the Sea*, n° 2, sous la direction de B. Vukas, Zagreb, 1990.

« The Inherent Right of Individual Self-Defence in the Iran-Iraq War », dans : *The Politics of Aggression*, sous la direction de F. Rajaei, University Press of Florida, 1993.

« A Commentary on Iranian Practice in the Iran-Iraq War (1980-1988) and the Law of Naval Warfare », sous la direction de Andrea de Guttry et Natalino Ronzitti, Cambridge, Grotius Publications Ltd, 1993.

« La juridiction larvée des États côtiers sur les stocks de poissons chevauchants et grands migrateurs situés au-delà de leurs zones économiques », dans : *Proceedings of the Qatar International Law Conference, 1994: International Legal Issues Arising under the United Nations Decade of International Law*, sous la direction de Najeeb Al Nauimi et Richard Messe, éditions Martinus Nijhoff Publishers, 1995.

« Le régime de transfert des substances chimiques dans la Convention sur l'interdiction des armes chimiques », dans : *Convention on the Prohibition and Elimination of Chemical Weapons: a Breakthrough in Multilateral Disarmament*, sous la direction de Daniel Bardonnet, éditions Martinus Nijhoff Publishers, 1995.

« The United Nations and the Protection of the Environment: from Stockholm to Rio de Janeiro », *Political Geography*, vol. 15, n° 3 et 4, 1996.

« Les Nations Unies et les commissions d'établissement des faits », dans : *Proceedings of the United Nations Congress of Public International Law (13-17 mars 1995), International Law as a Language for International Relations*, Kluwer International Law, 1996.

« The Implementation of Security Council Resolution 598 », dans : *Iranian Perspectives on the Iran-Iraq War*, sous la direction de Farhang Rajaei, University Press of Florida, 1997.

« Nuclear Weapon-Free Zones in Africa and Asia », dans : *Essays on International Law, fortieth anniversary*, volume commémoratif établi par le secrétariat du Comité consultatif juridique afro-asiatique, New Delhi, 1997.

« National Measures to Implement International Humanitarian Law », dans : *Report of the Special Meeting on the Inter-related Aspects between the International Criminal Court and International Humanitarian Law*, Téhéran, 5 mai 1997, établi par le secrétariat du Comité consultatif juridique afro-asiatique, New Delhi, 1997.

« The United Nations and the Protection of the Environment », dans : *United Nations at Work*, sous la direction de Martin Ira Glassner, éditions Praeger, 1998.

« Intervention des États-Unis dans les affaires iraniennes et la requête de l'Iran devant le Tribunal des différends irano-américains », dans : *Sanctions unilatérales, mondialisation du commerce et ordre juridique international, à propos des lois Helms-Burton et d'Amato-Kennedy*, sous la direction de Habib Ghérari et Sandra Szureck, CEDIN, Paris X Nanterre, Cahiers internationaux, Montchrestien, 1998.

« Le droit international des armes de destruction massive », dans *International Law at the Turn of the Century: Thesaurus Acroasium*, vol. XXVII, Publications Sakkoulas, Salonique, 1998.)

« Le recours à l'arme nucléaire et la protection de l'environnement : l'apport de la Cour internationale de Justice », dans : *International Law, the International Court of Justice and Nuclear Weapons*, sous la direction de Laurence Boisson de Chazournes et Philippe Sands, Cambridge University Press, 1999.

« A Study of Multilateralism in Iran: the United Nations and the Iran-Iraq Conflict », dans : *Multilateralism in Multinational Perspective: Viewpoints from Different Languages and Literatures*, sous la direction de James P. Sewell, United Nations University Press, 2000.

« La piraterie en haute mer et les infractions liées aux activités maritimes », dans : *Droit international pénal*, sous la direction de H. Ascensio, E. Decaux et A. Pellet (CEDIN, Paris X), éd. A. Pédone, Paris, 2000.

« War Crimes in Non-International Armed Conflict under the Statute of the International Criminal Court », dans : *Yearbook of International Humanitarian Law*, vol. 2, 1999.

« La compatibilité des sanctions du Conseil de sécurité avec le droit international humanitaire », dans : *United Nations Sanctions and International Law*, sous la direction de Vera Gowlland, Kluwer Law International, La Haye/Londres/Boston, 2001.

« La libre navigation à l'épreuve des conflits armés », dans : *La mer et son droit, mélanges offerts à Laurent Lucchini et Jean-Pierre Quéneudec*, éd. A. Pédone, Paris, 2003.

« Did the Court Miss an Opportunity to Denounce the Erosion of the Principle Prohibiting the Use of Force? », dans : *Yale Journal of International Law Symposium, Reflections on the ICJ's Oil Platforms Decision*, vol. 29, n° 2, été 2004.

### Articles sur le droit international (en français)

- « Le fond des mers et des océans : dernière frontière de l'homme », dans : *Après-demain*, n° 149, Paris, décembre 1972.
- « Vers un nouveau régime juridique des pêcheries adjacentes », dans : *Revue générale de droit international public*, t. 78, Paris, 1974.
- « Partager équitablement un patrimoine commun », dans : *Le Monde*, Paris, 20 juin 1974.
- « Du droit de passage dans le détroit de Tiran », dans : *Revue égyptienne de droit international*, vol. 30, 1974.
- « La question des détroits à la troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer », dans : *Annuaire français de droit international*, vol. XX, Paris, 1974.
- « La mer et l'égalité entre les États », dans : *Iranian review of international relations*, n° 2, Téhéran, 1975.
- « Le régime de la navigation dans le canal de Suez », dans : *Iranian review of international relations*, n°s 5 et 6, Téhéran, 1976.
- « Les ressources biologiques de l'océan Indien : un nouvel enjeu économique », dans : *Iranian review of international relations*, n° 8, Téhéran, 1976.
- « Une convention pour la protection du golfe Persique contre la pollution », dans : *Iranian review of international relations*, n°s 11 et 12, Téhéran, 1978.
- « Le droit international dans un monde hétérogène », dans : *Iranian review of international relations*, n°s 13 et 14, Téhéran, 1979.
- « Le droit, la justice et les tyrans », dans : *Le Monde*, Paris, 29 novembre 1979.
- « La Commission préparatoire de l'Autorité internationale des fonds marins et du Tribunal international du droit de la mer », dans : *Annuaire français de droit international*, vol. XXX, 1984.
- « La délimitation du plateau continental du golfe Persique », dans : *Collection espaces et ressources maritimes*, n° 3, Presses Universitaires de France, 1988.
- « La Convention sur la répression d'actes illicites contre la sécurité de la navigation maritime », dans : *Annuaire français de droit international*, vol. XXXIV, 1988.
- « La frontière irano-iraquienne dans le Chatt al-Arab », dans : *Iranian Journal of International Relations*, vol. 1, Téhéran, 1989.
- « La protection de l'environnement marin du golfe Persique et de la mer d'Oman », dans : *Collection espaces et ressources maritimes*, n° 4, Presses Universitaires de France, 1990.
- « Le statut juridique de la mer Caspienne », dans : *Collection espaces et ressources maritimes*, n° 5, éd. A. Pédone, Paris, 1991.
- « Les règles relatives à la protection de l'environnement au cours des conflits armés à l'épreuve du conflit entre l'Iraq et le Koweït », dans : *Annuaire français de droit international*, vol. XXXVII, 1991.

« La conservation et la gestion des stocks de poissons chevauchants et grands migrateurs », dans : *Collection espaces et ressources maritimes*, n° 7, éd. A. Pédone, Paris, 1993.

« Le statut juridique de certaines îles éparses du golfe Persique : Abou Moussa et les Petite et Grande Tumb », dans : *Collection espaces et ressources maritimes*, n° 8, Paris, 1994.

« Les interprétations discordantes des dispositions de la Convention de Montego Bay : tracé des lignes de base droites et passage des navires de guerre dans la mer territoriale », dans : *Collection espaces et ressources maritimes*, n° 9, éd. A. Pédone, Paris, 1995.

« L'Accord relatif à la conservation et à la gestion des stocks de poissons chevauchants et grands migrateurs », dans : *Annuaire français de droit international*, vol. XLI, 1995.

« Quel régime pour la mer Caspienne? », dans : *Collection espaces et ressources maritimes*, n° 10, éd. A. Pédone, Paris, 1996.

« La délégation par le Conseil de sécurité de l'exécution de ses actions coercitives aux organisations régionales », dans : *Annuaire français de droit international*, vol. XLIII, 1997.

« Les règles humanitaires minimales applicables en période de troubles et de tensions internes », dans : *Revue internationale de la Croix-Rouge*, n° 831, septembre 1998.

« La lutte contre l'introduction clandestine de migrants par mer », dans : *Annuaire du droit de la mer*, t. IV, éd. A. Pédone, Paris, 1999.

« L'intervention d'humanité de l'OTAN au Kosovo et la règle du non-recours à la force », dans : *Revue internationale de la Croix-Rouge*, n° 837, mars 2000.

« Le droit international humanitaire applicable aux conflits armés non internationaux », dans : *Recueil des cours de l'Académie de droit international*, t. 292, 2001, éditions Martinus Nijhoff Publishers, La Haye/Boston/Londres, 2002.

« La compétence complémentaire de la Cour pénale internationale à l'épreuve des lois d'amnistie inconditionnelle », dans : *Die Friedens-Warte (Journal of International Peace Organization) Inhalt*, 78 (2003) 1 Heft 1 BWV (Berliner Wissenschafts Verlag) GmbH, 2003.

« L'engagement des États à "faire respecter" le droit international humanitaire par les parties aux conflits armés », dans : *Collegium*, n° 30, été 2004, Collège de l'Europe.

**Bernd H. Niehaus (Costa Rica)**

[Original : anglais]

Date de naissance: 14 avril 1941

**Études**

## Postuniversitaires :

- 1973 Diplôme d'études supérieures (DES) de droit international  
 Doctorat en droit international  
 Université de Strasbourg (France)
- 1973 Diplôme de droit international et de droit comparé des droits  
 de l'homme  
 Institut international des droits de l'homme René Cassin,  
 Strasbourg (France)

## Universitaires :

- 1967-1972 Licence (L.L.B.) de droit  
 Université du Costa Rica
- 1959-1960 Étude de droit  
 Université de Bonn  
 République fédérale d'Allemagne
- 1960-1966 Études et diplôme d'économie et de science politique  
 Universités de Bonn, Hambourg et Cologne  
 République fédérale d'Allemagne

## Secondaires :

- 1958 Baccalauréat  
 Colegio Seminario  
 San José (Costa Rica)

## Primaires :

- 1953 École Buenaventura Corrales  
 San José (Costa Rica)

**Langues** Espagnol, allemand, anglais, français**Expérience professionnelle**

- Depuis 2002 Ambassadeur du Costa Rica en République fédérale  
 d'Allemagne  
 Berlin (République fédérale d'Allemagne)
- 1998-2002 Ambassadeur, Représentant permanent du Costa Rica près  
 l'Organisation des Nations Unies (ONU)  
 New York (États-Unis d'Amérique)
- 2002-2001 Vice-président du Conseil économique et social, ONU  
 New York
- 1998 Représentant du Costa Rica au Conseil de sécurité, ONU  
 New York

1990-1994	Ministre des affaires étrangères et du culte Costa Rica
1988-1990	Secrétaire général aux affaires étrangères Parti démocrate chrétien Costa Rica
1980-1982	Ministre des affaires étrangères et du culte Costa Rica
1978-1980	Vice-ministre des affaires étrangères et du culte Costa Rica
1974-1998	Professeur de droit international public et privé Université du Costa Rica
1975-1976	Professeur de droit international Institut des relations internationales Université nationale, Heredia (Costa Rica)
1974-1998	Juriste praticien et notaire public Cofondateur du cabinet d'avocats et notaires Niehaus, actuellement dénommé « Niehaus & Niehaus »
1974 jusqu'à présent	Éditorialiste dans la presse costaricienne spécialisé dans les questions de droit et de politique internationales
1963-1966	Attaché culturel à l'ambassade du Costa Rica en République fédérale d'Allemagne, Bonn

**Georg Nolte (Allemagne)**

[Original : anglais]

Né le 3 octobre 1959 à Bonn (Allemagne)

**Carrière universitaire**

Depuis décembre 2004	Professeur de droit public, notamment de droit international public et de droit européen, faculté de droit, Université Ludwig-Maximilian, Munich
Avril-décembre 2004	Doyen de la faculté de droit de l'Université de Göttingen
Septembre 2003-mars 2004	Visiting Fellow, All Souls College, Oxford
Février 2004	Professeur invité, Université Paris II (Panthéon-Assas), Institut des hautes études internationales
Depuis mai 2000	Membre suppléant de la Commission européenne pour la démocratie par le droit (Commission de Venise du Conseil de l'Europe)
Octobre 1999-décembre 2004	Professeur de droit public allemand et comparé et de droit international public, faculté de droit, Université de Göttingen
Juillet 1992-septembre 1999	Maître de conférences, Institut Max Planck de droit international public et de droit public comparé, Heidelberg
Janvier-juin 1992	Senior Fellow, Centre d'études internationales, faculté de droit, New York University
Février 1991	Doctorat en droit, Université de Heidelberg
Octobre 1990-juin 1991	Chargé de cours, Faculté de droit, Université de Leipzig
Janvier 1987-janvier 1992	Chargé de cours, Institut Max Planck de droit international public et de droit public comparé, Heidelberg
Décembre 1986	Diplôme d'études avancées de droit
Octobre 1992	Diplôme de droit
1977-1982	Études de droit, Université libre de Berlin et Université de Genève (1978-79)

**Activités connexes et sociétés savantes**

Membre suppléant de la Commission européenne pour la démocratie par le droit (Commission de Venise du Conseil de l'Europe)

Membre du Groupe de recherche sur la paix et les conflits, Cellule de planification des politiques, Ministère fédéral des affaires étrangères (Allemagne)

Membre du Conseil d'administration de la Société internationale de droit militaire et de droit de la guerre

Vice-Président de la Société allemande de droit militaire et de droit humanitaire

Membre des sociétés savantes suivantes : American Society of International Law (Société américaine de droit international), Vereinigung der deutschen Staatsrechtslehrer (Association des professeurs allemands de droit public), Société européenne de droit international, Deutsche Gesellschaft für Völkerrecht (Société allemande de droit international), International Law Association.

## **Publications en droit international et droit comparé**

### **Monographies (comme auteur ou coordonnateur)**

*European and US Constitutionalism* (sous la direction de), Éditions du Conseil de l'Europe, collection Sciences et techniques de la démocratie, n° 37, 254 pages, 2005

*Der Mensch und seine Rechte – Grundlagen und Brennpunkte der Menschenrechte zu Beginn des 21. Jahrhunderts*, Göttingen (Wallstein), 204 pages, 2004 (en codirection avec Hans-Ludwig Schreiber)

*The Welfare State, Globalization, and International Law*, Berlin u.a. (Springer Verlag), 448 pages, 2003 (en codirection avec Eyal Benvenisti)

*United States Hegemony and the Foundations of International Law*, Cambridge (Cambridge University Press), 531 pages, 2003 (en codirection avec Michael Byers)

*European Military Law Systems*, coordonnateur, Berlin (de Gruyter), 908 pages, 2003

*Eingreifen auf Einladung – Zur völkerrechtlichen Zulässigkeit des Einsatzes fremder Truppen im internen Konflikt auf Einladung der Regierung* (Intervention sur invitation : l'emploi de la force par des troupes étrangères invitées par le Gouvernement dans les conflits internes en droit international), Berlin (Springer Verlag), 699 pages, 1999

*Beleidigungsschutz in der freiheitlichen Demokratie – Eine vergleichende Untersuchung zur Rechtslage in der Bundesrepublik Deutschland, den Vereinigten Staaten von Amerika sowie nach der Europäischen Menschenrechtskonvention* (La diffamation et le droit dans les États démocratiques : analyse comparée du traitement de la diffamation en droit allemand, en droit américain et sous le régime de la Convention européenne des droits de l'homme), Berlin (Springer), 294 pages, 1992

### **Chapitres d'ouvrages et articles**

*European and US Constitutionalism – Comparing Essential Elements*, dans *European and US Constitutionalism* (sous la direction de G. Nolte), Strasbourg (Éditions du Conseil de l'Europe), collection Sciences et techniques de la démocratie, n° 37 2005, p. 9 à 24

*Lawmaking through the Security Council*, dans *Developments of International Law in Treaty-Making* (sous la direction de Rüdiger Wolfrum/Volker Röben), Berlin (Springer), 2005, p. 237 à 243

Germany, dans : *Party Autonomy: Constitutional and International Law Limits in Comparative Perspective* (sous la direction de George A. Bermann), Huntington (Juris), 2005, p. 167 à 194.

*Verfassungsvertrag für Europa*, dans *Gesetz und Vertrag I, Mitteilungen der Akademie der Wissenschaften zu Göttingen* (sous la direction de Okko Behrends/Christian Starck), Göttingen (Vandenhoeck und Ruprecht), 2004, p. 151 à 166

*Messias oder Machiavell? Die Menschenrechtspolitik der USA*, dans *Der Mensch und seine Rechte – Grundlagen und Brennpunkte der Menschenrechte zu Beginn des 21. Jahrhunderts* (sous la direction de Georg Nolte/Hans-Ludwig Schreiber), Göttingen (Wallstein), 2004, p. 86 à 107

*Guantanamo und Genfer Konventionen: Eine Frage der lex lata oder de lege ferenda?*, dans *Krisensicherung und Humanitärer Schutz* (Gestion des crises et protection humanitaire), Mélanges en l'honneur de Dieter Fleck (sous la direction de Horst Fischer, Ulrike Froissart, Wolff Heintschel von Heinegg, Christian Raap), Berlin, 2004, p. 393 à 404

*Preventive Use of Force and Preventive Killings: Moves into a Different Legal Order*, dans *Theoretical Inquiries in Law* 5 (2004), p. 111 à 129; publié aussi en allemand : *Weg in eine andere Rechtsordnung*, dans *Die Stärke des Rechts gegen das Recht des Stärkeren* (sous la direction de Dieter S. Lutz/Hans J. Gießmann), Baden-Baden, 2003, p. 187 à 196; et dans *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 10 janvier 2003, p. 8 (sous le titre de *Weg in eine andere Rechtsordnung – Vorbeugende Gewaltanwendung und präventive Tötungen*); et dans *Der Irak-Krieg und das Völkerrecht* (sous la direction de Kai Ambos/Jörg Arnold), Berlin, 2004, p. 303 à 321 (sous le titre de *Vorbeugende Gewaltanwendung und gezielte Tötungen: Der Weg in eine andere Rechtsordnung*)

*Die USA und das Völkerrecht*, dans *Die Friedens-Warte* 2/3 (2003) (*Journal of International Peace and Organization*), p. 119 à 140

Introduction intitulée *Challenges to the Welfare State in an Era of Globalization*, dans *The Welfare State, Globalization, and International Law* (sous la direction de Eyal Benvenisti/Georg Nolte), Berlin, 2003, VII-XXII (avec Eyal Benvenisti)

*The Role of Non-Governmental Organizations in the International Labor Organization*, dans *The Welfare State, Globalization, and International Law* (sous la direction de Eyal Benvenisti/Georg Nolte), Berlin, 2003, p. 321 à 341 (avec Sergey Lagodinsky)

*Gleichheit und Nichtdiskriminierung: Zwei Seiten einer Medaille?*, dans *Gleichheit und Nichtdiskriminierung im nationalen und internationalen Menschenrechtsschutz* (sous la direction de Rüdiger Wolfrum), Berlin (Springer Verlag), 2003, p. 253 à 272

Conclusion intitulée *A Historical Question and Contemporary Responses*, dans *United States Hegemony and the Foundations of International Law* (sous la direction de Michael Byers/Georg Nolte), Cambridge, 2003, p. 491 à 514

*The United States and the International Criminal Court*, dans *Unilateralism and U.S. Foreign Policy – International Perspectives* (sous la direction de David M. Malone/Yuen Foong Khong), Boulder, 2003, p. 71 à 94

*De Dionisio Anzilotti à Roberto Ago – Le droit international classique de la responsabilité internationale et la prééminence de la conception bilatérale des*

*relations interétatiques*, dans *Obligations multilatérales, droit impératif et responsabilité internationale des États* (sous la direction de Pierre-Marie Dupuy), Paris, 2003, p. 5 à 23 (voir ci-dessous la version originale anglaise)

*European Military Law Systems: Summary and Recommendations*, dans *European Military Law Systems* (sous la direction de Georg Nolte), Berlin, 2003, p. 1 à 17 (avec Heike Krieger)

*European Military Law Systems: General Comparative Report*, dans *European Military Law Systems* (sous la direction de Georg Nolte), Berlin, 2003, p. 19 à 182 (avec Heike Krieger)

*Military Law in Germany*, dans *European Military Law Systems* (sous la direction de Georg Nolte), Berlin, 2003, p. 337 à 426 (avec Heike Krieger)

*Germany: Ensuring Political Legitimacy for the Use of Military Forces by Requiring Constitutional Accountability*, dans *Democratic Accountability and the Use of Force in International Law* (sous la direction de Charlotte Ku/Harold K. Jacobson), Cambridge, 2003, p. 231 à 253

*From Dionisio Anzilotti to Roberto Ago – The Classical Law of State Responsibility and the Traditional Primacy of a Bilateral Conception of Inter-State Relations*, dans *European Journal of International Law* 5 (2002), 1983-1998 (voir ci-dessus pour la version en français de cet ouvrage)

*Article 2 (7) (Duty of Non-Intervention)*, dans *The Charter of the United Nations – Commentary* (sous la direction de Bruno Simma), Oxford, 2<sup>e</sup> édition, 2002, p. 148 à 171

*Die Kompetenzgrundlage der Europäischen Gemeinschaft zum Erlass eines weitreichenden Tabakwerbeverbots*, dans *Neue Juristische Wochenschrift* 16 (2000), p. 1144 à 1148

*The Single Superpower and the Future of International Law, Remarks at the 94th Annual Meeting of the American Society of International Law*, dans *American Society of International Law (ASIL) Proceedings*, 2000, p. 65 à 67

*Constitutional Implications of German Participation in Treaty Regimes*, dans *Delegating State Powers: The Effect of Treaty Regimes on Democracy and Sovereignty* (sous la direction de Thomas M. Franck), Transnational Publishers, 2000, p. 261 à 277

*Intolerant Democracies*, dans *Democratic Governance and International Law* (sous la direction de Gregory H. Fox/Brad Roth), Cambridge, 2000, p. 389 à 435 (avec Gregory H. Fox), version révisée de *Intolerant Democracies*, dans *Harvard International Law Journal* 36 (1995), p. 1 à 70 (voir plus bas)

*The Limits of the Security Council's Powers and its Functions in the International Legal System: Some Reflections*, dans *The Role of Law in International Politics, Essays in International Relations and International Law* (sous la direction de Michael Byers), Oxford, 2000, p. 315 à 326

*Kosovo und Konstitutionalisierung: zur humanitären Intervention der NATO-Staaten*, dans *Zeitschrift für ausländisches öffentliches Recht und Völkerrecht* 59 (1999), p. 941 à 960

*Werbefreiheit und Europäische Menschenrechtskonvention*, dans *Rabels Zeitschrift für ausländisches und internationales Privatrecht* 63 (1999), p. 507 à 519

*Die Herausforderung für das deutsche Recht der Akteneinsicht durch Europäisches Verwaltungsrecht*, dans *Die Öffentliche Verwaltung* 52 (1999), p. 363 à 374

*Investigating Powers of the International Tribunal for the Former Yugoslavia vis-à-vis States and High Government Officials*, Mémoire d'Amicus Curiae communiqué au Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie par l'Institut Max Planck de droit international public et de droit comparé dans l'affaire *Le Procureur c. Tihomir Blaskic*, dans *Max-Planck-Yearbook of United Nations Law* 1 (1997), p. 349 à 398 (avec Jochen A. Frowein, Karin Oellers-Frahm et Andreas Zimmermann)

"Moselle", dans *Encyclopedia of Public International Law* (sous la direction de R. Bernhardt), vol. 3, Amsterdam, 1997, p. 465 à 468, (d'abord publié dans *Encyclopedia of Public International Law* (sous la direction de R. Bernhardt), vol. 12, Amsterdam, 1990, p. 228 à 230)

"Soldaten sind Mörder" – *Europäisch betrachtet*, dans *Archive für Presserecht* 27 (1996), p. 313 à 323

*Fox and Nolte Response*, dans *Harvard International Law Journal* 37 (1996), p. 238 à 242 (avec Gregory H. Fox)

*Intolerant Democracies*, dans *Harvard International Law Journal* 36 (1995), p. 1 à 70 (avec Gregory H. Fox)

"Ems-Dollard", dans *Encyclopedia of Public International Law* (sous la direction de R. Bernhardt), vol. 2, Amsterdam, 1995, p. 78 à 80 (d'abord publié dans *Encyclopedia of Public International Law* (sous la direction de Rudolf Bernhardt), vol. 12, Amsterdam, 1990, p. 98 à 100)

"European Commission and Court of Human Rights, Inter-State Applications", dans *Encyclopedia of Public International Law, Revised Library Edition* (sous la direction de Rudolf Bernhardt), vol. 2, Amsterdam, 1995, p. 144 à 154 (avec Stefan Oeter)

*Sine qua non: Die Organisation der Vereinten Nationen im Geflecht der Instrumente und Mechanismen zur internationalen Krisenbewältigung*, dans *Sicherheitspolitisches Symposium Balkankonflikt* (sous la direction de W. Puehs/Th. Weggel/C. Richter), Baden-Baden, 1994, p. 57 à 71

*Bundeswehreinsätze in kollektiven Sicherheitssystemen – Zum Urteil des Bundesverfassungsgerichts vom 12. Juli 1994*, dans *Zeitschrift für ausländisches öffentliches Recht und Völkerrecht* 54 (1994), p. 652 à 685

*Die "neuen Aufgaben" von NATO und WEU: Völker- und verfassungsrechtliche Fragen*, dans *Zeitschrift für ausländisches öffentliches Recht und Völkerrecht* 54 (1994), p. 95 à 123

*Combined Peacekeeping: ECOMOG and UNOMIL in Liberia*, dans *International Peacekeeping* 1 (1994), p. 42 à 45

*General Principles of German and European Administrative Law – A Comparison in Historical Perspective*, dans 57 (1994) *The Modern Law Review*, p. 191 à 212, traduit en chinois par le professeur Yu An (Beijing) dans *Studies in Administrative Law (National Academic Journal, Beijing, Chine)*, 1 (1994), p. 75 à 86

*Die rechtliche Stellung der Minderheiten in Ungarn*, dans *Das Minderheitenrecht europäischer Staaten* (sous la direction de Jochen A. Frowein/Rainer Hofmann/Stefan Oeter), Berlin, 1993 (*Beiträge zum ausländischen öffentlichen Recht und Völkerrecht*, vol. 108), p. 501 à 536

*The Good Offices of the Secretary General*, dans *United Nations, Divided World – The UN's Role in International Relations* (sous la direction d'Adam Roberts/Benedict Kingsbury), Oxford, 2<sup>e</sup> édition, 1993, p. 143 à 182 (avec Thomas M. Franck)

*Restoring Peace by Regional Action – International Legal Aspects of the Liberian Conflict*, dans *Zeitschrift für ausländisches öffentliches Recht und Völkerrecht* 53 (1993), p. 603 à 637

*Case Note, Court of Justice, Case 12/86, Meryem Demirel v. Stadt Schwäbisch Gmünd, Judgment of 30 September 1987*, dans *Common Market Law Review* 25 (1988), p. 403 à 415

*Völkerrechtliche Praxis der Bundesrepublik Deutschlands im Jahre 1986*, dans *Zeitschrift für ausländisches öffentliches Recht und Völkerrecht* 48 (1988), p. 270 à 341

#### **Sous presse**

*Sovereignty as Responsibility?*, dans *Proceedings of the 99th Annual Meeting of the American Society of International Law*, 2005 (version allemande : *Zum Wandel des Souveränitätsbegriffs*, dans *Frankfurter Allgemeine Zeitung* du 6 avril 2005, p. 8)

*Le droit international face au défi américain* (Institut des hautes études internationales : cours et travaux), Paris (Pédone), 2005

*Towards a Human Rights Mechanism for Kosovo: The Proposals of the Venice Commission of the Council of Europe*, dans *Festschrift für Christian Tomuschat*, 2006

*Practice of the UN Security Council with respect to Humanitarian Law*, dans *Festschrift für Jost Delbrück*, 2005

*Is the Nature of the International Legal System Changing?*, dans *Austrian Review of International and European Law*, 2005

*European and U.S. Constitutionalism* (sous la direction de), Cambridge University Press), 2005

*Secession and External Intervention*, dans *Secession and International Law* (sous la direction de Marcelo G. Kohen), Cambridge (Cambridge University Press), 2005

*Ne bis in idem*, dans *Handbuch der Grundrechte in Deutschland und Europa* (sous la direction de D. Marten/H.-J. Papier), vol. V, 2006

*Europäische Wehrrechtssysteme als Ausgangspunkte für europäische Streitkräftestrukturen*, dans *Neue Zeitschrift für Wehrrecht*, 2005, p. 89 à 100

### Recensions d'ouvrages

Finnemore, Martha, *The Purpose of Intervention, Changing Beliefs on the Use of Force*, Ithaca et Londres (Cornell University Press), 2004, dans *European Journal of International Law* 16 (2005), p. 167 à 169

Dahm, Georg/Delbrück, Jost/Wolfrum, Rüdiger, *Völkerrecht*, vol. I/2 et I/3, Berlin *et al.*, 2<sup>e</sup> édition révisée, 2002, dans *Juristenzeitung* 59 (2004), p. 139

Vitzthum, Wolfgang Graf (sous la direction de), *Völkerrecht*, Berlin *et al.*, 2001, dans *Juristenzeitung* 56 (2001), p. 1132 sqq.

*Enforcing Restraint. Collective Intervention in International Conflicts*, New York, 1993, dans *Zeitschrift für ausländisches öffentliches Recht und Völkerrecht* 55 (1995), p. 238

Ehrenzeller, Bernhard, *Legislative Gewalt und Außenpolitik*, Bâle, 1993, dans *Zeitschrift für ausländisches öffentliches Recht und Völkerrecht* 55 (1995), p. 234

*NATO: The Founding of the Atlantic Alliance and the Integration of Europe* (sous la direction de F. Heller/J. Gillingham), New York (St. Martins Press), 1992, dans *Zeitschrift für ausländisches öffentliches Recht und Völkerrecht* 53 (1993), p. 471

Hilderbrand, Robert C., *Dumbarton Oaks – The Origins of the United Nations and the Search for Postwar Security*, Chapel Hill (The University of North Carolina Press), 1990, dans *Zeitschrift für ausländisches öffentliches Recht und Völkerrecht* 53 (1993), p. 467

### Contributions signées à des avis de la Commission de Venise du Conseil de l'Europe

(seul ou en collaboration avec d'autres auteurs; voir aussi <<http://Venice.coe.int>>)

CDL-AD(2004)043 : Avis sur la proposition d'amendement de la Constitution de la République de Moldova (introduction de requêtes individuelles auprès de la Cour constitutionnelle)

CDL-AD(2004)035 : Avis sur le projet de loi constitutionnelle fédérale sur les modifications et les compléments à apporter à la loi constitutionnelle fédérale sur la Cour constitutionnelle de la Fédération de Russie

CDL-AD(2004)033 : Avis sur les droits de l'homme au Kosovo : Établissement éventuel de mécanismes de contrôle

CDL-AD(2004)011 : Avis Amicus Curiae sur le rapport entre liberté d'expression et diffamation en cas d'imputations diffamatoires de faits non avérés, demandé par le Tribunal constitutionnel géorgien

CDL-AD(2003)018 : Avis sur la nécessité éventuelle d'un développement des Conventions de Genève

CDL-AD(2003)015 : Avis conjoint final sur le Code électoral de la République d'Azerbaïdjan par le Bureau des institutions démocratiques et des droits de l'homme (BIDDH) de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe et la Commission européenne pour la démocratie par le droit (Commission de Venise, Conseil de l'Europe) *et* CDL(2003)054

CDL-AD(2003)002 : Avis sur le projet de Constitution de la République tchétchène

CDL(2002)131 : Preliminary Assessment of the Draft Election Code of the Republic of Azerbaijan *et* CDL(2002)136 : Comments on the Draft Election Code of the Republic of Azerbaijan

CDL-AD(2002)013 : Lignes directrices en matière électorale

CDL-AD(2002)027 : Avis sur la loi relative à l'organisation et au déroulement des rassemblements de la République de Moldova *et* CDL(2002)122 : Comments on the Law on Assemblies of the Republic of Moldova

CDL-AD(2002)011 : Avis sur le « Projet de proposition de règlement intérieur de l'Assemblée de la République de Macédoine » *et* CDL(2002)083

CDL(2002)046 : Comments of the Venice Commission's Working Group on the amended Draft Constitutional Law on Regulation of the Exercise of Human Rights and Freedoms in the Republic of Azerbaijan

CDL(2002)005 : Opinion on the Draft Law on the Agency of Bosnia and Herzegovina for Information and Protection

CDL(2001)107 : Ukraine: Preliminary Comments on the Law on Elections of People's Deputies

CDL(2001)085 : Opinion on the Draft Law on the Establishment of the Federation of Bosnia and Herzegovina Intelligence and Security Service

CDL(2001)047 : Opinion on the Bill on the Regulation and Functioning of the Parliamentary Investigation Commissions of the Republic of Albania

CDL(2002)025rev : Draft Opinion: Draft Law on the Constitutional Court of the Republic of Azerbaijan *et* CDL(2002)023, CDL-INF (2001)028 *et* CDL(2001)110

CDL(2000)091 : Draft Law on the Organisation and Functioning of the Council of Ministers of the Republic of Albania

CDL(2000)063 : Loi de la République d'Azerbaïdjan relative aux élections législatives

CDL(2000)057 : Revision of the Constitution of the Federation of Bosnia and Herzegovina, Preliminary Opinion on the Issue of Shared Competences

CDL-INF(2000)017 : Loi de la République d'Azerbaïdjan relative aux élections législatives

**Bayo Ojo (Nigéria)**

[Original : anglais]

Date de naissance : 24 novembre 1956  
 Lieu de naissance : Nigéria  
 Situation de famille : Marié, père de deux enfants

**Formation**

1974-1977 Licence de droit (LLB) avec mention, Université de Lagos (Nigéria)  
 1977-1978 École de droit du Nigéria, Lagos, appelé au barreau  
 1981 Certificat de rédaction juridique, Royal Institute of Public Administration, Londres  
 1981-1982 Maîtrise de droit (LL.M.), London School of Economics and Political Science, Université de Londres  
 Mars 1998 Diplôme d'arbitrage commercial international, Chartered Institute of Arbitrators, Londres  
 Juin 1998 Membre (*Fellow*) du Chartered Institute of Arbitrators, Londres  
 Mai 2002 Arbitre agréé du Chartered Institute of Arbitrators, Londres

**Expérience professionnelle**

Depuis 1978 Pratique du droit de l'insolvabilité et de l'arbitrage commercial international

**Affiliations**

1991 Membre du Tribunal national électoral pour l'État du Delta, Nigéria  
 1991-1992 Membre du Conseil de l'enseignement juridique du Nigéria  
 Vice-Président national de l'Association du barreau nigérian  
 1997 Président du Tribunal d'appel électoral de l'État de Kwara  
 1999-2005 Président du Conseil d'assistance judiciaire du Nigéria  
 Depuis 2000 Membre de l'Ordre des avocats du Nigéria (l'organe de réglementation de la profession juridique le plus important du Nigéria)

**Appartenance à des organes professionnels**

Institute of Petroleum, Londres

Law Society of England and Wales

Association internationale du barreau

Royal Institute of Public Administration, Londres

Pan African Council de la London Court of International Arbitration

Chartered Institute of Arbitrators, Londres (*Fellow*)

National Bar Association of America (membre honoraire)

Association mondiale de juristes, New York

**Participation à des conférences professionnelles récemment tenues**

- |      |   |
|------|---|
| 1991 | Conférence de l'Association internationale du barreau, Cannes (France)  |
| 1993 | Atelier sur l'énergie et la protection de l'environnement, Washington   |
| 1996 | Conférence de l'Association internationale du barreau, Berlin (Allemagne)   |
| 1997 | Atelier sur la pratique de l'arbitrage, Sunningdale, Working (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord)          |
| 1997 | Conférence sur l'arbitrage d'Afrique australe, Johannesburg (Afrique du Sud)  |
| 1997 | Atelier sur l'arbitrage dans les transports et l'aviation, Hambourg (Allemagne)   |
| 1997 | Conférence de l'Association internationale du barreau, New Delhi  |
| 1997 | Conférence de l'Association mondiale de juristes, Qatar (Émirats arabes unis)   |
| 1997 | Conférence annuelle du Chartered Institute of Arbitrators, Cambridge (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord)  |
| 1998 | Conférence sur le droit des affaires de l'Association internationale du barreau, Vancouver (Canada)                         |
| 1998 | Conférence annuelle du Chartered Institute of Arbitrators, Birmingham (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord) |
| 1999 | Conférence de l'Association internationale du barreau, Barcelone (Espagne)  |
| 1999 | Conférence régionale de l'Association internationale du barreau, Accra  |
| 1999 | Sommet sur la privatisation des entreprises en Afrique, Accra   |

2000	Conférence du millénaire du Chartered Institute of Arbitrators, Londres
2000	Conférence du Chartered Institute of Arbitrators sur les mécanismes extrajudiciaires de règlement des différends, Londres
2000	Conférence de l'Association internationale du barreau, Amsterdam
2000	Conférence générale annuelle du Chartered Institute of Arbitrators, Dublin
2000	Cours sur la médiation du Chartered Institute of Arbitrators, Londres
2000	Sommet sur les télécommunications, Lisbonne
2000	Conférence pétrolière régionale de l'Association internationale du barreau, Abuja
2000	Atelier d'arbitrage sur les questions pétrolières, Lagos
2000	Conférence : Possibilités d'investissement dans le secteur pétrolier du Nigéria, Londres
2000	The 8 <sup>th</sup> Global Arbitration Forum, Genève
2001	Conférence de la Journée mondiale de l'arbitrage, Mexico
2001	Conférence régionale de l'Association internationale du barreau, Nairobi
2001	Conférence générale annuelle du Chartered Institute of Arbitrators, Édimbourg (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord)
2002	Sommet sur les télécommunications, Accra
2002	Conférence du Conseil international pour l'arbitrage commercial
Septembre 2002	Colloque du London Court of International Arbitration (LCIA) sur l'intervention judiciaire dans le cadre de l'arbitrage commercial international, Londres

#### **Affaires d'insolvabilité récemment traitées**

1991	Tinu Shina Industrial Projects Ltd. Administrateur au règlement judiciaire de la Trade Bank Plc
1994	Pharmatek Industrial Projects Ltd. Administrateur au règlement judiciaire de la Bank of Industry Ltd.
1995	Sax Nigeria Limited. Administrateur au règlement judiciaire de Trade Bank Plc et de Continental Bank Plc
	Nigeria Airways Limited. Membre de la Commission d'inspection instaurée à des fins de liquidation judiciaire
2005	National Fertilizer Company of Nigeria Limited. A représenté le personnel de la compagnie à des fins de liquidation judiciaire

### **Contributions récentes**

- « Investment Opportunities in Africa: The Nigerian Perspective », allocution prononcée lors de la Conférence de l'Association internationale du barreau, Vancouver (Canada), 1998
- « Essentials of Arbitration », conférence donnée lors du cours d'introduction sur l'arbitrage organisé par le Centre régional d'arbitrage commercial international de Lagos, Abuja (Nigéria), 2000
- « Lawyers in Arbitration », allocution prononcée lors de la Conférence annuelle de l'Association du barreau nigérian, Abuja (Nigéria), 2000
- « Privatization in Africa: The Nigerian Perspective », allocution prononcée lors de la Conférence de l'Association internationale du barreau, Amsterdam, septembre 2000
- « Alternative Dispute Resolution – Avoiding Needless Litigation », allocution prononcée lors de la NBA Port-Harcourt Law Week, 2000
- « Contractors' Claims and Multiparty Arbitration », allocution prononcée lors du Séminaire de l'Institute of Construction Industry Arbitrators, Port-Harcourt, 2001
- « Essentials of an Award », conférence donnée au Chartered Institute of Arbitrators, cours d'admission 2002 à la section du Nigéria, Lagos (Nigéria)

### **Centres d'intérêt**

Lecture, bénévolat et golf

### **Le cabinet juridique**

Bayo Ojo est le partenaire principal du cabinet juridique Bayo Ojo & Co., qui existe depuis 25 ans. La firme est spécialisée dans les questions pétrolières, les télécommunications, l'aviation, l'arbitrage et l'insolvabilité. Elle est également active dans les domaines du contentieux et du droit commercial et des entreprises.

Le 13 juillet 2005, Bayo Ojo a été nommé Procureur général et Ministre de la justice du Nigéria par le Président et commandant en chef de l'armée, M. Olusegun Obasanjo, Grand Commandeur de l'ordre de la République fédérale du Nigéria.

**Guillaume Pambou-Tchivounda (Gabon)**

[Original : anglais]

**État civil**

Prénom : Guillaume  
 Âge : 57 ans  
 Adresse : voir plus bas  
 Situation de famille : marié

**Études**

1969-1970 : Baccalauréat, Centre de Libreville (Gabon)  
 1970-1976 : Licence en droit – option droit public, faculté de droit et de sciences économiques de l'Université de Montpellier (France), avec mention  
 1975-1976 : D.E.S. – option droit public, faculté de droit et de sciences économiques de l'Université de Montpellier (France), avec mention  
 1978 : Doctorat d'État en droit, faculté de droit et de sciences économiques de l'Université de Montpellier, avec mention  
 1978 : Doctorat d'État en sciences politiques, faculté de droit et de sciences économiques de l'Université de Montpellier, avec mention  
 1983 : Agrégation de droit public : concours français

**Formation postuniversitaire**

1973 : Auditeur au Collège universitaire d'études fédéralistes en Vallée d'Aoste (Italie)  
 1976 : Auditeur à l'Académie de droit international de La Haye (Pays-Bas) – session droit public  
 Auditeur à l'Institut international des droits de l'homme de Strasbourg (France)  
 1982 : Auditeur à l'Académie de droit international de La Haye – session droit public

**Distinctions universitaires**

1970-1974 : Lauréat de la faculté de droit et de sciences économiques de l'Université de Montpellier  
 – Premier prix de droit constitutionnel  
 – Premier prix de droit international

1978 : Lauréat de la faculté de droit et de sciences économiques de l'Université de Montpellier : prix de thèse

### **Activités pédagogiques au Gabon et à l'étranger**

1975-1978 : Assistant à la faculté de droit et de sciences économiques de l'Université de Montpellier : droit administratif et droit international public

1976 : Assistant à l'Institut européen des hautes études internationales de l'Université de Nice (France) – option : relations internationales

1978-1980 : Maître-assistant à la faculté de droit et de sciences économiques de l'Université de Libreville (Gabon)

– Cours magistral : relations internationales

– Travaux dirigés : droit administratif et droit international

1980-1983 : Maître-assistant à la faculté de droit et de sciences économiques :

– Université de Paris XII (France) (travaux dirigés de droit administratif)

– Université de Rouen (France) (cours magistral de droit communautaire européen et de relations internationales; travaux dirigés de droit constitutionnel et de droit international)

1983-1989 : Professeur agrégé à l'Université de Libreville

– Cours de droit international public (annuel) en quatrième année de licence de droit

– Cours de droit administratif (annuel) en deuxième année de licence de droit

– Cours de relations internationales (semestriel en première année de licence de droit)

– Cours de sociologie politique (semestriel en première année de licence de droit)

Été 1998 : Directeur d'études pour la section de langue française de l'Académie de droit international de La Haye (Pays-Bas)

### **Sociétés savantes**

Membre de la Société française pour le droit international

Membre de l'International Law Association (branche française)

Membre de la Société de législation comparée

## **Titres honorifiques**

Chevalier de l'ordre de la Pléiade

## **Fonctions officielles au Gabon**

- 1987-1991 : Conseiller spécial du Président de la République du Gabon auprès du Ministère des affaires étrangères pour les questions juridiques, les conventions et les relations internationales
- 1991-2003 : Conseiller personnel du Président de la République du Gabon chargé de la francophonie
- Depuis 1993 : Représentant personnel du Président de la République du Gabon auprès du Comité permanent de la francophonie
- Depuis 2003 : Représentant personnel du Président de la République du Gabon

## **Missions officielles à l'étranger**

Membre de la délégation gabonaise à la Conférence des Nations Unies pour l'adoption de la Convention sur le droit des traités entre États et organisations internationales ou entre organisations internationales à Vienne (Autriche) du 18 février au 21 mars 1986

Membre de la délégation gabonaise aux sessions ordinaires du Conseil des ministres et de la Conférence des chefs d'État et de l'OUA de 1987 à 1991

Chef de la délégation gabonaise aux cinquante-deuxième et cinquante-troisième sessions ordinaires du Conseil des ministres de l'OUA du 3 au 9 juillet 1990

Membre de la délégation gabonaise à la quatrième session ordinaire du Comité de révision de la Charte de l'OUA en janvier 1989

Membre de la délégation gabonaise aux sessions ordinaires de l'Assemblée générale des Nations Unies de 1987 à 2001

Membre de la délégation gabonaise à la session du Comité ad hoc sur la création d'une cour pénale internationale à New York (États-Unis) en 1995

Membre de la délégation gabonaise aux sessions de médiation des Nations Unies sur le différend frontalier entre la République du Gabon et la République de Guinée équatoriale de 2003 à 2005.

## **Activités au sein de l'Organisation de l'Unité africaine et de l'Organisation des Nations Unies**

Président du Sous-Comité des experts juristes et cartographes du Comité ad hoc de l'OUA pour le différend frontalier Tchad-Libye (1987-1990)

Rapporteur de la Commission juridique à la quarante-quatrième session de l'Assemblée générale des Nations Unies

Membre du Groupe de travail intergouvernemental d'experts sur les droits de l'homme des migrants (Commission des droits de l'homme des Nations Unies de 1997 à 1999)

Expert-Conseiller de l'OUA pour la rédaction de la Déclaration de Syrte sur l'unité africaine du 5 février au 5 mars 2000

Membre de la Commission du droit international des Nations Unies depuis 1992

## **Publications et travaux réalisés**

### **Ouvrages**

La Conférence au sommet – contribution à l'étude des institutions des relations internationales, Paris 1980, L.G.D.J., 452 pages.

Essai sur l'État africain postcolonial, Paris, L.G.D.J., 165 pages

La Charte des Nations Unies (sous la direction de J.-P. Cot et A. Pellet), Paris, 1985, Economica, 1 553 pages

Éléments de la pratique gabonaise en matière de traités internationaux (en collaboration avec M. J.-B. Moussavou), Paris, 1986, L.G.D.J., 191 pages

Les Cours suprêmes en Afrique (sous la direction de G. Conac), Paris, 1988, Economica, trois volumes

Dictionnaire encyclopédique de droit, Afrique, Paris, 1990, Bordas, six volumes

Les grandes décisions de la jurisprudence administrative du Gabon, Paris, Pédone, 1994, 646 pages

Pour un recyclage du français : contribution à l'édition personnalisée du dictionnaire français Le Robert, 2004 pour le Gabon

Constitutions des États membres francophones (en cours)

Dix années de jurisprudence constitutionnelle au Gabon (en cours)

## **Articles et notes publiées**

### **Droit constitutionnel**

« Essai sur le Premier Ministre africain », dans *R.J.P.I.C.*, 1978 n° 3, p. 237

« Le serment politique en Afrique noire contemporaine », dans *R.J.P.I.C.*, 1981 n° 3, p. 796

« Une juridiction constitutionnelle au Gabon », dans *Les Cours suprêmes en Afrique*, vol. 3, p. 96

« Rôle de la société civile dans l'instauration de l'état de droit », dans *R.J.P.I.C.*, 2004, n° 2, p. 142

« De l'universalité de la démocratie », dans *L'Union*, 11 novembre 2002

**Finances publiques**

Cour des comptes du Gabon, dans *R.J.P.I.C.*, 1980 n° 2, p. 600

**Droit administratif****Français**

« Recherche sur l'urgence en droit administratif français », dans *R.D.P.*, 1983, p. 81

« Note sous C.E. Ass » 29 juillet 1983, commune de Roquevaire, dans *D.* 1984, J. 195

« Note sous C.E. Sect » 14 mai 1984, *Ministre des transports c. Association de défense des intérêts des propriétaires de Taillefer et du Chatelard*, dans *D.* 1985, J.389

« Note sous C.E. Sect » 14 mai 1984, *Ministre des transports c. Association de défense des intérêts des propriétaires de Taillefer et du Chatelard*; dans *A.J.D.A.*, 1985, p. 704

« Note sous C.E. Sect » 5 octobre 1984, Khalifa Bendjeddou; dans *D.* 1985, J. 389

« Note sous C.E. Sect » 20 février 1985, Pieragnolo, dans *D.* 1985, J. 342

« Note sous C.E. Sect » 3 octobre, Régie départementale des passages d'eau de la Charente-Maritime c. *le Comité d'action et de défense des intérêts oléronais*, dans *D.* 1987, J. 104

« Note sous C.E. » 7 janvier 1987, *Ministre de l'intérieur c. Iburguren Aguirre*; dans *D.* 1987, J. 274

« Note sous C.E. » 19 octobre 1988, Pasanau, dans *D.* 1989, J. 147

**Africain**

« Note sous Chambre administrative », Cour suprême du Gabon, 3 février 1978, *Bittini c. État gabonais*, dans *Recueil Penant*, 1980 n° 765, p. 327

« Le délégué ministériel au Gabon », dans *Recueil Penant*, 1980 n° 767, p. 49

« Note sous Chambre administrative », Cour suprême du Gabon, 6 avril 1979, *C.C.A.F. c. État gabonais*, dans *Recueil Penant*, 1980 n° 768, p. 163

« Note sous Chambre administrative », Cour suprême du Congo, 20 mai 1977, *Kayouloud*, dans *Recueil Penant*, 1982 n° 776, p. 58

« Note sous Chambre administrative », Cour suprême du Gabon, 4 juillet 1980 dans *Mourou Louis c. État gabonais*, dans *Recueil Penant*, 1985 n° 788 et 780, p. 363

« Note sous Chambre administrative », Cour suprême du Gabon, 28 janvier 1983, dans *Moubele-Mouckala c. État gabonais*, dans *Recueil Penant*, 1986 n° 790 et 791, p. 141

« Note sous Chambre administrative », Cour suprême du Gabon, 28 mars 1986, dans *Ignace Bibang c. État gabonais*, dans *Recueil Penant*, 1987 n° 793, p. 124

« Note sous Chambre administrative », Cour suprême du Gabon, 26 février 1988, *Kuentz Anziano c. État gabonais*, dans *Recueil Penant*, 1989 n° 801, p. 528

« Note sous Chambre administrative », Cour suprême du Gabon, 24 mars et 28 mai 1988, dans *Taylor c. État gabonais*, dans *Recueil Penant*, 1990 n° 802, p. 129

« Note sous Chambre administrative », Cour suprême du Gabon, 24 février 1989, *Nzue Nkoghe Martin c. État gabonais*, dans *Recueil Penant*, 1992 n° 808, p. 75

### **Droit international et relations internationales**

« La France devant la Cour de La Haye, dans l'*Europe en formation* 1975 n° 180, p. 20

« Un nouvel ordre économique international », dans l'*Europe en formation* 1975 n° 185 et 186, p. 15

« Dialogue Nord-Sud ou dialogue de sourds? », dans l'*Europe en formation* 1976 n° 193, p. 10

« Le timbre-poste en droit international », dans *Journal du droit international* 1980 n° 1, p. 48

« La non-participation du Libéria au sommet économique de l'OUA – Essai d'interprétation juridique », dans *R.J.P.I.C.* 1980 n° 3, p. 161

« Le traité d'amitié et de coopération entre l'U.R.S.S. et la République populaire du Congo », dans *Journal du droit international* 1982 n° 1, p. 99

« Prospectives des intégrations régionales du tiers monde », dans *Journal du droit international* 1984 n° 2, p. 280

« Le droit international de l'interprétation des traités à l'épreuve de la jurisprudence », dans *Journal du droit international* 1986 n° 3, p. 267

« L'interdiction de déverser des déchets toxiques dans le tiers monde : le cas de l'Afrique », dans *A.F.D.I.* 1988, p. 709

The Consultative Function of the International Court of Justice in the Framework of the Implementation of International Treaties (La fonction consultative de la Cour internationale de Justice dans le cadre de l'application des traités internationaux), dans *Hellenic Review of International Law*, décembre 1999, p. 1

### **Compte rendu de lecture**

Ouvrage de M. Lunda Bululu : La conclusion des traités en droit constitutionnel zaïrois, dans *Revue internationale de droit comparé*, 1986 n° 1, p. 272

### **À paraître**

Des principes fondamentaux du mythe de la paix, dans *Études en hommage à Jacqueline Morand-Deville*, Paris, L.G.D.J., 2006

Réalité de l'état de droit en Afrique, dans *Rencontres de Cotonou 29-30 septembre et 1<sup>er</sup> octobre 2005 sur l'évaluation de la Déclaration de Bamako sur la démocratie, les droits et libertés dans l'espace francophone*, sous la direction de l'Organisation internationale de la francophonie, 2006.

## **Alain Pellet (France)**

[Original : français et anglais]

Professeur à l'Université de Paris X – Nanterre

Membre et ancien Président de la Commission du droit international des Nations Unies

Né le 2 janvier 1947 à Paris (XVI)

Situation de famille : marié, 4 enfants

### **Études supérieures**

- Agrégation de droit public et de sciences politiques (1974)
- Doctorat d'État de droit public (1974 – Université de Paris II)
- D. E. S. de sciences politiques (1969 – faculté de droit et des sciences économiques de Paris)
- D. E. S. de droit public (1969 – faculté de droit et des sciences économiques de Paris)
- Auditeur à l'Académie de droit international de La Haye (session de droit public, 1967, 1969 et 1971)
- Diplôme de l'Institut d'études politiques de Paris (« Sciences-Po ») (1968 – section du service public)
- Licence en droit public (1968 – faculté de droit et des sciences économiques de Paris)

### **Langues étrangères**

- Anglais (lu, parlé, écrit)
- Italien (lu et parlé, notions)

### **Fonctions exercées à l'université**

#### **Université de Paris X – Nanterre**

Professeur (1990- )

Cours :

- Licence (droit international public)
- Maîtrise (droit international public approfondi; droit international du développement)
- DEA (droit international de l'économie; Les rapports de système en droit international; Contentieux international)

Directeur du Centre de droit international de Nanterre (CEDIN) (1991-2001)

Responsable du DEA puis du master 2 (recherche) de droit des relations économiques internationales et communautaires (1991- ).

Membre du Conseil d'UFR (1995-2003)

Président de la Commission de spécialistes de droit public (1998- )

**Institut d'études politiques de Paris (« Sciences-Po »)**

Professeur (1980-1999)

Cours :

- Le cadre juridique de la vie internationale (1989-1999)
- Droit international spécial (1990-1991)
- Le cadre juridique de la vie économique internationale (1980-1990)

Maître de conférence (droit international, section des relations internationales) (1972-1975 et 1977-1981)

Directeur de séminaire (de relations internationales avec Marcel Merle) (1970-1975)

**Université de Paris-Nord, faculté de droit et de sciences politiques**

Professeur (1977-1990)

Cours :

- Droit international public (licence)
- Droit international du développement (maîtrise)
- Droit institutionnel communautaire (maîtrise)
- Droit international de l'économie (DEA de droit public et DEA de droit des affaires)
- Contentieux administratif international (DEA de droit public)

Directeur du Groupe d'étude et de recherche « Droit international, économie et développement » (GERDIED)

Membre du Conseil de faculté (1978-1982 et 1987-1990)

Assesseur du doyen (1981-1982)

Président de la Commission de spécialistes de droit public et de sciences politiques (1985-1990)

Membre du Conseil de l'Université (1979-1986) et du Conseil scientifique (1986-1990)

Délégué aux relations internationales de l'Université (1978-1982)

**Université René Descartes (Paris V)**

Cours et séminaires en droit international du développement (1978-1988)

**École nationale d'administration (E. N. A.)**

Cours de « cadrage » de relations internationales : « Le tiers monde face au droit international » (1984-1985)

Membre du jury du concours d'entrée (1980 et 1981) et du concours de sortie (1982)

**Université de Paris II, Institut des hautes études internationales**

Cours :

- « Droit international, désarmement et développement » (1979-1980)
- « Les problèmes posés par la codification du droit de la responsabilité internationale » (1994-1995)

**École nationale d'administration d'Alger**

Professeur (1975-1977)

Cours :

- Droit international public général
- Droit des organisations internationales

**Université de Constantine**

Professeur (1974-1977)

Cours :

- Droit international public
- Droit international du développement
- Droit pétrolier

**Faculté de droit de Paris, puis Université de Paris II**

Chargé de travaux dirigés (1968-1969) puis assistant (1969-1974)

**Professeur invité, missions de courte durée, conférences**

- Université de Singapour (2004)
- Universidad del Rosario, Bogota (2004)
- Universidad Centroamericana, Managua (2004)
- Université Carlos III, Madrid (2002)
- Université Waseda, Tokyo (2001)
- Université de Nottingham (2000)
- Université Humboldt, Berlin (2000)
- Université de Miskolc (Hongrie, 2000, 2001)
- Université d'Helsinki (2000)

- Haut Collège d'Économie, Moscou (1999)
- Faculté de droit d'Édimbourg (1999)
- Universités de São Paulo (USP), Brasilia (Université catholique, UnB, Instituto Rio Branco), Belo Horizonte (UFMG) et Rio de Janeiro (PUC/RJ, Université Estácio de Sá et UERJ) (1998)
- Universidad de Deusto, Bilbao (1998)
- Université des Antilles et de la Guyane, Fort de France (1997, 2001)
- Dong University (Pusan, Corée du Sud) (1997)
- MGIMO (Moscou) (1996)
- Institut de droit international du développement (IDLI, Rome) (1995)
- British Institute of International and Comparative Law (Londres) (1994, 1998)
- Faculté de droit de Sarrebrück (Allemagne) (1994)
- Faculté de droit de Grenade (Espagne) (1992)
- Institut universitaire des hautes études internationales (Genève) (1992)
- New York University (1991)
- Institut européen de Florence (1990)
- University de Mauricius, School of Law (1989)
- Faculté de droit d'Athènes (1988)
- University College (Londres) (1986)
- Faculté de droit de Tunis (1985, 1988, 1992, 1995)
- Faculté de droit de Casablanca (Maroc) (1984)
- Warwick University (Royaume Uni) (1984)
- Faculté de droit de Damas (Syrie) (1983)
- Centre des relations extérieures, Dar es-Salaam (Tanzanie) (1982)
- Université des Nations Unies (Tokyo – 1981, Le Caire – 1983)
- Université Mohamed V de Rabat (Maroc) (1981, 1982)
- Université nationale du Bénin (1979)
- Université des Antilles et de la Guyane, Pointe-à-Pitre (1979-1986, 1992, 1994-1996, 1998-2005)
- Université Thammasat de Bangkok (Thaïlande) (1978)
- Université de Constantine (1978, 1979, 1980, 1982)
- Université d'Alger (1977)

**Au Centre de droit international (CEDIN) de la faculté de droit de l'Université fédérale du Minas Gerais (Belo Horizonte – Brésil) (cours d'hiver)**

Cours général :

« Le droit international entre souveraineté et communauté internationale – La formation des normes en droit international public » (2005)

**À l'Institut de droit international public et des relations internationales, Thessalonique (cours)**

« Contre la tyrannie de la ligne droite; aspects de la formation des normes en droit international de l'économie et du développement » (1988)

« La criminalisation du droit de la guerre » (1999)

« Le "crime" international de l'État – une responsabilité pénale internationale? » (2001)

**Au Centro internacional Bancaja para la paz y el desarrollo, Castellón (Espagne)**

Cours fondamental : « Le droit international à l'aube du XXI<sup>e</sup> siècle (La société internationale contemporaine – Permanences et tendances nouvelles » (1997)

**À l'Institut international des droits de l'homme (René Cassin), Strasbourg**

Cours : « La responsabilité pénale de l'individu en droit international » (1995)

**À l'Académie de droit européen, Florence**

Cours : « Les fondements juridiques internationaux du droit communautaire » (1994)

**À l'Académie de droit international, La Haye**

Direction des séminaires en langue française (session de droit international public, 1985)

**Activités à la Commission du droit international des Nations Unies**

Président (1997-1998)

Membre (1990- )

Rapporteur spécial sur le thème « Les réserves aux traités » (1994- )

Rapport préliminaire, 1995, doc. A/CN.4/470 et Corr.1 et 2, 78 pages

Deuxième rapport, 1996, doc. A/CN.4/477 (23 pages) et Add.1 (90 pages) et A/CN.4/478 (bibliographie) (22 pages)

Troisième rapport, 1998, doc. A/CN.4/491 et Add.1 à 6., 127 pages

Quatrième rapport, 1999, doc. A/CN.4/499, 23 pages

Cinquième rapport, 2000, doc. A/CN.4/508 et Add.1 et 2, 84p.; Add.3 à 5

Sixième rapport, 2001, doc. A/CN.4/518 (9 pages) et Add.1 à 3 (29, 16 et 7 pages)

Septième rapport, 2002, doc. A/CN.4/526 (22 pages) et Add.1 à 3 (12, 42 et 13 pages)

Huitième rapport, 2003, A/CN.4/535 (20 pages) et Add.1 (17 pages)

Neuvième rapport, 2004, A/CN.4/544

Dixième rapport, 2005, A/CN.4/558 et Add.1 et 2

Membre du Comité de rédaction (1991, 1993-1996, 1998, 2000, 2001, 2003)

Président du groupe de travail sur la Décennie des Nations Unies pour le droit international (1992-1999)

Président du groupe de travail sur le programme à long terme (2002- )

Président du groupe de travail sur les actes unilatéraux (1998- )

### **Activités devant la Cour internationale de Justice**

Conseil et avocat de la Roumanie, affaire relative à la *Délimitation maritime dans la mer Noire* (2004- )

Conseil et avocat de Singapour, affaire relative à *Pedra Branca* (2003- )

Conseil et avocat de la République islamique d'Iran, affaire relative aux *Plates-formes pétrolières* (2002-2003)

Conseil et avocat du Bénin, affaire relative au *Différend frontalier* (2002-2005)

Conseil et avocat du Liechtenstein, affaire relative à *Certains biens* (2001-2005)

Conseil et avocat de l'Inde, affaire de l'*Incident aérien du 10 août 1999* (2000)

Agent adjoint, Conseil et avocat de la République de Guinée, affaire *Sadio Ahmadou Diallo* (1999- )

Conseil et avocat de l'Indonésie, affaire des *Îles Ligitan et Sipadan* (1998-2002)

Conseil et avocat du Cameroun, agent adjoint, affaires de la *Frontière terrestre et maritime* (1994-2002) et de la *Demande en interprétation de l'arrêt du 11 juin 1998* (1998-1999)

Conseil et avocat de la Bosnie-Herzégovine, affaires relatives à l'*Application de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide* (1993- ) et à la *Demande en révision de l'arrêt du 11 juin 1996* (2001-2003).

Conseil et avocat de la Slovaquie, affaire relative au *Projet Gabčíkovo-Nagymaros* (1993- )

Conseil et avocat du Tchad, agent adjoint, affaire du *Différend territorial* (bande d'Aozou) (1990-1994)

Conseil et avocat de l'Australie, affaires relatives à *Certaines terres à phosphate à Nauru* (1990-1993) et au *Timor Oriental* (1991-1995)

Conseil et avocat du Nicaragua, affaire des *Activités militaires et paramilitaires au Nicaragua et contre celui-ci*, exceptions préliminaires (1984); fond (1986) (1983-1986); affaires relatives aux *Actions armées frontalières et transfrontalières* (1986-1992); affaire de la *Délimitation maritime dans la mer des Caraïbes entre le Honduras et le Nicaragua* (2000- ); affaire du *Différend territorial et maritime* (2001- ); affaire relative à la *Rivière San Juan* (2005- )

Conseil et avocat du Burkina Faso, affaire du *Différend frontalier* (1984-1986)

Conseil de la République française, affaires de la *Demande de réformation du jugement n° 273 du Tribunal administratif des Nations Unies (Mortished)* (1982), de la *Demande d'examen de la situation au titre du paragraphe 63 de l'arrêt rendu par la Cour le 20 décembre 1974 dans l'affaire des Essais nucléaires* (1995) et relatives à la *Licéité de l'utilisation des armes nucléaires par un État dans un conflit armé* (demande d'avis consultatif de l'OMS.) (1996), à la *Licéité de la menace et de l'emploi d'armes nucléaires* (demande d'avis consultatif de l'Assemblée générale des Nations Unies) (1996) et à la *Licéité de l'emploi de la force (Yougoslavie c. France)* (1999- ), à *Certaines procédures pénales engagées en France* (2003- ) et aux *Conséquences juridiques de l'édification d'un mur dans le territoire palestinien occupé* (2004)

### Activités en matière d'arbitrage

- Participation à divers arbitrages en tant que conseil et avocat ou que consultant notamment devant le CIRDI, dans le cadre de la CCI. et dans l'affaire *Eurotunnel* (2005- )
- Membre suppléant (arbitre) de la Cour de conciliation et d'arbitrage de l'OSCE (2001- )
- Arbitre dans l'affaire *Mobil c. Argentine* (ARB/04/16) (2005- ) (CIRDI)
- Arbitre dans l'affaire *Banka of Nova Scotia c. Argentine* (2005- ) (Règles CNUDCI)

### Autres activités

- Nombreuses consultations juridiques en droit administratif et en droit international à la demande de gouvernements étrangers, d'administrations (Ministères des affaires étrangères français et étrangers), d'organismes publics ou parapublics (UNESCO, OMD., BRI et diverses organisations internationales, Fédérations des associations des fonctionnaires internationaux (FICSA), Associations du personnel et syndicats de plusieurs organisations internationales, Université des Nations Unies) et de sociétés privées
- Avocat devant le Tribunal administratif de l'OIT, les Commissions de recours de l'OCDE, de l'Agence spatiale européenne et du Conseil de l'Europe dans de très nombreuses affaires
- *Amicus curiae* devant le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPI), Chambre de première instance II et Chambre d'appel, sur la question des *sub poena duces tecum* (affaire *Blaskic*)

- Membre suppléant de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités de la Commission des droits de l’homme des Nations Unies (1983-1992)
- Consultant associé, Société d’avocats Lysias (1993- )
- Expert-consultant auprès de la Commission d’arbitrage de la Conférence pour la paix en Yougoslavie (« Commission Badinter ») (1991-1993)
- Rapporteur de la Commission de juristes français sur la création d’un Tribunal Pénal international chargé de juger les crimes commis dans l’ancienne Yougoslavie (« Commission Truche ») (1993)
- Membre de la délégation française à la CSCE (Helsinki, 1992, Genève 1992)
- Membre de la délégation française aux quarante-sixième, cinquante et unième et cinquante-sixième sessions de l’Assemblée générale des Nations Unies (1991, 1996 et 2001)
- Conseiller juridique de l’Organisation mondiale du tourisme (1990- )
- Membre de la délégation française à la session ministérielle du GATT (Genève, 1982), à la CNUCED VI (Belgrade 1983) et à plusieurs sessions du Conseil économique et social des Nations Unies
- Expert gouvernemental au Congrès de l’UNESCO sur l’éducation pour le désarmement (1980), consultant sur le même sujet (1981)
- Conseiller du représentant français au Comité d’experts gouvernementaux sur le droit au développement, institué par la Commission des droits de l’homme des Nations Unies (1981-1982)
- Président de l’Association pour l’étude des politiques juridiques extérieures (POJUREX) (1987- )
- Président de l’Association française pour la recherche et l’étude du désarmement (AFRED) (1979-1982)
- Collaborateur d’un avocat au Conseil d’État et à la Cour de cassation (1969-1975)
- Directeur (avec P. M. Eisemann) de la collection « Droit international » aux éditions Economica
- Directeur (avec P. Daillier) de la « Bibliothèque de droit international et communautaire » aux éditions LGDJ. – Montchrestien
- Membre du Comité de rédaction de l’*Annuaire français de droit international*
- Membre du Comité scientifique de l’*European Journal of International Law*
- Membre du Comité de rédaction de l’*International Criminal Law Review*
- Membre du Comité scientifique du Centre de droit international d’Amsterdam

## Décorations et distinctions

Chevalier de la Légion d'honneur (France – 1998)

Doctorats *honoris causa* de l'Université Estácio de Sá (Rio de Janeiro) (1998), de l'Université de Miskolc (Hongrie) (2000) et de l'Académie russe du commerce extérieur (Moscou) (2002)

Membre de l'Institut de droit international public et des relations internationales de Thessalonique (2001)

Prix René Maheu de la fonction publique internationale, mention spéciale (1996)

– Commandeur de l'ordre de la valeur de la République du Cameroun (2003)

– Officier de l'ordre du mérite de la République du Tchad (1995)

– Médailles de la faculté de droit de Grenade (1992) et de l'Universidad del Rosario (Bogota) (2004)

– Étoile d'or de Nahouri (Burkina Faso – 1987)

– Chevalier des palmes académiques (France – 1986)

– Prix Lemonon de l'Institut de France (Académie des sciences morales et politiques) pour l'ouvrage *La Charte des Nations Unies* (avec J.-P. Cot) (1986)

## Recherches et travaux

### Ouvrages

– *Droit international public* (avec Patrick Daillier), (L.G.D.J.), 7<sup>e</sup> édition, 2002, 1 510 pages; 8<sup>e</sup> édition en préparation; 6<sup>e</sup> édition, 1999, 1 457 pages, 5<sup>e</sup> édition, 1994, 1 379 pages; 4<sup>e</sup> édition, 1992, 1 269 pages; 3<sup>e</sup> édition 1988, 1 189 pages; 2<sup>e</sup> édition 1979, 994 pages.; supplément avec mise à jour de la 1<sup>re</sup> édition par Nguyen Quoc Dinh 1975, 1977, 132 p.; éditions partielles en grec (par H. Dipla, *Δημοσιο Διεθνες Δικαιο, Το Δικαιο της Θαλασσας*, éd. Papaxisis, Athènes, 1991, 160 pages) et en hongrois (par P. Kovács, *Nemzetközi Közjog*, Osiris, Budapest, 1997, 566 pages; 2<sup>e</sup> éd., 2002); en portugais, *Direito Internacional Público*, Fundação Calouste Gulbenkian, Lisbonne, 2<sup>e</sup> éd. 2004, 1 517 pages; 1<sup>re</sup> éd. 1999, 1 230 pages; en russe, éditions Sphera (Kiev), 2 volumes, 2003, et en espagnol, en préparation

– *Les fonctionnaires internationaux* (avec D. Ruzié), P. U. F., Collection « Que sais-je? », 1993, 128 pages

– *Le droit international du développement*, P. U. F., Coll. « Que sais-je? », n° 1731, 2<sup>e</sup> édition, 1987, 128 pages; 1<sup>re</sup> édition, 1978. Traduction en japonais, 1989

– *Le droit international public*, mémento Themis, P. U. F., Paris 1981, 154 pages. Traduction en japonais, 1992

– *Le cadre juridique de la vie économique internationale*, cours polycopié (I. E. P. Paris 1981-1982): *Droit et économie internationale, le droit des relations monétaires internationales*, 332 pages. Mise à jour 1982-1983

- *Les voies de recours ouvertes aux fonctionnaires internationaux*, Pédone (extrait de la R. G. D. I. P.), 1982, 202 pages
- *Répertoire de la jurisprudence des tribunaux administratifs internationaux*, établi à la demande de la FICSA
  - T. II : Le droit procédural, Nations Unies 1987, 1034 ff.
  - T. I : Le droit applicable, 1988, 528 ff.
  - T. III : Le droit substantiel
- *Recherche sur les principes généraux de droit en droit international public*, thèse Paris II, 1974 (jury : S. Bastid, Présidente, P. Reuter, M. Virally), 504 ff.

#### *En préparation*

- *La responsabilité internationale*, à paraître aux éditions Economica, collection « Panorama du droit international », en 2006

#### **Recueil de textes**

- *Les Nations Unies – Textes fondamentaux*, P.U.F., collection « Que sais-je? », n° 3035, 1995, 128 pages
- *Droit d'ingérence ou devoir d'assistance humanitaire?, Problèmes politiques et sociaux*, n°s 758 et 759, 1<sup>er</sup>-22 déc. 1995, La documentation française, 133 pages

#### **Direction d'ouvrages collectifs**

- *La Charte des Nations Unies (commentaire article par article)* (direction, avec Jean-Pierre Cot), Economica, 1<sup>re</sup> édition 1985, 2<sup>e</sup> édition 1991, XIV – 1571 pages, préface de J. Pérez de Cuéllar (prix Lemonon de l'Institut de France, Académie des sciences morales et politiques); 3<sup>e</sup> édition 2005, XX-2363 pages, préface de Kofi Annan; traduction en japonais (1993) et en anglais (à paraître en 2006). Rédaction des commentaires du préambule et de l'article 55
- *Droit international pénal* (avec H. Ascensio et E. Decaux), CEDIN, Pédone, 2000, XVI-1053 pages
- *Le droit international à l'aube du XXI<sup>e</sup> siècle – Réflexions de codificateurs (International Law on the Eve of the Twenty-First Century)*, Nations Unies, New York, 1997, xxxi-384 pages (numéro de vente : E/F 97.V.4)
- *Le droit international du développement social et culturel* (avec J.-M. Sorel), actes du colloque du GERDIED (Université de Paris-Nord, mai 1990), L'Hermès, 1997, 408 pages
- *Nationalité, minorités et succession d'États en Europe de l'Est* (avec E. Decaux et V. Mikulka), actes du colloque du CEDIN-Nanterre et de la Société tchèque pour le droit international (septembre 1994), Montchrestien, 1996, 330 pages
- *Les relations internationales à l'épreuve de la science politique – Mélanges Marcel Merle* (avec B. Badie), Economica, 1993, XXII-403 pages

- *Les forces régionales de maintien de la paix*, F.N.E.D., 1982, dossier n° 3, 249 pages
- Coordination du groupe « La responsabilité internationale » pour J. Salmon dir., *Dictionnaire de droit international public*, Bruylant/AUF, Bruxelles, 2001, XLI-1198 pages

#### *En préparation*

- *Droit de la responsabilité internationale*, avec P. Bodeau, J. Crawford et S. Szurek, à paraître en 2006 aux éditions Pédone

#### *Autres préfaces à*

- V. Rodríguez Cedeño et Milagros Betancourt C., *Temas de Derecho Internacional VII – Introducción al Estudio de Derecho de los Tratados y de los Actos Jurídicos Unilaterales de los Estados*, Caracas, 2004, XXIII-265 pages
- G. Guillaume, *La Cour internationale de Justice à l'aube du XXI<sup>e</sup> siècle – Le regard d'un Juge*, avec R. Abraham, Pédone, 2003, 331 pages
- L. Nemer Caldeira Brant, *A autoridade da coisa julgada no direito internacional público*, Forense, Rio de Janeiro, 2002, XVIII-510 pages et *L'autorité de la chose jugée en droit international public*, L.G.D.J., 2003, XI-396 pages
- P.-H. Ganem, *Sécurisation contractuelle des investissements internationaux – Grands projets (Mines, énergie, métallurgie, infrastructures)*, FEC/Bruylant, Paris/Bruxelles, 1997, 906 pages
- P. Boniface, *Les sources du désarmement*, Économica, 1989, 263 pages

#### **Articles en droit international**

- S.F.D.I., journée franco-tunisienne, *Les métamorphoses de la sécurité collective – Droit, pratique et enjeux stratégiques* (conclusions), Pédone, Paris, 2005, p. 271 à 277
- « Complementarity of International Treaty Law, Customary Law, and Non-Contractual Law Making », dans R. Wolfrum et V. Röben, *Developments of International Law in Treaty-Making*, Springer, Berlin, 2005, p. 409 à 415
- « Les nouvelles tendances du droit international. Aspects “macro-juridiques” », *Études internationales* (Tunis) n° 92, 3/2004, p. 62 à 82
- Postface : « Internationalized Courts: Better Than Nothing... », dans Cesare P. R. Romano, André Nollkampfer and Jann K. Kleffner éd., *Internationalized Criminal Courts and Tribunals*, Oxford U.P., 2004, p. 437 à 444
- « L'État victime d'un acte terroriste peut-il recourir à la force armée? » (avec Vladimir Tzankov), dans S.F.D.I. et Deutsche Gesellschaft für Völkerrecht, *Les nouvelles menaces contre la paix et la sécurité internationales*, Pédone, Paris, 2004, p. 95 à 107 (résumés en anglais et en allemand); traduction en anglais : « Can a State Victim of a Terror Act Have Recourse to Armed Force », *Humanitäres Völkerrecht*, 2/2004, p. 68 à 72
- Communication : « Le rôle et la place du droit international dans la pratique – le point de vue des praticiens; la pratique dans les travaux de la CDI », dans

- S. F. D. I., colloque de Genève, *La pratique et le droit international*, Paris, Pédone, 2004, p. 259 à 263
- « Between Codification and Progressive Development of the Law: Some Reflections from the ILC », *Forum du droit international 2004*, p. 15 à 24
  - « Inutile Assemblée générale? », *Pouvoirs*, n° 109, 2004, p. 43 à 59
  - « The Charter of the United Nations: A Commentary of Bruno Simma's Commentary », *Michigan Journal of International Law*, 2004, vol. 25, n° 1, p. 135 à 151
  - « Le crime international de l'État – Un phœnix juridique », dans *The New International Criminal Law – Thesaurus Acroasium*, 2001 International Law Session, vol. XXXII, Sakkoulas Publications, Athènes-Thessalonique, p. 281 à 351
  - « Can International Law Survive US Leadership? », *Austrian Review of International and European Law*, 2003, p. 101 à 108
  - « Law of Treaties » (commentaires), dans M. Byers et G. Nolte, *United States Hegemony and the Foundations of International Law*, Cambridge U.P., 2003, p. 418 à 422
  - « Les réserves aux conventions sur le droit de la mer », dans *La mer et son droit – Mélanges offerts à Laurent Lucchini et Jean-Pierre Quéneudec*, Pédone, Paris, 2003, p. 501 à 520
  - « Les articles de la CDI sur la responsabilité de l'État pour fait internationalement illicite; suite – et fin? », *A.F.D.I. 2002*, p. 1 à 23
  - « Les rapports de Roberto Ago à la CDI sur la responsabilité des États », *Forum du droit international 2002*, p. 222 à 229
  - « La competencia material y el derecho aplicable en el estatuto de la Corte penal internacional », dans Instituto Pedro Gual, Serie Cuadernos 2, *Promoción y protección internacional de la persona*, Caracas, 2002, p. 51 à 57
  - « Le nouveau projet de la CDI sur la responsabilité de l'État pour fait internationalement illicite : Requiem pour le crime », dans *Man's Inhumanity to Man – Festschrift Antonio Cassese*, Kluwer, La Haye, 2002, p. 654 à 681 (traduction et mise à jour en anglais : « The New Draft Articles of the International Law Commission on the Responsibility of States for International Wrongful Acts: A Requiem for States' Crimes? », *Netherlands Yearbook of International Law*, 2001, p. 55 à 79)
  - « La CIJ et les réserves aux traités – Remarques cursives sur une révolution jurisprudentielle », dans Liber Amicorum *Judge Shigeru Oda*, Kluwer, La Haye, 2002, p. 481 à 514
  - « Entry Into Force and Amendment of the Statute », dans A. Cassese, P. Gaeta and J. R. W. D. Jones éd., *The Rome Statute of the International Criminal Court: A Commentary*, Oxford U.P., 2002, p. 145 à 184; « Applicable Law », *ibid.*, p. 1051 à 1084 and « Settlement of Disputes », *ibid.*, p. 1841-1848
  - « The Aftermath of September 11 », avec Sarah Pellet, *Tilburg Foreign Law Review*, vol. 10, n° 1, 2002, p. 64 à 75

- « La terreur, la guerre, l'ONU », dans « Les nouvelles formes du terrorisme international et leur impact sur l'évolution du droit international », Université de Miskolc, *European Integration Studies*, vol. I, 2002, p. 13 à 18; traduction en portugais : « Terrorismo e Guerra. O Que Fazer das Nações Unidas? », dans L. Nemer Caldeira Brant éd., *Terrorismo e Direito*, Forense, Rio de Janeiro, 2003, p. 173 à 182
- « L'imputabilité d'éventuels actes illicites – Responsabilité de l'OTAN ou des États membres », dans Ch. Tomuschat éd., *Kosovo and the International Community – A Legal Assessment*, Kluwer, La Haye, 2002, p. 193-202
- « 'Human Rightism' and International Law », *Italian Yearbook of International Law*, 2000, p. 3 à 16
- « La codification du droit de la responsabilité internationale : Tâtonnements et affrontements », dans Boisson de Chazournes et V. Gowlland-Debbas dirs., *L'ordre juridique international, un système en quête d'équité et d'universalité*, Liber Amicorum Georges Abi-Saab, Kluwer, La Haye, 2001, p. 285 à 304
- « Le procès international et le temps – Le temps du Conseil », dans S. F. D. I., Colloque de Paris, 2000, *Le droit international et le temps* (conclusions), Pédone, Paris, 2001, p. 243 à 248
- « La *lex mercatoria*, "tiers ordre juridique"? Remarques ingénues d'un internationaliste de droit public », dans *Souveraineté étatique et marchés internationaux à la fin du 20<sup>e</sup> siècle – Mélanges en l'honneur de Philippe Kahn*, Litec, 2000, p. 53 à 74
- « La responsabilité pénale individuelle, alternative aux sanctions collectives? », dans V. Gowlland Debbas éd., *United Nations Sanctions and International Law*, Kluwer, La Haye, 2000, p. 105 à 116
- « A French Constitutional Perspective on Treaty Implementation », dans Thomas M. Franck éd., *Delegating State Powers: The Effects of Treaty Regimes on Democracy and Sovereignty*, Transnational Publishers, 2000, p. 279 à 293
- « Brief Remarks on the Unilateral Use of Force », *E. J. I. L.* 2000, p. 385 à 392
- « The Role of the International Lawyer in International », dans Ch. Wickremasinghe éd., *The International Lawyer as Practitioner*, B. I. I. C. L., Londres, 2000, p. 147 à 162
- « State Sovereignty and the Protection of Fundamental Human Rights: An International Law Perspective », *Pugwash Occasional Papers*, vol. 1, n° 1, février. 2000, p. 37 à 45
- « Responding to New Needs through Codification and Progressive Development » (Keynote Address), dans V. Gowlland-Debbas éd., *Multilateral Treaty-Making: The Current Status of Challenges to and Reforms Needed in International Legislative Process*, Kluwer, La Haye, 2000, p. 13 à 23
- S. F. D. I., Colloque d'Aix-en-Provence, *La codification du droit international*, Pédone, Paris, 1999, conclusions générales, p. 329 à 341
- « "La guerre du Kosovo" – Le fait rattrapé par le droit », *Forum du droit international*, 1999-1, p. 160 à 165

- « Les juridictions pénales internationales : vers la fin de l'impunité? », dans Forum Deusto, *Los Derechos Humanos en un mundo dividido*, Bilbao, 1999, p. 143 à 161
- « Can a State Commit a Crime? Definitely, Yes! », *E. J. I. L.* 1999, vol. 10, n° 2, p. 425 à 434
- « La Commission du droit international, pour quoi faire? », Boutros Boutros-Ghali *Amicorum Discipulorumque Liber – Paix, développement, démocratie*, Bruylant, Bruxelles, 1998, p. 58 à 612
- « Pour la Cour pénale internationale quand même! – Quelques remarques sur sa compétence et sa saisine », *L'Observateur des Nations Unies*, n° 5, 1998, p. 143 à 163; également publié et mis à jour dans *International Criminal Law Review*, 2001, p. 91 à 110; traduction et mise à jour en espagnol : « La competencia material y el derecho aplicable en el Estatuto de la Corte penal internacional » dans Instituto de Altos Estudios Diplomáticos Pedro Gual, *Promoción y protección internacional de la persona*, Caracas, 2002, p. 49 à 57
- « Le droit international à l'aube du XXI<sup>e</sup> siècle (La société internationale contemporaine – permanences et tendances nouvelles) », cours fondamental, dans *Cours euro-méditerranéens Bancaja de droit international*, vol. I, 1997, Aranzadi, Pampelune, 1998, p. 19 à 112
- « Conseil devant la Cour internationale de Justice – Quelques impressions », dans *Mélanges offerts à Hubert Thierry*, Pédone, Paris, 1998, p. 345 à 362; également publié et mis à jour sous le titre « Remarques sur le 'métier' de Conseil devant la Cour internationale de Justice », dans Nations Unies, *Recueil d'articles de conseillers juridiques d'États, d'organisations internationales et de praticiens du droit international*, New York, 1999, numéro de vente : E/F/S.99.V.13, p. 435 à 458
- CEDIN Paris X, P. Daillier et P. Kovacs dirs., *Perspectives d'intégration des pays d'Europe centrale et orientale aux institutions de l'Europe occidentale*, Montchrestien, Paris, 1998, conclusion générale, p. 371 à 380
- « Le Conseil constitutionnel, la souveraineté et les traités – À propos de la décision du Conseil constitutionnel du 31 décembre 1997 (traité d'Amsterdam) », *Les Cahiers du Conseil constitutionnel*, n° 4, 1998, p. 113 à 122
- « Individual Rights, Minority Rights, and Group Rights », dans Ernest R. May and Ageliki E. Laiou éd., *The Dumbarton Oaks Conversations and the United Nations, 1944-1994*, Dumbarton Oaks Research Library, Washington DC, 1998, p. 105 à 109
- CEDIN Paris X, *Sanctions unilatérales, mondialisation du commerce et ordre juridique international – À propos des lois Helms-Burton et D'Amato-Kennedy*, Montchrestien, Paris, 1998, Conclusions, p. 321 à 334
- « Le renforcement du rôle de la Cour en tant qu'organe judiciaire principal des Nations Unies », dans Gregory Peck and Roy S. Lee éd., *Increasing the Effectiveness of the International Court of Justice – Proceedings of the ICJ/UNITAR Colloquium to Celebrate the 50th Anniversary of the Court*,

- Nijhoff/ Unitar, 1997, p. 235-253; version en anglais mise à jour : « Strengthening the Role of the International Court of Justice as the Principal Judicial Organ of United Nations », *The Law & Practice of International Courts and Tribunals*, 2004, p. 159 à 180
- « Vive le crime! Remarques sur les degrés de l'illicite en droit international », dans CDI, Alain Pellet dir., *Le droit international à l'aube du XXI<sup>e</sup> siècle – Réflexions de codificateurs, Nations Unies*, New York, 1997, p. 287 à 315
  - « Remarques sur une révolution inachevée – Le projet de la CDI sur la responsabilité des États », *Annuaire français de droit international* 1996, p. 7 à 32
  - « Le projet de Statut de Cour criminelle internationale permanente – vers la fin de l'impunité? », dans *Héctor Gros Espiell Liber Amicorum*, Bruylant, Bruxelles, 1997, p. 1057 à 1085
  - « Harmonie et contradiction de la justice internationale », dans Rafâa Ben Achour et Slim Laghmani dirs., *Rencontres internationales de la faculté des sciences juridiques de Tunis, Harmonie et contradictions en droit international*, Pédone, Paris, 1996, p. 195 à 214
  - « Quelle Cour criminelle internationale? », *Témoin*, n° 7, automne 1996, p. 197 à 206. Sous le même titre, mais révisé : *La Lettre de juristes sans frontières*, décembre 1996, p. 2 à 5
  - « Les fondements juridiques internationaux du droit communautaire », Académie de droit européen, Florence, *Recueil des cours* (1994), Kluwer, Dordrecht, 1997, vol. V, t. 2, p. 193 à 271
  - « Les problèmes découlant de la création et de la dissolution des États et les flux de réfugiés » (commentaires), dans Vera Gowlland-Debbas éd., *The Problem of Refugees in the Light of Contemporary International Law Issues*, Kluwer, Dordrecht, 1996, p. 51 à 57
  - « L'activité du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie » (avec Hervé Ascensio), *Annuaire français de droit international*, 1995, p. 101 à 136
  - « Mondialisation du droit international? », *Après-demain*, avril-mai 1996, p. 37 à 39; reproduit également, revu et mis à jour dans Serge Cordellier dir., *La mondialisation au-delà des mythes*, La Découverte, collection « L'état du monde », 1997, p. 93 à 100; 2<sup>e</sup> éd. mise à jour, La Découverte/Poche, 2000, p. 93 à 100
  - « La juridiction pénale internationale de Nuremberg à La Haye », *Le Monde Juif – Revue d'histoire de la Shoah*, 1996, n° 156, p. 92 à 104
  - « The Road to Hell is Paved with Good Intentions – The United Nations as Guarantor of International Peace and Security: a French Perspective », dans Christian Tomuschat éd., *U.N. at Age Fifty*, Nijhoff, Dordrecht, 1995, p. 113 à 133
  - « La formation du droit international dans le cadre des Nations Unies », *Journal européen de droit international*, 1995, p. 401 à 425

- « Conclusions générales », Journées d'études de la S. F. D. I., Paris, 1994, *Le contentieux de la fonction publique internationale*, Pédone, Paris, 1995, p. 253 à 259
- « The International Court of Justice and the Political Organs of the United Nations – Some Further but cursory Remarks », dans F. Salerno éd., *Il ruolo del giudice internazionale nell'evoluzione del diritto internazionale e comunitario – Atti del Convegno di Studi in Memoria di Gaetano Morelli*, CEDAM, Milan, 1995, p.115 à 124
- « Les problèmes découlant de la création et de la dissolution des États et les flux des réfugiés », dans Vera Gowlland-Debbas éd., *The Problem of Refugees in the Light of Contemporary International Law Issues*, Kluwer, 1995, p. 53 à 59
- « 50 ans de Nations Unies – 50 ans de droit international », dans « Spécial 50<sup>e</sup> anniversaire de l'ONU », Centre d'information des Nations Unies, Paris, 1995, p. 11 à 20
- « Peut-on et doit-on contrôler les actions du Conseil de sécurité? », dans S. F. D. I., Colloque de Rennes, *Le chapitre VII de la Charte des Nations Unies et les nouveaux aspects de la sécurité collective*, Pédone, 1995, p. 221 à 238
- « Quel avenir pour le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes? », *Liber Amicorum Jiménez de Arechaga*, Fundación de cultura universitaria, Montevideo, 1995, p. 255 à 276
- « Le Tribunal criminel international pour l'ex-Yougoslavie – poudre aux yeux ou avancée décisive? », *Revue générale de droit international public*, 1994, p. 7 à 60
- « Nationalités et minorités dans l'ancienne Yougoslavie – Quelques aspects juridiques », dans *La Méditerranée, espace de coopération*, ouvrage collectif en l'honneur du professeur Maurice Flory, Pédone, 1994, p. 143 à 152; également publié et mis à jour dans CEDIN – Société tchèque de droit international, E. Decaux, V. Mikulka et A. Pellet dirs., *Succession d'États, nationalité et minorités en Europe de l'Est*, Montchrestien, Paris, 1996, p. 289 à 299
- « Le droit », dans Pascal Boniface dir., *La puissance internationale*, Dunod, 1994, p.145 à 156
- « Note sur la Cour de conciliation et d'arbitrage au sein de la CSCE », dans CEDIN – Fondation Marangopoulos pour les droits de l'homme, colloque d'Athènes, *La CSCE : dimension humaine et règlement des différends*, L. G. D. J., 1993, p. 189 à 217
- « Art du droit et « science » des relations internationales », dans Bertrand Badie et Alain Pellet dirs., *Les relations internationales à l'épreuve de la science politique – Mélanges Marcel Merle*, Economica, 1993, p. 353 à 369
- « Contre la tyrannie de la ligne droite – Aspects de la formation des normes en droit international de l'économie et du développement », dans *Thesaurus Acroasium*, vol. XIX, 1992, p. 287 à 355 (Cours à l'Institut de droit international public et des relations internationales de Thessalonique, 1988)

- « L'activité de la Commission d'arbitrage de la Conférence européenne pour la paix en Yougoslavie », *Annuaire français de droit international*, 1992, p. 200 à 238 et 1993, p. 286 à 303
- « L'intégrité territoriale du Québec dans l'hypothèse de l'accession à la souveraineté », avec T. Franck, R. Higgins, M. Shaw et C. Tomuschat, opinion publiée en français dans Assemblée nationale du Québec, Commission d'étude des questions afférentes à l'accession du Québec à la souveraineté, vol. 1, *Les attributs d'un Québec souverain*, 1992, p. 377 à 461; et en anglais dans A. Bayefsky éd., *Self-Determination in International Law: Quebec and Lessons Learned*, Kluwer, La Haye, 2000, p. 241 à 303
- « The Normative Dilemma – Will and Consent in International Law », Rapport au colloque de Canberra 1990, *Australian Yearbook of International Law*, vol. 12, 1992, p. 22 à 53
- « The Opinions of the Badinter Arbitration Committee – A Second breath for the Self-Determination of Peoples », *Journal européen de droit international*, 1992, p. 178 à 185
- « Role of the I.C.J. dans a Changing U.N. Collective Security Context », *ASIL/NVIR Proceedings*, Nijhoff, Dordrecht, 1992, p. 237 à 249
- « Note sur la Commission d'arbitrage de la Conférence européenne pour la paix en Yougoslavie », *Annuaire français de droit international*, 1991, p. 331 à 348
- Commentaires du préambule (avec J. P. Cot) et de l'article 55, alinéas a) et b), dans J. P. Cot et A. Pellet dirs., *La Charte des Nations Unies – commentaire article par article*, Economica, 2<sup>e</sup> éd. 1991, p. 1 à 22 et 843 à 863
- CEDIN, Montchrestien, Paris, 1991, conclusions du colloque, p. 487 à 495
- « Les relations monétaires », dans M. Bedjaoui dir., *Droit international – Bilan et perspectives*, UNESCO, Pédone, Paris, 1991, p. 689 à 709 (éd. anglaise, Nijhoff, Dordrecht, 1991, p. 645 à 665)
- « La mise en œuvre des normes internationales des droits de l'homme », dans C.E.D.I.N., *La France et les droits de l'homme*, Montchrestien, Paris 1990, p. 101 à 140
- « Droit international et révolution – l'exemple du Cambodge », Participation à la table ronde, S.F.D.I., Colloque de Dijon, 1989, dans S.F.D.I., *Révolution et droit international*, Pédone, 1990, p. 275 à 279
- « L'objet et la méthode en droit international – Y a-t-il une « méthode de Reims? », Rapport à la 8<sup>e</sup> rencontre de Reims, mai 1989, dans *Réalités du droit international contemporain*, 8<sup>e</sup> rencontre de Reims, CERI 1990, p. 5 à 19
- « Examen critique de la notion de droit au développement en droit international », ONU, Centre pour les droits de l'homme, *Consultation globale sur la mise en œuvre du droit au développement en tant que droit de l'homme*, 1990
- « Le glaive et la balance – Remarques sur le rôle de la Cour internationale de Justice en matière de maintien de la paix et de la sécurité internationales »,

dans Yoram Dinstein éd., *International Law at a Time of Perplexity – Essays in Honour of Shabtai Rosenne*, Nijhoff, Dordrecht, 1989, p. 539 à 566

- « La destruction de Troie n’aura pas lieu – Il n’y a qu’un critère de mise en œuvre du droit de l’occupation de guerre : le respect des droits souverains du peuple soumis à occupation » (*Pal. Y.B.I.L.*, 1987-1988, p. 44 à 84), En anglais dans International Commission of Jurist-Al-Haq, (colloque de Jérusalem 1988), E. Playfair éd., *The Administration of Occupied Territories : The West Bank*, Clarendon Press, Oxford, 1992, p. 169 à 204
- « A New International Legal Order? What Legal Tools for What Changes? », Rapport au Symposium franco-britannique, (janvier 1985), dans Francis Snyder and Peter Slinn éd., *International Law of Development : Comparative Perspectives*, Professional Books, Abingdon, 1987, p. 117 à 135, reproduit dans Yong Sang Cho éd., *Conflicts and Harmony in Modern Society*, Keimyung UP, Taegu, 1985, p. 265 à 280
- « Quelques problèmes institutionnels et juridiques posés par la coopération économique entre pays en développement au sein de la CNUCED », *Rev. jur. Maroc*, 1986, p. 123 à 134
- « Le sage, le prince et le savant (À propos de « La politique juridique extérieure » de Guy de Lacharrière) », *Journal du droit international* (Clunet), 1985, p. 407 à 414
- « Le droit au développement, un nouveau droit de l’homme? », dans *La formation des normes en droit international du développement*, ouvrage collectif sous la direction de Maurice Flory, CNRS-OPU 1985, p. 71 à 85 (et conclusions du colloque, p. 368 à 373)
- « Qui a peur du droit des peuples à disposer d’eux-mêmes? », *Critique socialiste*, 1984, p. 89 à 104
- « The Functions of the Right to Development – A Right to Self-Realization », *Third World Legal Studies*, 1984, p. 129 à 139
- « Le bon droit et l’ivraie – Plaidoyer pour l’ivraie (Remarques sur quelques problèmes de méthode en droit international), *Mélanges Charles Chaumont*, Pédone, 1984, p. 465 à 493
- « Légitime défense et agression – Le phénomène de libération nationale », 6<sup>e</sup> rencontre de Reims, *Réalités du droit international contemporain – Discours juridique sur l’agression et réalité internationale*, CERI, Reims 1982, p. 11 à 126
- « Les voies de recours ouvertes aux fonctionnaires internationaux, recherche sur quelques problèmes d’actualité – L’exemple de la Commission de recours de l’OCDE, *Revue générale de droit international public*, 1981, n° 2, p. 253 à 312, n° 4, p. 657 à 792
- « La reconnaissance par la France du droit de requête individuelle devant la Commission européenne des droits de l’homme », rapport au VII<sup>e</sup> colloque de Besançon, 1980, *Revue du droit public et de la science politique*, 1981, p. 69 à 103

- « L'affaire Dumitrescu à l'UNESCO – Note sur l'indépendance des fonctionnaires internationaux », *Journal du droit international* (Clunet) 1979, p. 570 à 103, n° 3
- « L'article 53 de la Constitution de 1958 – Le rôle du Parlement dans la procédure d'entrée en vigueur des traités et accords internationaux », dans *La Constitution de 1958*, sous la direction de F. Luchaire et G. Conac, Economica 1979, p. 671 à 709, 2<sup>e</sup> édition mise à jour 1987, p. 1005 à 1038
- « Restructuration et démocratisation – l'exemple de la CNUCED et de l'ONUDI », rapport au colloque d'Alger, *Droit international et développement* (octobre 1976), O.P.U., Alger 1977, p. 381 à 409
- Exercice pratique corrigé, « Arrêt fictif de la CIJ, dans l'affaire de Gibraltar – Les difficultés d'application du principe du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes », *Revue de l'étudiant en droit*, décembre 1976, p. 74 à 80
- « Budget et programmes aux Nations Unies, quelques tendances récentes », *Annuaire français de droit international*, 1976, p. 242 à 282
- Commentaire de la décision du Conseil constitutionnel en date du 15 janvier 1975, déclarant la loi relative à l'interruption volontaire de la grossesse conforme à la Constitution, *Gazette du Palais*, 14-15 janvier 1976, p. 9
- « La grève dans les services publics internationaux », *Revue générale de droit international public*, n° 4, 1975, p. 932 à 971
- « La ratification par la France de la Convention européenne des droits de l'homme », *Revue du droit public et de la science politique*, 1974, p. 1319 à 1379
- « Le droit international public », dans *Le droit aujourd'hui*, ouvrage collectif publié sous la direction du Professeur Rouvier, C.P.E.L., 1973, p. 304 à 331
- « La succession des organisations internationales et l'indépendance des fonctionnaires internationaux – À propos d'une décision de la Commission de recours du C.I.H.E.A.M. », *Annuaire français du droit international*, 1972, p. 413 à 421
- « Ventures between Multinational Corporations, Local Companies and Investors, and a Labor Union – Factory Machinery in World Markets », dans Wolfgang Friedmann and Jean-Pierre Béguin éd., *Joint International Business Ventures in Developing Countries*, Columbia University Press, New York and London 1971, p. 167 à 184
- Nombreux comptes rendus d'ouvrages et d'articles de revues dans l'*Annuaire français de droit international* depuis 1969, le *Journal du droit international* (Clunet) depuis 1974, *Politique étrangère* depuis 1989 et l'*American Journal of International Law* (2000)
- Participation à de nombreux congrès et colloques portant sur le droit international public, le droit international du développement et les relations internationales

## **Droit administratif – notes de jurisprudence**

- C. E., Sect., 5 mai 1972, Société d'équipement de l'Indre et C. E. 21 juillet 1972, société « Entreprise Ossude » J.C.P. (*Semaine juridique*); 1973, n° 17481
- C. E., sect., 19 janvier 1973, 1<sup>re</sup> espèce, Société d'exploitation électrique de la rivière du Sant; 2<sup>e</sup> espèce, Ministre du développement industriel c/Le Vavasseur, JCP (*Semaine juridique*), 1971, n° 17629
- C. E., Ass., 2 novembre 1973, Société librairie Maspero (affaire de la revue « Tricontinental »), *Recueil Dalloz*, 1974, n° 432
- C. E., Ass., 18 janvier 1975, Da Silva et CFDT (affaire des circulaires Marcellin-Fontanet, relatives à l'immigration en France des travailleurs étrangers), JCP (*Semaine juridique*), 1976, n° 18235 et *Revue de l'étudiant en droit*, avril 1977
- C. E., Ass., 13 février 1976, Association de sauvegarde du quartier Notre-Dame à Versailles, *Recueil Dalloz*, 1977, p. 105

## **Sciences politiques**

- *Une morale de la République – Pierre Mendès-France et les institutions politiques*, Mémoire I.E.P. 1968, 246 ff.
- *Pierre Mendes France et les événements de mai et juin 1968*, Mémoire D. E. S. de sciences politiques 1969, 108-lxxiii ff.

## Amrith Rohan Perera (Sri Lanka)

[Original : anglais]

### Notice biographique

#### Résumé de carrière

Amrith Rohan Perera a obtenu son diplôme en droit de l'Université de Ceylan (Sri Lanka) en 1971. Admis comme avocat à la Cour suprême en 1973, il pratique dans le domaine du droit civil jusqu'en 1976, date à laquelle il entre comme Conseiller juridique assistant au Ministère des affaires étrangères, où il occupe actuellement le poste de Conseiller juridique. Tout au long de ses 28 ans de carrière au Ministère des affaires étrangères, M. Perera s'est intéressé de près aux questions bilatérales, régionales et internationales, notamment dans le domaine de la négociation de traités. Né le 16 mai 1947, il est marié et père de deux enfants.

#### Réalisations professionnelles

- |            |   |
|------------|---|
| Avril 2001 | Nommé Conseiller du Président par S. E. Chandrika Bandaranaike Kumaratunga pour ses longues années de services rendus comme Conseiller juridique du Ministère des affaires étrangères |
| Juin 1973  | Prête serment comme avocat à la Cour suprême de Sri Lanka le 22 juin 1973   |

#### Niveau de formation universitaire

- |           |   |
|-----------|---|
| 1995      | Doctorat en science juridique de l'Université de Colombo  |
| 1983      | Diplôme postuniversitaire en droit et développement international de l'Institut d'études sociales de La Haye (Pays-Bas) |
| 1968-1971 | Licence de droit de l'Université de Ceylan (Sri Lanka)  |

#### Expérience professionnelle

##### Expérience multilatérale

M. Perera a pris une part active dans de nombreuses activités multilatérales liées à ses fonctions professionnelles et a représenté Sri Lanka à la Sixième Commission (questions juridiques) de l'Assemblée générale des Nations Unies, pour la première fois en 1980, puis continuellement depuis 1993.

En février 2000, il a été élu à l'unanimité Président du Comité spécial sur les mesures visant à éliminer le terrorisme international, créé par la résolution 51/210 de l'Assemblée générale des Nations Unies. Depuis 1997, il est Vice-Président du Comité, représentant la région de l'Asie. Au cours de cette période, le Comité a adopté plusieurs Conventions historiques sur la répression du terrorisme, notamment :

- La Convention internationale pour la répression des attentats terroristes à l’explosif (1998);
- La Convention internationale pour la répression du financement du terrorisme (1999);
- La Convention internationale pour la répression des actes de terrorisme nucléaire (2005).

Ce comité négocie actuellement le projet de convention générale sur le terrorisme.

M. Perera a également été invité à participer aux réunions suivantes :

- a) Groupe de travail sur le terrorisme international à la Conférence d’Oxford intitulée « Changing Phase of International Cooperation in Criminal Matters in the 21st Century », organisée par le Secrétariat du Commonwealth (2002);
- b) Conférence sur le dialogue transatlantique et la lutte contre le terrorisme international, organisée par le Parlement européen et l’Université catholique de Louvain (Belgique) (2002);
- c) Table ronde des Nations Unies intitulée « Les traités multilatéraux relatifs au crime transnational organisé et au terrorisme », organisée par le Bureau des affaires juridiques à New York.

M. Perera a été invité par le Président du Club de Madrid à être membre du groupe de travail sur les réponses légales au terrorisme international, qui a élaboré la Déclaration de Madrid soumise à l’examen du Sommet international sur la démocratie, le terrorisme et la sécurité, tenu à Madrid en mars 2005 pour marquer le premier anniversaire des attentats terroristes commis dans la capitale espagnole.

Il a également été conseiller juridique de la délégation sri-lankaise à la Conférence de 1995 des parties au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires chargée d’examiner le Traité et la question de sa prorogation

Il a été membre de la délégation sri-lankaise à la Réunion des chefs de gouvernement des pays du Commonwealth, à la Réunion des ministres de la justice et des hauts responsables du Commonwealth et aux sessions annuelles de l’Organisation juridique consultative pour les pays d’Asie et d’Afrique.

M. Perera a été invité par le Comité international de la Croix-Rouge à présider une séance sur l’intérêt du droit international coutumier pour l’application du droit international humanitaire à une conférence intitulée « Custom as a Source of Humanitarian Law » (La coutume comme source du droit humanitaire), organisée pour marquer la publication de l’Étude du CICR sur le droit international humanitaire coutumier, à New Delhi en décembre 2005.

Il a été conseiller technique lors de plusieurs ateliers et réunions organisés par la CNUCED sur les accords bilatéraux de promotion et de protection des investissements.

Il a participé à la réunion du Groupe spécial d’experts sur le règlement des différends entre investisseurs et États dans les accords internationaux relatifs aux investissements, organisée par la CNUCED à Genève en novembre 2004; il a récemment été invité comme conseiller technique à présenter l’optique des pays en

développement au Colloque de haut niveau sur le règlement des différends, organisé conjointement par l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), le Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (CIRDI) et la CNUCED, à Paris en décembre 2005.

Il a présidé le Sous-Comité national sur les questions juridiques et institutionnelles relatives à l'application des accords conclus dans le cadre de l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

Il préside actuellement un groupe de travail sur un accord de règlement des différends dans le cadre de l'Accord de libre-échange du BIMSTEC, groupement régional qui rassemble le Bangladesh, le Bhoutan, l'Inde, le Myanmar, le Népal, Sri Lanka et la Thaïlande.

### **Expérience régionale**

Au plan régional, M. Perera a participé activement à l'élaboration de projets de textes et à la négociation de plusieurs instruments juridiques dans le cadre de l'Association sud-asiatique de coopération régionale (ASACR).

Il a été chargé de rédiger le texte de négociation de la Convention régionale de l'ASACR sur la répression du terrorisme (1987) et a dirigé la délégation sri-lankaise à la réunion d'experts juridiques des pays de l'ASACR qui ont examiné le projet de convention à Colombo en 1987.

Il a été chargé de rédiger le texte de négociation du Protocole additionnel à la Convention régionale de l'ASACR sur la répression du terrorisme (2004), visant à donner effet aux obligations qui incombent aux pays en vertu de la résolution 1373 (2001) du Conseil de sécurité, et il a également représenté Sri Lanka à la Réunion des hauts responsables et experts juridiques de l'ASACR (2003-2004) qui ont négocié le Protocole additionnel.

Il a participé à la rédaction du texte de négociation de la Convention de l'ASACR sur la lutte contre l'abus et le trafic des drogues et présidé le groupe d'experts juridiques de l'ASACR qui a négocié la convention à Colombo (1990).

Depuis la deuxième Réunion au sommet tenue à Bangalore (Inde) en 1986, il a été conseiller juridique auprès des délégations sri-lankaises qui ont participé aux réunions au sommet des chefs d'État ou de gouvernement de l'ASACR, dont celle d'Islamabad en 2004, ainsi qu'aux réunions du Conseil des ministres de l'ASACR et du Comité permanent des ministres des affaires étrangères de l'ASACR.

Il a été membre de la délégation sri-lankaise aux négociations concernant le régime préférentiel d'échanges de l'ASACR, tenues à Katmandou (Népal) en 1992.

### **Expérience bilatérale**

#### *Négociation d'accords bilatéraux*

En sa qualité de Conseiller juridique, M. Perera a dû participer activement aux processus de négociation de nombreux traités bilatéraux.

Ainsi, il a participé à la négociation de traités relatifs aux échanges commerciaux, aux investissements et aux services aériens. Depuis la libéralisation de l'économie sri-lankaise dans les années 1980, il a participé activement à la

négociation de plus de 25 accords bilatéraux de promotion et de protection des investissements.

Il a été membre de la délégation sri-lankaise qui a négocié le premier Accord de libre-échange avec l'Inde, puis avec le Pakistan.

Il a présidé le Sous-Groupe du secteur des services dans les discussions sur un accord global de partenariat économique avec Singapour.

Il a été membre de la délégation sri-lankaise qui a négocié l'accord de réadmission avec l'Union européenne.

Il a été membre de la délégation sri-lankaise qui a négocié le premier Accord sur les services aériens de type « ciel ouvert » avec les États-Unis, puis avec Singapour.

#### *Actions juridictionnelles internationales*

M. Perera a été membre de l'équipe qui a représenté le Gouvernement sri-lankais dans le cadre de plusieurs actions juridictionnelles dans le domaine des investissements étrangers, dont l'arbitrage international entre Asian Agricultural Products Ltd. (AAPL) et le Gouvernement sri-lankais. Il s'agissait du tout premier différend relatif aux investissements dans le cadre d'un traité bilatéral renvoyé devant le CIRDI à Washington. Il a également représenté son gouvernement dans l'arbitrage relatif à l'action en justice intentée par Mihaly (Canada) Inc. contre le Gouvernement sri-lankais devant le CIRDI. Ces arbitrages concernaient des questions juridiques importantes dans le domaine du droit relatif aux investissements étrangers.

#### *Droits de l'homme*

Dans le domaine des droits de l'homme, M. Perera a été membre de la délégation sri-lankaise aux réunions du Comité des droits de l'homme où ont été examinés les rapports nationaux présentés par Sri Lanka en sa qualité d'État partie au Pacte international relatif aux droits civils et politiques (1993, 1995, 2003) et aux réunions de la Commission des droits de l'homme (1989 et 1994). Il préside le Comité interdépartemental sur le droit international humanitaire, qui examine les mesures internes requises pour l'application du droit international humanitaire et collabore étroitement avec le CICR à ce propos.

#### *Droit de la mer et affaires maritimes*

M. Perera a dirigé la délégation sri-lankaise lors de négociations bilatérales avec les pays voisins en ce qui concerne le litige relatif au plateau continental qui doit être soumis aux Nations Unies et a participé régulièrement aux discussions concernant les pêches bilatérales et d'autres questions liées aux affaires maritimes.

Le Gouvernement sri-lankais l'a nommé membre du Groupe d'arbitres constitué par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies en application de la Convention sur le droit de la mer.

### **Autres activités professionnelles**

M. Perera exerce notamment les activités professionnelles complémentaires suivantes :

- Il est chargé de cours extérieur en droit international à la Faculté de droit de l'Université de Colombo, au Centre d'études internationales Bandaranaike, à l'Institut de formation diplomatique Bandaranaike, à l'Académie de défense de Kotalawela et à l'École d'état-major de l'armée sri-lankaise;
- En 1980, il a bénéficié d'une bourse d'études de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche (UNITAR), qui lui a permis de suivre un cours de droit international public à l'Académie de droit international de La Haye en 1980, puis une formation pratique dans les services juridiques de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD) et de l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI).

### **Publications**

La thèse de doctorat de M. Rohan Perera sur le thème « Initiatives internationales en vue de prévenir et de combattre le terrorisme et développement progressif du droit international » a été publiée sous le titre « International Terrorism » aux Éditions Vikas, New Delhi (Inde) en 1997.

M. Perera a également publié une série d'essais sur le droit international qui s'intéressent à l'évolution de la situation actuelle, sous le titre « International Law – Changing Horizons » (1997).

Lorsqu'il était étudiant de premier cycle, M. Perera était éditeur de la revue « Aquinas Law Journal ».

Ces dernières années, il a régulièrement écrit des articles sur le droit international pour des revues de droit comme le Commonwealth Law Bulletin, l'American Review of International Arbitration (Columbia University), le Sri Lanka Law College Law Review et le Sri Lanka Journal of International Law, publié par l'Université de Colombo.

Il est membre du Groupe d'éditeurs-conseils du Manchester Journal of International Economic Law, du Sri Lanka Journal of International Law et du Sri Lanka Law College Law Review.

### **Aptitudes linguistiques**

M. Perera a une excellente maîtrise de l'anglais et du singhalais (sa langue maternelle) et des notions de français.

**Ernest Petrič (Slovénie)**

[Original : anglais]

**Date de naissance :** 18 novembre 1936**Situation de famille :** Marié, trois enfants**Formation**

- 1960 : Faculté de droit, Université de Ljubljana, maîtrise de droit (moyenne de 9,2). Prix « Prešeren » pour son mémoire intitulé « Aspects juridiques internationaux des relations entre le Royaume d'Italie et le Royaume de Yougoslavie de 1919 à 1941 »
- 1963 et 1964 : Études post-universitaires, Université de Vienne (Autriche)
- 1965 : Doctorat de droit international, Faculté de droit de l'Université de Ljubljana (thèse intitulée « Das Recht auf die Heimat » (le droit à un foyer) en tant que notion de droit international)

**Formation complémentaire**

- 1958 : Université de Lund (Suède)
- 1973 : Académie de droit international, La Haye
- 1972 : Institut de droit international de l'Université de Thessalonique
- 1972 : Wilton Park
- 1972 : Université de Londres
- 1979 : Max-Planck-Institut für ausländisches öffentliches Recht und Völkerrecht, Heidelberg

**Expérience professionnelle**

- 1961-1965 : Assistant de recherche à l'Institut d'ethnologie de Ljubljana
- 1965-1967 : Titulaire de la chaire de relations internationales et de droit international de la Faculté de sciences politiques de l'Université de Ljubljana
- 1967-1972 : Membre du Conseil exécutif de Slovénie (Gouvernement), en charge du portefeuille « Science et technologie », Ljubljana
- 1972-1983 : Titulaire de la chaire, professeur titulaire et extraordinaire de relations internationales et de droit international; chef du Département de sciences politiques et de relations internationales; chef du Centre de recherches sur les relations internationales (spécialisation en droits de l'homme et protection des minorités); Directeur de l'Institut de recherche et vice-doyen de la Faculté de sociologie, de sciences politiques et de journalisme de l'Université de Ljubljana
- 1983-1986 : Professeur de relations internationales et de droit international à l'Université d'Addis-Abeba (Éthiopie)

- 1986-1989 : Professeur de relations internationales et de droit international et doyen de la Faculté de sociologie, de sciences politiques et de journalisme de l'Université de Ljubljana
- 1989-1991 : Ambassadeur de la République fédérative socialiste de Yougoslavie en Inde et au Népal
- 1991-1997 : Ambassadeur de la République de Slovénie aux États-Unis d'Amérique et au Mexique
- 1997-2000 : Secrétaire d'État (Vice-ministre) au Ministère des affaires étrangères de la République de Slovénie
- 2000-juin 2002 : Représentant permanent de la République de Slovénie auprès de l'Organisation des Nations Unies, Ambassadeur de Slovénie au Brésil
- Septembre 2002-août 2003 : Ambassadeur, Représentant permanent auprès de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe
- Depuis septembre 2002 : Ambassadeur de la République de Slovénie près la République d'Autriche et Représentant permanent auprès des organisations internationales à Vienne

#### **Activités spécialisées et professionnelles**

- 1972 : Expert des problèmes d'intégration des membres des minorités dans la communauté nationale, Bogotá
- 1975 : Expert auprès de l'UNESCO, Bagdad
- 1974 : Directeur d'études à l'Institut de droit international public et de relations internationales de Thessalonique (Grèce)
- 1983-1986 : Conférencier à l'Université d'Addis-Abeba (Éthiopie)
- Expert du droit international, des relations internationales, de la protection des droits de l'homme et des droits des minorités au Tribunal de Ljubljana
- Expert de l'évaluation de projets de recherche sur les relations internationales et le droit international de la Communauté de recherche de Ljubljana

#### **Expérience de l'administration**

- 1967-1972 : Député à l'Assemblée nationale de Slovénie
- 1967-1972 : Membre du Conseil exécutif de Slovénie (Gouvernement), en charge du portefeuille « Science et technologie »
- 1987-1989 : Directeur du Centre de recherche de la Faculté de sociologie, de sciences politiques et de journalisme de l'Université de Ljubljana
- 1987-1989 : Doyen de la Faculté de sociologie, de sciences politiques et de journalisme de l'Université de Ljubljana

#### **Affiliation à des sociétés savantes (entre 1965 et 1989)**

- Membre du Conseil de l'Association slovène de droit international et de l'Association du droit international, membre du Comité des droits de l'homme de l'Association

- Membre de l'Association slovène de science politique et de l'Association internationale de science politique
- Membre du Comité exécutif de l'Association slovène pour les Nations Unies et Président de l'Union yougoslave des Associations pour les Nations Unies
- Membre et Président du Conseil de l'Institut d'ethnologie
- Membre du Centre de recherches slovènes de Trieste (Italie)
- Membre de l'Internationales Institut für Nationalitätenrecht und Regionalismus (INTEREG) de Munich

**Expérience de la politique étrangère (après 1967)**

- Membre du Comité helléno-yougoslave pour la coopération scientifique
- Membre du Comité italo-yougoslave pour la coopération scientifique
- Représentant de la Yougoslavie au Comité de la politique scientifique et technologique de l'OCDE
- Membre expert des délégations aux conférences générales de l'UNESCO et de l'OECD, et aux conférences et séminaires organisés par l'ONU et la Communauté économique européenne

**Ouvrages et autres publications**

- « International Legal Protection of Minorities », Maribor (Slovénie), 1997 (premier prix de la valeur scientifique)
- « La posizione giuridica internazionale della minoranza slovena in Italia », Trieste (Italie), 1981; traduit en slovène
- « The Right of Self-Determination », Maribor (Slovénie), 1984
- « From Emperor to the Leader » (étude politique sur l'Éthiopie); Ljubljana, 1987
- Une centaine d'articles et de traités sur les problèmes du droit international, les relations internationales, la protection des minorités, les droits de l'homme, l'autodétermination, les Accords d'Osimo (entre l'Italie et la République fédérative socialiste de Yougoslavie), le traité de l'État autrichien; publication d'articles scientifiques et spécialisés dans des publications slovènes ou étrangères et dans des recueils de travaux scientifiques

**Travaux de recherche (entre 1962 et 1989)**

- Études et projets scientifiques indépendants sur les problèmes des minorités, les droits de l'homme, les relations internationales et le règlement pacifique des différends interétatiques

**Participation à des séminaires et à des colloques en qualité de conférencier**

- Conférencier dans les établissements suivants : Universités de Graz, de Zagreb, de Sarajevo, de Belgrade, de Niš, de Vienne, de Würzburg, de Thessalonique, de Madras, de New Delhi, de Bergen, de Leipzig, d'Addis-

Abeba; Université de Floride, Drew College, Roanoke College, Cleveland State University, Columbia University, Texas Catholic University, George Washington University, Université du Massachusetts, Thunderbird Graduate School of International Management, Center for Strategic and International Studies (Washington), Hudson Institute (Washington), National Defense University (Washington) et autres

- Exposés indépendants effectués à l'occasion de séminaires et de conférences scientifiques tenus, notamment, à Graz, Moscou, Rome, Palerme, Bonn, Istanbul, Monaco, Udine, Madrid, Vienne, Aspen, Harvard, Trieste, Klagenfurt, Rabat et Rio de Janeiro

**Langues parlées**

Anglais, allemand, serbe, croate, russe et italien

## **Gilberto Vergne Saboia (Brésil)**

[Original : anglais]

Gilberto Vergne Saboia est né à Rio de Janeiro le 16 mai 1942. Diplômé de la faculté de droit de l'Université catholique de Rio de Janeiro, il rejoint en 1966 le Département des affaires étrangères brésilien en qualité de troisième secrétaire, après avoir terminé ses études à l'Instituto Rio Branco, l'académie diplomatique du Brésil. En 1982, candidat à un poste à responsabilité, il soutient un mémoire sur « La protection internationale des droits de l'homme » et est admis.

En tant que diplomate, Gilberto Saboia a été affecté à l'ambassade du Brésil à Washington et à Guatemala. Il a également travaillé à la Mission permanente du Brésil auprès de l'Office des Nations Unies à Genève et à la Mission permanente du Brésil auprès de l'Organisation des États américains à Washington, et occupé les postes d'ambassadeur et de vice-représentant permanent du Brésil auprès des organisations internationales ayant leur siège à Genève (de 1993 à 1998) et d'ambassadeur du Brésil en Suède (de 1998 à 2000). Depuis octobre 2003, il est ambassadeur du Brésil aux Pays-Bas et Représentant permanent du Brésil auprès de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques.

Gilberto Saboia bénéficie d'une solide expérience des instances multilatérales et de connaissances spécialisées dans les domaines juridiques, politiques et liés aux droits de l'homme. Délégué auprès du Sous-Comité juridique des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique (en 1980 et 1981), il a également participé à la Conférence diplomatique de plénipotentiaires qui a adopté la Convention des Nations Unies contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes de 1988.

Membre de la délégation brésilienne à l'OEA, il a participé aux travaux de la Commission des questions juridiques et politiques du Conseil permanent et de la Commission interaméricaine de lutte contre l'abus des drogues de l'OEA.

Dans la sphère des droits de l'homme, il a été élu expert à la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et la protection des minorités (1990-1993), président du Comité de rédaction de la Conférence mondiale sur les droits de l'homme tenue à Vienne en 1993, et président de la cinquante-deuxième session de la Commission des droits de l'homme des Nations Unies, en 1996. Il a été chargé de présenter le premier rapport du Brésil au Comité des droits de l'homme (en 1996) et le dixième rapport au CERD. Il a dirigé les délégations brésiennes aux réunions et conférences internationales sur les droits de l'homme et autres questions connexes, telles que la Commission des droits de l'homme des Nations Unies ou le Comité exécutif du Haut Commissariat des Nations Unies aux réfugiés. À la tête de la délégation brésilienne à la Conférence sur la création d'une cour criminelle internationale (Rome, 1998), il a participé au Brésil à un séminaire de juges et de juristes chargé d'examiner les incidences de la ratification du Statut de Rome par le Brésil sur sa Constitution et sa législation.

En tant que Secrétaire d'État aux droits de l'homme (en 2000-2001), poste du Ministère de la justice conférant le rang de membre du Cabinet, Gilberto Saboia a préconisé la mise en œuvre du Programme national sur les droits de l'homme et coordonné, en qualité de président de la Commission nationale, les travaux préparatoires menés au Brésil en vue de la Conférence mondiale contre le racisme,

la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée, tenue en 2001 à Durban. Il a également préparé le lancement de la Campagne nationale contre la torture et s'est attaché à renforcer le Programme national de protection des témoins et des victimes de délits. Il a dirigé l'Autorité nationale brésilienne chargée de mettre en œuvre à l'échelle nationale la Convention de La Haye sur la protection des enfants et la coopération en matière d'adoption internationale.

En sa qualité de Sous-Secrétaire général aux affaires politiques du Ministère brésilien des affaires étrangères, l'ambassadeur Saboia a pris part, entre janvier 2002 et septembre 2003, à des consultations politiques de haut niveau avec l'Allemagne, l'Argentine, l'Australie, la Chine, Cuba, la Fédération de Russie, l'Inde, le Mexique, la Nouvelle-Zélande, la République islamique d'Iran et la Thaïlande. Il a coordonné, au niveau des vice-ministres, les travaux du Groupe des amis du Secrétaire général de l'OEA pour le Venezuela. Il a également fait office de Coordonnateur régional pour l'Amérique latine et les Caraïbes à l'occasion du Sommet de l'Union européenne et au Groupe de Rio. Il a représenté le Gouvernement brésilien en qualité d'observateur à la deuxième Réunion de chefs d'État et de gouvernement de l'Union africaine, tenue en 2002 à Maputo.

Actuellement en poste à La Haye, assurant la liaison avec divers organismes juridiques ayant leur siège dans cette ville ou participant à leurs travaux, l'ambassadeur Saboia s'est vu confier par le Bureau de l'Assemblée des États parties au Statut de Rome de la Cour pénale internationale la tâche de coordonner les travaux du Groupe de travail de La Haye instauré pour promouvoir des consultations sur les questions spécifiques figurant dans le programme de travail de l'Assemblée des États parties.

**Narinder Singh (Inde)**

[Original : anglais]

Date de naissance : 15 novembre 1951

**Diplômes**

LL.M, 1976, Université de Delhi

LL.B. 1974, Université de Delhi

**Fonctions actuelles**

Vice-Secrétaire et Conseiller juridique au Ministère des affaires étrangères, New Delhi (depuis mai 2003)

**Fonctions antérieures**

- Depuis mai 2002 : Directeur et Conseiller juridique par intérim, Ministère des affaires étrangères, New Delhi.
- Septembre 1998-avril 2002 : Premier Secrétaire/Conseiller (juridique); Mission permanente de l'Inde auprès de l'Organisation des Nations Unies, New York.
- 1997-1998 : Directeur, Division du droit et des traités, Ministère des affaires étrangères, New Delhi.
- 1990-1997 : Spécialiste du droit (Gr. I), Division du droit et des traités, Ministère des affaires étrangères, New Delhi.
- 1984-1990: Spécialiste du droit (Gr. II), Division du droit et des traités, Ministère des affaires étrangères, New Delhi.
- 1978-1984: Professeur assistant, Indian Society of International Law, New Delhi.
- 1976-1977: Chargé de recherches, Indian Institute of Public Administration, New Delhi.

**Autres fonctions exercées**

- 2001: Vice-Président, Réunion des États parties à la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer, New York.
- 1999-2003 : Membre de la Commission des finances de l'Autorité internationale des fonds marins, Kingston.
- 2002 : Vice-Président du Comité spécial sur les immunités juridictionnelles des États et de leurs biens.

Depuis 2002 :

Membre du Groupe de coordonnateurs des réunions des conseillers juridiques des États membres des Nations Unies.

Vice-Président du Comité de rédaction de la Conférence diplomatique de l'AIEA chargée d'examiner les amendements proposés à la Convention sur la protection physique des matières nucléaires, 4-8 juillet 2005

Inscrit sur la liste d'experts de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques chargés de fournir une assistance juridique sur des questions relatives à la Convention sur les armes chimiques

Président de la Réunion sur la promotion et la protection de l'investissement et l'arbitrage de l'Association sud-asiatique de coopération régionale (ASACR), New Delhi, mars 2004

Membre du Comité d'organisation de la Deuxième Conférence internationale sur le droit international de l'Indian Society of International Law (New Delhi, novembre 2004) et président de la session consacrée au droit de l'espace extra-atmosphérique

Membre du Comité d'organisation du Colloque sur le droit spatial, tenu à Bangalore en juin 2005, et organisé conjointement par l'Institut international de droit spatial (IIDS) et l'Agence indienne de recherche spatiale (ISRO)

Membre du Conseil exécutif de l'Indian Society of International Law, New Delhi

Membre du Comité de rédaction de l'Indian Journal of International Law

#### **Affiliation à des sociétés savantes**

Membre à vie de l'Indian Society of International Law, New Delhi

Membre à vie de l'India International Law Foundation

#### **Bourses et prix décernés**

Centre d'études et de recherches de l'Académie de droit international de La Haye, août-septembre 1983

Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche (UNITAR), bourse de droit international, 1986 (dont un programme de 6 semaines à l'Académie de droit international de La Haye et un stage de 12 semaines à la Division juridique de l'Organisation maritime internationale, Londres)

Seizième Séminaire de droit international, Nations Unies, Genève, 1980

## **Expérience de conférences et de négociations internationales**

### **À l'échelle multilatérale**

Membre des délégations indiennes aux sessions de l'Assemblée générale des Nations Unies, New York, depuis 1998

Conférence diplomatique de l'AIEA chargée d'examiner les amendements proposés à la Convention sur la protection physique des matières nucléaires, 4-8 juillet 2005

Chef des délégations indiennes aux sessions annuelles de l'Organisation juridique consultative pour les pays d'Asie et d'Afrique (AALCO), depuis 2002

Vingt-huitième Réunion consultative du Traité sur l'Antarctique, Stockholm, juin 2005

Consultation régionale pour l'Asie sur le travail de l'Équipe de travail internationale sur les biens collectifs mondiaux, Manille, février 2005

Groupe de travail sur les questions juridiques relatives à la lutte contre le terrorisme, Canberra, 4-5 août 2004

Réunions du Sous-Comité juridique du Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique de l'ONU, 1996-1998 et 2004

Conférence de La Haye de droit international privé : Réunion de la Commission spéciale sur le recouvrement international des aliments envers les enfants et d'autres membres de la famille, La Haye, 7-16 juin 2004 Commission spéciale de juin 2006

Conférence de La Haye de droit international privé : Réunion de la Commission spéciale sur le fonctionnement pratique des Conventions de La Haye sur la légalisation, sur la notification à l'étranger de documents et l'obtention de preuves à l'étranger, La Haye, du 29 octobre au 4 novembre 2003

Assemblée générale des Nations Unies (Sixième Commission) depuis 1998

Réunions du Groupe d'experts juridiques et techniques établi afin de réviser la Convention sur la protection physique des matières nucléaires, 2002-2003

Comité spécial sur les immunités juridictionnelles des États et de leurs biens, 2002

Commission préparatoire de la Cour pénale internationale, New York, 1999-2002

Comité spécial du terrorisme international, New York, 1998-2002

Comité de la Charte des Nations Unies, New York, 1999-2002

Comité spécial chargé des travaux préliminaires en vue de l'élaboration d'une convention internationale contre le clonage d'êtres humains, 2002

Comité spécial sur la portée de la protection juridique offerte par la Convention sur la sécurité du personnel des Nations Unies et du personnel associé, 2002

Conférence ministérielle sur le droit du Commonwealth, Port of Spain, mai 1999

Sessions annuelles de l'Autorité internationale des fonds marins, Kingston, 1998-2002

Processus consultatif officieux ouvert à tous sur les océans et le droit de la mer des Nations Unies, 2000-2002

Réunions des États parties à la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer, New York, 1999-2002

Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes-examen du rapport de l'Inde, janvier 2000

Session annuelle de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international (CNUDCI), New York, juin 2000

Comité juridique de l'Organisation maritime internationale, Londres, octobre 1997

Conférence diplomatique de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) sur la responsabilité civile en matière de dommage nucléaire, Vienne, septembre 1997

Comité permanent de l'AIEA sur la responsabilité pour les dommages nucléaires, avril 1997

Conférence en vue de la création de l'Institut international pour la démocratie et l'assistance électorale, Londres, février 1995

Sessions annuelles de l'Organisation juridique consultative pour les pays d'Asie et d'Afrique (AALCO) (ancien Comité consultatif juridique afro-asiatique), 1986-1989, 1992-1995, 1998, et 2001-2004, et diverses réunions intersessions

Réunion d'experts juridiques des États signataires du Traité sur l'Antarctique, concernant une Annexe sur la responsabilité au Protocole au Traité sur l'Antarctique, relatif à la protection de l'environnement, La Haye, novembre 1994

Institut international pour l'unification du droit privé, Groupe de travail du droit privé sur le rapatriement international des biens culturels volés ou illicitement exportés, Rome, octobre 1993

Forum de Sienne sur le droit international de l'environnement, Italie, avril 1990

Conférence de l'ASACR pour l'adoption de la Convention sur les stupéfiants et substances psychotropes de l'ASACR, Colombo, janvier-février 1990

Atelier des Nations Unies sur les droits de l'enfant, et tout particulièrement sur les droits des fillettes, organisé conjointement par le Centre pour les droits de l'homme et le Ministère indien des affaires étrangères, New Delhi, décembre 1990

Réunions du Conseil international de l'étain, Londres, avril et septembre 1989

Conférence d'INMARSAT sur les communications mobiles terrestres par satellite, Varna (Bulgarie), juin 1988

Colloque sur la délimitation des frontières maritimes, Hambourg (Allemagne), 25-26 septembre 2004

Groupe de travail international sur les biens publics mondiaux, Consultation régionale pur l'Asie, Manille, 18 février 2005

#### **À l'échelle bilatérale**

Extradition, entraide judiciaire, promotion et protection des investissements, aviation civile, commerce, commerce international, relations consulaires, télécommunications, coopération économique, lutte contre la double imposition,

eaux fluviales, espace extra-atmosphérique, science et technologie, y compris droits de propriété intellectuelle

Négociation d'un accord global de coopération économique avec Singapour, de juillet 2003 à juin 2005

Pourparlers avec la Banque asiatique de développement en vue de la conclusion d'un accord avec le pays hôte sur le bureau du représentant résident en Inde, 1992

Pourparlers avec la CESAP en vue de la conclusion d'un accord avec le pays hôte pour l'Asia-Pacific Centre for Science and Technology, juin 1994

Réunions de la Commission permanente de l'Indus(Inde-Pakistan) tenues à New Delhi et à Islamabad/Lahore entre 2002 et 2005

Pourparlers bilatéraux sur la délimitation du plateau continental, Colombo, décembre 2003, et New Delhi, 2004

### **Publications et études**

Réserves à la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer, 19 *Indian Journal of International Law*, 1979.

Élaboration de rapports sur des projets de recherche pour le compte de l'Indian Society of International Law sur les questions suivantes:

- La légalité dans la lutte contre le terrorisme international
- Subventions et droits compensateurs
- Réglementation de la pêche étrangère dans la zone économique exclusive
- Satellites de radiodiffusion directe
- Satellites de télédétection
- Pratique du droit international par l'État indien
- Réglementation des investissements directs en Inde

« Liability in Outer Space Law », allocution prononcée lors du Colloque IIDS/ISRO sur le droit spatial , Bangalore, juin 2005 (à paraître).

« Recent Developments in Space Law », allocution prononcée lors de la Deuxième Conférence internationale sur le droit international de l'Indian Society of International Law, New Delhi, novembre 2004 (à paraître).

« United Nations Conventions aimed at Combating International Terrorism », allocution prononcée devant le Groupe de travail des questions juridiques relatives à la lutte contre le terrorisme, Canberra, 4-5 août 2004.

**Luis Solari Tudela (Pérou)**

[Original : anglais, espagnol]

Date de naissance : 3 décembre 1935

Lieu de naissance : Lima (Pérou)

Situation de famille : Marié, père de deux enfants

**Études universitaires**

- Diplôme de droit, Université catholique de Lima (Pérou)
- Licence de relations internationales, École de diplomatie du Pérou
- Maîtrise en relations internationales, Institut universitaire de hautes études internationales de Genève

**Langues**

Espagnol, anglais, français et italien

**Carrière diplomatique au Ministère des affaires étrangères**

- Directeur de l'évaluation
- Directeur pour les organisations internationales
- Sous-Secrétaire aux affaires bilatérales
- Sous-Secrétaire à la politique extérieure
- Conseiller juridique au Ministère des affaires étrangères
- Secrétaire à la politique extérieure
- Vice-Ministre et Secrétaire général des affaires étrangères

**Carrière diplomatique à l'étranger**

- Ambassadeur du Pérou au Panama, en Italie et au Saint-Siège
- Ambassadeur en Croatie, à Chypre, à Malte et auprès de l'ordre souverain militaire de Saint-Jean de Jérusalem de Rhodes et de Malte

**Fonctions internationales**

- Membre de la Commission du droit international, 1987-1991
- Expert pour le Pérou du Groupe juridico-technique pour la région de Lagartococha dans les négociations entre la République du Pérou et la République de l'Équateur qui ont abouti à la conclusion d'un accord de paix.

**Fonctions actuelles**

Ambassadeur du Pérou au Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord

### **Carrière universitaire**

- Professeur de droit international public à l'Université de Lima (Pérou)
- Professeur de droit international public à l'Université nationale Federico Villarreal de Lima (Pérou)
- Professeur de droit international public à l'Université San Martín de Porres, Lima (Pérou)
- Professeur de droit international public à l'École de diplomatie du Pérou
- Professeur de droit international public à l'Université centrale de Panama

### **Publications**

- Manuel de droit international public, sept éditions
- Articles dans plusieurs magazines spécialisés
- Éditorialiste au journal « El Comercio » pour les questions de droit international public

### **Affiliations**

- Membre de l'Association du barreau de Lima
- Membre honorifique de l'Association du barreau de Panama
- Membre de l'Association péruvienne de droit international

### **Décorations et distinctions**

- Grand-Croix de l'ordre du mérite (Pérou)
- Grand-Croix de l'ordre du soleil (Pérou)
- Chevalier de l'ordre du condor des Andes (Bolivie)
- Ordre Vasco Núñez de Balboa (Panama)
- Grand-Croix de l'Ordine Pianodu Saint-Siège
- Grand-Croix de l'ordre de Malte

## Eduardo Valencia-Ospina (Colombie)

[Original : anglais]

**Lieu et date de naissance :** Cali (Colombie), 19 septembre 1939

**Connaissances linguistiques :** Maîtrise parfaite de l'espagnol (langue maternelle), anglais et français (parlé, lu et écrit)

### Diplômes

Baccalauréat, Colegio de Santa Librada, Cali, 1956 (1950-1956)

Doctorat en sciences juridiques, Universidad Pontifical Javeriana, Bogotá, 1962 (1957-1961)

Doctorat en sciences économiques, Universidad Pontifical Javeriana, 1962 (1957-1961)

Certificat obtenu à l'issue d'un cours spécialisé d'un an portant sur le droit du travail et l'économie, Universidad Pontifical Javeriana, 1961

Certificat obtenu à l'issue d'un séminaire sur le droit américain à l'intention des juristes colombiens, Southern Methodist University, Dallas (États-Unis), 1961

Certificat obtenu à l'issue du Programme pour les étudiants étrangers, Yale University, New Haven (États-Unis), 1962

Maîtrise en droit, Harvard University (faculté de droit), Cambridge (États-Unis), 1963 (1962-1963). *Spécialisation* : droit international.

Études spécialisées, Harvard Law School (1963-1964). *Spécialisation* : droit international.

### Distinctions

Médaille d'or « General Santander » décernée au meilleur étudiant du Colegio de Santa Librada (1956)

Première place à la faculté de droit de l'Universidad Pontifical Javeriana (1961)

Bourse ICETEX décernée chaque année pendant les cinq ans d'études à la faculté de droit de l'Universidad Pontifical Javeriana

Bourse « Fulbright », 1962

Bourse de Harvard University, 1962-1963

Bourse de l'Organisation des États américains, 1963-1964

Commandeur de l'« Ordre des villes confédérées », titre décerné par le Gouvernement fédéral de Cali (1995)

Médaille d'or « José Félix Restrepo », la plus haute décoration décernée par l'Universidad Pontifical Javeriana (1997)

Commandeur de l'« Orden Javeriana », titre décerné par l'Association des anciens élèves de l'Universidad Javeriana (1997)

« Commentaries on World Court's Decisions, 1987-1996 », ouvrage à lui dédié et publié par Kluwer Law International (1998)

Premier membre honoraire de l'Institut TMC Asser, La Haye (2001)

Universitaire invité du Centre d'études international de la faculté de droit de New York University

Grand-Croix de l'Ordre de San Carlos, décernée par le Président et Ministre des affaires étrangères de la République de Colombie (2001)

## **Expérience professionnelle**

### **Carrière après l'ONU (depuis 2000)**

Membre de la Commission du droit international (CDI) jusqu'au 31 décembre 2006 (élu par les membres de la Commission le 1<sup>er</sup> mai 2006 pour pourvoir le poste laissé vacant par M. Sepúlveda (Mexique))

Consultant en droit international auprès de plusieurs gouvernements, dont le Gouvernement colombien

Consultant en droit international auprès du Cabinet juridique Frère Cholmeley/Eversheds (Paris)

Rédacteur en chef du périodique « The Law and Practice of International Courts and Tribunals » publié par Martinus Nijhoff (Leyde)

### **Carrière avant l'ONU**

Assistant juridique auprès de l'Avocat général, Conseil d'État colombien, 1961-1962

Associé du Cabinet juridique Ropes and Grey, Boston, États-Unis, 1963

### **Carrière à l'ONU (1964-2000)**

#### **Cour internationale de Justice (1984-2000)**

Greffier, élu le 19 février 1987 et réélu le 17 février 1994, pour des mandats de sept ans, avec rang de Sous-Secrétaire général de l'ONU

Greffier adjoint, élu le 11 avril 1984, pour un mandat de sept ans

Alors qu'il exerçait ces fonctions, la Cour a été saisie des affaires suivantes :

#### *Affaires contentieuses*

Délimitation de la frontière maritime dans le golfe du Maine (Canada/États-Unis d'Amérique)

Plateau continental (Jamahiriya arabe libyenne/Malte)

Différend frontalier (Burkina Faso/République du Mali)

Activités militaires et paramilitaires au Nicaragua et contre celui-ci (*Nicaragua c. États-Unis d'Amérique*)

Révision et interprétation du jugement rendu le 24 février 1982 sur l'affaire relative au plateau continental (*Tunisie c. Jamahiriya arabe libyenne*)

Actions armées frontalières et transfrontalières (*Nicaragua c. Costa Rica*)

Actions armées frontalières et transfrontalières (*Nicaragua c. Honduras*)

Différend frontalier terrestre, insulaire et maritime (El Salvador/Honduras), requête à fin d'intervention présentée par le Nicaragua

Elektronica Sicula S. p. A. (ELSI) (*États-Unis d'Amérique c. Italie*)

Délimitation des zones maritimes dans la région située entre le Groënland et Jan Mayen (*Danemark c. Norvège*)

Incident aérien du 3 juillet 1988 (*République islamique d'Iran c. États-Unis d'Amérique*)

Terres riches en phosphate à Nauru (*Nauru c. Australie*)

Sentence arbitrale du 31 juillet 1989 (*Guinée-Bissau c. Sénégal*)

Différend territorial (Jamahiriya arabe libyenne/Tchad)

Timor oriental (*Portugal c. Australie*)

Délimitation des zones maritimes entre la Guinée-Bissau et le Sénégal

Passage par le Grand-Beld (*Finlande c. Danemark*)

Délimitation des zones maritimes et questions territoriales entre le Qatar et Bahreïn

Questions relatives à l'interprétation et l'application de la Convention de Montréal de 1971 résultant de l'incident aérien de Lockerbie (*Jamahiriya arabe libyenne c. Royaume-Uni*)

Questions relatives à l'interprétation et l'application de la Convention de Montréal de 1971 résultant de l'incident aérien de Lockerbie (*Jamahiriya arabe libyenne c. États-Unis d'Amérique*)

Plateformes pétrolières (République islamique d'Iran c. États-Unis d'Amérique)

Application de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide (Bosnie-Herzégovine c. Yougoslavie)

Projet Gabeikovo-Nagymáros (Hongrie/Slovaquie)

Frontière terrestre et maritime entre le Cameroun et le Nigéria

Compétence en matière de pêcheries (Espagne c. Canada)

Demande d'examen de la situation au titre du paragraphe 63 de l'arrêt rendu par la Cour le 20 décembre 1974 sur les essais nucléaires (Nouvelle-Zélande c. France)

Île Kasikili/Sedudu (Botswana/Namibie)

Convention de Vienne sur les relations consulaires (Paraguay c. États-Unis d'Amérique)

Demande d'interprétation de l'arrêt rendu le 11 juin 1998 dans l'affaire relative à la frontière terrestre et maritime entre le Cameroun et le Nigéria, exceptions préliminaires

Souveraineté sur Pulau Ligitan et Pulau Sipadan (Indonésie/Malaisie)

Ahmadou Sadio Diallo (*République de Guinée c. République démocratique du Congo*)

La Grand (*Allemagne c. États-Unis d'Amérique*)

Licéité de l'emploi de la force (*Yougoslavie c. Belgique*)

Licéité de l'emploi de la force (*Yougoslavie c. Canada*)

Licéité de l'emploi de la force (*Yougoslavie c. France*)

Licéité de l'emploi de la force (*Yougoslavie c. Allemagne*)

Licéité de l'emploi de la force (*Yougoslavie c. Italie*)

Licéité de l'emploi de la force (*Yougoslavie c. Pays-Bas*)

Licéité de l'emploi de la force (*Yougoslavie c. Portugal*)

Licéité de l'emploi de la force (*Yougoslavie c. Espagne*)

Licéité de l'emploi de la force (*Yougoslavie c. Royaume-Uni*)

Licéité de l'emploi de la force (*Yougoslavie c. États-Unis d'Amérique*)

Activités armées sur le territoire du Congo (*République démocratique du Congo c. Burundi*)

Activités armées sur le territoire du Congo (*République démocratique du Congo c. Ouganda*)

Activités armées sur le territoire du Congo (*République démocratique du Congo c. Rwanda*)

Application de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide (*Croatie c. Yougoslavie*)

Incident aérien (*Pakistan c. Inde*)

#### *Rôle consultatif*

Demande de réformation du jugement N° 333 du Tribunal administratif des Nations Unies

Applicabilité de l'obligation d'arbitrage en vertu de la section 21 de l'Accord du 26 juin 1947 relatif au Siège de l'Organisation des Nations Unies

Applicabilité de l'Article VI, section 22, de la Convention sur les privilèges et immunités des Nations Unies

Licéité de l'utilisation des armes nucléaires par un État dans un conflit armé

Licéité de la menace ou de l'emploi d'armes nucléaires

Différend relatif à l'immunité de juridiction d'un rapporteur spécial de la Commission des droits de l'homme

**Secrétariat de l'ONU (Bureau des affaires juridiques) (1964-1984)**

Nommé juriste adjoint, septembre 1964

Juriste hors classe, démission en mars 1984

*Assistance juridique aux organes et conférences de codification des Nations Unies*

Membre du secrétariat des conférences et organes suivants :

Commission du droit international (depuis 1966; 18 sessions consécutives), Secrétaire adjoint de la Commission depuis 1981; Secrétaire du Comité de rédaction depuis 1976;

Sixième Commission de l'Assemblée générale (depuis 1966; 18 sessions consécutives), Sous-Secrétaire; Secrétaire du Comité de rédaction ou des groupes de travail établis concernant les questions suivantes : projet de convention sur les missions spéciales (1968-1969); projet de convention sur la prévention et la répression des infractions contre les agents diplomatiques et autres personnes jouissant d'une protection internationale (1973); projet de déclaration sur le droit d'asile (1965-1967);

Conférence des Nations Unies sur le droit des traités (Vienne, 1969), Assistant spécial auprès de Sir H. Waldock, expert consultant; Sous-Secrétaire du Comité plénier;

Conférence des Nations Unies sur la représentation des États dans leurs relations avec les organisations internationales (Vienne, 1975), Sous-Secrétaire du Comité de rédaction;

Conférence des Nations Unies sur l'asile territorial (Genève, 1977), Secrétaire du Comité de rédaction;

Conférence des Nations Unies sur la succession d'États en matière de traités (Vienne, 1977-1978), Secrétaire du Comité de rédaction;

Conférence des Nations Unies sur la succession d'États en matière de biens, archives et dettes d'État (Vienne, 1983), Secrétaire du Comité plénier et du Comité de rédaction;

Comité spécial des principes du droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les États (1966-1970), Sous-Secrétaire;

Comité spécial pour la question de la définition de l'agression (1967-1972), Sous-Secrétaire;

Comité spécial du terrorisme international (1973-1977), Sous-Secrétaire;

Comité ad hoc de la Charte des Nations Unies (1975), Sous-Secrétaire.

*Recherches, études et publications sur des sujets liés au droit international*

A notamment participé à l'établissement des documents et publications des Nations Unies suivants :

Pratique suivie par l'Organisation des Nations Unies, les institutions spécialisées et l'Agence internationale de l'énergie atomique en ce qui concerne leur statut

juridique, leurs privilèges et leurs immunités (A/CN.4/L.118 et Add. 1 et 2; *Annuaire de la Commission du droit international*, 1967);

Relations entre les États et les organisations internationales (A/CN.4/241 et Add. 1 à 6); *Annuaire de la Commission du droit international*, 1971);

Examen du programme et des méthodes de travail de la Commission du droit international (A/7209/Rev.1, annexe; *Annuaire de la Commission du droit international*, 1968);

Examen du programme de travail de la Commission du droit international (A/CN.4/230; *Annuaire de la Commission du droit international*, 1970);

Examen d'ensemble du droit international (A/CN.4/245/Rev.1; *Annuaire de la Commission du droit international*, 1971);

La succession d'États aux traités multilatéraux (A/CN.4/200 et Add.1 et 2; A/CN.4/210; A/CN.4/225; *Annuaire de la Commission du droit international*, 1968, 1969 et 1970);

La succession d'États en matière de traités bilatéraux (A/CN.4/229; A/CN.4/243 et Add.1; *Annuaire de la Commission du droit international*, 1970 et 1971);

Réexamen du processus d'établissement des traités multilatéraux (A/35/312/Add.2; A/CN.4/325; *Annuaire de la Commission du droit international*, 1979);

Examen du rôle de la Cour internationale de Justice (A/8382, 1971);

Terrorisme international (A/C.6/418 et Add.1, 1972);

Enquête sur les règles en vigueur du droit international relatives à l'interdiction ou à la restriction de l'emploi de certaines armes (A/9215, Vol. I et II, 1973);

Asile diplomatique (A/10139, partie II, 1975);

Volume 14 de la *Série législative des Nations Unies* « Documentation concernant la succession d'États » (ST/LEG/SER.B/14);

Volume 17 de la *Série législative des Nations Unies* « Documentation concernant la succession d'États dans les matières autres que les traités » (ST/LEG/SER.B/17)

Volume XIV du *Recueil des sentences arbitrales internationales* (publication des Nations Unies, F.65.V.4);

Volume XV du *Recueil des sentences arbitrales internationales* (publication des Nations Unies, F.66.V.3);

Volume XVI du *Recueil des sentences arbitrales internationales* (publication des Nations Unies, F.69.V.1);

Les travaux de la Commission du droit international (3<sup>e</sup> édition, 1980; publication des Nations Unies, F.80.V.11);

Projet de recherche sur certaines circonstances excluant l'illicéité autres que la « force majeure » et le « cas fortuit » (nécessité, légitime défense, consentement, application légitime de sanctions);

Projet de recherche sur la clause de la nation la plus favorisée;

Projet de recherche sur le statut du courrier diplomatique et de la valise diplomatique non accompagnée par un courrier diplomatique.

*Autres écrits*

Algunas Consideraciones Jurídicas y Económicas Suscitadas por el Tema de la Actuación Estatal (Bogotá, éd. La Meta, 1962)

Legal Problems in Commodities Trade : The International Coffee Agreement (Cambridge, États-Unis, 1963)

Le droit et son interprète, dans Guy Ladreit de Lacharrière et la politique juridique extérieure de la France (Paris, éd. Masson, 1989)

The International Court of Justice and International Environmental Law (Asian Yearbook of International Law, Vol. 2, 1994)

The Use of Chambers of the International Court of Justice, dans Essays in Honour of Sir Robert Jennings (Cambridge University Press, 1995)

The Role of the International Court of Justice in fifty years of the United Nations (The Hague Yearbook of International Law, Vol.8, 1995)

Aspects conceptuels et pratiques de la codification et du développement progressif du droit international : évolutions et priorités (publication des Nations Unies, T.96.V.4)

International Law and the Information Era, dans Problems of Contemporary International Law; Conflict and Convergences (La Haye, T.M.C. Asser Institute, 1996)

Financing, Administering and Making Known the Work of the Court, dans Increasing the Effectiveness of the International Court of Justice publié sous les auspices de l'UNITAR (éd. Kluwer, 1997)

Nueva Aproximación al Uti Possidetis Juris (Quaestiones juridicae, 13, Bogotá, 1997)

The Role of the International Court of Justice in the Pact of Bogotá, dans Essays in Honour of José María Ruda (éd. Kluwer, 1999)

Le rôle de la Cour internationale de Justice dans les différends relatifs au droit des cours d'eau internationaux, dans les procès-verbaux de la première Conférence pour la région de l'Amérique latine de l'Association de droit international (São Paulo, 1999)

Evidence before the International Court of Justice (International Law Forum du Droit international, Vol. I, 1999)

[My] Bookshelf (International Law Forum du Droit International, Vol. IV, 2000)

Non-governmental Organizations and the International Court of Justice, dans Civil Society, International Courts and Compliance Bodies (T.C.M. Asser Press, 2005)

International Boundary Delimitation and the Law of Treaties, dans Boundary Negotiation and Dispute Resolution (IBRU, CD-ROM, Durham, Royaume-Uni, 2005)

Agents before International Courts and Tribunals, dans Max Planck Encyclopedia of International Law (Oxford University Press, 2006)

### **Activités diverses**

Assistant spécial du Président de l'Assemblée générale à ses 28<sup>e</sup> (1973), 33<sup>e</sup> (1978) et 38<sup>e</sup> (1983) sessions

Représentant de l'ONU à la 22<sup>e</sup> Conférence internationale de la Croix-Rouge, tenue à Téhéran en 1973

Participant, au nom du Bureau des affaires juridiques de l'ONU, aux Tables rondes d'experts sur le droit des réfugiés organisées par l'Institut international de droit humanitaire à San Remo en 1978 et à Florence en 1979

Membre du Comité des publications de l'ONU

Membre des délégations de la Cour internationale de Justice aux 39<sup>e</sup> (1984) à 54<sup>e</sup> (1999) sessions de l'Assemblée générale des Nations Unies

Observateur pour la Cour internationale de Justice aux réunions du Comité consultatif juridique afro-asiatique tenues à Arusha en 1985, à Beijing en 1989 et à Islamabad en 1992

Observateur pour la Cour internationale de Justice au huitième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants (La Havane, 1990)

Observateur pour la Cour internationale de Justice à la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement, (Rio de Janeiro, 1992)

Président du jury (Washington) et juge (ONU, New York) lors de la finale mondiale du concours Jessup International Law Moot Court Competition et président du jury lors de la finale néerlandaise (La Haye)

Juge au concours Telders Moot Court Competition (Leyde)

Membre honoraire du Comité de rédaction du *Leiden Journal of International Law*

Membre du Conseil consultatif de rédaction pour le projet d'annuaire du droit international public d'Amérique latine (Genève)

Membre du Conseil d'action de la fondation Manfred Lachs (Pays-Bas)

Membre du Comité directeur du Projet sur les cours et tribunaux internationaux (Universités de New York et de Londres)

Délégué au dixième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants (Vienne, 2000)

Représentant de la Cour d'arbitrage de la Chambre internationale de commerce (Paris) à la dix-neuvième Conférence diplomatique de la Conférence de La Haye de droit international privé (2001)

Participant en qualité de président et de conférencier d'honneur à de multiples conférences internationales, colloques, tables rondes et symposiums, sur des sujets de droit international

## Conférences

Vingtième et trente-deuxième programmes externes de l'Académie de droit international de La Haye (Bogotá, 1998 et Manille, 2001)

Vingt-troisième cours de droit international organisé par le Comité juridique interaméricain (Rio de Janeiro, 1996)

Chargé de conférences Wolfson au Dean Rusk International Law Center (University of Georgia, États-Unis)

Programme de formation (Cours et tribunaux internationaux), faculté de droit de l'Université de Pretoria

Programme de formation (Cours et tribunaux internationaux), Ministère des affaires étrangères, Téhéran

International Boundaries Research Unit de l'Université de Durham (Royaume-Uni), ateliers à Paris (2003) et Durham (2005)

Hommage à Rafael Altamira au nom de la Cour internationale de Justice (Alicante)

Séminaire ONU/UNITAR organisé avec le programme de l'Académie de droit international de La Haye

Programme de hautes études à l'Office des Nations Unies à Genève

Séminaire de droit international organisé en liaison avec les sessions annuelles de la Commission du droit international à Genève

Séminaire organisé par l'UNITAR à New York à l'intention des délégués

Séminaire organisé par le Département de l'information de l'ONU à New York à l'intention de groupes d'étudiants invités

### *Universités (facultés de droit) et autres instituts universitaires*

Javeriana et Colegio del Rosario (Bogotá); Asser Institute et Institute for Social Studies (La Haye), Leyde, Rotterdam et Utrecht (Pays-Bas); Boston, Californie (Davis), Géorgie (Athens), Harvard (Cambridge), Yale (New Haven); New York University et City College, New York (États-Unis); Oxford, Londres (Université, Kings and Queen Mary Colleges, SOAS), London School of Economics et British Institute of International Law (Royaume-Uni); Buenos Aires et El Salvador (Argentine); Vienne; Institut de droit public et de science politique, Fondation Getulio Vargas (Rio de Janeiro) et Université de São Paulo (Brésil); Institut interaméricain des droits de l'homme et Université pour la paix (San José, Costa Rica); Académie diplomatique (Quito); Institut diplomatique (Le Caire); Centre de droit économique international et européen (Thessalonique, Grèce); Ispahan (Iran); Milan (Italie) et Atheneum (Manille)

### *Associations et autres institutions*

Cour suprême (Cali), Association des étudiants et anciens élèves de l'Académie de droit international de La Haye et Société hispanique des Pays-Bas; Association du barreau de la Ville de New York et American Association of Maritime Law (États-Unis); Association cubaine pour les Nations Unies (La Havane); Société égyptienne de droit international (Le Caire); Société roumaine pour les relations internationales (Bucarest); Association mondiale

des anciens boursiers et stagiaires de l'ONU (Genève); Sections grecque et brésilienne de l'Association de droit international (Athènes et São Paulo)

**Affiliation à des sociétés savantes**

American Society of International Law

Association de droit international

Président du Groupe d'étude sur la responsabilité des organisations internationales (depuis 2005)

Membre du Comité de la responsabilité des organisations internationales

Membre du Groupe d'étude sur l'indépendance des tribunaux internationaux

**Edmundo Vargas Carreño (Chili)**

[Original: espagnol]

**Situation personnelle**

Né le 22 avril 1937 à Viña del Mar (Chili)

Marié, trois enfants

**Études**

Faculté de droit de l'Universidad Católica de Valparaíso (1955-1960). Licence de sciences juridiques et sociales avec mention très bien

Études de troisième cycle à l'Institut de droit et de politique internationale de l'Università degli Studi Sociali di Roma (Italie) (1961-1962). Diplôme de droit et politique internationale avec mention très bien

**Expérience professionnelle**

Avocat (1961)

Conseiller juridique, avec rang d'ambassadeur, au Ministère chilien des relations extérieures (1966-1970)

Directeur de l'Academia Diplomática Andrés Bello du Ministère chilien des relations extérieures (1968-1970)

Consultant auprès de gouvernements, d'organismes internationaux et d'institutions publiques dans le domaine du droit international (1971-1977)

Secrétaire exécutif de la Commission interaméricaine des droits de l'homme de l'Organisation des États américains (1977-1990)

Secrétaire d'État adjoint aux relations extérieures du Chili et Ministre suppléant par intérim des relations extérieures (mars 1990 à mai 1993)

Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire du Chili auprès de la République argentine (juin 1993 à mai 1994)

Ambassadeur, Représentant permanent du Chili auprès de l'Organisation des États américains (juin 1994 à juin 1997)

Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire du Chili auprès de la République du Costa Rica (juillet 1997 à juin 2000)

Secrétaire général de l'Organisme pour l'interdiction des armes nucléaires en Amérique latine et aux Caraïbes (OPANAL) (depuis le 1<sup>er</sup> juin 2001)

**Expérience universitaire**

Professeur titulaire – Droit public international, faculté de droit de l'Universidad Católica de Valparaíso (1963-1966)

Professeur titulaire – Droit public international, faculté de droit de l'Universidad Católica de Chile à Santiago (1967-1975)

Professeur titulaire – Droit public international, faculté de droit de l'Universidad de Chile à Santiago (1971-1975)

Professeur titulaire – Relations internationales et organisations internationales (cours du troisième cycle), Institut de sciences politiques de l'Universidad Católica de Chile (1971-1975)

Professeur – Droit public international (cours des premier, second et troisième cycles), faculté de sciences juridiques et politiques de l'Universidad Central de Venezuela (1976-1977)

Professeur associé – Droit public international et droit international relatif aux droits de l'homme, Washington College of Law de l'American University à Washington (1985-1986)

Professeur – Droit international relatif aux droits de l'homme, Academia Diplomática Andrés Bello (Chili) (1990)

Professeur – Théorie des droits de l'homme et régime international des droits de l'homme, programmes de maîtrise en droits de l'homme et en éducation pour la paix de l'Université pour la paix des Nations Unies à San José (Costa Rica) (1998)

Entre 1966 et 2005, en tant que professeur invité, Edmundo Vargas Carreño a donné des cours thématiques et des conférences sur des questions de droit international et de relations internationales dans des universités et centres d'enseignement en Argentine, en Bolivie, au Brésil, en Colombie, au Costa Rica, en Équateur, en Espagne, aux États-Unis d'Amérique (Georgetown, UCLA, American, Duke, Princeton, Harvard, Rhode Island, Columbia, Texas, Notre Dame, Virginia), en France, au Guatemala, au Honduras, en Italie, à la Jamaïque, au Mexique, au Panama, au Pérou, en République dominicaine et au Venezuela.

Il a donné des cours thématiques sur différentes questions de droit international au Comité juridique interaméricain, à Rio de Janeiro (1974, 1975, 1976, 1977, 1980, 1983, 1985, 1995 et 2003) et sur les droits de l'homme à l'Institut interaméricain des droits de l'homme, à San José (Costa Rica) (1983, 1985, 1986 et 2001) et à l'Institut international des droits de l'homme, à Strasbourg (1979 et 1988).

Il a également participé à des séminaires organisés par le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) et y a présenté des travaux sur des questions relatives à la situation des réfugiés et des demandeurs d'asile, à Mexico (1982), La Paz (1983) et Cartagena de Indias (1984).

### **Publications**

« Legislación y política migratoria de los países americanos ». Thèse de fin d'études pour l'obtention de la licence de sciences juridiques et sociales, Valparaíso, 1960. Reçu avec mention très bien.

« La ONU y las organizaciones regionales ». Thèse de fin d'études pour l'obtention du diplôme de spécialisation en droit et politique internationale, Rome, 1962. Reçu avec mention très bien.

« A Latin Policy for the Law of the Sea », dans les Actes du Law of the Sea Institute, Rhode Island, 1970.

« Legislación marítima y pesquera vigente en Chile », Recueil de textes juridiques, Commission permanente du Pacifique Sud, Quito, 1972.

« Mar territorial », *Revista de Marina*, Santiago, septembre-octobre 1972.

« Problemas contemporáneos del derechos del mar », *Revista Mensaje*, Santiago, octubre 1972.

« ¿Cuál es el estatuto jurídico que regula los fondos marinos y oceánicos fuera de la jurisdicción nacional? », *Revista de Marina*, Santiago, mai-juin.

« La inmunidad de jurisdicción del estatuto extranjero en el derecho de Chile ». *Anuario chileno de relaciones internacionales*. Vol. I, Editorial Jurídica, Santiago, 1973.

« La sentencia de la Corte internacional de justicia en los asuntos de la plataforma continental del Mar del Norte ». *Anuario chileno de relaciones internacionales*, Vol. I, Edit. Jurídica, Santiago, 1973.

*América Latina y los problemas contemporáneos del derecho del mar*, Edit. Andrés Bello, Santiago, 1973. Cet ouvrage a été publié sous le titre *América Latina y el Derecho del Mar* par le Fondo de Cultura Económica, Mexico, 1973.

« Las 200 millas, ¿mar territorial o patrimonial? », *Revista Estudios Sociales*, n° 3, Corporación de Promoción Universitaria, Santiago, 1974.

« Mar territorial y mar patrimonial », *Revista Uruguaya de Derecho Internacional*, Montevideo, 1973.

« Sistema internacional e integración andina », en *Variables Políticas de la Integración Andina*, Ediciones Nueva Universidad, Santiago, 1974.

« La solución de las controversias en el derecho del mar », *Revista del Derecho*, Universidad Católica de Chile, Santiago, 1975.

*Derecho del mar: una visión latinoamericana* (en collaboration avec Jorge Vargas), Editorial JUS, Mexico, 1976.

« Nacionalización y expropiación de bienes extranjeros ante el derecho internacional », troisième cours de droit international organisé par le Comité juridique interaméricain, Washington, OEA, 1977.

« La celebración y entrada en vigor de los tratados », quatrième cours de droit international organisé par le Comité juridique interaméricain, Washington, OEA, 1977.

« Validez y nulidad de los tratados », quatrième cours de droit international organisé par le Comité juridique interaméricain, Washington, OEA, 1977.

« The Inter-American Commission on Human Rights and the American Convention », dans les *Actes de l'American Society of International Law*, Washington, 1978.

« La protección de los derechos humanos en el sistema interamericano », *Revista Mensaje*, Santiago, 1978.

« La recepción del derecho internacional en el ordenamiento jurídico venezolano. La Constitución de 1961, ¿monista o dualista? », dans *Estudios sobre la Constitución de 1961*, Libro Homenaje a Rafael Caldera, Caracas, 1979.

« El perfeccionamiento de los mecanismos interamericanos a la luz de su experiencia », dans *Derechos humanos y relaciones internacionales*, publié sous la direction de Walter Sánchez, Instituto de Estudios Internacionales de la Universidad de Chile, Santiago (Chili), 1979.

« La protección de los derechos humanos en el sistema interamericano », Primeras Jornadas Latinoamericanas de Derecho Internacional, Universidad Católica Andrés Bello, Caracas (Venezuela), 1979.

*Introducción al derecho internacional público*, Editorial Juricentro, San José (Costa Rica), 1979.

« Some Problems presented by the Application and Interpretation of the American Convention on Human Rights », *The American University Law Review*, vol. 30, automne 1980, n° 1, Washington, 1981.

« La Corte interamericana de derechos humanos », dans *Perspectivas del derecho internacional contemporáneo: experiencias y visión de América Latina*, publié sous la direction de Francisco Orrego et Jeannette Irigoien, Instituto de Estudios Internacionales de la Universidad de Chile, Santiago (Chili), 1981.

« El Comité jurídico interamericano y el desarrollo del asilo y la protección de los refugiados », dans *Asilo y protección internacional de refugiados en América Latina*, Universidad Nacional Autónoma de México, Instituto de Investigaciones Jurídicas, Mexico, 1982.

« El régimen de asilados y refugiados y su protección por el sistema interamericano » dans *Asilo político y situación del refugiado*, Ministère bolivien des relations extérieures et Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, La Paz (Bolivie), 1983.

« On the Spot Visit: The Experience on the Inter-American Commission on Human Rights in International Law and Fact-Finding in the Field of Human Rights », publié sous la direction de Ramcharam, Martinus Nijhoff, La Haye, 1983.

« Las observaciones *in loco* practicadas por la Comisión Interamericana de Derechos Humanos », dans *Derechos humanos de las Américas*, Homenaje a la memoria de Carlos A. Dunshee de Abranches, Commission interaméricaine des droits de l'homme, Washington, 1984.

« La protección de los derechos humanos en el sistema interamericano », douzième cours de droit international organisé par le Comité juridique interaméricain, Washington, OEA, 1985.

« Asilo territorial: nuevos aspectos a la luz de la situación de Centroamérica », dans *La protección internacional de los refugiados en América Central, México y Panamá: problemas jurídicos y humanitarios*, Colloque tenu à Cartagena de Indias, 1984, ouvrage collectif publié par le Centro Regional de Estudios del Tercer Mundo et l'Universidad Nacional de Colombia, Bogota, 1985.

« Democracia y derechos humanos en el sistema interamericano », dans *Política y Espíritu*, Santiago, novembre, 1988.

*Introducción al derechos internacional*, deuxième édition augmentée, Editorial Juricentro, San José (Costa Rica), 1992.

« Una corte penal internacional » (Aproximación al proyecto de Estatuto preparado por la Comisión de Derecho Internacional) dans *La Corte y el sistema interamericano de derechos humanos*, Rafael Nieto éditeur, San José (Costa Rica), 1994.

« ¿Dónde encontrar el fundamento de la obligatoriedad del derecho internacional?, dans *El derecho internacional en un mundo en transformación*, Liber Amicorum en homenaje al profesor Eduardo Jiménez de Aréchaga, Fundación de Cultura Universitaria, Montevideo, 1994.

« Dos eminentes juristas latinoamericanos: Eduardo Jiménez de Aréchaga y Andrés Aguilar », dans *Revista Diplomacia* n° 69, Santiago, mars-juin 1996.

« Ética y Estado », dans *Jornadas sobre ética pública*, Subsecretaría para la Reforma Política, Ministerio del Interior, Buenos Aires, 1996.

« La intervención humanitaria », dans *Persona humana y derecho internacional*, Liber Amicorum, Héctor Gros Espiell, Bruxelles, 1997.

« Humanitarian Intervention », dans *International Law on the Eve of the Twenty-first Century*, Views from the International Law Commission, Nations Unies, New York, 1997.

« La Convención Interamericana contra la Corrupción », dans *Ética y la Administración Pública*, Caracas, 1997

« El Proyecto de Código de Crímenes contra la paz y la seguridad de la humanidad de la Comisión de Derecho Internacional » dans *Liber Amicorum. Héctor Fix-Zamudio*, San José (Costa Rica), 1998.

« El apoyo del Ministerio de relaciones exteriores a las regiones de Chile », dans *Revista Diplomacia* n° 85, octobre-décembre, Santiago, 2000.

« Humanitarian Action and State Sovereignty », International Institute of Humanitarian Law, San Remo (Italie), 2000

« Funciones de la Comisión Interamericana de Derechos Humanos. Observaciones *in loco*, Informes sobre situaciones de derechos humanos » dans *El sistema interamericano de protección de los derechos humanos en el umbral del siglo XXI, Corte Interamericana de Derechos Humanos*, San José (Costa Rica), 2001.

« Terrorismo y derechos humanos », dans *Globalización y derechos humanos*, Universidad Nacional Autónoma de México, Mexico, 2003.

« El principio de no intervención » dans *XXX Curso de derecho internacional*, Comité juridique interaméricain, Río de Janeiro, 2003.

« El desarme nuclear y la no proliferación » dans *XXX Curso de derecho internacional*, Comité juridique interaméricain, Río de Janeiro, 2003.

« Las zonas libres de armas nucleares en el derecho internacional contemporáneo », dans *XXX Curso de derecho internacional*, Comité juridique interaméricain, Río de Janeiro, 2003.

« El Tratado de Tlatelolco, el desarme y la no proliferación nuclear en América Latina y el Caribe », dans *Seguridad hemisférica e inseguridad global: entre la cooperación interamericana y la guerra preventiva*, Édité. María Cristina Rosas, Universidad Nacional Autónoma de México, Mexico, 2004.

«¿Existe una seguridad hemisférica? », dans *Seguridad internacional en el siglo XXI*, Senado de la República, Mexico, 2004.

« La lucha contra la corrupción en la agenda internacional. Las Convenciones interamericanas de 1996 y de Naciones Unidas de Mérida (México) de 2003 », dans *Revista Nueva Sociedad*, n° 194, Caracas, 2004.

« La proscricción de la amenaza o del uso de la fuerza en las relaciones internacionales », dans *Los siete principios básicos de la política exterior de México*, Universidad Nacional Autónoma de México, Mexico, 2005.

« El principio de no intervención y su vigencia en el derecho internacional del siglo XXI », dans *Derecho y seguridad internacional*, Instituto de Investigaciones Jurídicas de la UNAM, Mexico, 2005.

« Los tratados de derechos humanos en el derecho constitucional y el derecho internacional contemporáneo », dans *Liber Amicorum. Antonio Augusto Cancado Trindade*, Porto Alegre, 2005.

### **Réunions et conférences internationales à caractère gouvernemental**

Entre 1966 et 1971, Edmundo Vargas Carreño a représenté le Gouvernement chilien lors de diverses réunions et conférences à caractère gouvernemental, parmi lesquelles il convient de citer les suivantes : réunion de préparation de l'avant-projet de réforme de la Charte de l'OEA (Panama, 1966); vingt et unième session de l'Assemblée générale des Nations Unies (New York, 1966); troisième Conférence interaméricaine extraordinaire (Buenos Aires, 1957); Comité spécial des principes du droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les États, conformément à la Charte des Nations Unies (Genève, 1967); Conférence des Nations Unies sur le droit des traités (Vienne, 1968-1969); Conférence sur les pêcheries entre les États-Unis et le Chili, l'Équateur et le Pérou (Buenos Aires, 1969); réunion des pays latino-américains disposant d'une zone économique exclusive de 200 milles marins (Montevideo, 1970); réunion latino-américaine sur certains aspects du droit de la mer (Lima, 1970); Assemblée générale de l'OEA à sa première session ordinaire (San José, 1971).

Entre 1978 et 1990, en sa qualité de fonctionnaire de l'Organisation des États américains et de secrétaire exécutif de la Commission interaméricaine des droits de l'homme, il a participé à toutes les assemblées générales de l'OEA tenues pendant cette période (de la troisième à la vingtième session) et dirigé les équipes du Secrétariat exécutif de la Commission interaméricaine des droits de l'homme qui ont procédé à des observations sur place en El Salvador (1978), au Nicaragua (1978, 1980, 1984), en Argentine (1979), en Colombie (1980, 1987), au Pérou (1989) et au Paraguay (1990). En ces mêmes qualités, il a assisté comme observateur à différentes sessions de l'Assemblée générale et de la Commission des droits de l'homme des Nations Unies.

Entre 1990 et 1993, en sa qualité de Secrétaire d'État adjoint aux relations extérieures du Chili, il s'est rendu en visite officielle en Argentine, au Costa Rica, en Équateur, en El Salvador, en Égypte, en Espagne, aux États-Unis d'Amérique, au Guatemala, au Honduras, en Hongrie, en Indonésie, en Malaisie, au Nicaragua, au Pérou, en Pologne, en République fédérale d'Allemagne, en Roumanie, au Royaume-Uni, en Russie, à Singapour, en Tchécoslovaquie et en Uruguay. Il a

également participé aux dixième et onzième conférences ministérielles des pays non alignés à Acera (1991) et Jakarta (1992).

Entre 1990 et 1998, il a été membre de la délégation chilienne aux quarante-sixième, quarante-septième, quarante-neuvième et cinquantième sessions de l'Assemblée générale des Nations Unies à New York (1991, 1992, 1994 et 1995) et aux vingt et unième, vingt-troisième, vingt-cinquième, vingt-sixième et vingt-septième sessions ordinaires de l'Assemblée générale de l'OEA à Santiago (1991), Nassau (1992), Belem do Pará (1994), Montrouis (1995), Panama (1996) et Lima (1997). Il a été Vice-Président de la conférence spécialisée, tenue à Caracas en 1996, lors de laquelle a été adoptée la Convention interaméricaine contre la corruption. Il a été membre de la délégation chilienne au Sommet sur le développement durable tenu à Santa Cruz de la Sierra (Bolivie) en 1996 et membre de la délégation chilienne qui a participé à la Conférence de Rome sur la création d'une cour criminelle internationale, tenue en 1998.

#### **Autres fonctions et distinctions**

Ancien membre du Comité juridique interaméricain (1970-1977)

Ancien membre de la Commission créée par le Traité en vue du règlement des différends survenus entre le Chili et les États-Unis d'Amérique (1972-1989)

Ancien membre de la Commission du droit international des Nations Unies (1992-1996)

Membre de la Sociedad Chilena de Derecho Internacional

Membre de l'American Society of International Law

Membre de l'Instituto Hispano Luso Americano de Derecho Internacional

Membre de la Cour permanente d'arbitrage de La Haye

Arbitre chargé de l'application de l'article 2 de l'annexe VII de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer

Ancien Président de la Commission des questions juridiques et politiques du Conseil permanent de l'Organisation des États américains (1995-1996)

Ancien Président du Groupe de travail sur la probité et l'éthique publique de l'Organisation des États américains (1994-1996).

**Stephen C. Vasciannie (Jamaïque)**

[Original : anglais]

**Fonctions actuelles**

Substitut du Procureur général, Bureau du Procureur général de la Jamaïque

Professeur de droit international, Université des Antilles, Mona (Jamaïque)

Chef du Département d'administration publique, Université des Antilles

**Titres professionnels**

- |      |  |
|------|--|
| 1990 | Avocat au barreau de la Chambre d'appel de la Cour suprême de l'État de New York (deuxième section judiciaire), janvier 1990 |
| 1995 | Certificat d'enseignement du droit, Norman Manley Law School, Jamaïque   |
| 1996 | Avocat au barreau de la Cour suprême de Jamaïque, février 1996   |

**Titres universitaires**

- |      |  |
|------|--|
| 1989 | Doctorat en droit international, Université d'Oxford   |
| 1984 | Maîtrise en droit international, Université de Cambridge (mention très bien et mention spéciale pour travail exceptionnel) |
| 1983 | Licence en droit (jurisprudence), Université d'Oxford (mention très bien)  |
| 1981 | Licence en économie, Université des Antilles (mention très bien)   |

**Bourses et distinctions**

- Prix du meilleur chercheur décerné par le doyen de la faculté des sciences sociales, Université des Antilles (2004)
- Prix du meilleur enseignant décerné par le vice-recteur de l'Université des Antilles (2003)
- Prix de la meilleure publication décerné par le doyen de la faculté des sciences sociales pour activités exceptionnelles de recherche (2001)
- Prix spécial du Président du barreau jamaïcain pour la contribution (collective) apportée à ses travaux sur la Cour de justice des Caraïbes
- Prix Clive Parry récompensant la première place aux examens de la maîtrise en droit international, Université de Cambridge (1984)
- Bourse Rhodes pour la Jamaïque (1981)

### Expérience professionnelle

- De septembre 2001 à juin 2002 Chercheur invité à l'Université de Cambridge, dans le cadre de la bourse Smuts d'études sur le Commonwealth, et au Wolfson College de Cambridge
- De 1994 à 2002 Maître de conférences en droit international au Département d'administration publique de l'Université des Antilles (Jamaïque)
- De septembre 2000 jusqu'à présent Maître assistant à la Norman Manley Law School (Jamaïque)
- De 1991 à 1994 Collaborateur régulier du cabinet de conseils juridiques Sullivan & Cromwell à Wall Street (New York)
- De 1989 à 1991 Consultant juridique, puis conseiller juridique, au Centre des Nations Unies sur les sociétés transnationales
- De 1987 à 1988 Chercheur en droit international au St. Catharine's College de Cambridge et membre de la faculté de droit de l'Université de Cambridge
- De 1984 à 1987 Chargé de travaux dirigés (à temps partiel) en droit international public et en droit de la mer à l'Université d'Oxford

### Renseignements personnels

Né le 17 janvier 1960 à Kingston; nationalité jamaïcaine

### Publications

#### *Livres*

*Land-locked and Geographically Disadvantaged States in the International Law of the Sea* (Oxford University Press, 244 pages, 1990)

*Here and Elsewhere: Short Essays on Local and International Affairs, 1995-1997* (Pear Tree Press, Kingston, 252 pages, 1997) : essais reprenant pour l'essentiel les articles publiés entre 1995 et 1997 dans le *Gleaner* et le *Jamaica Herald*

*International Law and Selected Human Rights in Jamaica* (Norman Manley Law School, 130 pages, 2002)

*Investor-State Dispute Settlement: United Nations Conference on Trade and Development Series on Issues in International Investment Agreements* (Publication des Nations Unies, 128 pages, 2003 – coauteur du manuscrit)

#### *Monographies*

« The Privy Council Versus the Caribbean Court of Appeal: Some General Observations », in *Caribbean Contemporary Affairs*, n° 3 (Initiative d'études culturelles, Bureau du vice-recteur adjoint, Université des Antilles, 33 pages, 1996)

*Fair and Equitable Treatment: United Nations Conference on Trade and Development Series on Issues in International Investment Agreements* (Publication des Nations Unies, 1999, 66 pages – auteur du manuscrit)

*Us and Them: International Law in a Time of Trial* (cours inaugural à l'Université des Antilles, 94 pages, 2004)

*Transparency: United Nations Conference on Trade and Development Series on Issues in International Investment Agreements* (Publication des Nations Unies, 2004 – auteur d'une partie du document)

*Sélection d'articles*

« Land-locked and Geographically Disadvantaged States and the Question of the Outer Limit of the Continental Shelf », *The British Yearbook of International Law*, vol. LVIII (1987), p. 271 à 302

Critique littéraire : « The Legality of Non-Forcible Counter-Measures in International Law », par O.Y. Elagab, *The Cambridge Law Journal*, vol. 47 (1988), p. 493 à 495

« Part XI of the Law of the Sea Convention and Third States: Some General Observations », *The Cambridge Law Journal*, vol. 48 (1989), p. 85 à 97

« Ownership and Control Aspects of Government Joint Ventures in Developing Countries », *Lesotho Law Journal*, vol. 7 (1991), p. 119 à 155 (coauteur)

Note liminaire sur la Charte de la Zone d'échanges préférentiels des États de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe sur les entreprises relevant d'industries multinationales, *International Legal Materials*, vol. 30 (1991), p. 696 à 698

« The Namibian Foreign Investment Act: Balancing Interests in the New Concessionary Era », *The ICSID Review – Foreign Investment Law Journal*, vol. 7, n° 1 (1992), p. 114 à 140

« Bilateral Investment Treaties and Civil Strife: The AAPL/Sri Lanka Arbitration », *The Netherlands International Law Review*, vol. XXXIX, n° 3 (1992), p. 332 à 354

« The PTA Charter on Multinational Industrial Enterprises », *Transnational Corporations*, vol. 1, n° 2 (1992) p. 97 à 110

« Haiti and the Use of Force: An *Ex Post Facto* Legal Argument », *West Indian Law Journal*, vol. 20, n°s 1 et 2 (1995), p. 1 à 21

« The 1996 Cuban Asylum-Seekers in Jamaica: A Case Study in International Law in the Post-Cold War Era », *University of Miami, Inter-American Law Review*, vol. 28, n° 1 (1996), p. 5 à 39

« Jamaica and International Law: Certain Perspectives Concerning the Law of the Sea, Investment and the Environment », *West Indian Law Journal*, vol. 22, n° 1 (1997), p. 1 à 32

« The Haitian Invasion: After the Dust Has Settled », *Caribbean Affairs*, vol. 7, n° 6 (1997), p. 103 à 114

« The Jamaica/United States Shiprider Negotiations: Policy and Political Issues », *Caribbean Quarterly*, vol. 43, n° 3 (1997), p. 34 à 53

« Resource Entitlement in the Law of the Sea: Some Areas of Continuity of Change », in Goodwin-Gill et Talmon (éd.), *The Reality of International Law: Essays in Honour of Ian Brownlie* (Oxford University Press, 1999), p. 539 à 564

« Fair and Equitable Treatment in International Investment Law », in *The British Yearbook of International Law*, vol. 70 (1999), p. 99 à 164 (Prix du doyen de la faculté des sciences sociales pour la meilleure publication, décerné lors de la Journée de la recherche 2001 à l'Université des Antilles)

« *In Re Ganja: International Law and the Decriminalisation of Marijuana in Jamaica* », *West Indian Law Journal*, vol. 26, n° 1 (2001), p. 1 à 49

« Deep Seabed Mining Under the Law of the Sea Convention and the Implementation Agreement: Developing Country Perspectives », *Social and Economic Studies*, vol. 51, n° 2 (juin 2002), p. 63 à 115 (coauteur)

« The Caribbean Court of Justice: The Need for Confidence Building Measures », in Kenneth O. Hall and Denis Benn (éd.), *Governance in the Age of Globalisation: Caribbean Perspectives* (2003), p. 568 à 583

« Foreign Policy Options for CARICOM », *The Integrationist*, vol. 3, n° 2 (2003), p. 18 à 36

« Humanitarian Intervention: Towards a Legal Response to the United Nations Secretary General », *West Indian Law Journal*, vol. 28, n° 2 (2003), p. 17 à 53

« Human Rights in Jamaica: International and Domestic Obligations », in *Human Rights & Human Development Issues in Jamaica*, Programme des Nations Unies pour le développement (2003), p. 53 à 83 et annexe B

« Terrorism, Security and International Law: A Skeptical View », in Ivelaw Griffith (éd.), *Caribbean Security in the Age of Terrorism* (2004), p. 52 à 71

« A Note on Ethics, Transparency and International Investment Law », *West Indian Law Journal*, vol. 29, n° 2 (2004), p. 15 à 27

« The Debate on the Establishment of the Caribbean Court of Justice », *The Integrationist*, vol. 2, n° 1, juin 2004, p. 39 à 53

« CARICOM and International Intervention: Aspects of the Investment Debate », in Kenneth Hall and Denis Benn (éd.), *Caribbean Imperatives: Regional Governance and Integrated Development* (2005), p. 247 à 270

« International Law and the Use of Force in Afghanistan and Iraq », *Journal of Diplomatic Language*, vol. 2, n° 1, juin 2005, article 2 (publication en ligne d'une partie du cours inaugural de 2004)

« Land-Locked and Geographically Disadvantaged States », *Commonwealth Law Bulletin*, vol. 30, n° 1 (2005)

Plus de 500 articles sur les affaires publiques dans *The Daily Gleaner*, *The Jamaica Herald* et *Caribbean Today*

Plus de 25 exposés sur des questions de droit international présentés à des conférences et séminaires internationaux, régionaux et locaux

### Activités publiques et professionnelles

Participation active à la vie publique, notamment :

- Membre du Conseil d'administration de la Bank of Nova Scotia (Jamaïque)

- Représentant suppléant de la Jamaïque aux réunions de la Sixième Commission de l'ONU depuis 2003
- Président de la Conférence sur la délimitation des frontières maritimes en mer des Caraïbes, de 2005 à 2007
- Membre du Comité juridique interaméricain d'octobre 2004 à décembre 2005
- Président du Comité de politique aérienne du Gouvernement jamaïcain
- Vice-Président du Comité intérimaire de la Commission jamaïcaine de lutte contre le dopage
- Membre de la délégation jamaïcaine à la Réunion des Ministres de la justice du Commonwealth à Accra, octobre 2005
- Chef de l'équipe jamaïcaine de négociation lors de l'élaboration de l'accord bilatéral sur les services aériens entre la Jamaïque et le Royaume-Uni, mai 2005
- Représentant de la Jamaïque à la 8<sup>e</sup> réunion de la Commission des affaires juridiques de la CARICOM, Paramaribo, février 2005
- Représentant de la Jamaïque à la Réunion d'élaboration d'un mécanisme informel des droits de l'homme pour les pays d'Amérique latine et des Caraïbes, Mexico, janvier 2005
- Membre de l'équipe du Procureur général de la Jamaïque dans l'affaire *Lambert Watson* (2004) et dans l'affaire de la *Cour de justice des Caraïbes* (2005), devant la Section judiciaire du Conseil privé
- Membre de la délégation jamaïcaine aux sessions annuelles de l'Autorité internationale des fonds marins en 2003 et 2004
- Membre de l'équipe jamaïcaine de négociation lors de la révision de l'Accord Shiprider entre la Jamaïque et les États-Unis, 2003
- Président du Comité des politiques et porte-parole chargé des affaires étrangères du Mouvement démocratique national (Jamaïque) de 1996 à 1999
- Membre du Comité national sur le tribalisme politique en Jamaïque (1996)
- Membre du Comité consultatif de la Croix-Rouge et du Gouvernement jamaïcain pour la diffusion du droit international humanitaire (1995 et 1996)
- Consultant pour le Secrétariat du Commonwealth, la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, le Programme des Nations Unies pour le développement, *Banco Popular de Puerto Rico*; consultant principal du Programme des Nations Unies pour le développement et de l'Institut jamaïcain de planification, pour la publication du Rapport de 2005 sur le développement humain en Jamaïque

## **Marcelo Vázquez-Bermúdez (Équateur)**

[Original : anglais]

Date et lieu de naissance : 12 mars 1964, à Biblián

### **Formation**

1982-1988

Études de droit (licence et doctorat)

Faculté de droit de la Pontificia Universidad Católica del Ecuador

1993-1994

Maîtrise de droit international

Faculté de droit de la Pontificia Universidad Católica del Perú

1988

Académie diplomatique du Chili « Andrés Bello »

Diplôme. Prix du meilleur étudiant étranger

### **Fonctions actuelles**

Depuis 2003 : Conseiller juridique au Ministère des affaires étrangères de l'Équateur

### **Expérience professionnelle**

1998-2003 : Conseiller juridique à la Mission permanente de l'Équateur auprès de l'Organisation des Nations Unies, New York

Ministre équatorien des affaires étrangères

Délégué de l'Équateur à la Sixième Commission (juridique) de l'Assemblée générale des Nations Unies (cinquante-troisième, cinquante-quatrième, cinquante-cinquième, cinquante-sixième et cinquante-septième sessions)

Vice-Président de la Sixième Commission (juridique) de l'Assemblée générale des Nations Unies (cinquante-cinquième session)

Vice-Président du Comité spécial sur la portée de la protection juridique offerte par la Convention sur la sécurité du personnel des Nations Unies et du personnel associé (cinquante-sixième et cinquante-septième sessions de l'Assemblée générale des Nations Unies)

Coordonnateur des consultations informelles sur la portée de la protection juridique offerte par la Convention sur la sécurité du personnel des Nations Unies et du personnel associé (cinquante-septième session de l'Assemblée générale)

Coordonnateur des négociations sur la résolution intitulée « Responsabilité de l'État pour fait internationalement illicite »,

adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies à sa cinquante-sixième session

Coordonnateur des négociations sur la résolution intitulée « Nationalité des personnes physiques en relation avec la succession d'États », adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies à sa cinquante-cinquième session

Chef de la délégation équatorienne à la plénière de l'Assemblée générale des Nations Unies pour le point de l'ordre du jour intitulé « Les océans et le droit de la mer ». A négocié plusieurs résolutions sur la question, y compris sur celle de la viabilité de la pêche

Chef de la délégation équatorienne aux Réunions des États Parties à la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer, 1999-2003

Chef de la délégation équatorienne aux réunions du Processus consultatif officiel ouvert à tous sur les océans et le droit de la mer des Nations Unies, 2000-2003

Chef de la délégation équatorienne du Comité spécial créé par la résolution 51/210 de l'Assemblée générale en date du 10 décembre 1996. A participé aux négociations sur la Convention internationale pour la répression du financement du terrorisme et sur la Convention internationale sur la répression des actes de terrorisme nucléaire

Chef de la délégation équatorienne aux 10 sessions de la Commission préparatoire de la Cour pénale internationale tenues entre 1998 et 2002. A participé aux négociations des textes portant, notamment, sur le Règlement de procédure et de preuve, les éléments des crimes et l'Accord sur les relations entre la Cour et l'Organisation des Nations Unies

Chef de la délégation équatorienne à l'Assemblée des États Parties au Statut de Rome de la Cour pénale internationale – participation aux réunions du Bureau, 2002-2003

Délégué de l'Équateur à la Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires en 2000, 24 avril-19 mai 2000

Délégué de l'Équateur à la Commission des Nations Unies sur le désarmement. A participé aux négociations qui ont conduit à l'adoption du document comportant des principes et directives concernant la création de zones exemptes d'armes nucléaires sur la base d'arrangements librement conclus entre les États de la région intéressée, 1999

1998

Coordonnateur d'un des quatre groupes de négociation de l'Accord de paix de 1998 qui a réglé le différend territorial opposant l'Équateur et le Pérou (négociations tenues au

- Département d'État des États-Unis à Washington, ainsi qu'à Quito et à Lima)
- 1995-1997 Conseiller du Département équatorien des affaires étrangères  
 Coordonnateur de la Commission de voisinage Équateur-Colombie et des relations bilatérales entre l'Équateur et le Pérou et entre l'Équateur et le Chili  
 Ministère équatorien des affaires étrangères  
 Premier Secrétaire  
 A négocié des accords et arrangements bilatéraux sur divers sujets, y compris sur des questions concernant l'entraide judiciaire, l'intégration et la santé
- 1990-1994 Ambassade de l'Équateur au Pérou  
 Deuxième et Premier Secrétaire  
 Rapporteur de la troisième Réunion ministérielle de la Commission permanente du Pacifique-Sud
- 1989 Chef de la délégation équatorienne à la septième session de la Commission préparatoire de l'Autorité internationale des fonds marins et du Tribunal international du droit de la mer, Kingston  
 Chef de la délégation équatorienne au Comité juridique de la Commission permanente du Pacifique-Sud, Bogotá
- 1986-1987 Département du droit de la mer  
 Ministère équatorien des affaires étrangères  
 Troisième Secrétaire  
 A mis au point la position de l'Équateur dans le domaine du droit de la mer

#### **Activités universitaires**

Universidad Andina Simón Bolívar, Quito (université faisant partie du système de la Communauté andine)

Professeur de droit commercial international depuis 2004

Conférencier sur le droit international et la *common law* à l'École de droit de la Pontificia Universidad Católica de l'Ecuador et à l'Universidad Internacional SEK, Quito, 1995-1998

Conférencier au premier Séminaire à l'intention des fonctionnaires publics sur le droit international humanitaire et la Cour pénale internationale, organisé par le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) et le Ministère équatorien des affaires étrangères, Quito, août 2004

Membre d'un groupe sur l'entraide judiciaire et les extraditions internationales à l'occasion du Séminaire à l'adresse des procureurs publics, organisé par le Parquet général, Quito, mai 2005

Conférencier sur le droit international et le droit de la mer pour l'Instituto de Altos Estudios Nacionales de Ecuador, la Marine équatorienne et l'Académie diplomatique

**Ouvrages**

*The United Nations and the repression of terrorism and its financing: conventions and resolutions*, Ministère des affaires étrangères, Quito, 2006

*Oceans and the Law of the Sea: Considerations for the Agenda of Ecuador*, Académie diplomatique Antonio J. Quevedo, Quito, 2002

Divers articles publiés dans des revues

**Autres activités dans les domaines international et juridique**

Président du Comité juridique de la Commission nationale équatorienne pour les affaires océaniques et le droit de la mer, depuis 2004

Directeur général du Fonds commun pour les produits de base, organisme international créé par la CNUCED ayant son siège à Amsterdam, 2003-2005

Coordonnateur national et chef de la délégation équatorienne au groupe de négociation sur le règlement des différends pour la Zone de libre-échange Équateur-États-Unis d'Amérique, 2004

Coordonnateur national et chef de la délégation équatorienne au groupe de négociation sur le règlement des différends pour la Zone de libre-échange des Amériques (ZLEA), 2003

Délégué de l'Équateur au treizième Sommet des chefs d'État et de gouvernement du Mouvement des non-alignés, Kuala Lumpur, 2003

Autorité centrale pour la Convention interaméricaine sur les commissions rogatoires

Autorité nationale pour l'application de la Convention de Strasbourg sur le transfèrement des personnes condamnées

## Rauf Versan (Turquie)

[Original : anglais]

Né le 13 octobre 1954, à Istanbul

Formation à l'English High School d'Istanbul et à la Faculté de droit de l'Université d'Istanbul (licence en 1976)

Spécialisation en droit international, Downing College, Cambridge (LL.B en 1978 et Ph.D. en 1986, sous la direction du Professeur R.Y. Jennings)

Stagiaire à la Faculté de droit de l'Université de Heidelberg (1984-1985), dans le cadre d'un programme d'échange entre les Universités de Cambridge et de Heidelberg; simultanément stagiaire au Max-Planck-Institut für Ausländisches Öffentliches Recht und Völkerrecht, Heidelberg

Conférencier en droit international, Faculté de science politique de l'Université d'Istanbul, 1986

Professeur de droit international public, 2000

Vice-doyen (2002-2005) et président du Département des relations internationales de la Faculté de science politique de l'Université d'Istanbul (depuis 2001)

Professeur adjoint à l'Académie militaire

Membre du British Institute of International and Comparative Law, de l'International Law Association

### Sélection bibliographique

- The General Principles of International Judicial Assistance in Civil Matters and Judicial Assistance to International Courts (thèse de doctorat, Cambridge University, 1986).
- « Judicial Assistance », dans vol. III (Private International Law), *International Encyclopedia of Comparative Law* (à paraître).
- « Proof of Municipal Law in International Proceedings », *Journal of International Law and International Private Law*, vol. 7 (1987).
- « International and Regional Agreements on Marine Pollution Abatement », *Journal of International Law and International Private Law*, vol. 10 (1990).
- « La Cour internationale de Justice a décrété que les États-Unis d'Amérique sont tenus de recourir à l'arbitrage conformément à la section 21 de l'accord relatif au siège de l'ONU de 1947 » (en turc), *Journal du Barreau d'Istanbul*, 1991.
- « Some Salient Aspects of the Political Relations of Turkey with the Middle-Eastern States », *Zeitschrift für Türkeistudien*, 1992.
- « L'application des décisions de justice internationale par les tribunaux municipaux » (en turc), *Essais en hommage à M. Belik*, 1993.
- « Le projet de l'Anatolie sudorientale et les dimensions juridiques des relations arabo-turques » (en turc), dans *Problems of the Water: Turkey and the Middle-East*, 1993.

- « Les dimensions historiques et contemporaines de la diplomatie » (en turc), dans *Journal de la Faculté de science politique*, Université d'Istanbul, 1995.
- « Legal Problems Concerning Territorial Sea Delimitation in the Aegean Sea », dans *Aegean Issues: Problems-Legal and Political Matrix*, 1995.
- « Le contexte historique de l'arbitrage international et des tribunaux arbitraux en droit international » (en turc), dans *Mélanges Kili*, 1998.
- « Le Traité de paix de Lausanne au seuil du XXI<sup>e</sup> siècle » (en turc), dans *Journal de la Faculté de droit*, Université d'Istanbul, vol. 56 (1998).
- « Evidence Before International Courts and Tribunals », *Annales de la Faculté de droit d'Istanbul*, 1998.
- « Some Reflections upon Maritime Delimitation in the Aegean Sea », *Proceedings of the International Symposium on the Problems of Regional Seas*, 12-14 mai 2001.
- « La compétence de la Cour internationale de Justice en vertu du principe *forum prorogatum* » (en turc), *Essays en hommage à S. Toluner*.

## **Amos S. Wako (Kenya)**

[Original : anglais]

Né le 31 juillet 1945, marié, deux enfants

### **Études**

Licence en droit (avec mention) (L.L.M.), University of East Africa (1969)

Avocat auprès de la Haute Cour du Kenya, août 1970

Licence de sciences économiques, spécialisation Affaires internationales (avec mention honorable) (B.Sc), Université de Londres (1975)

Titulaire d'une bourse de l'International Academy of Trial Lawyers (États-Unis) (1977)

Maîtrise de droit (L.L.M.) de l'Université de Londres, spécialisation en droit constitutionnel comparé, droit économique international et droit des traités (1978)

Titulaire d'une bourse du Chartered Institute of Arbitrators (Londres) (1983)

Avocat général principal (2003)

### **Procureur général de la République du Kenya depuis le 13 mai 1991**

Le Procureur général est le Conseiller juridique principal auprès du Gouvernement et a qualité de membre de droit du Parlement et du Cabinet. M. Wako a exercé les fonctions de Procureur général lors de la période de transition historique au Kenya et, notamment :

- A supervisé la transition d'un État à parti unique vers une démocratie multipartite (décembre 1991) et l'alternance gouvernementale grâce à des élections libres et régulières, à l'issue desquelles le parti au pouvoir (KANU) a été battu par l'opposition (NARC) (décembre 2002), encouragé l'adoption par le Parlement des amendements constitutionnels nécessaires et des lois prévoyant l'établissement d'un État démocratique multipartite et la mise en place d'une commission électorale indépendante et présidé des conférences constitutionnelles nationales réunissant des membres du Parlement, des dignitaires religieux et des représentants de la société civile. Membre de la Commission de révision de la Constitution kényane.
- A rédigé le nouveau projet de constitution kényane sur la base du projet de loi relatif à la Constitution kényane, tel que rédigé lors de la Conférence constitutionnelle nationale et amendé par le Parlement.
- A lancé un ambitieux programme de réforme de l'appareil judiciaire en désignant plus de 17 groupes de travail chargés d'examiner divers aspects de la législation et de rédiger des textes dans des domaines importants, tels que : l'administration de la justice, la réforme des lois et des procédures pénales, les lois spécifiques en faveur des femmes, des enfants, des personnes handicapées et de l'environnement, les lois commerciales, les lois sur la réforme et la libéralisation

de l'économie, les droits de l'homme (loi de 2002 sur la Commission nationale des droits de l'homme), la corruption et l'éthique publique, etc. Les groupes de travail étaient essentiellement composés de représentants de la société civile et de personnes visées par des lois spécifiques, ainsi que de quelques représentants des ministères concernés. A lancé un processus de consultation sur des questions politiques, juridiques et sociales au Kenya.

- De 1993 à 1997 – Président du groupe des ministres de la justice/procureurs généraux du Marché commun de l'Afrique orientale et australe [a présidé les réunions décisives à l'issue desquelles la Zone d'échanges préférentiels des États de l'Afrique de l'Est et l'Afrique australe a été convertie en Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA)].
- De 1997 à 1998 – Président du groupe des ministres de la justice/procureurs généraux de l'Afrique de l'Est (a présidé des réunions décisives, à l'issue desquelles le texte du Traité portant création de la Communauté de l'Afrique de l'Est a été rédigé).
- De 1994 à 1997 – Président du Groupe des 77 pour les questions liées au droit international maritime.
- De 1997 à 1998 – Président de l'Autorité internationale des fonds marins.
- Chef de la délégation du Kenya aux conférences internationales contre la corruption, tenues à Durban (Afrique du Sud) en 1999 et à Prague en 2001, et au Forum mondial sur la lutte contre la corruption et la sauvegarde de l'intégrité, tenu à La Haye du 28 au 31 mai 2002.
- 2004 – Président du Comité pour l'accélération de la constitution de la Fédération de l'Afrique de l'Est (nommé par les chefs d'État de la République-Unie de Tanzanie, de la République de l'Ouganda et de la République du Kenya), qui a élaboré une feuille de route devant aboutir à la constitution de la Fédération de l'Afrique de l'Est.
- 2005 – Président du Comité juridique consultatif Afrique-Asie, qui est doté du statut d'observateur auprès de l'Organisation des Nations Unies.

### **Justice pénale**

En sa qualité de Procureur général, il est l'autorité suprême désignée par la Constitution pour toutes les questions liées aux poursuites pénales et donne des instructions au Commissaire de police pour la conduite des enquêtes criminelles.

En vertu de la loi de 2003 sur la lutte contre la corruption et la criminalité économique, il est le Procureur chargé de toutes les affaires de corruption et de délits économiques.

A supervisé, par le biais du Cabinet, la ratification du Statut de Rome de la Cour pénale internationale et publié le projet de loi de 2005 sur la criminalité internationale.

### **Autres activités**

En sa qualité de conseiller juridique principal auprès du Gouvernement, le Procureur général exerce de nombreuses activités, à savoir :

- Rédige et passe en revue des accords et des contrats internationaux et locaux, et recommande leur adoption, de même que des traités et des conventions, dont il supervise l'application.
- Représente le Gouvernement à la Cour et dans toutes les procédures judiciaires.
- Rédige des lois, y compris des ordonnances, des arrêtés, etc.
- Est membre du Comité des affaires étrangères et de la sécurité du Cabinet.
- Est membre de la Commission du service judiciaire.
- Est membre de conseils d'administration de sociétés telles que la Kenya Ports Authority, Kenya Airways et la Kenya Revenue Authority.
- Est membre du Comité de gestion économique du Gouvernement.

## **Activités internationales**

### **Organisation des Nations Unies**

1982 – Nommé par le Secrétaire général de l'ONU, M. Javier Pérez de Cuéllar, membre pour le Groupe des pays d'Afrique du Conseil d'administration du Fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour les victimes de la torture. Son mandat a été renouvelé par les Secrétaire généraux suivants, M. Boutros Boutros-Ghali et M. Kofi Annan.

De 1982 à 1992 – Rapporteur spécial de la Commission des droits de l'homme sur les exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires. Premier Rapporteur spécial thématique de la Commission. A présenté des rapports annuels (mandat renouvelé chaque année).

A en outre assumé les tâches suivantes en sa qualité de Rapporteur :

- Missions spéciales en Ouganda (17-20 août 1986); en Guyane française (août 1987); en Colombie (octobre 1989).
- Visite au Danemark (1982, 1983) et aux Pays-Bas (1984, 1989) pour y mener des consultations.
- Auditions conjointes annuelles avec le Groupe spécial d'experts chargé d'examiner les violations des droits de l'homme en Afrique australe, de 1985 à 1990; à ce titre, s'est rendu à Londres, Lusaka, Harare et Dar es-Salaam.
- Exposés sur les droits de l'homme et les mécanismes d'établissement des rapports y relatifs et sur le droit international humanitaire à l'occasion d'ateliers de formation organisés dans divers pays à l'intention des fonctionnaires de rang élevé et des officiers de l'armée.
- Invité d'honneur du Gouvernement néo-zélandais aux manifestations organisées pour célébrer le quarantième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme.

1984-1991 – Membre du Comité des droits de l'homme institué par le Pacte international relatif aux droits civils et politiques, puis Vice-Président en 1991.

1992 – Nommé par le Secrétaire général de l'ONU, M. Boutros Boutros-Ghali, Envoyé spécial du Secrétaire général au Timor oriental chargé d'enquêter sur les incidents survenus à Dili le 12 novembre 1991.

1993 – Nommé par le Secrétaire général de l'ONU, M. Boutros Boutros-Ghali, Président de la Commission d'enquête chargée de faire la lumière sur le massacre commis près d'Harbel (Libéria), comme suite à une résolution du Conseil de sécurité de l'ONU.

1998 – Nommé par le Secrétaire général de l'ONU, M. Kofi Annan, membre du Groupe de personnalités éminentes mandaté pour se rendre en Algérie et recueillir des informations en vue d'aider à clarifier la situation dans le pays.

Juin 1998 – Chef de la délégation gouvernementale du Kenya à la Conférence diplomatique de plénipotentiaires des Nations Unies sur la création d'une cour pénale internationale. Élu Vice-Président de la Conférence.

Juin 1998 – Adjoint du Chef de la délégation gouvernementale du Kenya à la Conférence mondiale contre le racisme, tenue en Afrique du Sud (coordonnateur pour l'Afrique).

Adjoint du Chef de la délégation gouvernementale du Kenya à la Conférence mondiale sur les droits de l'homme tenue à Vienne.

Chef de la délégation gouvernementale du Kenya auprès des sessions de la Commission des droits de l'homme en 1982 et 1999, et coordonnateur pour la région de l'Afrique; chef de la délégation gouvernementale du Kenya auprès du Comité des droits de l'homme de l'ONU (2005).

2002-2003 – Membre de l'équipe technique désignée par le Secrétaire général du Commonwealth pour rédiger les principes de Latimer House relatifs à l'obligation de rendre des comptes dans le cadre des rapports entre les trois branches du gouvernement, pour examen et adoption par les chefs d'État et de gouvernement des pays du Commonwealth.

Conseiller auprès de l'Organisation internationale du Travail.

### **Organisations non gouvernementales internationales**

1993 – Membre du Comité consultatif international pour le Prix des droits de l'homme à la mémoire de Robert F. Kennedy.

1981 – Commissaire, puis membre (de 1985 à 1991) du Comité exécutif de la Commission internationale de juristes. S'est rendu dans plusieurs pays du monde entier à ce titre pour assister à des conférences, des séminaires et des ateliers et présenter des exposés sur l'administration de la justice, l'état de droit, les droits de l'homme et la démocratisation. A fait de nombreuses interventions dans plusieurs pays du monde entier où l'état de droit et les droits de l'homme étaient menacés.

1994-1991 – Membre de la Commission des églises pour les affaires internationales du Conseil œcuménique des églises. S'est rendu dans de nombreux pays à ce titre pour conseiller et sensibiliser les églises à tous les aspects des affaires internationales.

A effectué des missions pour le compte d'Amnesty International (Mission aux Seychelles en 1981 par exemple).

1988-1990 – Secrétaire général adjoint de l'Association internationale du barreau et Président de la Conférence biennale de l'Association internationale du barreau, tenue à New York, en 1990.

### **Au niveau régional**

À l'invitation du Secrétaire général de l'OUA, M. Eden Kodjo, est devenu membre du Comité d'experts chargé de rédiger l'avant-projet de la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples, puis membre de la délégation gouvernementale kényane à la Réunion ministérielle de l'OUA qui a adopté le projet de Charte.

Membre du Comité d'experts chargé de rédiger l'avant-projet de la Charte africaine des droits et du bien-être de l'enfant africain.

1978-1981 – Secrétaire général de l'Association africaine du barreau. Est intervenu à ce titre dans de nombreux pays africains où il a effectué des missions en vue de promouvoir et de défendre les droits de l'homme, la démocratisation et l'état de droit.

Secrétaire général honoraire de l'Union interafricaine des avocats (1980-1989).

Membre de la Commission pour les affaires internationales de la Conférence panafricaine des églises chargée de sensibiliser les églises africaines à tous les aspects des affaires internationales. S'est rendu à ce titre auprès de plusieurs églises et organisations religieuses d'Afrique.

### **Expérience professionnelle**

Avocat pour la société de renom Kaplan & Stratton en mars 1969, puis partenaire d'avril 1972 à mai 1991, date de sa nomination en tant que Procureur général. S'est occupé d'affaires de droit constitutionnel et de droit civil et d'arbitrage de litiges relevant du droit commercial international.

1979-1981 – En sa qualité de Président de la Law Society of Kenya, a favorisé la conversion de la Society, qui faisait office de « syndicat » des avocats, pour qu'elle s'occupe de questions plus larges, telles que l'administration de la justice, l'état de droit, les droits de l'homme et l'accès des plus défavorisés à la justice.

1984-1988 – Président de l'Association of Professional Societies in East Africa.

1982-1991 – Président fondateur du Public Law Institute, qui s'occupe d'actions en justice pour l'intérêt général

Depuis 1984 – Membre du Comité consultatif international auprès du World Copyright Arbitration Center

Depuis 1995 – Membre du Conseil international pour l'arbitrage commercial.

### **Titres honorifiques**

Membre honoraire à vie de la Wiltshire Bar Association

Elder of Burning Spear (EBS) (distinction décernée)

Elder of Golden Heart (EGH) (distinction décernée)

Avocat général principal

**Xue, Hanquin (Chine)**

[Original : anglais et chinois]

**Lieu de naissance :** Shanghai (Chine)  
**Date de naissance :** 15 septembre 1955  
**Sexe :** Féminin  
**Nationalité :** Chinoise  
**État civil :** Mariée, une fille

**Formation**

1991-1995 : Doctorat en droit, Faculté de droit de l'Université Columbia  
1982-1983 : Maîtrise de droit, Faculté de droit de l'Université Columbia  
1977-1980 : Licence de langues étrangères, Université de Beijing  
1981-1982 : Diplôme de droit international, Département de droit de l'Université de Beijing

**Fonctions actuelles**

Depuis 2003 : Ambassadeur de la République populaire de Chine auprès du Royaume des Pays-Bas, Représentante permanente de la République populaire de Chine auprès de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC)  
Depuis 2002 : Membre de la Commission du droit international

**Fonctions assumées précédemment**

1999-2003 : Directrice générale du Département des lois et des traités du Ministère des affaires étrangères  
1994-1999 : Vice-Directrice générale du Département des lois et des traités du Ministère des affaires étrangères  
1988-1994 : Chef de division, Département des lois et des traités du Ministère des affaires étrangères  
1984-1988 : Chef de division adjoint, Département des lois et des traités du Ministère des affaires étrangères  
1980-1984 : Juriste, Département des lois et des traités du Ministère des affaires étrangères

**Fonctions universitaires**

Vice-Présidente de la Société chinoise de droit international depuis 2000  
Membre de l'Institut de droit international depuis 2005  
Membre du Conseil de la Société chinoise de droit depuis 1997

Vice-Présidente et membre du Conseil de la société chinoise de droit international privé depuis 1995

Membre du Conseil de la Société chinoise de droit international depuis 1994

Professeur associé de droit, Département de droit de l'Université de Beijing, depuis 1994

Professeur de droit à la faculté des affaires étrangères de Beijing, depuis 1998

Membre du Conseil d'administration de l'Annuaire chinois de droit international de 1993 à 2002

Conseillère au Comité sur les ressources hydrauliques de l'Association de droit international depuis 1993

Professeur de droit à l'Institut de droit de l'Académie chinoise de sciences sociales depuis 2004

### **Qualifications juridiques**

Examen de qualification des avocats chinois (1988)

### **Expérience professionnelle**

#### **Conférences internationales et négociations de traités**

1980-1984	Représentante de la Chine aux réunions du Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique de l'ONU et de son Sous-Comité juridique
1982, 1990, 1993	Représentante de la Chine au Comité spécial de la Charte des Nations Unies et du raffermissement du rôle de l'Organisation
1986	Membre du Comité des experts juridiques de l'AIEA sur la rédaction de la Convention sur la notification rapide d'un accident nucléaire et de la Convention sur l'assistance en cas d'accident nucléaire ou de situation d'urgence radiologique
1987, 1988	Représentante de la Chine à la réunion du Comité juridique de l'OACI sur la rédaction du protocole pour la répression des actes illicites de violence dans les aéroports servant à l'aviation civile internationale, complémentaire à la Convention de Montréal pour la répression d'actes illicites dirigés contre la sécurité de l'aviation civile
1991	Participation au Colloque sur les projets d'articles sur les utilisations des cours d'eau internationaux à des fins autres que la navigation
1986, 1987	Représentante de la Chine à la Sixième Commission de l'Assemblée générale
1993	Représentante de la Chine à la Troisième Commission de l'Assemblée générale

- 1993 Participation à la réunion des experts juridiques sur l'instauration du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie
- 1994 Chef de la délégation chinoise à la réunion de la Conférence de La Haye de droit international privé sur la question de l'application dans le cas des réfugiés de la Convention sur la protection des enfants et la coopération en matière d'adoption internationale
- 1994 Chef de la délégation chinoise à la réunion spéciale d'experts de l'Organisation des Nations Unies sur les immunités juridictionnelles des États et de leurs biens
- 1994 Chef de la délégation chinoise à la réunion de l'Organisation des Nations Unies relative à la Convention sur la sécurité du personnel des Nations Unies et du personnel associé
- 1995 Chef de la délégation chinoise aux réunions du CIND en vue d'une Convention sur la lutte contre la désertification
- 1995 Participation au Congrès des Nations Unies sur le droit international public, dans le cadre de la Décennie des Nations Unies pour le droit international
- 1995, 1996 Chef de la délégation chinoise à la réunion de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, Mandat de Berlin
- 1996 Chef adjoint de la délégation chinoise. Présentation d'un rapport national sur la mise en œuvre de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale
- 1996 Colloque sur le statut des réfugiés organisé conjointement par le Comité juridique consultatif Afrique-Asie et le HCR, à l'occasion du trentième anniversaire des Principes de Bangkok
- 1998, 1999 Chef de la délégation chinoise à la réunion d'experts juridiques sur la rédaction de la Convention contre la criminalité transnationale organisée
- 1998 Représentante de la Chine à la réunion de la Conférence de La Haye de droit international privé consacrée à la reconnaissance et à l'exécution des jugements étrangers
- 1999 Chef adjoint de la délégation chinoise. A présenté un rapport national sur la mise en œuvre de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes
- 1999, 2000 Représentante adjointe à la Sixième Commission de l'Assemblée générale

- 2003 Première Vice-Présidente de la cinquante-sixième session de la Commission du droit international
- 2004 Présidente des réunions du Groupe consultatif informel sur l'admission de la Communauté européenne à la Conférence de la Haye de droit international privé

### **Négociations juridiques bilatérales**

Négociations juridiques avec le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord relatives à Hong Kong, notamment à la poursuite de l'application des conventions et traités internationaux ainsi qu'aux dispositions spécifiques des accords bilatéraux passés dans certains domaines après le 30 juin 1997

Négociation et conclusion d'un accord d'entraide judiciaire en matière pénale et d'un traité d'extradition entre la Chine et la Bulgarie (chef de la délégation chinoise)

Négociation et conclusion d'un traité d'entraide judiciaire en matière civile et commerciale entre la Chine et le Maroc (chef de la délégation chinoise)

Négociation et conclusion d'un traité d'extradition entre la Chine et la Roumanie (chef de la délégation chinoise)

Consultations avec la Croatie et la Slovénie sur la continuité des traités conclus avec l'ex-Yougoslavie (chef de la délégation chinoise)

Négociation et conclusion d'un traité d'extradition entre la Chine et la Mongolie (chef de la délégation chinoise)

Négociation et conclusion d'un traité d'entraide judiciaire en matière civile et pénale et d'un traité d'extradition entre la Chine et l'Ouzbékistan (chef de la délégation chinoise)

Négociation et conclusion d'un traité d'entraide judiciaire en matière pénale entre la Chine et l'Indonésie (chef de la délégation chinoise)

Négociations avec la Banque des règlements internationaux au sujet de l'accord avec le pays hôte relatif à l'ouverture d'un bureau de la Banque dans la Région administrative spéciale de Hong Kong (chef des négociations)

Consultations avec le Gouvernement japonais sur le droit de la mer (chef de la délégation chinoise)

Négociations avec le Gouvernement portugais sur des questions juridiques relatives à Macao, notamment en ce qui concerne le mécanisme permettant la poursuite de l'application des conventions et accords conclus après le 19 décembre 1999

Négociation et conclusion d'un traité d'entraide judiciaire en matière civile et pénale entre la Chine et le Viet Nam (chef de la délégation chinoise)

Négociation et conclusion d'un traité d'entraide judiciaire en matière civile entre la Chine et la Tunisie (chef de la délégation chinoise)

Négociation et conclusion d'un traité d'entraide judiciaire en matière civile et pénale entre la Chine et la Lituanie (chef de la délégation chinoise)

Négociations relatives aux dommages matériels causés à l'Ambassade de Chine par les bombardements américains en République fédérale de Yougoslavie (chef des négociations)

Consultations avec le Gouvernement japonais sur l'entrée en vigueur de l'accord sur la pêche (chef de la délégation chinoise)

Délimitation des frontières maritimes des mers territoriales, de la zone économique exclusive et du plateau continental de la Baie de Beibu entre la Chine et le Viet Nam (chef du Groupe de travail de la délégation chinoise)

### **Principales publications**

#### **Ouvrages**

*Commentaire de la Charte des Nations Unies* (Editions Shanxi, 1999), coéditrice

*Recueil intégral des traités commerciaux et économiques conclus par la Chine avec des pays étrangers*, Éditions Xinhua, 1996 (coéditrice)

*Le droit international*, publié sous la direction de Wang Tieya, 1995 (livre utilisé par les facultés de droit des universités de tout le pays)

*Le droit international*, publié sous la direction de Shao Jin, Presses universitaires de Beijing et Higher Education Press, 2000 (série de manuels pour le XXI<sup>e</sup> siècle) (chapitre sur la responsabilité des États); deuxième version du livre (2004)

*Transboundary Damage in International Law* (Cambridge University Press, 2003)

*Droit national et pratique des traités*, Chapitre 5 sur la Chine (coauteur), publié sous la direction de Duncan B. Hollis, Merritt R. Blakeslee et L. Benjamin Ederington, Éditions Martinus Nijhoff, Londres/Boston, 2005

#### **Traduction**

Droit international et pratique internationale : guide du diplomate (Sen. B), cotraductrice, 1987

#### **Articles**

« On Outer Space Law Issues », coauteur, *Studies of International Affairs*, volume 4, 1983

« La vingt-troisième session du Sous-Comité juridique du Comité de l'espace extra-atmosphérique », *Annuaire chinois de droit international*, 1985

« Étude comparative des régimes juridiques des ressources communes », *Annuaire chinois de droit international*, 1986

« Commentaire des deux conventions sur la sûreté nucléaire », *Annuaire chinois de droit international*, 1987

« Questions de droit international dans l'affaire Kokaryo », *Annuaire chinois de droit international*, 1988 (sur les questions de la reconnaissance et de la succession en droit international)

« Relativity in International Water Law », *Colorado Journal of International Environmental Law and Policy*, volume 3, n° 1, 1992

« Transboundary Damage in International Law », essai publié dans *Peace, Justice and Law*, série d'essais sur le droit international en l'honneur du Professeur Wang Tieya (1993)

« Le rôle des Nations Unies dans l'évolution du droit international », *Annuaire chinois de droit international*, 1995

« On Sustainable Development », *Pacific Journal*, volume 4, 1997

« Collective Concept in State Responsibility », discours sur la responsabilité de l'État à l'occasion de la session annuelle de l'American Society of International Law, 15 mars 2002, 172-175, Actes de la 96<sup>e</sup> réunion annuelle de l'American Society of International Law, 2002

« La cinquante-troisième session de la Commission du droit international », *Annuaire chinois de droit international*, 2002

« La cinquante-quatrième session de la Commission du droit international », *Annuaire chinois de droit international* (2003, à paraître)

« La responsabilité de l'État et l'obligation *erga omnes* », *Annuaire chinois de droit international* (2004, à paraître)

« Ce qui a changé », contribution à Agora : la nature du système juridique international est-elle en train de changer?, *Austrian Review of International and European Law*, volume 8 (2003)

« China's Perspective on the Current Development of International Criminal Law », conférence donnée à l'Institut TMC Asser de droit international de La Haye, Centre Grotius de l'Université de Leyde, mars 2004

« China's Open Policy and International Law », conférence donnée dans le cadre de la série de conférences publiques organisées en 2004 à l'initiative de l'Institut Clingendael et de l'Institut d'études sociales, La Haye, septembre 2004, publié en anglais dans l'*Annuaire chinois de droit international* (2005), volume 4, n°1, 133-139

## Chusei Yamada (Japon)

[Original : anglais]

Né le 12 avril 1931 à Osaka (Japon)

### Études universitaires

Licence de droit à la faculté de droit de l'Université de Tokyo (1954)

Études au Swarthmore College, Pennsylvanie (États-Unis d'Amérique) (1954-1955)

Études à l'Université du Wisconsin (États-Unis d'Amérique) (1955)

Diplômé de la Fletcher School of Law and Diplomacy, Medford, Massachussets (États-Unis d'Amérique) (1956)

Professeur de droit international à la faculté de droit et à l'Institut de hautes études de l'Université de Waseda (1996-2002)

### Expérience professionnelle

#### *Fonctions actuelles*

Assistant particulier du Ministre des affaires étrangères du Japon (depuis 1996)

Membre de la Commission du droit international (depuis 1992) (Président de la cinquante-deuxième session en 2000 et Rapporteur spécial sur les ressources naturelles partagées depuis 2002)

Membre du Conseil d'administration de l'Association de droit international, branche japonaise

Membre de l'Association japonaise de droit international

Représentant permanent du Japon à l'Organisation juridique consultative pour les pays d'Asie et d'Afrique [depuis 1993, Président (de janvier 1994 à avril 1995)]

Membre du Conseil d'administration de Global Guardian Trust, Tokyo (organisation non gouvernementale pour la conservation des ressources naturelles) (depuis 2000)

Président par intérim du Japan-India Cultural and Economic Committee of the Foreign Exchange Committee (organisation non gouvernementale pour l'amitié entre les pays) (depuis 1997)

#### *Fonctions diplomatiques*

Entré au Ministère japonais des affaires étrangères en 1954

A reçu les affectations suivantes ou occupé les postes suivants :

- Consulat général du Japon à Seattle (États-Unis d'Amérique) (1956-1958)
- Division de l'Amérique du Nord, Bureau chargé des affaires américaines, Ministère des affaires étrangères, Tokyo (1958-1963)
- Ambassade du Japon à New Delhi (Inde) (1963-1966)
- Mission permanente du Japon à Genève (Suisse) (1966-1968)

- Division des affaires économiques, Bureau chargé des organismes des Nations Unies, Ministère des affaires étrangères, Tokyo (1968-1969)
- Directeur de la Division des conventions internationales, Bureau des traités, Ministère des affaires étrangères, Tokyo (1969-1972)
- Mission permanente du Japon auprès de l'Organisation des Nations Unies à New York (États-Unis d'Amérique) (1972-1977)
- Directeur général adjoint pour la planification de la politique, Ministère des affaires étrangères, Tokyo (1977-1978)
- Directeur général adjoint du Bureau des traités, Ministère des affaires étrangères, Tokyo (1978-1981)
- Consul général du Japon, Hong Kong et Macao (1981-1983)
- Directeur général, Bureau chargé des organismes des Nations Unies, Ministère des affaires étrangères, Tokyo (1983-1985)
- Inspecteur général, Ministère des affaires étrangères, Tokyo (1985-1986)
- Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire du Japon à la Conférence du désarmement, Genève (1986-1989)
- Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire du Japon en République arabe d'Égypte au Caire (1989-1992)
- Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire itinérant, Tokyo (1992-1993)
- Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire du Japon en Inde, New Delhi (1993-1995)
- Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire du Japon auprès du Royaume du Bhoutan, New Delhi (1993-1995)
- Membre d'un jury pour les examens d'entrée au Service diplomatique portant sur le droit international (1962-1972) et le droit constitutionnel (1978-1980)

#### *Autres postes*

Juge, Tribunal arbitral créé en application de l'annexe VII de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer : affaire du thon rouge du sud (*Australie et Nouvelle-Zélande c. Japon*, Washington) (2000)

Membre du Comité national japonais de l'UNESCO (1997-2003)

Membre du Conseil de l'Université des Nations Unies (1998-2004)

#### *Participation à des conférences internationales*

A représenté le Gouvernement japonais dans les organes et organismes internationaux suivants :

- Assemblée générale des Nations Unies (34 sessions, dont 3 sessions extraordinaires, depuis 1957)
- Conseil de sécurité
- Conférence du désarmement

- Commission du désarmement
- Conseil économique et social
- Programme des Nations Unies pour le développement
- Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement
- Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique
- Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce
- Réunion consultative du Traité sur l'Antarctique
- Organisation de l'aviation civile internationale
- Commission internationale des pêches du Pacifique Nord
- Commission du phoque à fourrure du Pacifique Nord

A représenté le Gouvernement japonais dans diverses conférences spéciales et conférences diplomatiques, notamment :

- Conférence des Nations Unies sur le cacao, Genève (1967-1968)
- Conférence des Nations Unies sur le sucre, Genève (1968)
- Conférence internationale de droit aérien, La Haye (1970)
- Conférence de plénipotentiaires sur la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction, Washington (1973)
- Conférence mondiale de la population, Bucarest (1974)
- Conférence des Nations Unies pour la promotion de la coopération internationale dans le domaine des utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire (1978)
- Conférence sur l'interdiction des armes chimiques, Paris (1989)

A fait partie du Bureau des organes suivants :

- A présidé la première session du Comité préparatoire (mai 1989) de la quatrième Conférence des Parties chargée de l'examen du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, ainsi que le troisième Comité de cette Conférence (août-septembre 1990)
- Président de la Conférence du désarmement (1989)
- Membre du Groupe d'experts chargé par le Secrétaire général d'étudier le rôle de l'Organisation des Nations Unies dans le domaine de la vérification (1989-1990)
- Président du Comité plénier de la Sixième Commission de l'Assemblée générale chargé d'élaborer une convention sur le droit relatif aux utilisations des cours d'eau internationaux à des fins autres que la navigation (octobre 1996-avril 1997).

### Publications et articles dans le domaine du droit international

Chusei Yamada, « North Pacific Fur Seal Convention », *Research Journal of the Ministry of Foreign Affairs*, vol. II, n° 12 (1962)

« Legal Status of Russian Warship “Admiral Nahimov” », Séminaire international, Université de Kyoto (8 novembre 1980)

« Return of Hong Kong », Séminaire international, Université de Kyoto (23 juin 1984)

« Antarctic Treaty and the United Nations », réunion annuelle de l’Association japonaise de droit international (13 octobre 1985)

Chusei Yamada, « The Legal Aspects of Nuclear Weapons Proliferation concerning the Former Soviet Union », *Avoidance and Settlement of Arms Control Disputes*, Vol. II Arms Control and Disarmament Law (publication des Nations Unies, 1994)

Chusei Yamada, « Conditions for South Asian Regional Talks », *Disarmament Topical Papers 20; Transparency in Armament Regional Dialogue and Disarmament* (publication des Nations Unies, 1994)

Chusei Yamada, « The United Nations at its Turning Point: A Japanese Perception », dans *The United Nations at Age Fifty*, Association de l’Allemagne pour les Nations Unies (Kluwer Law International, 1995)

Chusei Yamada, « Consolidation and Improvement of Existing Multilateral Agreements », *Disarmament Topical Papers 21; Disarmament in the Last Half Century and its Future Prospect* (publication des Nations Unies, 1995)

Chusei Yamada, « The History of the CTBT and Where It Stands Today », *Asia-Pacific Review* (vol. 4, n° 1, printemps-été 1997)

Chusei Yamada, « Peace Through Disarmament? Legal Aspect », dans *International Law on the Eve of the Twenty-first Century; Views from the International Law Commission* (publication des Nations Unies, 1997)

Chusei Yamada, « Revitalization of the UN Codification Process of International Law: A Case on the Convention of the Law of the Non-Navigational Uses of International Watercourses », *Japanese Annual of International Law* n° 40 (Association japonaise de droit international, 1997)

« The Future Role of Nuclear Weapons », dans *Asian Security in the 21<sup>st</sup> Century* (Institute of Defence Studies and Analysis, New Delhi, octobre 1999)

« Revised Draft Articles of the ILC on State Responsibility », réunion annuelle de l’Association japonaise de droit international (octobre 2001)

Chusei Yamada, « On Arbitral Award », dans *Kokusaiho Gaiko Zassi (The Journal of International Law and Diplomacy)*, vol. 100, n° 3 (2001), p. 175 à 183

Chusei Yamada, « Priority Application of Successive Treaties Relating to the Same Subject Matter : The Southern Bluefin Tuna Case », dans N. Ando *et al.* (éd.), *Liber Amicorum Judge Shigeru Oda* (Kluwer Law International, 2002), p. 763 à 771

Chusei Yamada, « Some Reflections on the Phenomenon of “Forum Shopping” », dans Y. Yokota et T. Yamamura (éd.), *Modern International Law and the United Nations, Human Rights and International Court* (Kokusaishoin, 2003), p. 391 à 401

Chusei Yamada, « Revisiting the International Law Commission's Draft Articles on State Responsibility », dans M. Ragazzi (éd.), *International Responsibility Today*, (Brill, 2005), p. 117 à 123

Chusei Yamada, A series of « International Law Commission » from Forty-fourth Session (1992) to Fifty-sixth Session (2004), *Kokusaiho Gaiko Zasshi (The Journal of International Law and Diplomacy)*, vol. 91, n° 6 (1993) à vol. 103, n° 4 (2005)

Chusei Yamada, « Codification of the Law of Transboundary Groundwaters », *Fifty years of Asian-African Legal Consultative Organization: Commemorative Essays (2006)*.

## **Nassib G. Ziadé (Liban)**

[Original : anglais et français]

### **Domaine de spécialisation**

Expérience approfondie en matière d'administration de procédures internationales (arbitrage, conciliation et règlement contentieux) en droit international privé et public ainsi que d'administration et de fonctionnement de tribunaux internationaux.

### **Expérience professionnelle**

*Secrétaire exécutif du Tribunal administratif de la Banque mondiale depuis janvier 1997*

Nommé par le Président de la Banque mondiale après consultations

A restructuré le secrétariat du Tribunal et continue à le diriger et à en assurer le bon fonctionnement. A jusqu'ici supervisé et suivi plus de 230 affaires contentieuses, dont 215 ont été tranchées

A collaboré avec les juges suivants du Tribunal : A. Kamal Abdul-Magd, Bola Ajibola (Président 2004-2005), Sarah Christie, Elizabeth Evatt, Florentino P. Feliciano, Robert A. Gorman (Président 1998-2001), Sir Elihu Lauterpacht (Président 1996-1998), Francisco Orrego Vicuña (Président 2001-2004), Jan Paulsson (Président depuis 2005), Thio Su Mien et Prosper Weil

Principales attributions :

- Filtre les requêtes
- Sert d'intermédiaire pour les communications émanant du Tribunal, adressées à celui-ci ou échangées entre les parties et assure le traitement rapide de tous les actes de procédure et de toutes les pièces et correspondances après examen de leur conformité aux dispositions du Statut et du Règlement du Tribunal
- Tient un dossier de chaque affaire dans lequel sont enregistrées les dates de réception et de transmission de toutes les pièces de procédure et communications et de tous les actes liés à la mise en état de l'affaire
- Assiste les membres du Tribunal dans le traitement des questions de procédure que soulèvent les affaires
- Supervise l'élaboration par le Secrétariat de résumés de la requête et de la réponse du défendeur pour toutes les affaires, écrit des mémoires sur des points de droit nouveaux ou difficiles et sur des points de fait, et assiste, au besoin, les membres du Tribunal, dans la rédaction
- Aide le Président du Tribunal à l'élaboration des ordres du jour détaillés des sessions du Tribunal et organise les sessions du Tribunal à Washington et en Europe
- Assiste à toutes les audiences plénières du Tribunal et à celles de ses diverses chambres et en établit les procès-verbaux (le Tribunal a commencé sous mon mandat à constituer des chambres pour connaître de certaines affaires)

- Édite et vérifie soigneusement les jugements et ordonnances du Tribunal avant leur publication et assure l'uniformité du style, de la terminologie et de la présentation
- Supervise la publication des jugements, ordonnances et tous autres documents du Tribunal
- Assume la responsabilité de tous les travaux administratifs et de l'établissement du budget annuel du Tribunal conformément aux procédures de la Banque mondiale, et représente le Tribunal devant les autorités budgétaires de la Banque
- Représente le Tribunal aux réunions du Conseil des administrateurs de la Banque mondiale, où il présente des rapports et répond aux questions concernant le fonctionnement du Tribunal
- Donne suite à toutes les demandes de renseignements concernant les activités du Tribunal
- Membre d'un comité de révision des procédures de règlement des différends créé en juin 1998 par la direction de la Banque mondiale, qui a examiné de manière approfondie les procédures de règlement des différends appliqués à la Banque et présenté à la direction, en décembre 1998, ses conclusions et recommandations dans un rapport détaillé intitulé « Réforme du système interne de règlement des conflits du Groupe de la Banque mondiale »
- A présidé en 2000 et 2001 le Réseau de règlement des conflits du Groupe de la Banque mondiale (qui comprend toutes les composantes formelles et informelles du système de règlement des griefs de la Banque et établit un rapport semestriel adressé au Président de la Banque concernant le fonctionnement du système de règlement des conflits du Groupe de la Banque mondiale)
- A organisé et coordonné en 2000 une conférence sur le droit administratif international à laquelle ont participé pour la première fois des représentants des principaux tribunaux administratifs internationaux, ainsi que des juges et avocats internationaux et des universitaires
- A été désigné par le Président de la Banque mondiale pour exercer la fonction de secrétaire du comité consultatif chargé d'établir à l'intention du Président de la Banque une liste de candidats aux postes de juge du Tribunal
- A été l'assistant spécial d'un enquêteur (Sir Robert Jennings, ancien président de la Cour internationale de Justice) chargé par le Tribunal d'enquêter sur des questions de fait dans une affaire particulièrement sensible

*Conseiller juridique, Gouvernement bahreïnite, mars-juillet 2002*

A conseillé le Gouvernement bahreïnite au sujet de la mise en place d'une cour constitutionnelle nationale, l'une des premières dans la région. Il s'agissait notamment :

- D'améliorer l'avant-projet de loi portant création de la Cour en apportant de nombreuses modifications sur le fond. Le projet final en langue arabe que j'ai soumis a été promulgué par le Gouvernement bahreïnite;

- De coordonner les travaux avec les plus hautes instances du Gouvernement bahreïnite, les membres du comité de rédaction initial et des experts juridiques du Moyen-Orient et d'Europe.

*Conseiller juridique, Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (CIRDI), juin 1990-janvier 1997*

Principales attributions :

- Supervision des affaires soumises au CIRDI : premier filtrage des demandes soumises au CIRDI; suivi des dossiers; service des tribunaux arbitraux sur le plan de la procédure : rédaction de diverses ordonnances de procédure et des parties relatives à la procédure dans les sentences arbitrales; organisation d'audiences – et participation – faisant intervenir des arbitres (ou des conciliateurs), les parties et leurs conseils, des experts et des témoins; rédaction des procès-verbaux des audiences; participation aux délibérations des tribunaux arbitraux et gestion du financement des affaires. A été secrétaire dans les instances suivantes :

*Tribunaux arbitraux*

*Southern Pacific Properties (Middle East) Limited c. la République arabe d'Égypte*

Arbitres : Eduardo Jiménez de Aréchaga (Président), Mohamed Amin Elabassy El Mahdi, Robert F. Pietrowski, Jr.

Langues de procédure : français et anglais (1990-1992)

*Société d'études de travaux et de gestion SETIMEG S. A. c. la République du Gabon*

Arbitres : Claude Reymond (Président), Henri Caillavet, Marie-Madeleine Mborantsuo

Langue de procédure : français (1990-1993)

*American Manufacturing & Trading, Inc. c. la République du Zaïre*

Arbitres : Sompong Sucharitkul (Président), Heribert Golsong, Kéba Mbaye

Langues de procédure : français et anglais (1993-1997)

*Antoine Goetz et autres c. la République du Burundi*

Arbitres : Prosper Weil (Président), Mohammed Bedjaoui, Jean-Denis Bredin

Langue de procédure : français (1995-1997)

*Comité ad hoc (procédure d'annulation)*

*Southern Pacific Properties (Middle East) Limited c. la République arabe d'Égypte*

Membres : Claude Reymond (Président), Arghyrios A. Fatouros, Kéba Mbaye

Langues de procédure : français et anglais (1992-1993)

*Commission de conciliation*

*SEDITEX Engineering Beratungsgesellschaft für die Textilindustrie m.b.H c. le Gouvernement malgache*

Conciliateurs : André Faurès (Président), Dominique Carreau, Raymond Ranjeva

Langue de procédure : français (1994-1996)

(Cette affaire de conciliation, la deuxième à être portée devant le CIRDI, a soulevé des questions de procédure nouvelles).

- Fonctions consultatives : a régulièrement donné des avis oralement et par écrit, en arabe, en français et en anglais, en matière d'arbitrage et d'investissement, à la direction du Groupe de la Banque mondiale, à des praticiens privés et à de hauts fonctionnaires nationaux
- Organisation de colloques sur l'arbitrage et participation aux colloques : a assumé des responsabilités essentielles dans l'organisation de colloques sur l'arbitrage international avec des représentants d'autres institutions d'arbitrage; a coordonné avec les intervenants la teneur de leurs discours, et a représenté le CIRDI à des conférences sur l'arbitrage
- Contribution aux publications du CIRDI : a pris en charge certaines publications du Centre, dont une revue de droit, un bulletin d'information et plusieurs brochures

*Assistant juridique, CIRDI, mai 1986-juin 1990*

Contribution à la mise au point et à la coordination de plusieurs publications du CIRDI

Établissement de mémoires de recherche pour le Vice-Président et conseiller juridique principal de la Banque mondiale (Ibrahim F. I. Shihata), et étude de certains aspects de la constitution de l'Agence multilatérale de garantie des investissements (AMGI)

*Pratique du droit international des affaires à Beyrouth et à Londres, 1983-1986*

Assistant spécial de Samir A. Saleh, ancien vice-président de la Cour d'arbitrage de la Chambre de commerce internationale et spécialiste du droit du Moyen-Orient

### **Associations professionnelles**

Membre du comité de rédaction et principal collaborateur, *ICSID Review – Foreign Investment Law Journal*, 1987-2003

Correspondant pour le Moyen-Orient, *International Legal Materials*, depuis 1987; membre du Comité consultatif de rédaction, *International Legal Materials*, depuis 1991

Membre de l'American Society of International Law, 1987-2004, et de la Société française pour le droit international, depuis 2000

Membre bienfaiteur (*Patron*) de l'American Society of International Law depuis 2004

Membre du comité chargé du programme de la réunion annuelle de l'American Society of International Law pour 2005

Membre de l'Association suisse de l'arbitrage depuis 1988

Membre du comité consultatif du Research Centre for International Law, Université de Cambridge, depuis 2005

## Publications

### *Livres*

Approche comparative de la reconnaissance et de l'exécution des sentences arbitrales étrangères dans les pays arabes (plus de 1 000 pages, à paraître prochainement)

Rédacteur de l'ouvrage intitulé « Proceedings of the Twentieth Anniversary Conference of the World Bank Administrative Tribunal » (à paraître en 2006)

Rédacteur des World Bank Administrative Tribunal Reports pour 1997, 1998, 1999, 2000, 2001, 2002, 2003 et 2004

### *Articles et commentaires*

The Law Applied by the World Bank Administrative Tribunal (à paraître dans *American Journal of International Law* en 2006)

The Practice of Arab States and Other Public Entities with Regard to Arbitration (à paraître dans *Arbitration International* en 2006)

Practical Issues Arising in International Administrative Tribunals, dans *Proceedings of the Twentieth Anniversary Conference of the World Bank Administrative Tribunal* (Nassib G. Ziadé éd., à paraître en 2006)

Introductory Remarks to the Panel « Is there a Role for International Law in the Middle East Peace Process? », dans *Proceedings of the 99<sup>th</sup> Annual Meeting of the American Society of International Law* 213 (2005)

The Jurisprudence of the World Bank Administrative Tribunal in 2002, 3 *The Law and Practice of International Courts and Tribunals* 189 (2004)

The World Bank's Internal Conflict Resolution System, 2 *The Law and Practice of International Courts and Tribunals* 333 (2003)

Avant-propos, 2002 World Bank Administrative Tribunal Reports, mars 2003

Avant-propos, 2001 World Bank Administrative Tribunal Reports, février 2002

Avant-propos, 2000 World Bank Administrative Tribunal Reports, janvier 2001

Avant-propos, 1999 World Bank Administrative Tribunal Reports, octobre 2000

Avant-propos, 1998 World Bank Administrative Tribunal Reports, mars 1999

Avant-propos, 1997 World Bank Administrative Tribunal Reports, décembre 1998

ICSID Conciliation, 13 *News from ICSID*, n° 2, p. 3 (1996)

Some Recent Decisions in ICSID Cases, 6 *ICSID Review – Foreign Investment Law Journal* 514 (1991)

Note introductive de la sentence rendue dans l'affaire *SOABI c. Sénégal*, 6 *ICSID Review – Foreign Investment Law Journal* 119 (1991)

Introductory Note to the Agreement on the Establishment of the Republic of Yemen and to the Provisional Constitution of Yemen, 30 *International Legal Materials* 820 (1991)

Commentaire [sous-arrêt du 5 décembre 1989 de la Cour d'appel de Paris dans l'affaire *SOABI c. État du Sénégal*], *Revue critique de droit international privé* 1991.124

ICSID Clauses in the Subrogation Context, 7 *News from ICSID*, n° 2, p. 4 (1990)

ICSID and Arab Countries, 5 *News from ICSID*, n° 2, p. 5 (1988)

Introductory Note to the Amman and Algiers Summit Meetings of the League of Arab States, 27 *International Legal Materials* 1646 (1988)

Introductory Note to the International Arbitration Provisions of the 1983 Lebanese Code of Civil Procedure, 27 *International Legal Materials* 1022 (1988)

Introductory Note to the Charter Establishing the Gulf Cooperation Council (GCC), the Rules of Procedure and the Unified Economic Agreement of the GCC, 26 *International Legal Materials* 1131 (1987)

#### *Critiques*

Critique de « ICSID Reports, Volume 1 » (Rosemary Rayfuse & Elihu Lauterpacht, éd.), 8 *ICSID Review – Foreign Investment Law Journal* 529 (1994)

Critique de « Proceedings of the First Euro-Arab Arbitration Conference » (Fathi Kemicha, éd.), 5 *ICSID Review – Foreign Investment Law Journal* 195 (1990)

Critique de « Contemporary Problems in International Arbitration » (Julian D.M. Lew, éd.), 2 *ICSID Review – Foreign Investment Law Journal* 281 (1987)

#### *Bibliographies*

References on the UNCITRAL Arbitration and Conciliation Rules, 5 *ICSID Review – Foreign Investment Law Journal* 363 (1990)

Selective Bibliography on the International Chamber of Commerce's Dispute-Settlement Mechanisms, 5 *ICSID Review – Foreign Investment Law Journal* 186 (1990)

Selective Bibliography on the 1958 New York Convention on the Recognition and Enforcement of Foreign Arbitral Awards, 4 *ICSID Review – Foreign Investment Law Journal* 434 (1989)

Selective Bibliography on Arbitration and Arab Countries, 3 *ICSID Review – Foreign Investment Law Journal* 423 (1988)

References on State Contracts, 3 *ICSID Review – Foreign Investment Law Journal* 212 (1988)

Selective Bibliography on the Iran-United States Claims Tribunal, 2 *ICSID Review – Foreign Investment Law Journal* 534 (1987); mise à jour publiée dans 14 *Yearbook Commercial Arbitration* 466 (1989)

#### *Traductions*

Traduction de l'arabe en anglais de l'Accord relatif à la création de la République du Yémen et à l'organisation de la période intérimaire, 30 *International Legal Materials* 822 (1991)

Traduction de l'arabe en français des dispositions du Code libanais de procédure de 1983 relatives à l'arbitrage international, 3 *ICSID Review – Foreign Investment Law Journal* 209 (1988)

Traduction de l'arabe en anglais des dispositions du Code libanais de procédure civile de 1983 relatives à l'arbitrage international, 27 *International Legal Materials* 1028 (1988)

### **Conférences et cours**

Président de la table ronde : « Is there a Role for International Law in the Middle East Peace Process? », 99<sup>e</sup> session annuelle, American Society of International Law, Washington, avril 2005

Conférencier, L.L.M. Studies, Programme conjoint en droit international du commerce et des investissements, universités du Chili et de Heidelberg, Santiago (Chili), octobre 2004 (Selected Issues in International Arbitration and International Administrative Law)

Intervenant, Conférence sur la culture juridique et le droit du développement sous l'égide de l'Université américaine du Caire et le Centre René-Jean Dupuy pour le droit et le développement, Oriental Hall, American University, Le Caire (Égypte), octobre 2004 (The Role of Cultural Norms in the Settlement of Transnational Disputes)

Intervenant, Conférence annuelle de l'Association pour le règlement des conflits (2002), San Diego, Californie, août 2002 (*The World Bank Group Conflict Management System*)

Intervenant, quatrième Conférence du droit international de l'énergie pétrolière, Centre régional du Caire pour l'arbitrage commercial international, Charm el-Cheikh (Égypte), mars 2002 (Arbitration and the Arab Countries)

Conférencier, Programme d'études de droit international : droit du commerce et des affaires, Université du Chili, faculté de droit et Institut des études internationales, décembre 2001 (Arbitration and Developing Countries)

Intervenant, conférence à l'occasion du vingtième anniversaire de la création du Tribunal administratif de la Banque mondiale, Paris, mai 2000 (Practical Issues Arising in International Administrative Tribunals)

Conférencier, cours de spécialisation en droit international, School of Advanced International Studies (SAIS) Johns Hopkins University, Washington, avril 1998 (An Overview of the Activities of the World Bank Administrative Tribunal)

Conférencier, International Arbitration Seminar, International Law Institute, Washington, novembre 1995 et octobre 1996 (ICSID's Facilities for the Settlement of Disputes)

Intervenant, quatrième conférence interaméricaine sur l'arbitrage commercial, Inter-American Commercial Arbitration Commission, San Antonio, Texas, septembre 1995 (Dispute Resolution in the Americas)

Intervenant, onzième colloque conjoint CIRDI/Association américaine d'arbitrage/Chambre de commerce internationale, San Francisco, octobre 1994 (International Conciliation and Mediation)

Intervenant, sixième colloque annuel sur l'arbitrage commercial transnational, Institute for Transnational Arbitration, Southwestern Legal Foundation, Dallas, Texas, juin 1994 (Topical Issues in International Arbitration)

Intervenant, Département juridique de l'Agence multilatérale de garantie des investissements (AMGI), juin 1992 (Dispute Resolution in Saudi Arabia)

Intervenant, premier Congrès de la Fédération internationale des institutions arbitrales commerciales, Centre régional du Caire pour l'arbitrage commercial international, Le Caire (Égypte), février 1992 (Paths to Institutional Cooperation: The ICSID Perspective)

Conférencier, L.L.M. Program, American University, Washington College of Law, avril 1991 (International Dispute Settlement Techniques)

Conférencier, L.L.M. Program, American University, Washington College of Law, juin 1988 (Settlement of State Contract Disputes)

## **Diplômes (tous avec mention)**

### *Diplômes universitaires*

Université de Paris I (Panthéon/Sorbonne), doctorat en droit (en voie de préparation)

Université de Cambridge (Royaume-Uni), L.L.M., Master of International Law, 1985 (prix Clive Parry de droit international)

Université Saint-Joseph (université française) de Beyrouth (Liban) :

Licence/maîtrise en droit privé, 1983

Licence/maîtrise en droit public, 1983

Licence en sciences administratives et politiques, 1984

Université américaine de Beyrouth (Liban), Bachelor of Business Administration, 1984

### *Diplômes préuniversitaires*

Baccalauréat libanais, 1979

Baccalauréat français, 1979

## **Langues**

Arabe, français et anglais (trilingue)

## **État civil**

Libanais, né en 1962

---